

Bulletin
de l'Association pour l'étude de l'œuvre
d'Henri de Man

No 13 — Novembre 1985

HENRI DE MAN — 1885 - 1985

Numéro spécial publié à l'occasion
du centenaire de la naissance d'Henri de Man

ASSOCIATION POUR L'ÉTUDE DE L'ŒUVRE D'HENRI DE MAN

p.a. Département d'histoire du droit et des doctrines juridiques et politiques,
Place de l'Université 3, 1211 GENÈVE 4 (Suisse)

BULLETIN
DE L'ASSOCIATION POUR L'ETUDE DE
L'OEUVRE D'HENRI DE MAN

N° 13 - Novembre 1985

HENRI DE MAN - 1885-1985

Numéro spécial publié à l'occasion du
centenaire de la naissance d'Henri de Man

ASSOCIATION POUR L'ETUDE DE L'OEUVRE D'HENRI DE MAN
p.a. Département d'histoire du droit et des doctrines juridiques et politiques,
Place de l'Université 3, 1211 GENEVE 4 (Suisse)

Rédacteur responsable

Michel Brélaz, 79A avenue Curé-Baud, CH-1212 GRAND-LANCY (Suisse).

Les textes, signés ou non, n'expriment pas nécessairement les vues de l'Association, de son comité et de ses membres. Ils peuvent être cités, moyennant indication de la source, mais ne peuvent être reproduits ou traduits, en tout ou en partie, qu'avec l'autorisation préalable de l'éditeur.

Copyright 1985

*by Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man.
Tous droits de reproduction et de traduction réservés.*

Sommaire

	<u>page</u>
<i>Henri de Man - 1885-1985</i>	5
1. LES PREMIERES ANNEES	
<i>H. de Man</i> <i>De Partijdag der duitsche sociaal-demokratie te Jena</i>	11
<i>H. de Man</i> <i>Die belgische Junge Garde</i>	17
<i>H. de Man</i> <i>Die Union von Süid-Afrika</i>	23
2. LA PREMIERE GUERRE MONDIALE	
<i>L. de Brouckère</i> <i>Lettre à Henri de Man</i>	29
<i>H. de Man</i> <i>Lettre à Louis de Brouckère</i>	31
<i>L. de Brouckère</i> <i>Lettre à Henri de Man</i>	37
3. RECONSTRUCTION	
<i>H. de Man</i> <i>How Belgian Workers educate themselves</i>	43
<i>M. Brélaz</i> <i>L'Allemagne paiera</i>	51
4. AU DELA DU MARXISME	
<i>H. de Man</i> <i>Le déclin du marxisme</i>	63
<i>D. Borchers</i> <i>Auf dem Wege zur Überwindung des Marxismus</i>	67
<i>K. Oschmann</i> <i>"Hinein in den Mittelstand!" Hendrik de Man über einen politisch-strategischen Aspekt der Sozialdemokratie in der Weimarer Republik</i>	81
<i>A.M. van Peski</i> <i>Een relaas met een vreemde conclusie</i>	89
5. TRAVAIL, JEU ET CATHARSIS	
<i>H. de Man</i> <i>Mensch und Maschine</i>	99
<i>M. Brélaz</i> <i>"Nous"</i>	107
6. PLANISME	
<i>P. Dodge</i> <i>De Man's planisme of the thirties : Guidelines for socialist practice within capitalist society</i>	123
<i>J. Tinbergen</i> <i>Proposition d'action mondiale concertée en faveur de l'emploi</i>	135
<i>J. Tinbergen</i> <i>Hendrik de Man - oorspronkelijk denker</i>	145
<i>H. de Man</i> <i>La question des sports</i>	147
<i>H. de Man</i> <i>Van Zeeland's achievements and failures</i>	151
<i>G.D.H. Cole</i> <i>The lesson for democracy</i>	153

7. LA ZONE DES CATASTROPHES	159
H. de Man <i>Pour une politique socialiste de paix</i>	163
H. de Man <i>Directives pour la rédaction du "Travail"</i>	171
H. de Man <i>Présentation</i>	173
H. de Man <i>A nos lecteurs</i>	177
8. SUR LA RIVE	179
H. de Man <i>(Die ausländischen Soldaten Napoleons) - Vorwort</i>	181
H. de Man <i>Napoleon's experiment with international armies : did it fail ?</i>	183
H. de Man <i>Lettre sur le socialisme</i>	197
CHRONOLOGIE	201
TEMOIGNAGES	
G. Lefranc <i>Achille Dauphin-Meunier - In memoriam</i>	205
S. Clouet <i>Une grande figure : le militant Georges Lefranc</i>	207
NOUVELLES DE L'ASSOCIATION	213

HENRI DE MAN - 1885-1985

Nous commémorons en ce mois de novembre 1985 le centième anniversaire de la naissance d'Henri de Man (17.11.1885 - 20.6.1953). Avant toutes choses, exprimons notre reconnaissance à tous ceux qui ont rendu possible cette manifestation : les autorités belges et anversoises, la direction et le personnel de l'Archief en Museum voor het Vlaamse Cultuurleven à Anvers (Archives et musée de la culture flamande), les historiens et collaborateurs chargés de la préparation de l'exposition ainsi que les membres de notre Association qui, depuis une année, sont sur la brèche.

Un chroniqueur se plaignait il y a quelque temps de la multiplication des anniversaires : centenaire de la naissance de celui-ci, centenaire de la mort de celui-là; il y a toujours quelque chose à commémorer. Nos amis belges, qui viennent de célébrer avec éclat le centième anniversaire du Parti Socialiste Belge, le savent mieux que quiconque. Et nous ne parlons pas des années, des mois et des journées que l'on a pris l'habitude de consacrer à tout et à rien. En Suisse, récemment, les organisateurs d'une journée du silence ont été fraîchement accueillis un peu partout parce que leur idée entrail en conflit avec l'année de la musique !

En fait, de même que silence et musique ne sont pas incompatibles, notre manifestation n'entend pas briser le premier à seule fin de faire le plus de bruit possible autour du non-événement qu'est, en somme, un anniversaire. Elle n'a d'autre ambition que celle assignnée à notre Association lors de sa création il y a douze ans : d'une part, encourager l'étude objective de l'œuvre d'Henri de Man, ainsi que la recherche historique sur sa genèse, son évolution et son influence; d'autre part, faire connaître ce qui, dans cette œuvre, présente un intérêt pour la solution des problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels actuels. Ce qui peut sembler, à première vue, attachement à un passé révolu n'est en réalité, dans cette optique, que la condition indispensable de la compréhension du présent et de la préparation de l'avenir. On remarquera d'ailleurs que la plupart de ceux qui s'intéressent aujourd'hui à cette œuvre sont des jeunes et aussi, déjà, des moins jeunes, qui n'ont pas connu Henri de Man et son époque et qui, par conséquent, les abordent non avec le regard de l'acteur ou du témoin de ce passé, mais avec le regard de femmes et d'hommes de notre temps. Ce n'est pas chez eux qu'il faut chercher une quelconque - et vaine - nostalgie.

L'un de nos membres nous a interpellés un jour à propos de notre prétention d'encourager l'étude **objective** de l'œuvre d'Henri de Man. Qu'est-ce, en effet,

que l'objectivité ? La question ne serait redoutable que si nous avions cédé à la tentation de ne lui donner qu'une seule réponse. Or notre intention est bien différente : elle est de favoriser la pluralité des recherches et des opinions, de la confrontation desquelles naissent les données constitutives d'une connaissance que chacun est libre de vérifier, d'accepter ou de refuser. Ni plus, ni moins.

Comment d'ailleurs en serait-il autrement dès lors que celui dont nous célébrons aujourd'hui le centenaire de la naissance a donné l'exemple d'une recherche marquée par le constant refus de s'enfermer dans une seule doctrine ou de fonder une nouvelle église, fût-ce une simple chapelle, non sans s'exposer par là même aux reproches d'éclectisme, d'opportunisme ou de manque d'esprit de système. "On ne dépasse que ce que l'on remplace" lui objectait Guéhenno. A l'opposé des faiseurs de systèmes, de Man préféra toujours offrir sa foi dans le socialisme aux coups de boutoir de l'expérience, convaincu que cette pédagogie de l'existence pouvait seule à la longue concilier les exigences de la nécessité sociale et la responsabilité, donc la liberté de l'individu.

Henri de Man a connu maint échec, commis mainte erreur. Il a même commis l'erreur de ne pas toujours reconnaître quand il s'était trompé. L'étonnant n'est pas qu'on le lui ait reproché, ni même qu'on le lui ait fait payer chèrement. C'est bien plutôt qu'on ait voulu y voir le vice rédhibitoire d'une pensée qui ne se serait pas révélée infaillible ! Alors que son plus constant enseignement a été de montrer qu'aucune vérité, aucun progrès n'existe en dehors de l'effort permanent que l'on fait pour approcher ce que l'on croit juste. Peu importe que l'on procède de la certitude à l'incertitude, ou inversement, l'essentiel est de ne jamais laisser se figer l'élan. Et c'est en ce sens que de Man fut, sa vie durant, non un homme de parti, mais un homme de mouvement. Ne nous demandons donc pas s'il y a toujours réussi, mais bien s'il a toujours essayé.

Telle est la question qui nous a guidés dans la rédaction de ce bulletin spécial. Plus qu'un bilan ou un hommage, nous espérons offrir au lecteur un instrument d'appréciation, pratique, relativement complet, bien que ne faisant pas double emploi avec d'autres publications disponibles - nous songeons en particulier aux excellentes anthologies de Herman Balthazar et de Peter Dodge, ainsi qu'aux principaux ouvrages d'Henri de Man réédités depuis une dizaine d'années.

Le sommaire de ce double numéro peut paraître de prime abord assez hétéroclite. Il est pourtant le résultat d'un choix rigoureux opéré sur la base de deux contraintes et de deux critères. Les contraintes : bien que le volume de ce cahier soit exceptionnel, il nous a obligés à écarter des textes qui dépassaient les limites imposées par une juste répartition des matières entre les différentes époques

que nous devions évoquer; nous nous sommes efforcés par ailleurs de respecter un certain équilibre entre les langues, de manière, d'une part, à refléter l'univers linguistique d'Henri de Man - c'est la première fois, à notre connaissance, qu'une publication est faite dans ses quatre langues de travail - , et, d'autre part, à tenir compte du caractère international de notre public. Malgré l'attention apportée à la préparation des textes, ce pluralisme a évidemment pour conséquence un risque d'erreurs accru. Au surplus, il nous a été matériellement impossible, sauf exception, d'ajouter à notre tâche la rédaction et la traduction de résumés.

Quant aux critères appliqués au choix des textes, nous avons tenu à accorder la plus large place à Henri de Man lui-même en fonction des principaux thèmes de son oeuvre et d'une articulation chronologique par chapitres assez généralement admise par ses biographes. Nous y avons inséré les études de nos collaborateurs, toutes inédites sauf une. Les textes de de Man sont soit des inédits, soit des articles peu connus parce que publiés dans des journaux ou revues d'accès difficile et jamais réédités depuis.

Le lecteur qui aborde ici pour la première fois l'oeuvre d'Henri de Man en aura ainsi une idée assez complète et approfondie. Et l'initié redécouvrira ce qui lui est familier, mais sous des aspects nouveaux, en tout cas peu connus, voire insolites.

Puisse ce numéro spécial marquer dignement le centenaire que nous célébrons, mais plus encore - au delà de la circonstance - ajouter à la connaissance que nous nous plaisons à servir une pierre modeste mais néanmoins utile.

1

LES PREMIERES ANNEES

Pour illustrer les premières années de l'oeuvre d'Henri de Man, celles de l'engagement dans la vie militante et de l'adhésion au marxisme, nous avons choisi trois textes peu connus ou inconnus. Nous aurions pu en choisir bien d'autres car, à l'exception de *La particularité du mouvement ouvrier en Belgique* (1911), les quelques articles insérés dans les anthologies de H. Balthazar et P. Dodge et celui paru dans le N° 4 de ce Bulletin, l'abondante production d'Henri de Man antérieure à 1914 - essentiellement journalistique - n'a jamais été rééditée. On peut le regretter : par leur nombre même, leur diversité, ces articles offrent une vivante image du monde tel que se le représentait l'infatigable et insatiable jeune homme. De plus, ils se trouvent dispersés dans toutes sortes de journaux et revues dont les collections, même pour les plus célèbres tels la *Leipziger Volkszeitung* et *Le Peuple*, ne sont pas à la portée de tout le monde. Notre choix est naturellement arbitraire. On ne trouvera rien, par exemple sur l'éducation ouvrière, étant donné que nous reprenons plus loin un article ultérieur (1920) sur la Centrale d'Education Ouvrière.

Le premier article traite du congrès social-démocrate allemand d'Iéna (17-24.9.1905) où de Man était l'envoyé du *Peuple*, qui publia ses comptes rendus quotidiens du 19 au 26 septembre. On sait combien ce congrès eut d'importance pour le jeune militant (il n'avait pas encore 20 ans) et sa conception du marxisme. De Man devait rester quatre ans en Allemagne, y poursuivre ses études et devenir le collaborateur de la *Leipziger Volkszeitung*.

Le deuxième article, paru en 1908 dans *Die Gleichheit*, le journal national des femmes socialistes allemandes dont la rédactrice était Clara Zetkin, est consacré aux Jeunes Gardes Socialistes belges au sein desquels de Man commença sa vie militante et la poursuivit pendant toutes les années passées en Allemagne. Il

fut l'un de ceux qui contribua le plus à mettre l'anti-militarisme, qui formait le noyau de la propagande et de l'activité de cette organisation, au service de la lutte de classe contre le capitalisme.

Le troisième article est à l'origine d'une anecdote que de Man conte dans ses Mémoires. Achevé le 30 mai 1910 à Londres, à la veille de la fondation de l'Union sud-africaine, il devait être expédié le soir même au *Hamburger Echo* afin de lui parvenir dans le délai fixé. Malheureusement, de Man se trouvait momentanément si démuni qu'il n'avait même pas de quoi affranchir le pli. C'est un brave bobby de quartier qui lui avança l'argent. De Man put le lui rendre les jours suivants. Le policier devint son ami et lui servit par la suite de guide dans les bas-fonds de l'Est londonien (*Gegen den Strom*, p. 96-7). Ce que de Man ne dit pas, c'est pourquoi l'article lui fut retourné le 1er juin par le journal hambourgeois. Était-il arrivé trop tard ? Ne correspondait-il pas à la ligne politique de la rédaction ? Toujours est-il que, sous réserve d'une vérification qui reste à faire, l'article semble bien être inédit - d'autant plus à sa place ici que son contenu n'a rien perdu de sa pertinence.

DE PARTIJDAG DER DUITSCHE SOCIAAL-DEMOKRATIE TE JENA

Een Sociaal-demokratische Partijdag

Het verloop van den partijdag, die de Duitsche sociaal-demokratie te Jena, een klein stadje in 't schilderachtige Thuringen, van 17 tot 24 September gehouden heeft, houdt nog immer de politieke pers van heel de wereld bezig.

Wat de Duitschers "Partijdag" heeten - en wat eigenlijk met meer recht partij-week zou genoemd worden - is niets anders dan het algemeen kongres der Partij, krachtens de bepalingen van het partijreglement elk jaar rond dit tijdstip bijeen-geroepen. Maar de betekenis van zoo'n partijdag staat heel wat hooger dan die van het jaarlijksch kongres der Belgische Werklieden-Partij, bijvoorbeeld. En dat niet alleen omdat de Duitsche sociaal-demokratie zooveel machtiger is als de onze. Maar een nationaal kongres in een land als Duitschland, dat twintig maal uitgestrekter is dan ons klein België, waar de afgevaardigden soms dertig, veertig uren moeten reizen alvorens de plaats der bijeenkomst te bereiken, heeft heel wat anders te beduiden als in ons landeken, waar men naar een kongres gaat als naar 'n doodgewone vergadering, en waar bijgevolg elke vereeniging gelegenheid heeft om jaarlijks aan zes-en-dertig verschillende nationale, gewestelijke, algemeene, bijzondere, gewone, buitengewone, provinciale, kantonale, arrondissements-, beroeps-, landbouw- of vakvereenigingskongressen deel te nemen. De Belgische socialisten verliezen zeer dikwijls uit het oog, bij het vergelijken van hunne hechteld en eenheid van organisatie met de partijorganisaties hunner groote geburen, evenals bij het beoordeelen der taktische en principiële meaningsverschillen in de uitheemsche partijen, in welken buitengewoon bevoordeeligen toestand zij zich bevinden tegenover hunne vreemde partijgenooten : zij bewonen een land, dat men in vijf uren van 't een einde tot 't andere kan doorreizen, doordat het met het kleinste grondgebied het meest uitgebreide spoornet en de best georganiseerde spoordienst bezit van heel de wereld. Wie niet licht begrijpt hoe belangrijk de invloed dezer aardrijkskundige omstandigheden is op de sociale bewegingen en op de partijorganisaties, denke er enkel over na, dat de groote uitgestrektheid van een land als Duitschland de uitgave van partijdagbladen in al de groote centra noodzakelijk maakt, in stede van een enkel hoofdorgaan zooals onze **Peuple** en onze **Vooruit**, daar dit hoofdorgaan in de meest verwijderde gedeelten des lands slechts één of twee dagen na zijne verschijning zou kunnen besteld worden. Ook is daar een organisme als

onze Landelijke Raad, die desnoods elke week de vertegenwoordigers van al de gewestelijke organisaties in betrekking brengt, en die zooveel diensten bewijst in onze Belgische partijorganisatie, eene absolute onmogelijkheid.

Deze beschouwingen zijn wellicht voldoende om aan te tonen dat de opgave van een nationaal kongres in Duitschland heel wat belangrijker is dan men het zich in België doorgaans voorstelt, en dat de organisatie der Duitsche partij vraagstukken opwerpt, die met het oog op de verscheidenheid van karakter in verschillende plaatselijke organisaties, ver van elkaar gelegen en afgezonderd, niet licht kunnen opgelost worden.

Daarbij heeft in de sociaal-demokratie een kongres eene heel andere beteekenis dan in welke burgerlijke partij ook. Daar zijn de kongressen ofwel gesloten vergaderingen, wier verhandelingen voor pers en publiek geheim blijven, ofwel theatrale voorstellingen met van tevoren opgemaakte afloop, redevoeringen met berekend effect op het grote publiek, schitterende apotheose, maar zonder innerlijk praktisch gevolg. De sociaal-demokratie heeft integendeel niets aan niemand te verbergen; zij veronderstelt voortdurende kontrool harer minste handelingen door hare aanhangers en door geheel het volk, omdat zij de rechtstreeksche vertegenwoordigster en verdedigster is van deze aanhangers en van dit volk.

Deze politiek bewuste massa kiest de afgevaardigden naar den partijdag en drukt door hunne bemiddeling uit hoe het denkt over de voorgaande werkzaamheden der partij in al hare organische onderdeelen, en wat het in de toekomst van deze partijwerkzaamheid verlangt. En anderzijds, al hebben onze kongressen onbetwistbare propagandistische waarde, toch worden ze niet met het doel bijeengeroepen, als agitatiemiddelen dienst te doen. Ze staan eerst vooral voor de driedubbele opgave : de werking der partijlichamen te bespreken en te kontroleeren, de organisatie te versterken, en de taktische strijdmiddelen, de wapens te toetsen en te scherpen voor den toekomstigen strijd.

De opgave van den Jenaër Partijdag

In het vervullen dezer driedubbele taak is de partijdag te Jena uitmuntend geslaagd. De bespreking der omvangrijke verslagen van het partijbestuur, van de parlementsfractie en van de kontroolkommissie gaf aanleiding tot uitingen van verscheidene afgevaardigden over de nationale en internationale politiek der Duitsche sociaal-demokratie. Het kwam er niet op aan over deze vragen te theoretiseeren; een partijdag heeft zich niet bezig te houden met theoretische arbeid, iets, waartoe niet alleen elk kongres, maar elke verzameling van mensen onbekwaam is. Het is alleenlijk de taak der bewuste sociaal-demokraten, der opstellers onzer dagbladen en tijdschriften, der geleerden en der schrijvers, de theorie dagelijks aan de praktijk

te toetsen; het is veeleer die van een partijdag, de praktijk de toetsen aan de feiten. En zoo leidde de bespreking der nationale aangelegenheden der Duitsche politiek opvolgenlijk tot deze beide gevolgtrekkingen : De ekonomiesche evolutie, zich met immer aangroeende snelheid voltrekkend volgens de leerlingen en voorspellingen van het marxisme, ontwikkelt bij de bourgeoisie het klassebewustzijn, zet haar aan tot verscherping eener reaktionnaire politiek die zich steunt op al de beschikbare conservatieve krachten (het keizerlijk hof, de adel, de agrariërs, het katholieke centrum, de kleine burgerij, het Russische absolutisme) en die zich uit door een voortdurend inkrimpen van de rechten en van den invloed der parlementaire organisaties; - en : het internationale kapitalisme bedreigt al de groote staten met oorlogsgevaar; bijzonderlijk heeft de buitenlandsche politiek der Duitsche regeering Duitschland afgezonderd van al de andere staten, die haar vijandig tegenover staan; op het proletariaat rust de plicht het mogelijke uitbreken van een oorlog te beletten door al de middelen die het tot zijne beschikking heeft.

Voor wie het streng parlementarische karakter der Duitsche sociaal-demokratie in nationale aangelegenheden, en haar eenigermate nationalistisch streven in de internationale politiek sedert veel jaren heeft vastgesteld, beteekenen deze twee besluiten eene verheugende zwenking naar links, een verscherpen van het revolutionaire karakter der Duitsche partij. Het zijn de feiten, het is eerst en vooral de **taktiek der tegenpartij** die de sociaal-demokratie daartoe gebracht heeft; en de houding der burgerpartijen wijst zoo sterk op het immer nijdiger, onverzoenlijker en heviger worden van den klassenstrijd, dat Bebel eene sociale catastrofe voor-spelde, waarin de Duitsche reaktie hare laatste kansen zou wagen en het proletariaat drijven tot een geweldige strijd op leven of dood. In dit vooruitzicht werd de resolutie Bebel met eene verpletterende meerderheid gestemd, waarin de algemeene werkstaking werd aanbevolen als een strijdmiddel tot het afweren van aanslagen op het Algemeen Stemrecht, tot het bekomen van nieuwe politieke rechten. En de redevoeringen van meest al de sprekers bewezen dat, moest het zoover komen, het proletariaat zich niet door ongepaste bekommeringen van wettelijk handelen zou gebonden voelen. Om het aan de algemeene werkstaking gunstige besluit van den Jenaër partijdag naar waarde te doen schatten dient er enkel aan herinnerd dat de Duitsche sociaal-demokratie zich bij elke gelegenheid, op alle nationale en internationale kongressen tegen het aanwenden van dit strijdmiddel heeft gekant, met het refreintje : **Algemeene werkstaking, algemeene onzin !** Daar heeft zich dus eene onbetwistbare verandering van houding voorgedaan, onder den invloed der stoffelijke noodzakelijkheden en der verandering van houding der tegenpartij; ook wel van een psychologische faktor, eene revolutionaire stemming, te voorschijn geroepen door den heldenstrijd van het proletariaat in Rusland.

De Viering van den Eersten Mei

Het was dan ook wel te verwachten dat, in zulke gemoedsstemming verkeerend, de partijdag de pogingen om de arbeidsrust op den Eersten Mei te laten varen met klank terugwees, en er integendeel op drukte dat het afschaffen der algemeene werkstaking van den Eersten Mei niets min noch meer zou beteekenen dan eene onvoorwaardelijke overgave aan de patroons die te dier gelegenheid zoeken slachtoffers te maken, en eene politieke zelfmoord; dat bijgevolg in de toekomst meer voor het neerleggen van den arbeid moest gepropagandeerd worden. De Eerste Mei zonder werkstaking is niets anders meer dan een **avondfeestje**, terwijl hij in de huidige maatschappij vooral eene **demonstratie** moet blijven; - niets anders meer dan een symbool, geledigd van zijnen werkelijken inhoud, die eene daad van verzet moet zijn van de arbeidende klasse aller landen tegen ekonomiesche uitbuiting en politieke verdrukking, door deze essentieel proletarische betooging : de werkstaking.

Wat de bespreking over de Eerste-Mei-viering bijzonder belangrijk maakte is de houding der vakvereenigingen, die voor een gedeelte in gewisse tegenstelling stond met die der partij. De arbeidsrust op eerste Mei is verre van te verminderen, daarover waren nagenoeg allen het eens. Maar terwijl de partij er naar streeft, de algemeenheid dezer arbeidsrust te bewerken in de mate van 't mogelijke, maakt zich bij de vakvereenigingen eene strekking openbaar, om het staken aan de arbeiders af te raden. Het laatste kongres der Duitsche vakvereenigingen, te Keulen gehouden, is onder dit oogpunt veelbeteekenend geweest. Twee voorstellen werden daar ingediend : het eerste was dat de Eerste Mei zijn oorspronkelijk karakter behield, door de internationale socialistische kongressen, en laatst nog door dat van Amsterdam, vastgesteld, en gepaard ging met algemeene werkstaking; het tweede beschouwde deze staking als eene overbodige, ja schadelijke betooging, en vroeg, de viering van den Eerste Mei bij avondfeesten en -meetings te bepalen. De twee voorstellen werden teruggetrokken, daar de bevorderaars van het tweede verklaarden dat ze meenden, door het neerleggen hunner motie en door hunne redevoeringen, eene voldoende vingerwijzing aan de arbeiders gegeven te hebben.

Niettemin hebben de debatten te Keulen, wel niet de kiemen eener scheiding tusschen partij- en vakorganisatie, maar toch eene diepe meaningsverscheidenheid in den schoot der vakbeweging zelve, geopenbaard. Deze meaningsverscheidenheid komt voort van een terugwijken van den socialistischen geest zooniet in enkele vakorganisaties, dan toch bij sommige hunner leiders, die allen sociaal-demokraten zijn en waarvan zelfs eenigen de partij in den Reichstag vertegenwoordigen. De bewering van een dezer vakvereenigingsleiders, Bömelburg, te Keulen vooruitgezet, als zouden nu de vakvereenigingen vooral **rust** behoeven, is het kenmerk van die

gevaarlijke conservatieve geestestoestand in den schoot van het duitsche syndicalisme, waarvan we bij eene andere gelegenheid de oorzaken, de historische ontwikkeling en de kenschetsende verschijnselen zullen opspeuren.

Om de noodlottige gevolgen van dien toestand te keer te gaan werden geene veranderingen in het organisatieverband tusschen partij en vakbonden besproken of besloten. Het eenige middel, om de tactische en principiële eenheid tusschen beide vleugels van het arbeidersleger te bewaren, is tot nu toe socialistische propaganda, opwekking van het klassebewustzijn, theoretische verdieping, grondige sociaal-demokratische studie voor allen ! Dat was de leiddraad die liep door heel de discussie over de Eerste Mei en over de algemeene werkstaking.

De **Vorwärts'**vraag en de partijpers

Dat was ook het besluit over de bespreking der **Vorwärts'**vraag, door eene lange en hevige polemiek tusschen de **Vorwärts**, de **Leipziger Volkszeitung** en de **Neue Zeit** op het tapijt gebracht. Het handelde zich daar niet enkel om eene bijzondere kwestie van organisatie der partijpers, aan de Duitsche partij eigen, maar om verschijnselen die in den grond algemeen dezelfde zijn, en dus ook onze Belgische partijgenooten aanbelangen.

De **Vorwärts**, te Berlijn uitgegeven, is het centraalorgaan der partij. Daarnaast bestaan in al de groote centra andere zeer belangrijke partijdagbladen, zooals de **Hamburger Echo**, de **Leipziger Volkszeitung**, de **Münchener Post**, de **Breslauer Volkswacht**, de **Fränkische Tagespost**, de **Sächsische Arbeiterzeitung** en nog een groot aantal dagbladen van minder belang. Zoo ook is de **Vorwärts**, die als ondertitel draagt : **Berliner Volksblatt**, niet alleen centraal orgaan der partij, maar lokaal orgaan der Berlijner organisatie. Hij heeft dus een dubbele rol te vervullen, en in al de strijdvrachten te gelijk de aanzichten van het partijbestuur en van de Berlijners te verdedigen. Nu, niemand kan twee heeren dienen, dat ondervindt de redactie van de **Vorwärts** best. In verschillende polemieken, onder andere aangaande de algemeene werkstaking, is ze derwijze gewikkeld geworden, dat haar toestand nagenoeg onhoudbaar geworden is, en dat ze niet meer te gelijk voor het algemeen partijbestuur en voor de Berlijners verantwoordelijk kan staan. Van verschillende zijden, ook door de Berlijners, werd nu gevraagd aan de **Vorwärts** zijn karakter als centraal orgaan te ontnemen, en het alleen als lokaalblad voor Berlijn te bewaren. De redactie zelve verzette zich niet tegen deze maatregel, en die zou voorzeker aangenomen zijn geworden, indien Bebel en het partijbestuur er zich niet tegen gekant hadden, omdat de Berlijners verzuimd hadden het partijbestuur in tijds van hunne inzichten te verwittigen. Door eene kleine meerderheid werd dus besloten dat de **Vorwärts** centraal orgaan zou blijven. Na de partijdag werd onmiddellijk de

samenstelling der redaktiekommissie gewijzigd, ten einde de Berlijners meer invloed op het blad te laten uitoefenen. Maar uitgesteld is niet verloren, en vast en zeker is de verandering van de **Vorwärts** maar 'n uitgestelde zaak.

Dit verschijnsel doet zich algemeen voor overal waar de partij zoo machtig wordt als in Duitschland. Dan onstaat in de plaatselijke organisaties de behoefte naar een eigen partijorgaan, dat kan rekening houden van de bijzondere lokale toestanden, van het eigenaardig karakter en de taalwendingen der bevolking; tot op een zeker punt kan het centraal orgaan, door voortdurend verder strekkende toegevingen, aan die behoefte voldoen, maar er komt toch een oogenblik waarop de centralistische organisatie der pers verbroken wordt door het ontstaan van nieuwe plaatselijke organen, die dan in federalistische vorm te samen kunnen werken. Dat is de eeuwige geschiedenis van al de zich ontwikkelende organisaties, ook in het partij- en perswezen.

In dit bijzonder geval heeft men deze laatste verandering uitgesteld door een voorloopige overeenkomst; men heeft er zich bij bepaald, voor wat de principiële richting van de **Vorwärts** betreft, het revisionistisch, verwaterd socialisme der Vorwärtsredactie te hekelen, haar een ferme ruk naar links te geven, met het commando : terug naar Marx ! terug naar het oude wetenschappelijk-socialistische standpunt der Duitsche voorkampers, waarvan de feiten elken dag de juistheid bevestigen !

Na de Partijdag

Dat is de nieuwe richting, die de Jenaer partijdag aan heel de Duitsche sociaal-demokratie heeft aangewezen. Deze is geen duimbreed van den bodem der wettelijke handeling geweken, maar ze heeft duidelijk uitgedrukt dat ze om de wettelijkheid niets meer geeft zoodra de reaktie haar den wettelijken weg door uitzonderingsmaatregelen of aanslagen op het stemrecht wil afsnijden. Dat is de groote beteekenis van de stemming der motie aangaande de politieke algemene werkstaking, niet alleen voor de sociaal-demokratie, maar ook voor hare vijanden.

Het revolutionair-socialistisch klassebewustzijn der arbeiders opwekken, is de plicht, aan de vakvereenigingsleiders opgelegd. De theoretische kennis van het marxistisch socialisme verdiepen, zoo luidt de opgave, aan de opstellers der partijbladen opgelegd. Zich bereid houden om met al de mogelijke middelen de aanslagen der reaktie af te weren, om in een kamp op leven of dood de kapitalistische maatschappij en de Duitsche staatsorganisatie tot op den bodem te vernietigen, dat is de maning, aan al de Duitsche arbeiders gegeven door den partijdag van Jena.

DIE BELGISCHE JUNGE GARDE

Belgien ist das klassische Land der sozialistischen Jugendorganisation. Die belgische Junge Garde ist das älteste Glied der internationalen Jugendbewegung, die in den letzten Jahren in allen Ländern mit einer modernen Arbeiterbewegung festen Fuss gefasst hat, sie ist es vor allem, die auf die Organisationen des Auslandes anregend gewirkt hat und von ihnen zum Vorbild genommen worden ist.

Gerade in diesem Augenblick, wo die Diskussion über die Jugendorganisationsfrage in Deutschland die Form einer Auseinandersetzung über die Zweckmässigkeit der selbständigen Jugendorganisation überhaupt angenommen hat, dürfte es daher für unsere deutschen Genossinnen interessant sein, den Charakter und die Leistungen der ältesten dieser Organisationen näher kennen zu lernen, sowie die Erfahrungen, die man mit ihr gemacht hat, und die um so mehr Beachtung verdienen, als sie sich auf einen grösseren Zeitraum erstrecken, als die entsprechenden Beobachtungen in Deutschland oder den anderen Ländern.

In der internationalen Jugendbewegung vertritt die belgische Junge Garde am reinsten den Typus der allgemeinen antimilitaristischen Jugendorganisationen, im Gegensatz zu dem der wirtschaftlichen Lehrlingsorganisation, wie ihn uns Österreich bietet. Dazwischen liegen, ihrem Charakter nach in Abstufungen und Verbindungen mannigfacher Art, die Jugendorganisationen der übrigen Länder.

Dass gerade die belgische Junge Garde am ausgeprägtesten den Charakter einer allgemeinen, Lehrlinge wie jugendliche Arbeiter umfassenden Organisation angenommen hat, die ausgesprochen antimilitaristisch ist, beruht nicht etwa auf einer Verschiedenheit der Auffassung vom Zwecke und von den Aufgaben der Jugendorganisation. Diese Auffassung ist vielmehr in allen Ländern die gleiche : die Jugendorganisation soll die Arbeiterjugend zum Klassenbewusstsein erwecken, soll sie durch die eigentliche Bildungsarbeit und durch die Aktion auf dem Gebiet der besonderen Interessen der Jugendlichen zu Klassenkämpfern erziehen. Wenn aber zum Beispiel in Österreich die Jugendorganisation ihre Haupttätigkeit auf dem Gebiet des Lehrlingsschutzes entfaltet, so geschieht das deswegen, weil es in dem wirtschaftlich rückständigen Österreich ein spezifisches Lehrlingselend gibt, das eine Folge des verzweifelten Konkurrenzkampfes ist, den das untergehende Handwerk dort gegen den fortschreitenden Grossbetrieb ausflicht. In Belgien ist dieser Kampf so weit ausgefochten, dass es hier kein besonderes Lehrlingselend mehr gibt; die Lage der Lehrlinge ist hier - auch rechtlich - dieselbe wie die der jugendlichen Arbeiterschaft

überhaupt. Ein besonderer Kampf für die Lehrlingsforderungen ist hier also nicht am Platze, daher auch keine besondere Lehrlingsorganisation. In der besonderen Art des belgischen Militarismus liegt der Grund für die eigentümliche antimilitaristische Agitation, welche die Junge Garde führt, deren Mitglieder übrigens im Durchschnitt ein paar Jahre älter sind, als die der österreichischen oder norddeutschen Lehrlingsorganisationen, und also kurz vor dem Eintritt in die Kaserne stehen.

Belgien ist als Militärmacht in Europa völlig bedeutungslos, vermöge seiner fortgeschrittenen industriellen Entwicklung aber seit Jahrzehnten der Schauplatz gewaltiger Klassenkämpfe. Der Regierung des kleinen Landes gilt demnach die Armee vielmehr als eine Waffe gegen den inneren Feind der Bourgeoisie, das klassenbewusste Proletariat, als gegen ihren äusseren Feind. Durch die Anpassung an diesen besonderen Zweck hat sich mit der Zeit folgende eigentümliche militärische Organisation herausgebildet : die Armee gliedert sich tatsächlich in zwei Teile, in das eigentliche stehende Heer, das ausschliesslich aus Proletariern gebildet ist, und in die Bürgergarde, eine Art kommunale Miliz der Bourgeoisie, die im Kriegsfalle nur als Ergänzung des stehenden Heeres in Betracht kommt, bei lokalen Aufständen aber in erster Linie gegen die Arbeiterschaft geschickt wird. Eine Auslösung, also der Zufall entscheidet alljährlich darüber, welche zwanzigjährigen jungen Leute dem Militarismus zum Opfer fallen sollen. Für ungefähr 1300 Mk. aber kann jeder Gestellungspflichtige vom Dienst befreit werden - für diese Summe kauft dann die Regierung irgend einen Lumpenproletarier als Stellvertreter, der anstatt des Bourgeoisöhncdens auf zwei oder drei Jahre in die Kaserne geht. Die ausgelosten oder freigekauften jungen Leute, die sich selbst eine Uniform kaufen können - die also zur Bourgeoisie oder zum Kleinbürgertum gehören - treten in die Bürgergarde ein. In keinem Lande tritt in der Organisation des Heeres dessen Charakter als Machtmittel der Herrschenden im Klassenkampf so deutlich zutage, wie in Belgien. Die hervorgehobenen Eigentümlichkeiten, vor allem aber die "Stellvertretung", sind in den weitesten Kreisen der Bevölkerung unpopulär, bei der Arbeiterschaft natürlich durch und durch verhasst. Ein weiterer Umstand, der die antimilitaristische Agitation erleichtert, ist der, dass das stehende Heer nur aus Proletariern zusammengesetzt ist. Den Hauptanstoss zu der antimilitaristischen Agitation der Jungen Garde gab aber die wiederholte Verwendung des Heeres gegen streikende Arbeiter.

Die erste Junge Garde entstand in der flämischen Industriestadt Gent im Jahre 1886, wenige Wochen nach dem Ende des grossen wallonischen Arbeiteraufstandes, der unter der militärischen Diktatur des Generals Baron Vandersmissen im Blute ersticket worden war. Schon damals waren von der Partei, namentlich in Antwerpen und Gent, Versuche gemacht worden, auf die Soldaten einzuwirken, damit sie sich nicht mehr zum Morde ihrer Arbeitsbrüder kommandieren liessen.

Man erkannte aber sogleich, dass dieses Ziel nicht durch eine blos momentane Agitation erreicht werden könne, sondern nur durch eine systematische, fortgesetzte Aufklärungsarbeit. Mit Hilfe älterer Genossen gründeten in der Folge einige junge Leute, die im nächsten Jahre an der Auslosung teilnehmen sollten, einen Verein, der ursprünglich Rekrutenbund genannt wurde und als Hauptzweck verfolgte, unter den Rekruten antimilitaristische Agitation zu treiben. Bei der Auslosung im Januar 1887 gaben die jungen Genossen die erste Nummer der Gelegenheitszeitung "Der Rekrut" heraus, die unerwartet gut einschlug und bald sehr populär wurde. Im September desselben Jahres wurde für die in die Kaserne einziehenden Rekruten ein ähnliches Blatt veröffentlicht : "Die Kaserne". Beide Agitationsschriften erscheinen jetzt noch alljährlich in derselben Form, ebenso ihre Ausgaben in französischer Sprache, die von 1888 beziehungsweise 1893 ab von der Brüsseler Jungen Garde, seit 1907 von dem Nationalverband der Jungen Garde in die Hand genommen wurden. In mehreren Orten kam es bald zur Nachahmung des Genter Beispiels, so dass 1889 der Nationalverband der sozialistischen Jungen Garden Belgiens gegründet worden konnte. Der Kongress der Arbeiterpartei von 1890 erkannte den Nationalverband an, forderte die Genossen zu seiner Unterstützung auf und beschloss, dass er ebenso wie die grossen Gewerkschafts- und Bezirksverbände im Generalrat der Partei (der Parteileitung) vertreten sein sollte. Von da an dehnte sich die Bewegung kräftig weiter aus. Die fortgesetzten Verfolgungen durch die Klassenjustiz, die häufig damit endeten, dass Mitglieder der Jungen Garde zu monatelangen Gefängnisstrafen verurteilt wurden, konnten ihre Fortschritte nicht hindern. Im Gegenteil : die regelmässig wiederkehrenden Prozesse gegen die Redakteure des "Rekruten" und der "Kaserne" konnten mit Recht als ein wichtiger Teil der allgemeinen antimilitaristischen Agitation gelten. In der Zeit der schlimmsten Verfolgungen liess übrigens der Generalrat der Partei diese Blätter von älteren Parteigenossen herausgeben, um den Jugendlichen die schweren Strafen zu ersparen. Die Massenstreiks, die das belgische Proletariat 1893 und 1902 für die Erringung des allgemeinen gleichen Wahlrechts führte, waren für die Junge Garde Zeiten erhöhter Tätigkeit. Diese hatte den Erfolg, dass im Jahre 1902 die Regierung es nicht mehr wagte, die Armee gegen die streikenden Arbeiter zu schicken. Auch in den Wahlkämpfen leisteten die organisierten Jugendlichen der Partei vorzügliche Dienste.

Die Hauptaufgabe, der sie sich widmeten, blieb jedoch immer die antimilitaristische Agitation, die zweimal im Jahre mit besonderer Intensität betrieben wird : im Januar oder Februar bei der Auslosung, gegen den 1. Oktober beim Einziehen der Rekruten in die Kaserne. Dann werden die Zeitungen : "Die Kaserne" oder "Der Rekrut" allen Rekruten ins Haus geschickt und auch öffentlich verkauft. Die Junge Garde lässt des weiteren überall Plakate ankleben, die häufig illustriert sind und

meist einen Trauerrand haben. Flugblätter, antimilitaristische Bilder oder Ansichtskarten kommen zur Verbreitung, ebenso besondere Broschüren, von denen bis jetzt zwölf herausgegeben wurden, darunter die bekannten, in Massenausgaben erschienenen "Katechismus des Rekruten" und "Katechismus des Soldaten". Die Volkshäuser, alle Partei- und Genossenschaftslokale hissen zum Zeichen der Trauer die rote Fahne auf Halbmast. Einige Tage vor der Auslosung werden Protestversammlungen gegen die Blutsteuer veranstaltet, am Vorabend vor der Aushebung findet gewöhnlich eine Strassendemonstration mit anschliessender Volksversammlung statt. Im September werden dann die Rekrutenabschiedsfeste veranstaltet, bei denen meist Schauspiele mit antimilitaristischer Tendenz zur Aufführung gelangen. Die Mitglieder der Jungen Garde sind verpflichtet, sich zu weigern, an der Auslosung teilzunehmen, die dann an ihrer Stelle der Bürgermeister vornehmen muss. Die Weigerung wird gewöhnlich mit lauter Stimme kurz begründet. Eine Anzahl Demonstrationen ähnlicher Art, die oft in der Form in jedem Ort verschieden sind, finden noch an diesen Tagen statt und haben fast überall ihr Gepräge völlig verändert. Früher boten die Tage der Auslosung und Einrückung in die Kaserne nur Gelegenheit zu bestialischen Saufereien und Orgien, jetzt stehen sie ganz im Zeichen der ernst-würdigen Demonstrationen der Arbeiterjugend gegen den Militarismus.

Auf die kurz charakterisierte Agitation beschränkt sich gewöhnlich die antimilitaristische Tätigkeit der Jungen Garde. Im Ausland herrscht vielfach die Meinung, als ob sie auch in der Kaserne Agitation treibe. Wer daran glaubt, kennt gewiss die Verhältnisse im belgischen Heere nicht. Die Strafen, die jede Äusserung des sozialistischen Gedankens in der Kaserne verhindern sollen, sind hier ebenso schwer wie in Deutschland. An eine Agitation in der Kaserne ist in Belgien nicht zu denken, ausser vielleicht in den Zeiten grosser revolutionärer Erregung, wie 1893 und 1902. Höchstens kann der einzelne Sozialist in der Kaserne im persönlichen Verkehr auf seine Kameraden einwirken, aber auch das muss mit der äussersten Vorsicht geschehen. Sehr selten wird ein Genosse wagen dürfen, sich auch nur vor einem von ihnen offen als Sozialist zu bekennen. Als solcher wird er meist nur seinen Vorgesetzten bekannt sein, die ein besonders wachsames Auge auf ihn halten. Alles, was die Junge Garde in dieser Beziehung tun kann, beschränkt sich darauf, dass sie sich angelegen sein lässt, mit ihren Mitgliedern in der Kaserne in ständiger Fühlung zu bleiben. Zu diesem Zwecke erhalten diese meist eine monatliche Unterstützung von 1 oder 2 Franken, der sie jedoch nur so lange teilhaftig werden, als sie regelmässige Berichte über die Vorgänge in der Kaserne schicken. Derartige Berichte werden sehr häufig in der Parteipresse unter einer besonderen Rubrik veröffentlicht, um Misshandlungen und Missbräuche aller Art öffentlich zu brandmarken.

Auch über den allgemeinen Charakter der antimilitaristischen Agitation der Jun-

gen Garde trifft man im Auslande vielfach verkehrte Ansichten an. Diese Agitation besteht im Grunde darin, dass die jungen Leute, bevor sie in die Kaserne gehen, über das Wesen des Militarismus aufgeklärt werden. Dabei wird natürlich besonders gegen die eigenartige belgische Heeresorganisation - Auslosung, Stellvertretung - agitiert, und zwar vor allem, weil sie den Klassencharakter des Militarismus hell beleuchtet. Dass bei dieser Agitation sich "eine gewisse Romantik" oder "anarchistische Tendenzen" breit machen, oder dass zu Verstößen gegen die Disziplin aufgefordert wird, davon hat man in Belgien noch nichts gespürt. Der Nationalkongress der Jungen Garde nahm 1907 eine Resolution an, die die Erweckung der Rekruten zum Klassenbewusstsein als das Ziel der Agitation bezeichnet, und alle anderen Kampfesmethoden, wie die individuelle Dienstverweigerung, die Desertion, den passiven Widerstand usw. verwirft. Es wird im Gegenteil den Soldaten empfohlen "so gut wie möglich ihren Dienst zu tun, natürlich nur soweit, als das tägliche Leben der Kaserne in Betracht kommt und als die Befehle der Vorgesetzten nicht direkt im Widerspruch stehen mit den höheren Geboten des menschlichen und des Klassenbewusstseins". Auf diesem Standpunkt hat die Junge Garde immer gestanden. Die Offiziere müssen denn auch anerkennen, dass ihre besten Mannschaften unter den Mitgliedern der Jungen Garde zu finden sind. Darüber aber, was der Soldat zu tun hat, wenn er streikenden Arbeitern gegenübersteht, belehrt ihn der Katechismus des Soldaten folgendermassen :

"Frage : Und wenn das Heer bei einem Streik oder einem Aufstand gegen die Arbeiter vorgehen soll ?

Antwort : Dann ist es seine Pflicht, dafür zu sorgen, dass es keinen seiner Kameraden gibt, der nicht weiss, was man von ihm verlangt und welche seine Pflicht gegen seine Arbeitsbrüder ist.

Frage : Wenn aber die Streikenden oder Aufständischen die Soldaten bedrohen, und wenn befohlen wird, Feuer zu geben ?

Antwort : Wenn der Hunger oder der berechtigte Zorn das Volk zur Drohung oder zum Angriff treibt, so bedenke er, dass die Ruhe der Soldaten das allerbeste Mittel ist, um ein Blutbad zu vermeiden. Wenn aber Feuer befohlen werden sollte, so richte er sich nach den Umständen, um über seine Handlungen zu entscheiden, aber immer in dem Bewusstsein : Sie sind meine Brüder !"

Und der Erfolg der zwanzigjährigen Agitation ? Die Militärbehörden haben seit etwa sechs Jahren zu der Mehrheit ihrer Mannschaften nicht mehr das Vertrauen, dass sie sich gegen streikende Arbeiter verwenden lassen; sie sind überzeugt, dass sie der Parole der Jungen Garde gehorchen werden mehr als dem Befehl ihrer Vorgesetzten. Diesem Umstand ist es zuzuschreiben, dass von 1902 an die Regierung es nicht mehr gewagt hat, Soldaten gegen die Arbeiter zu schicken.

Die Bedeutung dieser Erfolge darf uns jedoch nicht vergessen lassen, dass die

belgische Junge Garde auch ihre Mängel hat. Wir denken dabei namentlich an die Vernachlässigung der eigentlichen Bildungsarbeit und die Schwäche der Organisation. Beide Züge sind aber nicht der Jungen Garde allein, sondern der ganzen belgischen Arbeiterbewegung eigentümlich. Die Junge Garde ist auf der nämlichen föderalistischen Grundlage organisiert wie die Arbeiterpartei und die Gewerkschaften. Die Verbindung innerhalb des Nationalverbandes ist äusserst locker, so dass nicht einmal eine genaue Schätzung seiner Mitgliederzahl (zwischen 7000 und 13'000 !) möglich ist. Der letzte Kongress, der zu Pfingsten d.J. in Brüssel tagte, hat jedoch gezeigt, dass die zentralistischen Bestrebungen die Oberhand gewonnen haben. Er bahnte gründlichen Wandel an, indem er eine Reihe von Massregeln beschloss, die den föderativen Verband in eine feste Zentralisation umschaffen sollen.

Ähnlich verhält es sich mit der Vernachlässigung der eigentlichen sozialistischen Bildungsarbeit, die sich die Junge Garde bis vor einigen Jahren hat zuschulden kommen lassen. Sie erklärt sich durch die bedauernswerte Gleichgültigkeit gegen alle theoretische Schulung und die marxistischen Lehren, welche unter den belgischen Genossen überhaupt herrscht. Was die erwachsenen Genossen aber zum grössten Teil leider noch nicht tun, haben die Jugendlichen bereits aus eigener Initiative begonnen. Seit 1902 sind sie an die Gründung von Bildungssektionen und ähnlichen Einrichtungen gegangen. Sie wollen das Versäumte nachholen. Die Junge Garde ist auf diese Weise zur eigentlichen Trägerin der Bildungsbewegung geworden, die innerhalb der belgischen Arbeiterpartei im Wachsen begriffen ist. Die Tatsache ist charakteristisch genug, dass die beiden Jugendorgane (vlämische "Jonge Socialist" und die französische "La Jeunesse") zurzeit die einzigen belgischen Zeitschriften sind, die sich bemühen, die Proletarier sozialistisch durchzubilden. Die Partei selbst hat keine derartige Zeitschrift. Übrigens sind beide im Sinne der marxistischen Theorie redigiert, was von den früheren Parteizeitschriften nicht gesagt werden konnte.

So scheint die Junge Garde dazu berufen, auf dem Gebiet der sozialdemokratischen Schulung der belgischen Arbeiterbewegung ebenso wertvolle, wenn nicht noch wertvollere Dienste zu leisten, als im Kampfe gegen den Militarismus. Ja, sie hat dies bereits in erheblichem Masse getan : Seit fünf oder sechs Jahren sind fast alle Funktionäre, Agitatoren, Redakteure, die jetzt in der Partei und in den Gewerkschaften tätig sind, durch die Schule der Jungen Garde gegangen. In ihr haben sie nicht allein sozialistische Kenntnisse gesammelt, sondern auch die praktischen Erfahrungen, die nur durch selbständige organisatorische Betätigung erworben werden können. Weder Partei noch Gewerkschaften möchten ihrer vorzüglichen Rekrutenschule, ihrer Jungen Garde entraten; beide sind stolz auf sie und auf ihre Erfolge und denken nicht daran, ihr das Recht der Selbstbestimmung zu nehmen, die diese Erfolge ermöglicht hat.

DIE UNION VON SÜD-AFRIKA

Am 1. Juni wird ein neuer Staat geboren. An diesem Tage tritt das 1909 vom britischen Parlament angenommene Gesetz in Kraft, dass die vier grossen britischen Kolonien Süd-Afrikas, die Kapkolonie, Transvaal, Natal und Oranje, zu einem einheitlichen Staatsgebilde mit gemeinsamer und autonomer Gesetzgebung und Verwaltung, der Union von Südafrika, zusammenschweisst. Damit wird den beiden ehemaligen Burenrepubliken, in denen noch vor einem Jahrzehnt einer der blutigsten, grausamsten und vom gewaltigsten Rassenhass getragenen Kriege tobte, die die Geschichte kennt, ein ähnlicher Platz in dem grossen Weltverbande des britischen Imperialismus eingeräumt, wie etwa den australischen Staaten oder dem Dominion von Kanada. Das ist der formelle Abschluss der Entwicklung zur Absorption der Burenstaaten durch den friedlichen Ausgleich mit ihnen, auf die die britische Regierung seit kurz nach dem Kriege abzielte und die bereits 1906/07 zu der Gewährung der Selbstregierung an die "Kolonien" Transvaal und Oranje geführt hatte. Als sich damals das Ministerium Campbell Bannerman zu diesem Schritt entschloss, und als kurz darauf der einzige Befehlshaber des Burenheeres im Kriege von 1899/1900, General Botha, als Premierminister Transvaals von Edward des Siebenten Gnaden nach London fuhr und seinem Lehnsherrn einen Huldigungsbesuch abstattete, da gab es Leute, die ihren Augen kaum trauen wollten, und alle Welt pries den ritterlichen Grossmut Albions, der zu einer so baldigen und gründlichen Versöhnung mit den besieгten Buren geführt hatte. Nun wird aber gar der selbe General Botha zum Premierminister der Südafrikanischen Union gemacht, die holländische Sprache wird als Amtssprache auf eine Stufe mit dem Englischen gestellt, und Pretoria, in das vor zehn Jahren Lord Kitchener an der Spitze der britischen Truppen als Sieger in dem unbarmherzigen Vernichtungskrieg einzog, wird zur administrativen Hauptstadt der Union. Tag für Tag acht Jahre, nachdem General Botha den Frieden von Vereeniging unterzeichnete, der den Untergang der Burennationen besiegelte ! Fürwahr eine Leistung, die einzig dasteht in der Geschichte der Kolonialisierung, und die den erstaunten Zuschauer mit gleicher Bewunderung für die unbegrenzte Anpassungs- und Absorptionsfähigkeit der britischen Institutionen und für die grosszügige Ritterlichkeit der britischen Staatskunst erfüllt !

Gemach ! Sehen wir uns diese Leistung etwas genauer an, so wird wenigstens die Bewunderung für das grossmütige Verfahren der Regierung Grossbritanniens bald einer gewissen Entnützung weichen und am Ende werden wir vielleicht nur noch

die Naivität bewundern, mit der so viele Leute es fertig bringen, Grossmut, Gerechtigkeitssinn und christlichen Versöhnungseifer in einer Politik zu erblicken, die von keinem anderen Bestreben geleitet wird, als dem, die Interessen der südafrikanischen Goldmagnaten zu fördern und den in ihren Diensten stehenden Staatsmechanismus zur Unterdrückung der ausgebeuteten Klassen und Rassen in raffiniertester Weise zu vervollkommen.

Bekanntlich gab die englische Regierung zur Zeit des Burenkrieges vor, sie wolle der brutalen Unterdrückung und politischen Entrechtung der schwarzen Eingeborenen Süd-Afrikas durch die Buren ein Ende bereiten. Der glorreiche Grundsatz der englischen Politik, no taxation without representation, keine Besteuerung ohne Vertretung, solle auch der farbigen Bevölkerung gegenüber in Anwendung gebracht werden. Nun steckte ja schon von vornherein in diesem Vorwande für den blutigen Eroberungskrieg, der es auf viel materieller Ziele abgesehen hatte, als auf die Rechte der Neger, nämlich auf die Profitvermehrung der Goldgrubenmagnaten, ein gut Teil Heuchelei; aber man hätte ja immerhin erwarten können, dass die englische Kolonialregierung in den eroberten Ländern eine Erweiterung der Rechte der Eingeborenen anstreben würde. Wie steht es nun in dieser Hinsicht mit der Verfassung, die der Union vom englischen Parlament oktroyiert wurde ? Die absolute politische Entrechtung der farbigen Eingeborenen ist geradezu das Prinzip, worauf sie beruht, und weshalb sie sowohl von den Buren wie von den englischen Kapitalisten angenommen wurde. Der weissen Bevölkerung Süd-Afrikas, die ungefähr Fünfviertelmillion Köpfe beträgt, steht eine farbige Bevölkerung von etwa 6 Millionen gegenüber. Diese besteht keineswegs überwiegend aus wilden, niedrigstehenden Volksstämmen, sondern aus Angehörigen der verschiedensten Rassen, die von dem kapitalistischen Wirtschaftssystem der Kolonisatoren assimiliert worden sind, und zwar fast ausschliesslich als Land- und Grubenarbeiter. Es gibt anerkanntmassen nicht weniger als 300.000 Neger in Süd-Afrika, die eine so gute englische Erziehung genossen haben, dass sie kulturell den britischen Arbeitern durchaus gleichstehen. Diese ganze Bevölkerung wird auf Grund ihrer Hautfarbe vom politischen Bürgerrecht der Union ausgeschlossen. Das bis jetzt in den vier verbundenen Staaten bestehende Wahlrecht, das die schwarze Bevölkerung in Transvaal und Oranje absolut, in Natal in der Praxis und in der Kapkolonie mit Ausnahme der Kaffern des aktiven Wahlrechts beraubt, soll auch für das neue Bundesparlament gelten. Nicht nur das, sondern es ist verfassungsmässig festgelegt, dass eine zweidrittelmajorität in beiden Häusern des Parlaments auch den Eingeborenen, die jetzt in der Kapkolonie und, wenigstens theoretisch, in Natal das Wahlrecht haben, dieses ihnen ohne weiteres wieder abnehmen kann. Dafür ist in der Verfassung der Union bestimmt, dass keine Person nichteuropäischer Abstammung in das

Parlament gewählt werden darf.

Diese Entrechtung der Eingeborenen ist nicht etwa blos ein Schönheitsfehler der neuen Verfassung, sondern sie ist die tatsächliche Grundlage, auf der die in ihr zum Ausdruck kommende Versöhnung der Buren und Briten Südafrikas beruht. Im Lichte dieser Tatsache gesehen, ist die ganze Absorptionspolitik und die Gründung der Union weiter nichts, als der politische Ausfluss der stets wachsenden Klassensolidarität der weissen, besitzenden Klassen Südafrikas, ohne Unterschied der Sprache, den von ihnen ausgebeuteten Bevölkerungsklassen gegenüber. Und diese wachsende Klassensolidarität ist ihrerseits die naturnotwendige Folge des wirtschaftlichen Aufschwungs der Unionländer seit dem Frieden von Vereeniging. Auf der einen Seite hat die Gold- und Edelsteinminenindustrie, die in den Händen britischer Kapitalisten liegt und um der willen der Krieg vom Zaune gebrochen wurde, sich zunächst dank der Einfuhr chinesischer Arbeitssklaven, die später durch schwarze Kulies - jetzt fast 200.000 an der Zahl! - ersetzt wurden, wie noch nie zuvor floriert und der kapitalistischen Entwicklung des Landes überhaupt einen rascheren Impuls gegeben, wodurch sich auch ein ansehnliches weisses Proletariat angesammelt hat. Auf der anderen Seite aber haben sich auch in der hauptsächlich von den Buren betriebenen Landwirtschaft ganz gewaltige Umwälzungen vollzogen. In Folge des Krieges sind grosse Mengen von Buren wirtschaftlich zu Grunde gegangen und in das Proletariat hinabgestossen worden; und die grosse Mehrzahl der auf den Höfen der Buren beschäftigten weissen Landarbeiter, selber zum grössten Teile Niederländer, haben sich als ungelernte Arbeiter für Hungerlöhne bei Eisenbahnbauten und dergleichen Arbeiten verdingen müssen. Die vermögenderen Buren dagegen sind aus ihrer ländlich-patriarchalischen Wirtschaftsweise heraus in die modern-kapitalistische Strömung der Spekulation und Profitmacherei hineingeraten und haben sich dadurch in ihren wirtschaftlichen Interessen wie in ihren politischen Klassenanchauungen der herrschenden Klasse der englischen Grosskapitalisten genähert. So ist unglaublich rasch an die Stelle des früher alles beherrschenden Gegensatzes zwischen Buren und Briten eine neue politische Konstellation getreten, wobei die Klassenunterschiede - denn im Grunde ist auch der Gegensatz zwischen den weissen Grund- und Minenbesitzern und den von ihnen ausgebeuteten Negern ein Klassengegensatz - ausschlaggebend geworden sind.

Die Karriere des Generals Botha, der sich allmählich zum politischen Willensvollstrecker der Goldgrubenmagnaten, gegen deren Länderraubsucht er einst das Burenheer anführte, entwickelt hat, ist für diese neue Gruppierung nach Klassengegensätzen geradezu symbolisch. Ob Botha bei dieser Umwandlung, wie in "eingeweihten" südafrikanischen Kreisen vielfach behauptet wird, nach amerikanischer Art durch mittelbare oder unmittelbare finanzielle "Belohnung" von Seiten der

grosskapitalistischen Drahtzieher mitbestimmt worden ist, ist dabei ziemlich einerlei. Es handelt sich hier jedenfalls nicht um die Bestechung eines einzelnen, wenn auch noch so populären und einflussreichen Parteiführers, sondern geradezu um die Bestechung einer ganzen Klasse, nämlich der der besitzenden Buren, durch den verführerischen Glanz des Goldes, das von den schwarzen Lohnsklaven aus den Minen des Witwatersrand ans Tageslicht geschuftet wird.

Allerdings hat diese Entwicklung, soweit die Gruppierung der Parteien in Betracht kommt, ihr Ende noch nicht ganz erreicht. Auch in dem neuen Bundesparlament, das im Hochsommer zusammenentreten wird, werden zunächst noch die beiden grossen traditionellen Parteien der vier bisherigen Parlamente, die Burenpartei unter General Botha, und die britische Unionspartei unter Dr. Jameson, getrennt auftreten. Ein Versuch Bothas, eine Koalition zwischen den beiden Parteien zu Stande zu bringen und das Ministerium dementsprechend zusammenzustellen, scheiterte an dem Widerstand eines grossen Teiles seiner Parteigenossen, denen der Britenhass und die kleinbürgerlich-kleinbäuerliche Abneigung gegen die imperialistische Expansionspolitik der Goldmagnaten noch zu tief im Leibe steckt, als dass er mit einem Schlag herausgetrieben werden könnte. Aber Botha macht kein Hehl daraus, dass er viel mehr der Mann der Jamesonpartei, als der jener Radikalen unter seinen eigenen Parteigenossen ist, und es wird sicher nicht lange dauern, bis auch der Bann dieser traditionellen Parteigruppierungen und -Zugehörigkeiten durchbrochen wird. Wie sich dieser Prozess im Einzelnen vollziehen wird, ist nicht vorauszusehen. Aber über die allgemeine Tendenz der Entwicklung kann kein Zweifel sein : der Koalition der "versöhnnten" herrschenden Klassen, der englischsprechenden Minenbesitzer und industriellen Kapitalisten und der niederländischsprechenden Grundbesitzer, wird bald eine Koalition der Arbeitergruppen aller Rassen und Nationalitäten gegenüberstehen, die zugleich für die Sache der weissen und der politisch entrichteten schwarzen Proletarier kämpfen wird. Die bereits jetzt verhältnismässig ansehnliche und in raschem Fortschritte begriffene Macht des Sozialismus in Süd-Afrika berechtigt zu der Hoffnung, dass der sozialistischen Arbeiterbewegung dadurch bald ein neues, grosses und zukunftverheissendes Tätigkeitsgebiet erschlossen wird.

2

LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

Le revirement d'Henri de Man sous le choc de l'agression allemande contre la Belgique le 4 août 1914 et sa position durant la guerre sont bien connus. Notre choix était ici beaucoup plus restreint. Non seulement de Man a peu écrit pendant la guerre - ce que les circonstances suffisent à expliquer - mais ce qu'il en a dit, surtout après la guerre, est contenu dans des textes que le lecteur peut aisément se procurer, à l'exception notable de son principal essai : *The Remaking of a Mind. A soldier's thoughts on war and reconstruction* (1919). Toutefois, *La Leçon de la guerre* (1919), série d'articles parus dans "Le Peuple" et sous forme de brochure, est un substitut satisfaisant de ce livre qu'on ne peut trouver que dans quelques rares grandes bibliothèques. Cette série d'articles figure dans les anthologies de H. Balthazar et de P. Dodge. La première comprend en outre la lettre à Kautsky du 4 juillet 1917 et le discours de Pétrrogard de mai 1917. Les différentes éditions des Mémoires comportent toutes un chapitre sur la grande guerre. Enfin, nous avons publié dans le N° 11 du Bulletin l'article de de Man sur la mission de Hermann Müller à Paris à la veille du conflit.

Notre choix s'est porté sur un échange de correspondance inédite entre Louis de Brouckère et Henri de Man. Ces lettres n'apprendront certes rien de nouveau à ceux qui connaissent bien l'état d'esprit de leurs auteurs. Mais elles ont l'avantage d'avoir été écrites dans le feu de l'action - c'est le cas de le dire - et revêtent de ce fait une authentique valeur documentaire. Pour ce qui concerne de Man, sa lettre est le plus ancien document actuellement connu sur l'évolution de ses idées depuis 1914.

L'été 1916 : la deuxième année du conflit s'achève. C'est l'époque où le "théâtre occidental" connaît la guerre d'usure et les grandes batailles de matériel (Assiago, Verdun, la bataille navale du Jutland et la Somme). De Man était alors officier de liaison auprès

de diverses divisions britanniques du 2e Corps qui occupaient le secteur Armentières - Bois de Ploegsteert. De Brouckère, rappelé à l'arrière pour raisons de santé après avoir participé à la bataille de l'Yser, se trouvait pour quelque temps à Paris, occupé à des tâches de propagande.

Nous ne possédons pas la lettre de de Man à laquelle répond de Brouckère. La lettre de celui-ci n'est pas datée, mais porte, de la main de de Man, la mention "juin 1916". La réponse de de Man est du 3 août, mais a été commencée le 17 juillet. La seconde lettre de de Brouckère, également non datée, serait du 28 octobre 1916, selon une inscription manuscrite vraisemblablement apposée par le destinataire. Elle ne répond pas à la lettre de de Man qui précède, mais à une autre missive, postérieure, que nous ne possédons pas non plus.

LETTRE A HENRI DE MAN¹

Mon cher ami,

Votre lettre me parvient à Paris. Je suis en France et j'y demeurerai un mois, peut-être deux. Je m'occupe ici d'une besogne de propagande importante dont j'espère pouvoir vous faire bientôt mieux connaître le caractère en vous envoyant la "littérature" que je compte publier d'ici quelques jours.

Ce n'est pas le temps qui m'a manqué pour écrire aux amis, mais - dois-je l'avouer - le courage. Vous avez appris sans doute le malheur qui m'a frappé. Pendant que j'étais au front, ma pauvre femme, dont la santé nerveuse n'avait jamais été bien forte, a perdu la raison. Je suis retourné à l'arrière pour tenter de la sauver. Tous mes efforts ont été inutiles. Le mal s'aggrave de jour en jour. Déjà je ne puis qu'à de rares intervalles intervenir auprès d'elle. Le moment approche sans doute où je ne pourrai plus rien. Je retournerai alors sur l'Yser. Mais je ne le puis pas encore et je dois me contenter pour le moment d'un service civil. C'est bien humiliant pendant que les autres se battent.

J'ai beaucoup travaillé depuis un an, mais je n'ai fait que de petite besogne. J'ai en somme rempli à Londres la besogne de secrétaire ouvrier : placement, consultations. J'ai écrit plus de dix mille lettres, et figurez-vous que je les écris avec méthode, que je me retrouve dans mes dossiers et que je suis devenu une façon de fonctionnaire ordonné, ponctuel et exact. Je ne sais si j'ai pu me rendre utile, mais cette besogne m'a du moins suffisamment abruti pour m'empêcher de trop souffrir.

J'ai essayé aussi d'écrire - j'entends d'exprimer des idées. Ca m'a moins bien réussi. Dès que mon attention n'est plus retenue par une besogne quasi matérielle, elle s'égare et je songe à mon chagrin. Cela passera, cela doit passer, mais enfin, cela n'est pas passé encore. Cependant depuis mon arrivée à Paris, sous l'influence sans doute de ce milieu plus ardent, j'ai mis sur pied un exposé de mes idées au sujet de la guerre. La rédaction en marche bien et - sauf accident - ce sera terminé dans une semaine.

Avec quel plaisir, mon cher De Man, j'ai lu votre "jusqu'au bout", qui exprime si bien ma propre manière de voir. Je redoute non point le pacifisme idyllique de quelques-uns de mes amis, mais le pacifisme d'affaires qui commence à s'affirmer dans quelques milieux financiers. Ces messieurs estiment qu'en se prolongeant la guerre pourrait cesser d'être bonne du point de vue de la spéculation et voudraient arrêter les frais, dès qu'ils seront en mesure d'obtenir une paix qui puisse servir de base à une guerre nouvelle, à la guerre économique qui nous ramènerait bien

vite à la guerre sanglante. Il faut nous battre jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la défaite de l'impérialisme, de celui de la droite et de celui de la gauche que le chancelier essaie de faire triompher aujourd'hui avec la complicité de Scheidemann. C'est la seule chance que nous ayons de voir se lever une Allemagne démocratique avec laquelle nous n'aurons pas de querelle et d'établir en Occident un statut politique favorable qui nous permettra de reprendre dans de bonnes conditions la lutte socialiste.

J'ai appris avec une douloureuse stupeur la mort de notre pauvre ami Dardenne.² Pourquoi faut-il que les jeunes disparaissent, au seuil d'une existence si pleine de promesses quand les vieux qui n'ont plus grand chose à accomplir demeurent ? Si j'avais insisté pour qu'il entre à ma compagnie comme il en avait d'abord l'intention, sans doute serait-il encore parmi nous. J'éprouve comme un remords dont je ne puis me défendre.

Je tâcherai de vous écrire bientôt. Portez-vous bien. Ménagez-vous. Vous nous êtes très nécessaire.

Louis de Brouckère

Avez-vous lu les dernières du Dr Lensch ?³ Il estime que la nation serbe doit disparaître parce que Marx a dit que la révolution allemande marquerait le crépuscule des nationalités réactionnaires. Il nous accuse de ne pas distinguer l'Orient de l'Occident, et cet excellent géographe confond la droite et la gauche, les deux rives de l'Elbe, la guerre des Junkers et la révolution allemande. Que de vent contenait ce ballon maintenant dégonflé !

NOTES

1. La lettre de Louis de Brouckère, non datée mais portant de la main de de Man la mention "Juin 1916", est écrite sur papier à l'en-tête du Grand Hôtel Bergère & Maison Blanche, 34 rue Bergère (Fonds Henri de Man, Musée de la culture flamande, Anvers).
2. Fernand Dardenne faisait partie, avec de Brouckère et de Man, du Groupe socialiste révolutionnaire (marxiste) créé au sein du P.O.B. en 1910, auquel appartenaient aussi Léon Delsinne, Isi Delvigne, Guillaume Eekelaers, E. Preumont et H. Vandemeulebroucke.
3. Il s'agit vraisemblablement de Paul Lensch, ancien rédacteur en chef de la "Leipziger Volkszeitung", sous la direction duquel de Man avait fait son apprentissage de journaliste. Il était à l'époque rédacteur en chef du journal conservateur "Deutsche Allgemeine Zeitung".

LETTRE A LOUIS DE BROUCKERE

QG de la 41e Division, 3 août 1916

Mon cher de Brouckère,

Merci pour votre lettre du mois passé.¹ Cela m'a fait le plus grand bien, après bientôt deux ans d' "isolement intellectuel" presque complet, de me sentir de nouveau en communion d'esprit avec un ami socialiste - et justement avec celui dont je tenais le plus à connaître la pensée. J'espère que vous m'écrirez encore et que vous n'oublierez pas de m'envoyer les publications que vous m'annoncez.

Mon pauvre camarade ! Combien je vous plains du malheur qui vous a frappé, et combien je vous admire d'avoir pu sortir de ces épreuves atroces avec une énergie et une force de travail non amoindries. Je crois pouvoir me représenter cela d'autant plus vivement que je sens quel immense réconfort c'est pour moi, depuis 18 mois que ma femme est en France avec mon petit garçon, de la savoir en bonne santé, de pouvoir correspondre avec elle et d'aller la voir à des intervalles de quelques mois - et combien cela me donne de forces pour faire allègrement mon devoir.

A mon tour de vous dire quelque chose des épreuves morales que l'accomplissement de ce devoir m'a quelquefois imposées. Car vous ne serez guère surpris d'apprendre, sans doute, que je me suis souvent trouvé devant des cas de conscience que je n'ai pu résoudre qu'après de douloureux combats avec moi-même. Surtout au début, je me suis souvent demandé si je n'avais pas fait fausse route en m'engageant le 4 août 1914. J'ajoute immédiatement que jamais les doutes qui s'étaient élevés dans mon esprit n'ont résisté à mon examen, et que je suis chaque fois arrivé à la même conclusion : c'est que j'avais fait la seule bonne chose et la seule possible.

Il n'est cependant que naturel que j'aie connu ces doutes. Car d'abord, j'avais choisi ma ligne de conduite non à la suite d'un emballement ou d'une crise de sentiment, mais comme un acte raisonné; et tout raisonnement n'est-il pas sujet à se remettre en quelque sorte en question lui-même ? Mes sentiments d'ailleurs étaient très contradictoires : songez à la vigueur de mes opinions antimilitaristes et internationalistes, à mon patriotisme de langue et de culture beaucoup plus germanique que féru d' "âme belge", et vous comprendrez que j'eus plutôt plus de répugnances à vaincre que la plupart des socialistes belges qui ont suivi le même chemin. Si donc j'ai cru, et n'ai cessé de croire depuis lors, que le devoir socialiste était de lutter pour la Belgique et d'épouser la cause des alliés, c'était parce que

j'ai eu dès le début la conviction qu'il y a un intérêt général, au point de vue de toutes les nations, y compris la nation allemande, à ce que l'Allemagne ne sorte pas victorieuse de cette guerre. J'aurais pu raisonner de même, je crois, si j'avais été Allemand. Il est aisément de comprendre, n'est-ce pas, que mon attitude ayant ainsi été choisie à la suite d'une appréciation raisonnée de faits, des réflexions, des impressions nouvelles aient pu surgir de faits postérieurs et provoquer des doutes. Le mouvement de Zimmerwald, aussi, m'a fait beaucoup réfléchir. Mais chaque fois, je suis arrivé à la même conclusion, et mes doutes momentanés n'ont servi en définitive qu'à affirmer ma décision première. A telle enseigne que depuis plusieurs mois déjà, je n'ai plus eu à faire de pareils examens de conscience, les doutes n'ont plus reparu.

Ne croyez pas d'ailleurs que ces réflexions m'aient jamais rendu tiède ou hésitant dans ce que j'avais à faire. Je n'ai jamais (sauf ces quelques crises à des occasions où j'avais le loisir de réfléchir et où je n'avais pas besoin de ma force d'action) éprouvé de réelle difficulté à faire mon devoir de soldat. Je crois même l'avoir fait toujours avec ardeur. Non point sans doute celle qui procède de ce que l'on considère généralement comme l'enthousiasme guerrier et patriotique : mon patriotisme, vous le savez, est d'une essence fort différente de celle du chauvinisme bourgeois; la guerre me semble une chose horrible; je n'éprouve aucune haine individuelle de l'ennemi et je ne vois point, dans la lutte des alliés contre les empires centraux, le combat de tout ce qui est bon (et s'écrit avec des majuscules) contre tout ce qui est mauvais ([et s'écrit] également avec des majuscules), mais simplement une lutte de deux groupements impérialistes, dont l'un est toutefois beaucoup plus coupable et surtout beaucoup plus dangereux que l'autre. Non, mon ardeur procède simplement de ceci, c'est qu'ayant fait le choix d'une ligne de conduite que ma conviction m'a dictée, dans une conjoncture aussi tragique que celle-ci, où le sacrifice de millions de vies est inévitable, il n'y a plus qu'à se donner tout entier, avec toute l'énergie et l'enthousiasme dont on est capable, à la tâche reconnue nécessaire. Le devoir du moment exigera-t-il le sacrifice de la vie ? Tant pis, s'il n'est pas possible de bien l'accomplir sans que ce sacrifice soit consenti d'avance. Il me semble qu'il n'y a pas ici à marchander, qu'une fois que nous avons été mis par des événements plus forts que nous (et que n'avons-nous pas fait pour tenter de les empêcher !) devant un chemin à suivre, il faut s'y engager résolument et sans regarder derrière soi, et aller jusqu'au bout. L'Allemagne ne peut pas nous vaincre. Une Allemagne victorieuse serait le pire des désastres possibles, pour le peuple allemand lui-même, et pour le monde entier. Le militarisme allemand doit être vaincu. Dans quelles circonstances et dans quelle proportion la pression du dedans viendra-t-elle se joindre à la pression du

dehors ? Je ne sais. Mais je suis convaincu que la seule chose qui puisse provoquer cette pression du dedans qui me paraît d'une nécessité primordiale, c'est la défaite de l'armée allemande. Cette défaite, nous pouvons l'amener, si nous le voulons, cela dût-il encore durer des années. Et si nous le voulons bien, cela durera moins longtemps que cela.

Vous voyez que je suis optimiste. Je le suis aussi pour ce qui regarde l'avenir du mouvement socialiste international après la guerre. Je ne suis pas de ceux (et il me semble hélas ! que c'est l'impression qui prédomine chez les socialistes que j'ai rencontrés à l'armée belge) qui croient que la guerre finie, tout sera à recommencer, et que le mouvement ouvrier aura été retardé de plusieurs dizaines d'années. Bien entendu, je ne sous-évalue point les difficultés que nous rencontrerons, en Belgique surtout, pour remettre nos organisations à flot. Mais ce n'est là que le plus petit côté de la question. Cette guerre ne nous a-t-elle pas appris combien peu la force apparente des organisations matérielles importe comparativement à la vigueur des forces morales ? Bien entendu encore, nous aurons à vaincre bien des difficultés pour rétablir nos relations internationales; que de haine, de méfiance ne rencontrerons-nous pas de part et d'autre ! Mais il vaut mieux avoir à combattre franchement, de front, ces résistances, que de nous voir replacés dans la situation ambiguë de l'Internationale d'avant la guerre, avec ses affirmations hypocrites (inconsciemment le plus souvent, je l'admetts) de sentiments qui ne correspondaient pas à la réalité, et sa politique d'autruche (j'en demande pardon à Victor Adler, j'allais écrire Autriche !) de la "Überbrückung der Gegensätze" par des résolutions chèvre choutistes. Mais pour ces difficultés matérielles accrues, ne trouverons-nous pas que pendant cette guerre, par cette guerre, bien des transformations se seront opérées dans la mentalité des nations qui auront fait mûrir la moisson socialiste bien plus que la plupart des nôtres ne le pensent ? Je songe à la formidable nationalisation industrielle qui s'est amorcée; à la force que donnera aux revendications de classe du prolétariat dans chaque pays la conscience du rôle primordial qu'il aura joué pour maintenir intact le patrimoine national; à l'immense leçon de solidarité organisée et disciplinée qu'aura été la vie aux armées pour la classe qui n'a que cette leçon à apprendre pour devenir maîtresse du monde; et par-dessus tout, à l'atmosphère de lutte de classes plus âpre que jamais que nous retrouverons comme résultat des progrès immenses de l'évolution impérialiste qui apparemment ne laissera bientôt plus subsister en face de nous qu'un ou deux groupements internationaux de forces capitalistes.

Ah oui, il y en aura, du pain sur la planche, et notre tâche sera d'autant plus dure au début, qu'il y aura à dissiper bien des nuages dans l'esprit de beaucoup de nos militants dont l'autonomie intellectuelle n'a pas su résister à l'avalanche d'im-

pressions nouvelles que les événements ont fait fondre sur eux. Je songe surtout, en disant cela, à ceux qui croient que l' "union sacrée" mettra fin à la lutte des classes et autres couillonnades du même genre. Mais peut-être, après tout, exagère-t-on l'importance de cette catégorie, représentée surtout parmi les émigrés qui se trouvent loin du front. Je ne pense pas que les socialistes restés en Belgique et ceux qui se trouvent à l'armée souffrent beaucoup de cette maladie-là.

Vous voyez, mon cher ami, que loin d'être énervé par l'incertitude de l'avenir je songe plein d'espoir à la belle tâche socialiste qu'il nous réserve et à laquelle j'espère pouvoir encore me consacrer, "doing my bit" dans la mesure de mes forces. Comme il me semble que nous sommes de plus en plus d'accord, ce sera plus encore qu'auparavant, je l'espère, en intime collaboration avec vous. J'en serais profondément heureux, pour le bénéfice moral de votre estime autant que pour la valeur de combat, si je puis ainsi m'exprimer, des qualités d'intelligence et de caractère qui feront de vous, demain plus qu'hier encore, le guide intellectuel de la jeune génération socialiste en Belgique.

Vous comprendrez après cela que votre conseil "Ménagez-vous" n'était pas trop nécessaire. Je ne considère pas la guerre comme un sport, ne recherche point la volupté du danger surmonté, et ne m'expose jamais inutilement. Toutefois, je ne crois pas que personne ait le droit de considérer son existence comme plus précieuse que celle de son voisin; et je suis convaincu au surplus que cette existence n'a de valeur que par l'usage qu'on en fait **en toute circonstance** pour le bien commun. Or, à l'heure actuelle, je n'en conçois pour moi qu'un seul usage possible, c'est l'accomplissement du devoir militaire **en essayant d'y donner le maximum de rendement**.

C'est pour ce motif que j'ai sollicité, il y a dix jours, de pouvoir retourner à l'infanterie belge.² Ma situation présente ne me donne presque plus rien à faire, depuis plusieurs semaines déjà, par suite de modifications dans l'occupation des secteurs du front britannique en Belgique. Ma besogne, comme officier de liaison attaché à un état-major de division, qui m'a assez intéressé pendant plus d'un an, ne me semble plus suffisamment utile maintenant pour justifier mon maintien à ce poste, où je puis être facilement remplacé par d'autres moins aptes que moi au service de l'infanterie. En outre, j'ai la nostalgie (ne souriez pas, je vous en prie, en pensant à certaines de mes affirmations sur l'âme belge; il n'y a là aucune contradiction) - j'ai la nostalgie, disais-je, du milieu belge, et de me retrouver avec "les hommes". J'y serai à peine plus exposé qu'ici, où je me trouve depuis 15 mois dans la zone du feu d'artillerie sans être allé "au repos" et sans autre interruption que 4 permissions. Et j'y serai beaucoup plus utile, même et surtout au point de vue de l'avenir; car il me semble que plus l'exode des éléments bour-

geois et intellectuels, entrés à l'infanterie au début de la guerre, vers les postes non combattants ou de l'arrière transforme de nouveau notre armée des tranchées en "armée de pauvres", plus ma place est **au milieu** d'elle. J'attends donc mon ordre de transfert d'un moment à l'autre, quoiqu'il puisse moment à l'autre, quoiqu'il puisse tout aussi bien se faire attendre encore quelques semaines.³ J'espère que mon transfert me fournira l'occasion, les permissions étant suspendues, d'aller voir ma femme à Lagny (près de Paris) et d'aller vous serrer la main au passage, si, comme je le suppose, vous êtes encore à Paris.⁴

Voilà une bien longue lettre, n'est-ce pas ? Je m'en excuse. Vous comprendrez, sans doute, que je suis heureux de pouvoir confier à un ami socialiste bien des pensées que depuis deux ans j'ai dû à peu de chose près garder pour moi-même, et vous me pardonnerez, j'en suis sûr.

J'attends de vos nouvelles et vous serre bien cordialement la main

H. de Man

NOTES

1. Le texte de cette lettre a été collationné avec la copie manuscrite conservée dans les archives de M. Jan H. de Man, Edegem-Anvers. La lettre de de Man, datée du 3 août 1916 mais commencée le 17 juillet, répond à une lettre de de Brouckère "du mois passé", non datée par son auteur, mais sur laquelle de Man a inscrit "Juin 1916"; c'est celle qui est reproduite ci-dessus aux pages 29-30.
2. H. de Man fut dès la fin avril 1915 et jusqu'au 13 octobre 1916 désigné pour être attaché à diverses divisions britanniques en qualité d'officier de liaison, avec assimilation au grade de sous-lieutenant de réserve.
3. H. de Man fut affecté à l'artillerie de tranchée du 13 octobre 1916 au 16 avril 1917, date à laquelle il fut mis à la disposition du Ministère des affaires étrangères pour la mission accomplie en Russie avec Emile Vandervelde et Louis de Brouckère. Il ne devait retourner au front que deux semaines en novembre 1917, avant d'être démobilisé le 1er décembre avec le grade de lieutenant de réserve et mis à la disposition du Ministère des affaires économiques pour une mission aux Etats-Unis.
4. Une seconde lettre de Louis de Brouckère, également non datée mais portant une mention manuscrite 28.10.1916, confirme que de Brouckère et de Man se sont rencontrés quelques heures, probablement à Paris durant la première quinzaine d'octobre. Cette lettre est reproduite ci-après aux pages 37-40.

LETTRE A HENRI DE MAN¹

Mon cher ami,

Vous ne croyez pas sérieusement, hein, que vous écrire longuement pourrait m'être une corvée ? Faudra-t-il que je vous dise que les quelques heures que j'ai passées avec vous sont sans doute les plus agréables que j'ai eues depuis le début de la guerre. On a moins souvent que vous ne pouvez croire l'occasion de s'entretenir avec un vrai compagnon de lutte dans nos cantonnements de l'arrière !

Et vous me conseillez d'y rester ! Savez-vous que j'ai failli le prendre de mauvaise part ? Vous partez pour un pays charmant² (car il est merveilleux, ce coin de Flandre, et si pittoresquement varié des dunes aux "montagnes" de l'Yprés-sis). Vous vous y livrez à des sports de haut goût, avec un outillage ultra moderne. Vous voyez des choses et des gens valant la peine d'être vus, et vous me conseillez bonnement de demeurer au coin du feu, avec les "bagages" et les "éléphants" comme disent nos amis les marins. Croyez-vous que les vieux se résignent aussi facilement à leur robe de chambre et à leur bonnet de nuit, et qu'ils ne soient plus du tout tourmentés du désir d'aller courir la prétantine dans le mouvement et dans le bruit ?

Pour parler sérieusement, mon cher ami, je vous dirai que je suis toujours du même sentiment qu'au début de la guerre. Je me souviens souvent avec une émotion à laquelle des événements tragiques n'ont pas enlevé toute douceur, que dès le premier jour, sans nous être consultés, céderent en quelque sorte au sentiment d'une évidence morale, Dardenne, vous et moi nous avons décidé de participer au combat, démontrant ainsi que notre conception commune du socialisme s'appuyait sur une commune compréhension du devoir.

Dardenne a suivi sa résolution "jusqu'au bout". Que je plains ceux de nos camarades qui ne savent pas comprendre, avec leur coeur, le sens profond de ces mots : "Jusqu'au bout !" Je sens bien tout ce qu'implique la perte de cette jeune intelligence, la disparition de ce caractère. Mais je n'hésite pas à dire même après l'événement qu'il est bon qu'il se soit engagé.

Vous êtes toujours, mon cher ami, sur le champ du combat. Je vous ai revu si évidemment en possession de tous vos moyens, de toute votre énergie physique, de tout votre calme, de toute votre volonté que j'ai été plus assuré que jamais à votre sujet; vous ferez de belles choses, pendant la guerre et après, quand vous aurez traversé ces temps difficiles avec la chance qui demeure toujours fidèle à qui sait la dompter.

Et moi ? Je suis à l'arrière. Je m'occupe d' "oeuvres". J'essaie de mettre un peu de ma pensée socialiste dans cette besogne à laquelle la guerre a enlevé presque tout le caractère révolutionnaire qu'elle aurait pu avoir autrefois. Mais malgré tout ce que l'on me dit, malgré ce que vous me répétez, je sens que ne suis pas ici à ma place.

Ma place, je l'avais choisie au front dès le premier jour. Elle est toujours au même endroit. Je ne regrette pas d'être revenu; je me suis trouvé à un moment donné en présence d'un conflit de devoir et je devais agir comme je l'ai fait tant qu'une chance demeurait pour moi de sauver ma pauvre femme ou du moins d'alléger son sort.

Cette chance, maintenant, a disparu. Il a fallu, voici déjà plus d'un an, que je cesse de la disputer à la maison de santé. J'ai cru d'abord que ce ne serait que pour un temps, que je pourrais ensuite aller vivre avec elle dans quelque coin tranquille et l'aider patiemment à supporter l'existence pendant la longue suite d'années qui s'écouleront sans doute avant que son intelligence ne s'obscurcisse tout à fait. Mais chaque mois qui passe rend cet espoir plus chimérique. Trois ou quatre fois au cours du printemps et de l'été le médecin était tout prêt à me permettre de tenter l'expérience, mais chaque fois un redoublement des terreurs de ma pauvre malade nous ont obligés à renoncer à notre tentative.

Dorénavant, il n'y faudra plus songer. Bien plus, les visites que je lui faisais d'habitude ne me sont plus permises. Je ne puis plus rien pour elle que lui assurer les ressources nécessaires pour qu'elle soit bien soignée et que mille petites misères physiques ne viennent pas s'ajouter à ses souffrances morales. Je suis sur le point de pouvoir trouver les garanties nécessaires à cet égard. Une de mes grandes craintes jusqu'à une époque récente était que ma petite fille ne fût exposée, si je venais à disparaître, à tomber légalement au pouvoir de sa mère à moitié guérie. J'ai pu trouver le moyen d'écartier ce danger et du reste, l'hypothèse d'une guérison même partielle devient bien invraisemblable.

Les motifs qui m'avaient déterminé à revenir disparaissent donc un à un. Bientôt il n'en demeurera plus trace. Les motifs qui m'avaient déterminé à joindre l'armée demeurent dans leur force première. Il y a quelques mois j'étais arrivé à la conclusion que le moment de repartir était venu. Puis diverses circonstances m'ont obligé à remettre mon projet à plus tard. Aujourd'hui je crois pouvoir déterminer à peu près le moment où je l'exécuterai. J'aurai terminé le gros de ma besogne au tribunal des sursis dans deux mois, j'aurai fait à peu près tout ce que je pouvais faire en matière de protection ouvrière. Si je ne suis pas trop paresseux j'aurai terminé ce que je voulais écrire au sujet de la guerre. Donc, sauf événement tout à fait imprévu, je pourrai reprendre le fusil (ou quelque autre outil de combat)

en janvier.³

Ne me parlez pas de division du travail. Il n'y en a qu'une qui compte en ce moment, celle des artilleurs, des fantassins et des cavaliers. Sans doute il est utile de s'occuper des intérêts ouvriers pendant la guerre, sans doute il est désirable que l'idée socialiste continue à être dégagée au milieu des événements actuels. Sans doute serait-il agréable et même nécessaire que des voix s'élèvent qui ne seraient pas étouffées par la discipline militaire quand le moment de la paix approchera. Mais le besoin suprême est celui de la défense armée contre l'agression impérialiste. Tous ceux qui le peuvent doivent y contribuer. Tous ceux qui ont eu charge de propagande doivent maintenant l'exemple. Ils ne pourraient jamais rien dire ni rien écrire qui soit aussi utile que ce qu'ils feront. Pour les autres besognes, il suffit des vieux, des infirmes, de ceux qui n'ont plus de bras ou de jambes, voire de ceux plus nombreux qui n'ont jamais eu de testicules.

Pour moi, et quoi que vous en pensiez, je crois que je ferais encore un soldat très présentable. Avez-vous oublié que j'ai conduit des mécaniques dans des usines ? Pourquoi ne conduirais-je pas aussi proprement une machine à bombarder qu'une machine à fraiser ? Comme l'ouvrage que je faisais chez mon ancien patron à la compagnie des aérostiers ne me convient plus guère (rapport à mes yeux) je songeais même à vous demander de l'embauche. Cela nous donnerait l'occasion de discuter des problèmes pratiques et théoriques dans l'intervalle des coups de chien, ce qui serait en somme l'une des manières les plus utiles de préparer l'après-guerre. On m'affirme que la vie aux compagnies van Deuren est charmante 23 heures sur 24, la dernière offrant parfois une fâcheuse compensation. Nous aurions l'occasion d'utiliser les heures charmantes qui d'après la définition militaire doivent être celles où l'on n'a rien à faire.

Si cela vous agrée, écrivez-moi un mot. Je dirigerai le moment venu mes démarches dans la direction nécessaire. Jusque-là je vous demanderai de ne parler de mon projet à personne pour m'épargner les adjurations de tous ceux qui me font l'honneur de (me) considérer comme devant nécessairement appartenir à la catégorie des "frigos" (on appelle frigo un embusqué parce que "c'est de la viande conservée").

Croyez-moi bien fraternellement vôtre

Louis de Brouckère

Au triple galop

NOTES

1. Comme la précédente, cette lettre de Louis de Brouckère n'est pas datée. Elle porte cependant la mention "28/X/16", vraisemblablement de la main de de Man. Elle date en tout cas de cette période puisqu'il y est fait allusion au départ d'Henri de Man "pour un pays charmant" (voir note 2). Elle ne répond toutefois pas à la lettre de de Man publiée ici, mais à une lettre postérieure que nous ne possérons pas, de Man n'en ayant probablement pas établi de copie. De Brouckère mentionne en effet, outre le départ de de Man, le conseil que celui-ci lui donnait de rester à l'arrière - ce dont il n'est pas question dans la lettre du 3 août. Contrairement à la première, la lettre de de Brouckère est dactylographiée (à l'exception de l'expression finale "au triple galop" ajoutée au moment de la signature), d'une manière d'ailleurs assez négligée, ce qui nous a obligé à apporter quelques corrections de pure forme qu'il serait sans intérêt de signaler ici (Fonds Henri de Man, Musée de la culture flamande, Anvers).
2. "Vous partez pour un pays charmant... ce coin de Flandre". C'est le 13 octobre 1916 que de Man fut, à sa demande, affecté à l'artillerie de tranchée. Cette mutation commença par un stage au centre d'instruction des mortiers van Deuren à Calais. Le 26 novembre il fut détaché au groupe d'artillerie de tranchée de la 2e Division armée.
3. A notre connaissance ce projet ne se réalisa pas. Louis de Brouckère devait être par la suite envoyé à Londres en mission auprès de l'Internationale socialiste et fit partie, avec Vandervelde et de Man, de la mission que la Belgique dépêcha en Russie en avril 1917 pour convaincre le gouvernement Lvov/Kerenski de ne pas accepter une paix séparée.

3

RECONSTRUCTION

De retour à la vie civile, de Man perçoit aussitôt l'impossibilité de reprendre ses anciennes activités comme si la guerre n'avait été qu'une parenthèse dans son existence. La plupart des anciens combattants ont connu cette difficulté, accrue par l'amertume de s'entendre dire qu'il ne s'agissait que d'un problème de réadaptation, alors qu'il s'agissait de tout autre chose : le sentiment plus ou moins diffus mais persistant que leur sacrifice avait peut-être été inutile. C'est pourquoi nombre d'entre eux s'enfoncèrent peu à peu dans un patriotisme conservateur et cocardier qui voilait le vide de la fraternité perdue dans les tranchées du front. Tous ne se sont évidemment pas réfugiés dans la légende et certains ont même transformé leur amertume en nouveau mobile de lutte. Chez de Man, cela prit la forme d'une mise en ordre ou d'une refonte de l'esprit qui était le sien avant 1914 et, parallèlement, d'une remise en cause de ses fondements doctrinaux :

"Je ne crois plus que nous puissions comprendre les faits nouveaux de la vie sociale à l'aide d'une doctrine établie sur la base de faits différents et antérieurs. Je ne crois plus que la théorie qui ne voit dans les guerres contemporaines que le résultat de conflits économiques entre des gouvernements impérialistes soit exacte. Je ne crois plus que les faits économiques seuls puissent nous fournir la trame de toute l'évolution historique. Je ne crois plus que le socialisme puisse se réaliser indépendamment du développement de la démocratie politique. Je ne crois plus que, pour en arriver au socialisme, il nous suffit de faire appel aux intérêts de classe du prolétariat industriel, en méprisant l'appoint que peuvent nous donner certains intérêts et certains idéals communs à toute la nation ou à toute l'humanité. Je ne crois plus que la lutte de classe prolétarienne, qui reste le moyen principal de réalisation socialiste, puisse aboutir sans qu'elle admette certaines formes de collaboration des classes et des partis. Je ne crois plus que le socialisme puisse consister en une simple saisie des grands moyens de production par l'Etat, sans une transformation profonde des procédés de gestion, assurant le développement indéfini de la

productivité sociale. Je ne crois plus qu'une société socialiste puisse vivre demain si elle renonce au stimulant que constitue aujourd'hui la concurrence des entreprises autonomes et la rémunération inégale du travail, proportionnellement à sa productivité sociale. Je crois en un socialisme plus proche et plus certain, mais aussi plus réaliste, plus pragmatique, plus synthétique, plus humain en un mot." (La Leçon de la guerre)

Voilà pour la thèse. Les événements se chargèrent de l'antithèse. Dans un premier temps, de Man éprouve le besoin de prendre du champ et de repartir pour les Etats-Unis, où il a entrevu une société à l'opposé de l'Europe perclue de contradictions et de divisions. Mais les Etats-Unis sont entrés dans une phase de repli, de récession économique, de réaction politique et de luttes sociales qui noient les derniers feux de l'idéal wilsonien.

*Rentré en Europe, de Man retrouve une raison d'être dans la création de l'Ecole Ouvrière Supérieure. L'éducation ouvrière lui permet de renouer le fil avec l'action entreprise avant guerre, en même temps qu'elle lui paraît être l'instrument essentiel du socialisme démocratique sur lequel débouche sa "révision du marxisme", avec le contrôle ouvrier qui doit en devenir l'armature. L'article *How Belgian Workers Educate Themselves* (1923) fait le bilan de cette importante réalisation du P.O.B.*

Mais la blessure de la guerre n'est pas refermée pour autant. Il est vrai que des circonstances familiales - la dissolution de son foyer - poussent de nouveau de Man à quitter la Belgique. Ce sont bien cependant les circonstances politiques, culminant dans la question des réparations, qui l'incitent à retourner en Allemagne "comme quelqu'un qui est poussé par le sentiment d'une dette à acquitter" (Cavalier seul, p. 141).

*L'article de Michel Brélaz, *L'Allemagne paiera*, extrait de son ouvrage qui paraît cet automne, éclaire les raisons de ce retour.*

HOW BELGIAN WORKERS EDUCATE THEMSELVES

It has been the privilege of the workers' education movement in Belgium to take the leading part in the first attempt to give a world-wide impetus to the idea of adult working class education as a concern of the workers themselves. It was on the grounds of the Belgian Labor College that the First International Conference on Workers' Education was held in August last. Its success augurs well for the future of the movement everywhere. The reports which were presented by the thirty delegates who had come from a dozen countries, including the United States, gave evidence of the growing realization by the labor movement, and especially by the membership of the unions, of the need for real workers' education - that is, education for the purposes of the labor movement.

Coordination the Basis of Success

What those delegates saw of workers' education in Belgium seems to have impressed them as the realization of an effort which in most other countries is still either in its initial stage, or at least in need of greater coordination. What struck them in Belgium was to see achievements of a kind that is only possible where a centralized effort for labor education can rely on the united support of all branches of the labor movement.

Those achievements are far from being perfect, of course, and are necessarily on the small scale that is compelled by the size of a country of less than eight million inhabitants, although fully one-third of them contribute to support the labor education movement. But the very smallness of the country is the chief factor which has made it possible for this movement to assume a more comprehensive and coordinated form than has been attained elsewhere. Belgium is practically one big industrial district, with an extremely homogeneous population and the densest railway system of the world, so that there is no important industrial center which cannot be reached from the capital in less than two hours by rail. In most cases lecturers or teachers can be sent to evening classes in the provinces from Brussels and return the same night. This is one element that makes centralization easy. There is another, which is more important yet : the absence of factional strife in the working class movement, and the close cooperation between the various forms of its activity.

Thanks to this, labor education in Belgium is a joint concern of the three wings of the labor movement : political, industrial and cooperative. Since 1911, it is being

conducted by a national board in which the Federation of Labor Unions, the Labor Party (also called the Socialist Party), and the cooperative union have an equal number of representatives. This board has covered the country with a network of local and district committees which are all appointed by the local labor unions, political associations, and cooperative societies.

Purpose of Labor Education

In Belgium more than in any other country, therefore, labor education is being considered as an undertaking of the labor movement for the labor movement. Its purpose is not to supersede the public school system. It is to equip the workers for the various activities of the labor movement, or, as its constitution defines it, "to instill into them the knowledge and the qualities which will fit them for carrying on the struggle for the emancipation of their class in every sphere." The words "emancipation of their class" are the key to the understanding of the spirit in which the work is being conducted. It aims, not at equipping individuals for the competitive struggles of professional life, but at making them leaders and workers in a movement that will bring them forward in the only way by which improvement of their condition can be achieved : the organized expression of class solidarity.

Financial Support

Thanks to this centralized organization, labor education is now being carried on in Belgium with an intensity which has been attained in no other country. The national staff of the movement alone comprises 17 secretaries and clerical workers, and the labor organizations are now spending more than a million francs a year to support its activities. All this money is being raised by extra contributions, which every workers' organization pays to the local, regional and national education funds. A special national contribution is being paid to meet the current expenses of the residential Labor College in Brussels. It is small - a per capita tax of ten centimes a year on each affiliation to a union, a labor party branch or a cooperative society. Nevertheless, this sum was paid last year for a total membership of 1'330'000 - 620'000 in the unions, 560'000 in the Labor Party, 150'000 in the cooperative federation - it yields enough to meet the overhead expenses.

Methods and Curriculum

Those who are interested in the methods of Belgian labor education will find a detailed account in the October, 1922, issue of the International Labor Review published by the League of Nations. I will merely enumerate here the chief means used :

Seven hundred sixty-seven local committees, linked up with the national board through 14 district committees, carry on the work in the country, chiefly through evening and Sunday classes, lectures, and libraries. The teachers, the lecturers, the books, all are provided by the national board in Brussels.

Last year classes with a curriculum extending over several months were run in 87 localities. In addition, lecturers were sent by the national board for 576 single educational lectures with audiences totalling 118'838. The classes are usually limited to not more than 30 pupils, all adults, of course, selected by the organizations that support the educational committee. The subjects taught all have a direct bearing on the labor movement. They include social economy, social history, history of the labor movement, social legislation, politics, administration and technique of labor unionism, etc. Each lesson extends over two hours, one of which is devoted to questions, discussion, and seminar work.

Specialized Classes

Besides these general classes, there are others to meet special needs. Such are the classes for shop delegates, for municipal councillors, for union officials, and cooperative society managers and accountants. In all these cases the subjects taught by specialists are designed to meet an immediate need for practical knowledge. For instance, there are now in the various cities and towns of Belgium 3379 municipal councillors, practically all working men, elected on the socialist ticket. Special classes are being run district-wise in twelve localities, to instruct them on legal and administrative questions that concern their activity, and on the Labor Party's program of municipal reforms.

The most interesting and recent form of this special instruction is that undertaken in the shop delegates' classes. Since the armistice, and under the double pressure of unionism and socialist representation in the government, shop councils and national wage boards have been established in all the chief Belgian industries. There is no labor representation on them but through the unions. In coal mining, the iron and steel industry, the metal-working trades, and to a somewhat smaller extent on the railroads, the system of joint representation of organized workers and employers has permeated the whole industrial fabric. In each coal mine or metallurgic shop there are pit delegates or shop delegates elected by the unionized workers. They are recognized by the employers' organizations as permanent negotiators on behalf of their fellow-workers, and by the unions as their officers.

It did not take long for the unions to realize that this system of workers' representation would produce good results only if the delegates had the necessary knowledge to carry out their duties. Consequently, the two chief unions - the miners

and the metalworkers - entrusted the labor education board with the task of setting up special classes for the purpose. Textbooks were prepared, teachers trained - including technical experts, union officials, and legal practitioners - and last year 38 of such special schools were in operation, mostly on Saturday afternoons. They all cover the following subjects : general structure of industry; raw materials and finished products; wage methods; history of the industry; history of the union, its constitution and administration; protective and insurance legislation; collective bargaining; rights and duties of the workers' delegates under the existing union rules, agreements and laws.

Training Union Officials

A considerable effort has also been made since 1911 for the training of the many hundreds of salaried officers of the labor unions. Special daytime schools, in which gray-haired presidents of big industrial unions sit on the same benches with their young district secretaries, have been in operation for many years to teach the history of the movement, union administration and accounting, industrial problems, applied law, finance, statistics, etc. Every two years a Labor Union Educational Week is being held, where officers and delegates from all the unions devote a whole week to study in some appropriate locality. The last of these "Weeks" was held in September, 1921, in a mining town, which gave representatives of all trades an opportunity, through visits and excursions in the district, to become acquainted with industrial conditions which were new to most of them. Two hundred and eighty-four delegates took part in it, and, in addition to visiting plants and institutions, they heard and discussed eighteen lectures on subjects dealing with workers' representation in industry.

I will merely mention in passing, to give an idea of the scope of the national board's work, the publication department, which publishes textbooks and syllabi and two monthly educational magazines; the library department, which has 197 branch libraries; and the research department, which is a separate institution with a staff of five secretaries, run jointly with the Labor Party and the Union.

The National Labor College

All these educational activities were crowned in 1921 by the foundation of the National Labor College in Uccle, a suburb of Brussels. This is now providing the Belgian workers with a higher institution of learning which recruits its students from the best elements in the local classes. This college is now running its third term which will last 10 months, the two previous ones having extended over six months each.

The college is residential. It occupies four buildings on a 21-acre property of its own. Nearly a million francs were spent on its equipment, most of this money having been advanced by the Cooperative Labor Bank. It has a library of about 50'000 volumes. Its yearly overhead expenses are being met by the per capita tax of 10 centimes already referred to. The upkeep of the students, however, is being paid in the form of scholarships by the organizations who delegate them. No students are admitted but those who have been thus selected and passed by the school board after a general intelligence and character test. In most cases, the delegating organizations also provide for family maintenance as compensation for lost wages. Twenty-four to twenty-six students were enrolled at each term, including for the present term two exchange students, one from England and one from Germany.

Labor College Courses

The curriculum includes a little over 600 hours of lecturing, and nearly as much devoted to seminar work, revision and oral tests by the three resident instructors, 60 visits and excursions to various industrial institutions, etc. One hour a day is reserved for physical training and two hours a week for chorus singing.

The theoretical classes cover the following subjects, mentioned in the order of their importance : the industrial system of Belgium; labor conditions; economic and social history; history of the international labor movement; history of economic and social theory; social psychology; finance and banking; labor legislation; local administration; constitution and principles of law; the labor union movement; the cooperative movement; social insurance; statistics; administration and office methods; housing problems; hygiene; methods of journalism; history of art; history of literature, and history of music. These subjects are being taught by 27 teachers, mostly practical workers in the labor movement, and a few of them university professors.

The college is administered by a principal under the National Labor Education Board, but a students' committee advises him on all questions of internal organization and discipline. The age of the students varies from 19 to 38, but the majority are from 20 to 25. Some of them before entering held salaried positions in the labor movement, but the majority come direct from the shop. The essential factors in the selection of the pupils by the delegating organizations is general ability and moral maturity as evidenced by the previous activities of the candidate in his trade union.

Methods of Adult Workers' Education

But I presume that American readers will be less interested by technical de-

tails than by the general conclusions that can be drawn from a twelve years' experience in the field that I have outlined. Perhaps even they may be of some use to those who in America have, within the last two or three years, tackled the same problem.

The outstanding conclusion which I would draw from this experience, as one who has been associated with it from the start and until quite recently, is that the methods of education of adult workers must be radically different from those practiced in schools and universities.

The average adult worker is generally as ignorant of the subjects taught at school as a child who has just entered the primary grades. The majority of students in our classes left the elementary schools between the ages of 11 and 14. Too often what they have learned, especially of history and natural science, is so false and dogmatic that their knowledge in this respect is largely of negative value. They have, moreover, forgotten most of what they learned at school beyond the three R's. Their minds are less plastic than those of children, and when they enter the class they are generally tired by industrial labor and often unaccustomed to reading and self-education, habits which (primary) schools hardly attempted to inculcate.

Thus, from these points of view, it might appear that adult workers offer even less promising material for education than children of school age. It would be a great mistake, however, to conclude therefore that the only thing to be done is to recommence their elementary training. They must not be treated like school children. They have one characteristic which children have not : their habits have already been formed by community life, and they possess knowledge resulting from their lives as producers and their work in the labor movement. They have a strongly marked personal equation, and they do not accept instruction ex-cathedra. Their critical faculty is strongly developed by contact with real life and by taking part in politics, reading the newspapers, and attending meetings. They have often far more common sense and experience of life than the majority of university professors. These factors give a unique character to the problem of educational methods suited to adult workers.

The Point of Contact

Certain conclusions may be reached immediately. In the first place, instruction in social sciences - history, sociology, law, political science, social hygiene, etc. - should take as its starting point, not a fund of general knowledge which does not exist, but the fund of experience already acquired. Thus the starting point in teaching economics would naturally be what the worker has already seen of economic organization in the environment in which he lives and works. He will under-

stand society on the basis of his knowledge of his workshop.

For a class of adult students, life itself is a continual source of education, and their judgement is generally sufficiently mature to enable them to use books and newspapers as a means of self-education. In this connection it may be said that the most important thing is not the content but the method of teaching. The essential aim should be to inspire the workers with a desire to learn by themselves and to familiarize them with methods of self-education, so that they can continue to draw general deductions from the facts of their individual experience, and thus understand their functions in society and in the movement of which they are members.

Another conclusion on which there is general agreement in Belgium is that, as a general rule, the best instructor for adult workers is not the university man or teacher, who is too much accustomed to teach passive hearers, but the worker who has educated himself and who shares his hearers' experience of the labor movement. Experience is the only source of knowledge; all that a teacher can do is to guide his students from the former to the latter.

Benefits of Workers' Education

It takes at least a generation before an educational effort like that undertaken by Belgian labor can be fully judged by its results. But already it can now be said that it has appreciably raised the level of the labor movement. Among the younger men who occupy positions of responsibility in labor organizations, it is rare to find any who have not received its imprint. And although it was received at first with a good deal of - mostly silent - scepticism by some of the older leaders, who regarded classes and libraries as a waste of money and time which would only benefit a few privileged persons - they have all been converted to a different view by now. This view was recently expressed by the official bulletin of the Belgian Federation of Labor Unions, when it said that "those who believed that the Workers' Education Board was an academic institution have had full opportunity to realize since, how closely its work is linked up with the welfare of the workers".

L'ALLEMAGNE PAJERA

L'attitude pacifiste et internationaliste d'Henri de Man était incontestablement plus radicale que la position officielle du P.O.B., même lorsque celui-ci, après son retour dans l'opposition en octobre 1921, s'orienta vers des solutions de compromis facilitées d'une part par la réconciliation des socialistes allemands entre eux et, d'autre part, par la faillite de la politique franco-belge d'occupation de la Ruhr à l'égard de laquelle le groupe parlementaire du Parti, hormis Vandervelde, avait adopté une attitude singulièrement passive. Les socialistes belges avaient beau se rendre compte que la réhabilitation du socialisme allemand était à terme indispensable, ils répugnaient à franchir le pas et ne le firent que lorsque les problèmes internationaux qui les divisaient passèrent au second plan.

Pendant l'année 1922, avant son départ pour l'Allemagne, de Man eut à deux reprises l'occasion d'afficher publiquement et avec un certain éclat l'importance qu'il attachait à ce problème. La première fut un discours prononcé le 9 janvier 1922 à Berlin, à l'invitation de la commission syndicale de cette ville – discours qui dut mettre du baume sur le cœur des socialistes allemands quelque peu ulcérés par la politique jugée trop timorée des socialistes de l'Entente.¹ Pourtant de Man ne s'exprima pas à Berlin autrement qu'il l'avait fait en Belgique. Il rappela que la classe ouvrière des pays vainqueurs souffrait de la crise et du chômage; tous les peuples, en définitive, avaient été vaincus par la guerre. Mais il rappela aussi le bien-fondé des réparations incomptant aux responsables des destructions. Pour éviter que le poids n'en repose en premier lieu sur les travailleurs, il fallait s'entendre entre socialistes sur l'opposition à la guerre, le désarmement général et la reconstitution de l'unité de l'Internationale. Or l'Allemagne, qui avait le plus besoin de cette unité, était précisément le pays où elle suscitait le plus de résistance. Etait-il possible que le fossé entre socialistes et communistes allemand pût être plus grand qu'il ne l'avait été entre Allemands et Belges ? De Man ne voulait pas le croire, en quoi l'échec de la Conférence des Trois Internationales quelques mois plus tard devait lui donner tort.

Le discours de Cologne

La seconde occasion où de Man s'exprima publiquement en Allemagne sur la nécessité de la réconciliation fut une conférence prononcée le 20 mars 1922

Extrait d'un ouvrage intitulé **Henri de Man - Une autre idée du socialisme** à paraître cet automne aux Editions Antipodes, Genève et fondé sur la thèse de doctorat que l'auteur a soutenue en 1981 à l'Université de Genève.

à Cologne au cours d'un voyage d'études de l'Ecole Ouvrière Supérieure. Il y reprit les thèses qu'il avait défendues à Berlin, mais avec l'assurance supplémentaire que lui donnaient les résolutions encore toutes fraîches adoptées par la Conférence socialiste internationale de Francfort de février 1922. Il soutint notamment l'idée que la seule façon de remédier aux conséquences néfastes du Traité de Versailles était la reconstruction économique de la Russie, la reconnaissance de son régime politique et la réinsertion de l'Allemagne dans le concert des nations.

Au sujet des réparations, il déclara que ce n'était pas le principe qui devait être mis en cause, mais l'utilisation qui en était faite par les gouvernements de l'Entente pour empêcher le redressement allemand. Si l'on s'était borné à réclamer les frais de reconstruction économique et si l'on avait employé les troupes pléthoriques à des travaux productifs, les dommages de la guerre auraient déjà été réparés. S'appuyant sur les résolutions de Francfort, de Man réclamait l'application d'une politique de bon sens, à savoir le paiement par l'Allemagne des destructions effectives causées par l'invasion, à l'exclusion du coût de la guerre et des pensions militaires qui incombaien à chacun des belligérants.

Il dénonça l'usage de la force et de l'occupation, si peu compatible avec le principe des réparations que la France et la Belgique n'hésitaient pas à dépenser pour leurs opérations plus qu'elles ne pouvaient espérer obtenir en retour. Leur objectif était en réalité politique et militaire et obéissait à cette même idée de puissance qui avait été fatale à l'Allemagne. "On veut, déclarait-il, continuer à exploiter la haine de l'Allemagne pour détourner l'attention du peuple de ses véritables intérêts." C'était le prolétariat de tous les pays belligérants, vainqueurs et vaincus confondus, qui faisait les frais de ce militarisme, lequel détruisait les valeurs qu'il prétendait sauver, à commencer par la paix et la prospérité qui ne pouvaient se construire sur l'asservissement d'une nation par les autres.

L'intérêt économique et politique de toutes les nations était en l'occurrence indissociable des impératifs de solidarité et de justice. Cela signifiait notamment que la politique intérieure de chaque nation ne pouvait plus se déterminer sans tenir compte de ses relations internationales. Pacifisme et internationalisme étaient plus que jamais de rigueur pour garantir les intérêts réels de tous les peuples, lesquels ne se contredisaient qu'en apparence, sous l'éclairage trompeur du militarisme et de l'impérialisme. Les socialistes allemands avaient donc pour tâche de défendre et de renforcer la République, de museler le militarisme et de faire supporter l'essentiel des réparations aux principaux responsables de la guerre, les capitalistes allemands. Quant aux socialistes de l'Entente, il leur appartenait d'obtenir la révision du Traité de Versailles, de faire pression sur leurs gouvernements pour qu'ils cessent d'acculer l'Allemagne à la réaction et à la revanche,

de se réformer eux-mêmes, enfin, dans le sens d'une plus grande solidarité internationale, afin d'éviter à tout prix la répétition des fautes commises en 1914.²

"La trahison du citoyen de Man"

La conférence d'Henri de Man à Cologne suscita un écho beaucoup plus grand que celle de Berlin deux mois plus tôt. La "Rheinische Zeitung", organe social-démocrate de la Rhénanie du Nord, lui consacra toute la première page de son édition du 21 mars 1922. La presse bourgeoise belge, de son côté, crie à la trahison. Mais c'est surtout la réaction, ou plutôt l'absence de réaction, des socialistes belges qui déçut de Man. Quelques socialistes le défendirent mollement, la plupart ne se donnant même pas l'air de vouloir prendre à leur compte les résolutions de Francfort. "Le Peuple" observa un silence prudent. Emile Vandervelde, qui partageait pourtant largement ses vues, lui dit en privé : "Vous avez raison, mais la masse n'est pas encore prête à vous suivre. Il faut lui administrer la vérité à petites doses. En disant toute la vérité, on ne fait que du tort à sa propre cause, car on s'isole de ses partisans et on se fait écraser par ses adversaires."³

De Man devait bien admettre la pertinence du propos, mais c'était là le genre de conseils qu'il se sentait incapable de suivre. Il répugnait à temporiser ou à transiger alors qu'il s'agissait à ses yeux d'un problème vital pour le socialisme et plus encore pour la paix et l'Europe tout entière : "Je reconnaissais (...) qu'en prenant cette attitude je faisais plus de tort que de bien à la cause qui me tenait à cœur, étant donné l'état d'esprit des masses et de mon parti; dans ces conditions, ne pouvant me taire, il ne me restait qu'à m'en aller."⁴

De Man exagérait-il la portée de son désaccord avec l'opinion dominante en Belgique et dans le parti socialiste ? Qu'en est-il des attaques dont il fut l'objet dans la presse nationaliste ? Jugeons-en sur pièce :

"Le XXe Siècle" titrait : "La trahison du citoyen de Man". Commentant la dépêche de l'agence Wolff qui rapportait le discours, le journal ne trouvait pas de mots assez durs pour stigmatiser l'acte "absurde, imbécile ou criminel" du socialiste "belge" (les guillemets sont de la rédaction) qui était allé encourager les Allemands "à se soustraire aux charges de l'exécution qui peut seule nous sauver de la faillite et de la mort".⁵

Mêmes outrances dans "La Nation Belge" qui accusait de Man de "travailler pour le roi de Prusse" !⁶ L'assassinat quelques jours plus tard du lieutenant Graff, officier des troupes belges d'occupation en Rhénanie, jeta encore de l'huile sur le feu. La presse nationaliste confondit dans la même indignation les "Boches" barbares et revanchards, de Man et tout l'état-major de Vandervelde. Les uns n'étaient ni des Européens, ni des hommes comme les autres; envers eux seule

comptait la manière forte.⁷ Les autres, comme de Man qui soutenait la thèse allemande et bolcheviste imputant la responsabilité de la guerre au capitalisme, exerçaient une influence pernicieuse et travaillaient depuis trois ans à endormir la vigilance de la Belgique.⁸ A l'instar de l'infortuné lieutenant assassiné tandis qu'il somnolait dans un tramway, "malheur aux voisins de l'Allemagne qui s'en-dorment, leur cuirasse délacée, en rêvant à la fraternité et à la réconciliation des peuples".⁹

Ignominie ("Innominato") clamait "La Libre Belgique", qui accusait de Man d'avoir pris sa revanche de La Louvière et répété en plus grave l'incident du "fusil brisé". "Au passage de nos troupes accompagnant la dépouille du lieutenant Graff, près de Cologne, les 'patriotes' allemands liront en ricanant le discours du chef d'école socialiste de Bruxelles."¹⁰

"La Nation Belge" interpellait les "socialistes patriotes" belges : "Qu'en pensent (...) les Destrée, les Hubin, les Branquart et tant d'autres ? Sont-ils de l'avis du camarade de Man et du kamerad Wirschmann ? Nous les avertissons que l'opinion publique est avide de franchise et de clarté."¹¹

Belle marque de franchise que ces calomnies, cet anathème brandi contre des adversaires politiques que ne protégeait plus l'immunité de la défunte union sacrée au nom de laquelle on leur prodiguait naguère admiration et honneurs, et qui étaient devenus subitement plus coupables que des marchands de lard et de bétail condamnés pour commerce avec l'ennemi.¹²

Belle marque de clarté que cette ignorance feinte de la situation réelle de l'Allemagne, cette incompréhension des mécanismes financiers et économiques en vertu desquels un Etat vaincu, humilié, délesté de sa marine marchande, de ses colonies, de ses placements à l'étranger, de treize pour cent de son territoire et de dix pour cent de sa population, était censé s'acquitter d'une dette de 132 milliards de mark-or, comme si c'eût été une question de volonté et non de capacité, et comme si pareil transfert n'eût pas constitué une menace de désorganisation de l'économie internationale et des différents pays créanciers. A cette époque déjà, des esprits avisés se rendaient compte que la politique des réparations n'avait plus qu'un lointain rapport avec ses mobiles initiaux et que la volonté de faire payer l'Allemagne à tout prix ne punissait pas plus les vrais responsables de la guerre qu'elle ne profitait à ses vraies victimes.

La diatribe de la presse nationaliste contre le discours d'Henri de Man eut un prolongement au Parlement, à l'occasion du débat sur le budget de 1922. Henri Carton de Wiart, l'un des ténors du parti catholique, n'avait pu dissimuler son appréhension de voir l'Allemagne "puissante industriellement, puissante intellectuellement, puissante diplomatiquement, désireuse avant tout de se soustraire

aux obligations", trouver "dans le sentimentalisme des uns, dans l'aveuglement des autres, des concours inattendus et souvent inconscients". "Et à ce propos, poursuivait Carton de Wiart, ce n'est pas sans quelque inquiétude que nous recueillons l'écho des discours prononcés parfois outre Rhin par des Belges dont je ne songe pas un instant à contester le patriotisme pendant la guerre, discours qui tendent à diminuer encore chez les Allemands le sentiment déjà trop faible qu'ils peuvent avoir de leurs responsabilités, discours où l'on plaide en faveur de la révision du traité de Versailles et où on recommande, avec l'abandon de la rive gauche du Rhin, ce qui constitue pour nous, mieux que des signatures dont nous connaissons la valeur, une précieuse garantie non seulement pour nos réparations, mais pour notre sécurité."

Hubin lui ayant demandé d'être franc et de dire à qui il faisait allusion, Carton de Wiart répondit : "Je n'en fais aucun mystère, je fais allusion à ce que nous avons appris de certains discours tenus par vos amis politiques, et notamment par M. Deman. Et j'estime que, jusqu'à nouvel ordre, de pareils discours, tenus en Allemagne, ne sont pas du tout de nature à faciliter la rentrée de notre créance de réparation, qui est chose indispensable pour nous. (Très bien ! à droite et à gauche)." "A moins que ce soit le vrai et réel moyen de l'assurer", répliqua Joseph Wauters. Mais Hubin ajouta qu'il ne prenait pas sous son bonnet tout ce qu'avait pu dire de Man. Un autre député ayant déclaré qu'un tel discours déforçait la situation des Alliés vis-à-vis de l'Allemagne, Hubin déclara : "Oui, mais il est certain qu'alors qu'on n'a pas frappé ceux qui étaient haut placés, se préparer à mettre tout un peuple moins coupable que ceux-là dans la misère, pour assurer les réparations, c'est commettre une véritable injustice". Ce qui fit dire à son interlocuteur qu'il était intéressant de noter que Hubin n'approuvait pas les paroles d'Henri de Man. Le député socialiste s'en défendit en répliquant qu'il ne les approuvait ni ne les désapprouvait faute de les connaître.¹³

Cet incident montre bien que le groupe parlementaire socialiste était embarrassé par l'éclat d'Henri de Man, mais aussi, plus généralement, par les thèses des internationalistes. La presse nationaliste, qui stigmatisait la "trahison de Francfort", ne ratait pas une occasion d'en éclabousser les socialistes belges. Les parlementaires, qui avaient des comptes à rendre à leurs électeurs, n'appréciaient évidemment pas qu'on leur compliquât la tâche par des prises de position apparemment contraires aux intérêts belges.

Il y eut pourtant un député au moins, en l'absence de Vandervelde qui se trouvait à Berlin à la Conférence des trois Internationales, pour faire entendre au Parlement la voix de la raison : c'était Joseph Wauters. Il ne cachait pas qu'il s'était lui-même fait quelques illusions au sujet des réparations, mais reconnaissait

maintenant que Keynes avait vu clair avant tout le monde en dénonçant les folles prétentions des vainqueurs. Les hauts responsables de la guerre n'avaient pas été punis et l'on voulait imposer au peuple allemand une charge dont il ne pourrait commencer à s'acquitter qu'en livrant la plus rude des concurrences à l'industrie des créanciers de l'Allemagne, pays dans lesquels les chômeurs se comptaient déjà par millions ! Pouvait-on au demeurant exiger d'elle des impôts nouveaux pour financer les réparations, alors que la bourgeoisie belge — la situation étant identique en France — refusait catégoriquement tout effort fiscal supplémentaire qui eût permis d'équilibrer le budget ordinaire ? Wauters dénonçait aussi l'hypocrisie qui consistait à recommander aux Allemands de ne pas exporter leurs capitaux, tandis que les banques des pays neutres et alliés lesaidaient à le faire. "On n'a pas su faire livrer le kaiser, remarquait Wauters, qui fera livrer par des neutres l'argent allemand ?"

Face à cette situation incohérente, Wauters rejettait énergiquement le recours à la force : "Jusqu'à présent, déclarait-il, on a eu recours aux armées d'occupation, qui toujours étendent leurs zones; on a agi par contrainte, on a dépensé argent sur argent, pour renforcer les commissions d'enquête (...) et pour rendre le gendarme plus menaçant, on a absorbé ainsi les milliards qu'on ne reçoit jamais. Comme conclusion, la misère est générale, le désordre subsiste, la confiance ne renaît pas, le chômage perdure, les spéculateurs continuent de faire leurs affaires." Il n'y avait qu'une solution : celle préconisée par les congrès syndicaux internationaux, les conférences socialistes internationales, mais aussi par des hommes aussi peu suspects d'ignorer les intérêts de la Belgique que lord Asquith. Il fallait carrément annuler la partie de la dette allemande correspondant aux pensions, obtenir d'autre part, en guise de compensation, l'annulation des dettes interalliées et faire entrer l'Allemagne dans le concert des nations. Ceux qui, se berçant de faux-semblants, n'approuvaient pas cette politique, n'avaient en tout cas pas le droit de parler de la "trahison" de socialistes qui, comme Hubin, de Brouckère et de Man, s'étaient engagés volontairement en 1914 pour défendre la Belgique.¹⁴

Une dette envers l'Allemagne

Il est possible que, sans la rupture de son foyer, de Man n'eût pas quitté la Belgique en 1922 ou que, s'il avait obtenu le poste de secrétaire de l'Internationale, il se fût installé à Londres plutôt qu'en Allemagne. S'il est donc vraisemblable que les circonstances personnelles que nous avons évoquées ont joué dans sa décision de se fixer dans ce dernier pays un rôle plus important qu'il n'a bien voulu le dire, elles n'ont pas été seules déterminantes et les raisons politiques qu'il invoquait n'ont pas été ajoutées a posteriori. En fait, elles n'ont cessé de le préoc-

cuper dès son retour d'Amérique et s'inscrivaient dans le droit fil de sa réflexion sur la guerre et la paix, menée avec une étonnante prescience des événements à venir. Les circonstances personnelles n'ont en tout cas rien changé à son jugement politique.

C'est en vertu de ce jugement et de la conviction profonde qui le sous-tendait que de Man a pu écrire dans ses Mémoires : "Après ce que j'ai dit de mon attitude à l'égard de la guerre et de ses résultats, on comprendra que j'étais retourné en Allemagne comme quelqu'un qui est poussé par le sentiment d'une dette à acquitter. Ce sentiment aviva encore l'impression des scènes de misère, de famine et de désarroi dont je fus témoin. D'autre part je fus d'autant plus frappé de constater que la grande masse du peuple allemand n'avait gardé de la guerre qu'un profond désir de paix. Cela me confirmait dans ma conviction que si les dirigeants de la France et de l'Angleterre avaient alors eu la clairvoyance et le courage de suivre une autre politique, on aurait pu établir une paix durable en Europe. L'expédition de la Ruhr m'indigna tellement que j'envoyai au gouvernement belge ma démission d'officier de réserve, pour protester contre une politique aussi contraire aux buts pour lesquels je m'étais engagé en 1914."¹⁵

C'est en effet le 12 janvier 1923, le lendemain de l'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges, que de Man signifia sa démission au ministre belge de la défense nationale : "Cette décision, lui écrivait-il, m'est inspirée par des motifs de conscience qui m'interdisent l'accomplissement de toute obligation militaire. Les conséquences de la guerre et des traités qui l'ont suivie m'ont convaincu de plus en plus profondément de l'inefficacité, de l'iniquité et de l'immoralité de toute violence, particulièrement de celle qui est commandée par les Etats. Cette conviction se trouve accrue actuellement de l'indignation que j'éprouve à voir l'armée, dans les rangs de laquelle je me suis engagé volontairement le 3 août 1914, devenir l'instrument d'une politique qui est en contradiction flagrante avec les principes pour lesquels j'ai combattu."¹⁶

La démission d'Henri de Man fut acceptée par arrêté royal du 3 février 1923. Douze ans plus tard, le 30 septembre 1935, il fut réintégré à sa demande dans les cadres de réserve avec son grade et son ancienneté.¹⁷

Ces deux dates n'ont pas qu'une signification anecdotique. Entre la démission de 1923 et la réintégration de 1935, de Man fut le témoin actif de l'histoire dramatique, quoique nullement inéluctable à ses yeux, d'une Europe en sursis. Pendant cette période, il fut de ceux qui refusèrent avec le plus d'obstination la fatalité des événements; l'analyse qu'il en fit visait au premier chef à susciter un courant de résistance à l'affaiblissement du mouvement socialiste et de son idéal démocratique. C'est à cette contribution que nous allons maintenant nous attacher. Ce fai-

sant, on ne pourra qu'être frappé par le contraste entre le déclin des institutions et le bouillonnement des idées nouvelles, comme ce fut en particulier le cas dans la République de Weimar. Que le premier ait, en l'occurrence, étouffé le second n'enlève rien, en effet, à l'apport de ceux qui eurent alors pour vocation d'éveiller les consciences à de possibles alternatives.

NOTES

1. "Im Geiste der Völkerversöhnung", **Vorwärts** (Berlin), 10.1.1922.
2. "Die Erneuerung der Internationale. Die Rede Henri de Mans - "Völker, Hört die Signale !", **Rheinische Zeitung** (Cologne), 21.3.1922.
3. H. de Man, **Cavalier seul**, Genève, Ed. du Cheval ailé, 1948, p. 139.
4. **Ibid.**, p. 139.
5. **Le XXe Siècle** (Bruxelles), 22.3.1922.
6. **La Nation Belge** (Bruxelles), 22 et 24.3.1922.
7. **La Nation Belge**, 30.3.1922 et **Le XXe Siècle**, 27.3.1922.
8. **La Nation Belge**, 28 et 29.3.1922.
9. **Ibid.**, 29.3.1922.
10. **La Libre Belgique** (Bruxelles), 25.3.1922.
11. **La Nation Belge**, 28.3.1922. Wirschmann (ou Wissmann selon le même journal du 24 mars) était un syndicaliste allemand venu à un congrès de mineurs plaider la révision des réparations.
12. **Le XXe Siècle**, 23.3.1922.
13. **Annales Parlementaires de Belgique**. Session législative ordinaire 1921-1922. Chambre des Représentants. Séance du 4 avril 1922, p. 554.
14. **Ibid.**, p. 585 s.
15. H. de Man, **Cavalier seul**, op. cit., p. 141.
16. Lettre de H. de Man au Ministre de la défense nationale à Bruxelles, 12.1.1923 (document obligatoirement communiqué à l'auteur par Mme R. Lambiotte-Donhauser, New York).
17. Feuillet matricule de H. de Man (document obligatoirement communiqué à l'auteur par les services de l'Etat-Major Général des Forces armées belges).

AU DELA DU MARXISME

Paru en allemand en 1925/6 avant d'être traduit dans une dizaine de langues, Zur Psychologie des Sozialismus (Au delà du marxisme) vaut à Henri de Man une notoriété qui s'étend largement en dehors du mouvement socialiste international. En s'attaquant à la toute-puissance de la doctrine marxiste et en accusant volontairement le ton polémique de l'ouvrage, de Man entend créer par un "choc psychologique" les conditions d'un renouvellement du mouvement socialiste, écartelé entre une doctrine révolutionnaire et une pratique réformiste.

Le marxisme fait fausse route, estime-t-il, en identifiant l'idée de catastrophe économique et sociale qui découle de son analyse du système capitaliste, avec l'idée de révolution sociale conçue comme la finalité du mouvement. Une telle identification suppose en effet que les mobiles de l'action socialiste procèdent d'intérêts matériels antagonistes, que les catégories économiques se traduisent par des catégories idéologiques et que les orientations de la volonté reflètent l'évolution sociale par un processus d'adaptation nécessaire. C'est cela que de Man conteste, et non l'explication marxiste du capitalisme. Pour lui, l'évolution du mouvement socialiste confirme la validité de sa critique par trois traits fondamentaux qui contredisent la doctrine marxiste : l'intégration du prolétariat dans sa communauté nationale, la substitution des moyens réformistes au but révolutionnaire, l'assimilation par le prolétariat de la culture dominante.

De Man conclut à la nécessité de dépasser le marxisme comme explication globale du socialisme parce que, sous sa forme pure, il prétend déduire ce qui doit être de la connaissance de ce qui est, alors que fondamentalement le socialisme est une protestation de l'impératif contre l'indicatif; et parce que, sous sa forme vulgaire, la seule qui agisse encore sur les

masses, sa conception du déterminisme historique affaiblit le niveau moral et la volonté révolutionnaire du mouvement. "Si donc on voit dans le socialisme, écrit de Man, quelque chose d'autre et de plus qu'une antithèse du capitalisme moderne, et si on le rapporte à ses racines morales et intellectuelles, on trouvera que ces racines sont les mêmes que celles de toute notre civilisation occidentale. Le christianisme, la démocratie et le socialisme ne sont plus alors, même au point de vue historique, que trois formes d'une seule idée." (*Au delà du marxisme*. 1974, p. 116).

Pendant plusieurs années, de Man va défendre ses thèses, en les nuançant parfois, dans de nombreux articles et conférences. Ne se faisant guère d'illusions sur la réceptivité des dirigeants du mouvement, il s'efforce de mobiliser certains groupes marginaux (intellectuels, Jeunes socialistes, socialistes religieux) susceptibles de créer un courant novateur. Malgré d'appréciables succès, ses efforts n'aboutiront cependant à aucun résultat concret. *Die sozialistische Idee* (*L'Idée socialiste*), qui constitue en quelque sorte le pendant positif d'*Au delà du marxisme* et annonce le planisme, paraît trop tard (1933 en Allemagne, 1935 en France) pour jouer un rôle comparable au premier ouvrage. C'est pourtant l'exposé le plus achevé de la philosophie de l'histoire et du socialisme d'Henri de Man.

Le lecteur plus particulièrement intéressé par cette période centrale de l'œuvre dispose fort heureusement d'un large choix parmi les récentes rééditions. Citons notamment la série *Hendrik de Man. Persoon en ideeën*, Standaard, Antwerpen/Amsterdam, à savoir le volume 2 de Leo Magits, *Psychologie van het socialisme - Opbouwend socialisme* (1974) et le volume 3 de Lode Hancké, *De socialistische idee* (1975); la réédition d'*Au delà du marxisme* aux Editions du Seuil, Paris, 1974 et de *L'Idée socialiste* aux Presses Universitaires Romandes, Genève, 1975; la réédition de *Zur Psychologie des Sozialismus* par Artur E. Bratu chez Hohwacht, Bonn-Bad Godesberg, 1976; *Der neu entdeckte Marx / Marx redécouvert*, édition bilingue de l'Association pour l'étude de l'œuvre d'Henri de Man de l'article paru dans "Der Kampf" (Vienne) en 1932 et de sa traduction inédite en français, la traduction inédite en anglais ayant été publiée parallèlement dans le N° 8 du Bulletin (décembre 1978); ainsi que divers textes parus dans les N° 5, 9 et 10 du Bulletin; les anthologies de Herman Balthazar (volume 5 de la série *Hendrik de Man. Persoon en ideeën*) et de Peter Dodge, *A Documentary study of Hendrik de Man, Socialist Critic of Marxism*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1979. Et l'on peut en outre trouver différentes brochures, non rééditées jusqu'ici, dans les grandes

bibliothèques.

Cette relative abondance explique que nous puissions nous contenter de ne reproduire ici qu'un seul petit texte d'Henri de Man, écrit en 1929, peut-être pour une conférence ou plus vraisemblablement un article dont nous n'avons pas trouvé trace dans les bibliographies. Il s'agit donc probablement d'un inédit, dont le contenu est dans la ligne des conférences que de Man prononçait à cette époque sur le thème "socialisme et marxisme". Inédit, et en tout cas inconnu, ce texte a l'avantage de résumer en peu de pages la position de de Man sur les rapports entre Marx, marxisme et socialisme. Cependant, bien qu'apparemment complet, ce manuscrit n'est peut-être que le début d'un essai resté inachevé.

Nous le faisons suivre de trois articles inédits qui témoignent du renouveau des études demaniennes. Les deux premiers ont été rédigés par de jeunes universitaires allemands, Detlef Borchers et Kersten Oschmann, qui préparent actuellement des thèses de troisième cycle, l'un sur le socialisme des intellectuels (*In Katastrophenzonen. Der Intellektuellensozialismus und/bei Hendrik de Man*), l'autre sur *Marxismus, ethischer Sozialismus und autoritäre Demokratie. Hendrik de Man's Vorschläge zu einer sozialistischen Politik im Industriekapitalismus*.

D. Borchers a eu l'idée d'aborder *Zur Psychologie des Sozialismus* sous un angle inhabituel : celui de l'édition du livre et des rapports entre l'éditeur et l'auteur. Ce qui peut paraître au premier abord anecdotique prend toute son importance sous la plume de Borchers. Si la rencontre de Diederichs et de de Man fut, comme l'affirme celui-ci, l'œuvre du hasard, il ressort de cette étude que de Man a vite compris qu'un éditeur bourgeois lui offrirait une plus grande liberté d'action qu'un éditeur social-démocrate. Borchers montre en tout cas que la campagne de publicité faite par Diederichs autour du livre a été davantage inspirée par de Man qu'on ne le pense généralement et qu'elle ne fut pas étrangère à l'échec de sa tentative d'amener la social-démocratie "au delà du marxisme".

C'est précisément à ce dernier thème que Kersten Oschmann consacre son article, vu sous l'angle de l'immobilisme du Parti social-démocrate allemand face au développement des classes moyennes et à leur instabilité politique et psychologique. Là où Detlef Borchers suggère que de Man s'est probablement trompé de cible pour gagner le mouvement ouvrier à ses idées, Kersten Oschmann analyse les raisons, à la fois doctrinaires et politiques, qui ont empêché la social-démocra-

tie d'adapter sa stratégie à l'anticapitalisme d'une grande partie des classes moyennes. Mais il fait également valoir que, quand bien même il n'en aurait pas été ainsi, la transformation de la social-démocratie en "parti populaire de gauche" eût été plus difficile et plus problématique qu'on l'imagine parfois aujourd'hui. Il n'en demeure pas moins que la direction du parti ne s'y est pas employée et que, faute d'avoir essayé, elle s'est délibérément engagée dans la voie de l'échec.

Enfin, la contribution de notre président, A.M. van Peski, rend compte d'un important article de Dick Pels paru dans le *Vijfde Jaarboek voor het democratisch socialisme*, Amsterdam, 1984. L'essai de Dick Pels est important non seulement par la qualité de son argumentation et de sa documentation, mais aussi par sa seule présence dans une publication néerlandaise de premier ordre qui, chaque année, livre sa moisson d'études théoriques et historiques sur le socialisme démocratique. On rappellera que le *Eerste Jaarboek* (1979) contenait un article postume de Gerhard Nederhorst, planiste de la première heure et député hollandais pendant trente ans, sur le Plan du Travail néerlandais, article qui faisait déjà une large place aux idées d'Henri de Man. Dans le N° 10 du Bulletin (juin 1981), Hendrik Brugmans et Leo Magits ont attiré l'attention de nos lecteurs sur cette publication. La contribution d'A.M. van Peski prolonge et complète leur réflexion sur le renouveau d'intérêt que suscite désormais aussi aux Pays-Bas la pensée d'Henri de Man.

LE DECLIN DU MARXISME

Il est intéressant de constater que presque toutes les discussions dans le monde socialiste sur le marxisme portent actuellement sur le matérialisme historique et ne font qu'effleurer les autres doctrines de Marx. Il en était tout autrement il y a une trentaine d'années. Alors, la critique de Bernstein avait mis à l'ordre du jour des questions comme celles de la concentration des entreprises, de la disparition des classes moyennes, de la collaboration des classes, de l'appauvrissement du prolétariat, de la théorie de la valeur etc. On ne s'échauffe plus guère sur ces controverses économiques et politiques. Par contre, les polémiques portent sur le matérialisme historique et sur les fondements philosophiques du marxisme, que la critique de Bernstein avait presque entièrement épargnés.

Il est assez probable que si Marx pouvait ressusciter, il serait fort étonné de ce phénomène. Dès sa vingt-septième année, qui marque son passage du "nouvel hégélianisme" au socialisme, son attention principale se reporta des questions philosophiques sur les questions économiques, sociales et politiques. Son oeuvre principale, *Le Capital*, porte sur des problèmes de théorie économique, et la plupart de ses œuvres de moindre envergure traitent de l'activité politique ou se rapportent à l'activité pratique de la "Ligue des Communistes" d'abord, de la Première Internationale ensuite. Bien entendu, toute son activité de propagandiste et de théoricien, surtout d'historien, procède d'une conception philosophique très solidement assise et très systématiquement élaborée. Mais cette conception est pour ainsi dire déjà cristallisée chez lui dès avant 1848, et c'est dans ses écrits d'avant cette date et même d'avant 1845 que l'on en trouve les exposés les plus explicites. Après, il n'a plus guère fait que l'appliquer. Même sa doctrine du matérialisme historique, application directe d'une conception du monde à l'interprétation de l'histoire, l'intéressait plus à cause de ses résultats politiques immédiats que comme démonstration de ses prémisses philosophiques. Il n'a d'ailleurs jamais explicitement formulé ces prémisses dans une doctrine d'ensemble. Il faut en chercher le sens en assemblant des aphorismes et des bouts de définition éparpillés dans le *Manifeste Communiste*, la préface de sa *Critique de l'économie politique*, la *Misère de la philosophie* et dans des pages éparses de tous ses autres écrits; et pour bien pénétrer l'esprit de sa méthode historique, il faut en étudier, non les fragments d'exposé, mais l'application pratique dans ses œuvres d'actualité et même dans sa correspondance. Le Marx mûr, le Marx marxiste en quelque sorte, sembla plutôt considérer

la polémique philosophique comme le département de son ami Engels, et il serait quelquefois injuste de rendre Marx responsable de tout ce que Engels a dit et écrit, surtout après la mort du maître. En somme, Marx considérait les fondements philosophiques de sa doctrine comme un point de départ donné une fois pour toutes, comme un instrument d'action que ses disciples survivants manieraient bien ou mal mais que l'on ne remettrait plus en question. Il eût sans doute fort bien compris les polémiques entre Bernstein et Kautsky, qui portaient sur les questions sur lesquelles il avait lui-même concentré toute son ardeur de savant et de chef de mouvement. Mais j'imagine qu'il serait fort surpris de trouver qu'en 1929, on s'intéresse beaucoup moins à l'économie marxiste, à la sociologie marxiste et à la stratégie révolutionnaire marxiste qu'à la philosophie marxiste.

Et cependant, il ne faut pas trop s'étonner de cette remise en question de prémisses que l'on a longtemps cruées trop bien établies pour devoir les discuter. Ce phénomène a des causes très concrètes et faciles à discerner.

En définitive, la formidable puissance que le marxisme a acquise depuis la mort de Marx procède moins de la valeur scientifique de ses théories et de la continuité de son impulsion politique que du fait que le marxisme est devenu pour les masses un succédané de religion.

Assurément, on a raison de dire et de répéter que Marx a exercé sur la science économique de son époque une influence semblable à celle de Darwin sur la biologie, et biffer son nom de l'histoire du dix-neuvième siècle équivaudrait presque à un retour de cinquante ans en arrière dans l'évolution des sciences sociales. Mais même si ses doctrines économiques et sociologiques appelaient moins d'amendements qu'elles ne le font, leur valeur scientifique ne justifierait et n'expliquerait pas encore l'énorme puissance de rayonnement du marxisme. Cette puissance n'est pas due principalement à ce que Marx considérait comme son oeuvre scientifique. Des millions de gens en subissent l'emprise qui n'ont jamais lu une ligne du **Capital**, et qui d'ailleurs seraient aussi hébétés par les finesse de la doctrine de la plus-value que par les théories d'Einstein. Elle ne s'explique pas non plus par la persistance des doctrines de stratégie politique incorporées jadis par la Première Internationale, car il y a belle lurette que la pratique syndicale et politique s'est émancipée des directives fondées sur l'hypothèse d'un cataclysme révolutionnaire. Ce qui fait la force du marxisme, c'est qu'il a donné à une grande partie de la classe ouvrière une explication du monde - en premier lieu du monde social - qui satisfait ses besoins de compréhension, et une prophétie qui correspond à ses espérances d'un avenir différent. Comme l'a dit très bien un critique catholique, et d'ailleurs bienveillant, du marxisme, l'oeuvre essentielle de Marx est moins d'avoir donné au prolétariat une doctrine scientifique et une stratégie politique que

que de lui avoir apporté un "message" au sens religieux du mot : la croyance en une mission de classe qui élève cette classe à ses propres yeux. Cette croyance lui assigne une tâche conforme aux fins ultimes du progrès humain et lui donne la certitude scientifique de la victoire.

En Russie, le marxisme est devenu une religion d'Etat; et cette religion a ses apôtres partout où s'étend l'activité de l'Internationale Communiste. Dans l'Europe centrale de langue germanique, on voit les dirigeants socialistes, bien qu'ils aient cessé depuis longtemps de chercher des directives pour leur action pratique dans les œuvres de Marx et bien qu'ils soient pour la plupart des croyants assez sceptiques, maintenir obstinément la tradition des formules marxiennes; ils croient qu'en l'abandonnant, ils s'exposeraient inutilement au soupçon de trahison spirituelle, à une époque où l'on leur reproche déjà assez une politique opportuniste en désaccord avec les principes d'antan. Et en effet, la fidélité socialiste de l'élite militante se manifeste encore surtout par la croyance à ces principes, qu'elle n'a jamais connue qu'à travers les formules marxistes. Dans les pays de la social-démocratie, le marxisme peut avoir cessé d'animer l'action des chefs, mais il n'a pas cessé d'exprimer chez les masses militantes de puissantes aspirations et de soutenir de puissants espoirs. Enfin, dans des pays occidentaux, comme la Belgique et la France, où le marxisme n'a jamais été en fait qu'une doctrine d'importation, assez mal assimilée d'ailleurs, on voit des socialistes qui ne se sont jamais piqués eux-mêmes d'orthodoxie défendre le marxisme contre le scepticisme d'une partie de la jeune génération. Des hommes comme Vandervelde, par exemple, qui ont toujours gardé une très grande liberté d'esprit à l'égard des doctrines orthodoxes, et dont les hérésies se sont toujours multipliées à mesure qu'ils s'éloignaient du domaine des doctrines pour se rapprocher du domaine des actions pratiques, se sont opposés à toute tentative de reniement. Leur défense du marxisme ne porte guère sur les doctrines économiques et politiques que critiquait naguère Bernstein; elle se concentre presque entièrement sur la défense de la philosophie marxiste de l'histoire. Ainsi, l'opuscule de Vandervelde **Le Marxisme a-t-il fait faillite ?**, consacré en grande partie à la critique de mes conceptions, n'insiste guère sur les problèmes pratiques que j'ai posés à propos de l'embourgeoisement de la classe ouvrière, de l'évolution vers l'opportunisme réformiste et patriotique, de la dissociation des notions "lutte de classe" et "socialisme", de l'aspect culturel de la tâche socialiste, des conditions psychologiques à réaliser à côté des conditions matérielles etc. Cependant, ces problèmes-là touchent au cœur de toute controverse sur le rôle actuel du marxisme dans le mouvement socialiste. Malgré cela, Vandervelde concentre tout son effort sur le matérialisme historique. Cela est fort naturel, d'autant plus que j'avais moi-même concentré la partie théorique

de ma propre critique sur les fondements philosophiques du marxisme. C'est que nous sentons tous deux que la grosse question qui décidera de l'avenir socialiste du marxisme ne porte plus ni sur le marxisme en tant que théorie économique, ni sur le marxisme en tant que doctrine d'action révolutionnaire, mais bien sur le marxisme en tant que croyance, sur ses hypothèses philosophiques, sur son éthique pratique, sur sa conception du monde et du progrès social, en un mot sur son aspect religieux.

AUF DEM WEGE ZUR ÜBERWINDUNG DES MARXISMUS

Zum publizistischen Umfeld und zur Entstehungsgeschichte
der Schrift "Zur Psychologie des Sozialismus"¹

De Mans erste Version seines bekanntesten Werkes zählte ohne Frage zu den publizistischen Sensationen des Jahres 1926. In der relativ bescheidenen Auflage von 2000 Exemplaren erscheinend, wurde es im selben Jahr in 148 Rezensionen besprochen. Die Tatsache seines azyklischen Erscheinens nach dem Weihnachtsgeschäft kann für diese Sensation ebensowenig eine Erklärung geben, wie die angebliche Brisanz seines Inhaltes. Schon die zweite Version, die entscheidend umgearbeitete Auflage des Jahres 1927, entsprach wieder dem damals üblichen Standard : 3000 Exemplare, gefolgt von 45 Rezensionen.² Die folgenden Ausführungen versuchen, einige Aspekte der Vorbereitung dieses Erfolges durch de Man und den Diederichs Verlag samt möglicher politischer Auswirkungen darzustellen; der Titel, dem ersten Werbeprospekt entnommen, ist ein erstes Indiz für die besonders intensive Werbeaktivität im Umfeld der **Psychologie des Sozialismus** und weiterer Schriften.³

Mit seiner ersten Buchveröffentlichung **The Remaking of a Mind**⁴ hatte sich de Man an das englischsprachige Publikum, vor allem aber an die amerikanische Öffentlichkeit gewandt. Doch konnte die Hommage an die freie Demokratie des Westens nicht darüber hinwegtäuschen, dass der eigentliche Adressat anderswo zu suchen war : in Deutschland. Der Schuldvorwurf an den Marxismus der deutschen Sozialdemokratie warf ein Licht auf die Grundintention des Werkes, das bereits alle wichtigen Gedankengänge der "Psychologie" enthielt.

In der Form einer einfachen Übersetzung freilich konnte das Werk nicht in Deutschland erscheinen. Zwei Gründe sprachen dagegen : die einschneidenden politischen Veränderungen in Deutschland, begleitet vom - in de Mans Meinung - unveränderten Selbstverständnis der deutschen Sozialdemokratie; und die Veränderung im Selbstverständnis de Mans. Rückblickend schilderte er in der **Wende des Sozialismus** sein neues Selbstverständnis in seiner ganzen Zwiespältigkeit wie folgt :

"Ich spielte hauptsächlich die Rolle eines Wortführers der sozialistischen Bewegung in den Grenzschichten, die von den wissenschaftlichen und Universitätskreisen, wie von den sogenannten gebildeten Klassen im allgemeinen repräsentiert werden."

Detlef Borchers ist Medienwissenschaftler (M.A.), hat über Althusser und über strukturalistische Medientheorie gearbeitet und promoviert derzeit in den historischen Wissenschaften über Hendrik de Man, Titel : **In Katastrophenzonen. Der Intellektuellensozialismus und/bei Hendrik de Man.**

Andererseits versuchte ich im Schosse der sozialistischen Bewegung selbst durch Wort und Schrift eine geradezu in den Zielen der Bewegung andersartige Auffassung durchzusetzen.⁵

Dem de Manschen Voluntarismus entsprechend ist davon auszugehen, dass dieses Rollenverständnis von ihm vorab in den Jahren 1923-25 gesetzt wurde. In dem Vorwort der **Sozialistischen Idee** findet sich dazu der irritierende Passus :

"Mit der Veröffentlichung dieses Buches schliesst der Abschnitt meines Lebens ab, in den ich vor zehn Jahren eintrat, als ich mich von einer ausschliesslich praktischen einer überwiegend theoretischen Tätigkeit zuwandte. (...) Jetzt (...) nehme ich Abschied von der theoretischen Schriftstellerarbeit, um wieder meinen Platz einzunehmen in den Reihen derer, denen es weniger um die wissenschaftliche Begründung des Sozialismus als um seine praktische Verwirklichung zu tun ist."⁶

Der deklamatorische Rückzug von der Praxis in die Theorie und wieder zurück offenbart nicht nur ein fundamentales Missverständnis des Zusammenhangs beider durch de Man, sondern hat auch gewichtige Konsequenzen für die Veröffentlichungstaktik der "Psychologie". Der Wortführer als Theoretiker steht in schlechter Unmittelbarkeit dem Praktiker ohne Theorie gegenüber. Obwohl de Man der "Psychologie" in Marxscher Manier kokettierend nur einen "Selbstverständigungscharakter" in diesem Vorwort zuerkannte,⁷ ist zu fragen, wie das selbstgesteckte Ziel eines "Wortführers" gleich mit der ersten Veröffentlichung erreicht werden sollte. Als Indiz für die Verwirklichung der de Manschen Intention sind nicht nur die anfangs zitierten Rezensionen der ersten Auflage ihres Umfangs wegen bemerkenswert, auch die in ihnen häufig vorkommende Bezeichnung de Mans als "Führer des internationalen Sozialismus" spricht für sich. Diese war einigermassen ungewöhnlich für einen Mann, der zu diesem Zeitpunkt auch in sozialdemokratischen Kreisen wenig bekannt war.⁸ In den Rezensionen zur zweiten Auflage wurde das selbstgesetzte Rollenbild de Mans mehrheitlich übernommen, in ihnen wurde de Man als "sozialistischer Führer" bezeichnet.

Nach der Fertigstellung des Manuskriptes galt es, einen geeigneten Verlag zu finden, der die Bedingung erfüllte, von Sozialisten und "Grenzschichten" akzeptiert zu sein. Aus diesem Grunde war ein sozialdemokratischer Verlag wie Dietz z.B. nicht akzeptabel. Dies wäre der kurz vorher eingegangene "Verlag für Sozialwissenschaft" gewesen, den Parvus gegründet hatte und der in der Programmatik am ehesten de Mans Intentionen entsprach.⁹ Parvus hatte schliesslich in der von ihm gekauften "Internationalen Korrespondenz" noch im Kriege die von de Man im Juni 1917 in Petrograd gehaltene Rede veröffentlicht.¹⁰ De Man beschrieb seine Überlegungen zur Verlagsauswahl später so :

"Meine Hoffnung, dass ein Parteiverlag das ketzerische Werk annehmen würde, war ziemlich gering; ich wollte es aber dennoch versuchen, und zwar bei einem Verlag in Jena, der als besonders weitherzig und rührig galt; lehnte dieser es ab, so würde ich keine weiteren Körbe holen und eine Reise nach Leipzig und Berlin benutzen, um mich dort an irgendeinen "bürgerlichen" wissenschaftlichen Verlag zu wenden."¹¹

Nach der Ablehnung seines Manuskriptes durch den Jenaer Verlag, so de Mans Darstellung, sei er von diesem angeregt worden, es bei Eugen Diederichs zu versuchen.

So kam de Man zum Diederichs Verlag, diesem "Warenhaus für Weltanschauungen" im ironischen Urteil Max Webers. Die Begegnung von Eugen Diederichs und de Man wurde von beiden als "Sympathie auf den ersten Blick" geschildert. Zwar lehnte der "joviale Herr Doktor" anfänglich das Manuskript ab, doch nach einem langen Gespräch über "vlämischen Aktivismus und Kriegserlebnisse" (de Man) und über die "Einstellung zum Parteisozialismus" (Diederichs) wurde de Man für den Rest des Tages zum Bleiben eingeladen. In Diederichs' Beschreibung :

"Es wurde Mittag, und ich lud ihn in meine Familie ein, um weiter von ihm zu lernen, denn das war ja gar kein Theoretiker."¹²

Die Persönlichkeit de Mans war es also, die nach seiner Darstellung Diederichs bewog, das Manuskript anzunehmen. De Mans Urteil über diese Begegnung geriet noch lyrischer :

"Fünf Monate später war das Buch erschienen; aber an dem Tage war von ihm nicht mehr die Rede. Wir lebten ein paar Stunden in einer Welt, wo es nicht Verleger und Autoren, sondern nur geistige Menschen, nicht Deutsche und Belgier, sondern nur Europäer, nicht Angebot und Nachfrage, sondern nur Aufgabe und Leistung gibt."¹³

Die Sympathie war so gross, dass Diederichs schon 1927 de Man in einer Selbstdarstellung neben Klages, Freyer und Bergson als Flaggschiff des Hauses pries, das "Den Weg zum kommenden Sozialismus, der alle Klassen vereinigen wird, weist..."¹⁴

Nun hätte de Man kaum ein geeigneteres Verlagshaus als Diederichs finden können (insofern kann "Das Werk des Zufalls" durchaus bezweifelt werden). Schon vor dem Kriege hatte Diederichs einen guten Ruf bei den Sozialdemokraten genossen, was insbesondere auf Hans Blums Geschichte der Revolution von 1848 und - etwas inoffizieller - auf die Schriften Wilhelm Bölsches zurückzuführen war, die zu den meistgelesenen Büchern der Arbeiter gehörten.¹⁵ In damals ungewöhnlicher Aufgeschlossenheit hatte er die Spalten seiner angekauften Hauszeitschrift "Die Tat" auch Autoren aus dem linken Lager geöffnet : Radbruch, Ernst Kantorowicz,

Sinzheimer und Korsch schrieben z.B. in ihr. Dieses pluralistische Verhalten war in Diederichs' besonderen Idee vom Führertum, von der Bildung einer geistigen Elite begründet, in der alle Strömungen für eine zukünftige Nation zusammenarbeiten sollten.¹⁶ Aus eben diesem Grunde genoss er auch in bürgerlichen Kreisen einiges Ansehen. Dazu kam ein literarisches Verlagsprogramm von hoher Qualität und grosser Spannbreite. Diederichs war aber auch ein moderner Verleger vom Schlagzeugsatz und handelte nach dessen Motto "Werbung heisst den Mut haben, etwas als Errungenschaft auszugeben, was noch zu erwarten ist": Schutzumschläge, Bauchbinden, Rabatte, Freixemplare usw. waren fester Bestandteil seiner Buchpromotion. Mit besonderer Aufmerksamkeit widmete er sich auch der Herstellung der Werbeprospekte.¹⁷

Mit dieser Einstellung stiess er bei de Man auf offene Ohren, da dieser sich einen Erfolg seines Buches von einer Propagandaschlacht versprach, die er mit seinen zahlreichen Vortragsreisen gekoppelt sehen wollte. De Man konnte hier zum ersten Mal die Propagandatechnik anwenden, die er bei seiner Mitarbeit beim "Committee on Public Information" (dem sogenannten Creel Committee) kennengelernt hatte. Bei seinem USA-Aufenthalt hatte er bei der Propagierung des Friedensprogrammes von Präsident Wilson "die Technik der 'drives' kennengelernt, mit deren Hilfe man öffentliche Meinung gestalten kann".¹⁸

Nach einem zweiten Besuch bei Diederichs im August 1925 teilte er diesem mit, dass er bereits eine Reihe von Rezensionszusagen in sozialistischen Tageszeitungen erwirkt habe und drängte auf möglichst baldige Herausgabe seines Buches, "... so dass es wenigstens in sozialistische Buchhandlungen kommt. Es soll im Zusammenhang mit meiner Vortragstournee ein richtiger Feld- und Kreuzzug werden. Nur soll der psychologische Moment nicht verpasst werden - von allen Seiten wurde mir noch auf dem Heidelberger sozialdemokratischen Parteitag, wo ich mit vielen geistesverwandten Leuten zusammenkam, versichert, dass die Zeit gerade jetzt dafür reif sei - man soll sie nicht überreif werden lassen, und das Eisen schmieden, wenn es heiss ist."¹⁹

Ferner teilte er Diederichs mit, dass er in Kursen an Volkshochschulen und der Frankfurter Akademie der Arbeit das Buch als Lehrbuch zu verwenden gedenke und deshalb auf baldige Auslieferung dränge. Diederichs selbst schätzte die Dringlichkeit der Veröffentlichung wohl nicht so hoch ein und kalkulierte vielmehr als Verleger. Er schrieb :

[Das Buch] "lag dann Ende Oktober schon fix und fertig vor, wurde aber noch nicht allgemein im Buchhandel versandt, denn ich hatte gerade genug Novitäten im Herbst herausgebracht. So wurden vor Weihnachten nur Rezessionsexemplare

an die Wortführer des Sozialismus aller Länder geschickt.“²⁰

Wichtiger als eventuell zu erreichende Vortragshörer war für ihn die Vorabwerbung mittels Prospektmaterial, Faltblatt und Rezensionsexemplar. Mit bekannter Sorgfalt widmete er sich dem de Manschen Projekt. Eine Bauchbinde mit der Überschrift "Eine wissenschaftliche Widerlegung des Marxismus !" und dem Schlussatz "De Man's Buch darf als die erste grundlegende, wissenschaftlich fundierte Überwindung des Marxismus bezeichnet werden" wurde gedruckt. Diese Sätze lösten später mindestens ebensoviel Ärger/Freude aus wie der restliche Buchinhalt. Diederichs bat de Man ausserdem um eine Liste möglicher Rezessenten, um eine Selbstanzeige und um eine Auswahl aphoristischer Sätze aus dem Buch. Von de Man bekam er daraufhin einige Listen, die nach verschiedenen Kriterien aufgestellt waren : eine Liste möglicher Zeitungsredaktionen, eine Aufstellung der Einzelpersonen, eine mit besonders wichtigen Personen, den er einen Brief zukommen lassen wolle usw.²¹ Zu einer weiteren Anlage, die die Selbstanzeige enthielt, schrieb de Man, dass er sie nur nach mehrwöchigem Kampfe habe schreiben können und trotzdem mit ihr nicht sehr zufrieden sei, denn "... ich wage nicht, alles gute zu sagen, was ich davon halte. Und dann : es scheint mir nicht sehr fair, dass ich nun dieses Gute sagen soll, wo ich doch auch viele Mängel sehe..."²²

Seine Selbstanzeige aber erschien nichtsdestotrotz im ersten Verlagsprospekt, der, in einer Auflagen von 30 000 Exemplaren gedruckt, als erste Propagandawelle bezeichnet werden kann. Diese ist nicht zuletzt deswegen interessant, weil es sich feststellen lässt, dass von den eingangs erwähnten 148 Rezessionen 44 lediglich komplette oder auszugsweise Wiedergaben dieser Selbstanzeige darstellen. In vielen weiteren Rezessionen sind Teile dieser Selbstanpreisung unkritisch übernommen worden. Aus diesem Grunde sei sie hier im Original wiedergegeben (s. S. 72). De Man wird mit diesem Prospekt mehr Menschen erreicht haben als mit der Veröffentlichung der "Psychologie".

Das gilt auch für die auf Seite 73 wiedergegebene Auswahl der von Diederichs gewünschten aphoristischen Sätze, die die benachbarte Seite des Prospektes zierte.²³

Der Vollständigkeit halber seien hier noch die Vorder- und Rückseite des Prospektes erwähnt : auf der Vorderseite prangt unter der Überschrift "Auf dem Wege zur Überwindung des Marxismus" ein Konterfei de Mans, unter diesem steht die ebenfalls überall übernommene Information :

"Hendrik de Man war vor dem Kriege Leiter des Arbeiterbildungswesens in Belgien und Führer des marxistischen Flügels der Arbeiterpartei. Infolge des Kriegserlebnisses wurde er an der marxistischen Überzeugung irre, gab vor drei Jahren seine politischen Ämter auf, um seine neugewonnenen Anschauungen wissenschaftlich

HENDRIK DE MAN ZUR PSYCHOLOGIE DES SOZIALISMUS

Broschiert M 14.— / Leinen M 17.—

Inhalt: ERSTER TEIL: DIE BEFREIJUNG VOM MARXISMUS
Die drei Grundprinzipien des Marxismus. Der marxistische Rationalismus.
Das Denken in Kategorien. Kategorie und Erziehung. Wirtschaftskategorie und Klasseninteresse. Das Notwendigkeitsgebot.

ZWEITER TEIL: DER SOZIALISMUS ALS WILLE
Massenföhre und Individualen. Persönliche Minderwertigkeitskomplexe der
Arbeiterchaft. Ausbreitung, Unterdrückung und Arbeitslosigkeit. Gleichheitsideale
und Demokratie. Solidarität, Eschatologie, religiöse Symbolik.

DRITTER TEIL: DER SOZIALISMUS ALS VORSTELLUNG
Der sozialistische Zukunftsbild. Die Intelligenz und der Staat. Der
intellektuelle Sozialismus.

VIERTER TEIL: DER SOZIALISMUS ALS VORGESTELLTER WILLE
Proletarische Kultur oder Verbürgerlichung? Der Sozialismus in der
Zeit: Von Radikalismus zum Reformismus. Der Sozialismus im Raum:
Vom Kapitalismus zum Sozialparadiso. Die Lehre und die
Forderung des Tages. Code.

Unter diesem zurückhaltenden Titel verbirgt sich nicht mehr und nicht weniger als eine wissenschaftlich begründete Abrechnung mit dem Marxismus, nicht von einem Gelehrten, sondern von einem, der lange Jahre als Führer mitten in der marxistischen Bewegung stand und der nun die Ergebnisse einer in den Krisen der Kriegszeit und Nachkriegszeit unter schwerhaften Erfahrungen vollzogenen Umwandlung seiner Anschauungen darlegt. Unter Marxismus meint der Verfasser nicht das wissenschaftliche System von Marx, sondern das, was von dieser Lehre unter eigentümlicher Umbildung und Auswahl in die Arbeiterbewegung übergegangen ist und ihre „Ideologie“ bildet. Es gibt keinen marxistischen Glaubensatz, der hier nicht verworfen würde. Dennoch behauptet das Buch den Sozialismus und den kulturmässigen Wert der heutigen Arbeiterbewegung. Aber es will den Sozialismus als Gesellschaftslehre aus der Praxis dieser Bewegung ableiten und verwendet dazu die Methoden der Tiefenpsychologie. Das Ergebnis ist eine Auffassung des Sozialismus und der Sozialwissenschaft überhaupt, die nicht nur dem Marxismus, sondern fast jeder bisherigen soziologischen Denkart gegenüber eine vollständige Umwertung bedeutet, vor allem in der Art, wie auf Grund einer streng wissenschaftlichen Analyse die ethisch-religiöse Anschauung des Sozialismus als eines Seelenerlebnisses mit einer durchaus realistischen Auffassung der sozialistischen Aufgaben vereinigt wird. Das Buch, das dem Jungsozialismus zum Arbeitsprogramm werden möge, geht wegen seiner grundlegenden Bedeutung jeden Gebildeten an, darüber hinaus aber den Philosophen wie den Psychologen, den Nationalökonomie wie den Historiker. Insbesondere aber werden alle denkenden Sozialisten Stellung nehmen müssen zu diesem Versuch aus den eigenen Reihen, die sich ständig mehrenden Zweifel an der Brauchbarkeit der marxistischen Theorie in einer neuen Lehre aufzulösen, die sich bewußt auf den Boden einer antimarxistischen, pragmatischen und voluntaristischen Weltanschauung stellt.

*Aphorismen aus dem Buche, die zugleich als Thesen
gemeint sind:*

Die Praxis der Arbeiterbewegung ist die einzige Quelle tanglicher theoretischer Einsicht.

Es gibt keine Wirklichkeit, die den Begriffen Kapitalismus und Sozialismus entspricht. Die Marxische Antithese Kapitalismus - Sozialismus ist ein Tatbestand der Gesinnung, nicht der objektiven Wirklichkeit.

Kein Werturteil über eine soziale Bewegung ist an dem von ihr er strebten Endziel abzulesen. Das Gegenwartsmotiv, nicht das Zukunftsmotiv ist das allein Entscheidende.

Kapitalismus bedeutet weniger Herrschaft der Kapitalklasse als Herrschaft des kapitalistischen Denkweises.

Der Verlust an Arbeitsfreude ist ein mindestens so wichtiges Motiv der Unzufriedenheit der Arbeiter, wie ihre Beteiligung bei der Verteilung des Mehrwerts.

Das sozialistische Resentiment gegen die Bourgeoisie beruht weniger darauf, daß sie reich ist, als darauf, daß sie mächtig ist.

Jede demokratische und somit jede sozialistische Rechtsvorstellung beruht letzten Endes auf der Gleichheitsidee des Christentums. Christentum, Demokratie und Sozialismus sind nur drei Formen derselben Idee.

Wenn nur der „wissenschaftliche“ Sozialismus wissenschaftlich genug sein wollte, um in seinem eigenen Lehren einen Gegenstand wissenschaftlicher Psychoanalyse zu sehen, so würde er finden, daß auch Begriffe wie die soziale Revolution, die proletarische Diktatur oder der Zukunftstaat sozialpsychologisch betrachtet Mythen sind, d. h. Glaubenssymbole in Gestalt historischer Erzählungen.

Das in sittlichem und kulturellem Sinne antikapitalistische Prinzip im Sozialismus ist ein spezifisches Erzeugnis der sozialen Lebensverhältnisse der Intelligenz. Nicht der leiblichen Not des Handarbeiters, sondern der sozialen Not des Kopfarbeiters ist die Idee des Sozialismus entsprungen.

Die proletarische Massenkultur der Gegenwart ist eine kleinbürgerliche Surrogatkultur. Nicht nur in dem Sinne, daß die Masse der Arbeiterschaft diese Kultur erledigt, sondern auch in dem viel bedeutsameren, daß sie gerade diese Kultur und keine andere wünscht.

Die Sozialisten sind heute in allen Ländern Europas die eigentlich staatsverhaltende Partei geworden; und je mehr der Sozialismus zum Träger der Staatsidee wird, desto mehr wird er auch zum Träger der Nationalidee, die sich im Staat verkörpert.

Der Sozialismus bedeutet Gegenwartsglück lebendiger Gegenwartsmenschen oder es bedeutet garnichts.

Aller proletarische Sozialismus ist als Ausgleichsvorstellung eines gesellschaftlichen Minderwertigkeitskomplexes zu verstehen.

Die marxistische Auffassung des Klassenkampfes als einer reinen Machtfrage ist ein wirtschaftlich-soziales Spiegelbild des deutschen Militärstaates des neunzehnten Jahrhunderts.

Die Politik, die sich auf die sittlichen Kräfte des Glaubens stützt, ist die einzige Realpolitik, der einzige Opportunismus, der dauerhafte Erfolge zeitigen kann.

zu fundieren.²⁴

Die Rückseite ist der Werbung für Werke weiterer Hausautoren vorbehalten, die inhaltlich dem Werke de Mans gleichen sollten.²⁵

Am Ende des Briefes, in dem die Rohmaterialien zu diesem Prospekt übersandt worden sind, bekräftigte de Man noch einmal seine Meinung zur Aktualität dieses Buches :

*"Ich habe schon von meinen Wintervorträgen eine gewisse Anzahl absolviert, und die Haltung meiner Hörerschaft bestärkt mich in dem Glauben, dass der psychologische Moment für die Verkündigung dieser Reformationsthesen in der sozialistischen Bewegung in der Tat jetzt da ist."*²⁶

Diesem Brief folgten weitere, in denen auf baldige Veröffentlichung gedrängt wurde. De Man bezog sich dabei u.a. auf Kurse mit insgesamt 200 Studenten, für die er sein Werk als Lehrbuch benutzen wollte.²⁷ Ein weiterer Brief an Diederichs enthielt ein ausführliches Gutachten über ein Manuscript, das in diesem Zusammenhang nicht von Interesse ist.²⁸

Die Propagandakampagne aber war mit dem Erscheinen des Prospektes noch lange nicht beendet. Sobald die ersten Vorabrezensionen vorlagen entwarf Diederichs ein grösseres Propagandablatt, das, in 10 000er Auflage gedruckt, sich speziell an die Jungsozialisten wenden sollte und mit der Aufforderung endete, in eine rege Agitation für das Buch einzutreten. Unter der Überschrift "Es können nicht genug Bücher gedruckt werden ! nämlich solche, die das Leben beeinflussen !" befindet sich die schon mehrfach zitierte Darstellung Eugen Diederichs "Wer ist dieser Mann ?"; neben diesem Artikel sind von de Man ausgewählte Passagen aus den Vorabrezensionen abgedruckt.²⁹ Von de Man ausgewählte markante Ausschnitte aus der Rezension von August Rathmann zieren die Rückseite³⁰ und wurden von de Man mit folgenden Worten eingeleitet :

"Die Zukunftswerdung im Sozialismus zur Erneuerung ! Wir alle, die links oder rechts im Bürgertum stehen, sind an ihr interessiert, denn niemals kann der politische Einfluss der Arbeiterklasse im politischen Leben Deutschlands ausgeschaltet werden, selbst wenn eine Diktatur kommen sollte."

Fatalerweise offenbarte sich dieser Irrtum de Mans für ihn erst während seiner Kollaboration mit den faschistischen Besatzern. Rathmanns Rezension beginnt mit den in Sperr- und Fettdruck gesetzten Worten "Wie weit ist Hendrik de Man Führer ? Ich veröffentliche hier die Meinung des Jungsozialismus, ausgesprochen von einem seiner Führer".

Spätestens zur Zeit dieser Veröffentlichung musste klarwerden, dass de Man mit seiner aktivistischen "Wortführer-Rolle" eine Bedrohung für eine SPD darstellen musste, für die das alte Problem der Parteidisziplin immer noch brisanter war als alle theoretischen Überlegungen. Die Aufgabe, de Man theoretisch zu widerlegen, wurde von offizieller Seite in Zeitschriften und Büchern in bewährter Manier gehandhabt; auf diese Angriffe reagierte de Man ebenfalls nach bekanntem Muster.³¹ Die Aufgabe, de Mans Führungsanspruch zu entkräften, erforderte dagegen andere Mittel. Nur so sind die Repressalien gegen jungsozialistische Strömungen zu verstehen, nur so ist - um ein Beispiel zu nennen - das Verhalten Hilferdings zu erklären, welches nicht unbedingt mit theoretischen Differenzen zusammenging. Dieser weigerte sich, zusammen mit de Man auf der Versammlung sozialdemokratischer Intellektueller 1926 in Weimar aufzutreten.³² Man war sich einig, dass de Mans "Führungsaktivitäten" auf diesem weiteren Gebiet eingedämmt werden mussten. Das klassische sozialdemokratische Repertoire wurde anschaulich von Hugo Marx geschildert, der der eigentliche Initiator der Gründung des "Intellektuellenbundes" gewesen war :

"Übereinstimmend vertraten sie [die deutschen Parteiführer, D.B.] die Auffassung, Akademiker seien bei den Massen der Partei meist suspekt und auch Intellektuelle seien nicht besonders beliebt; wenn eine intellektuelle Sondergruppe ins Leben gerufen werde, dürfte dies bei den handarbeitenden Schichten den Verdacht erwecken, es solle ein besonderer Führungskörper geschaffen werden, der den aus dem Arbeiterstand kommenden Partefunktionär in den Hintergrund zu drängen beabsichtige."

Dem Intellektuellenbund wurde "... anheimgestellt, zu sehen, wie weit wir allein kommen könnten, d.h. welche Kräfte in der Partei und von ausserhalb wir mit uns zu verbünden in der Lage sein würden. Die Partei könne erst später entscheiden, ob sie einer von uns geschaffene Organisation offizielle Unterstützung gewähren werde."³³

De Man aber, der die konstituierende Versammlung in Weimar als Plattform zu Vorstellung seiner "Psychologie" benutzte und dabei seine Gedanken zur Funktion der Intellektuellen präzisierte, zog in der Meinung der Parteiführer offensichtlich den falschen Personenkreis an. Sein Referat musste ebenfalls bei Diederichs erscheinen.

Dieser stellte zum Erscheinen dieser Broschüre einen neuen Werbeprospekt in der Auflage von 10 000 Exemplaren her, in dem ausserdem noch die zweite Version der "Psychologie", Der Kampf um die Arbeitsfreude und eben Die Intellektuellen und der Sozialismus vorgestellt wurden. Zur "Psychologie" waren inzwischen

so viele Rezensionen eingegangen, dass de Man sie - nicht ohne innere Logik - getrennt vorstellen konnte : Urteile der sozialistischen und demokratischen Presse, der bürgerlichen Presse und der ausländischen Presse.³⁴ Die divergierenden Reaktionen zeigten zumindest, dass sein Appell an eine vorgestellte Gesamtöffentlichkeit in dieser Hinsicht gescheitert war.

Die Überschrift auf der Vorderseite dieses Prospektes stellt in Fettdruck über dem Bilde de Mans dessen von der SPD so bekämpfte Aspirationen deutlich heraus : "Die Schriften des sozialistischen Führers Hendrik de Man."

An dieser Stelle müsste eine Analyse der insgesamt 195 Rezensionen der "Psychologie" und des kommunikativen Verhaltens de Mans unter Berücksichtigung seiner zahlreichen Vortragstourneen und der weiteren Publikationspraxis einsetzen. Dies kann diese Darstellung nicht leisten. Dennoch soll ein vorläufiges Fazit gezogen werden.

Die "Hauptschlacht" der Befreiung von Marxismus, die nach de Mans Überzeugung in Deutschland zu schlagen gewesen wäre,³⁵ hat er ohne Zweifel verloren. Die ausserordentlich grosse Anzahl der Rezensionen beweist zunächst einmal nur die erfolgreiche Propagandaarbeit von Diederichs und de Man, da ein Grossteil der Rezensionen kritiklos die Argumentation der Werbeprospekte übernahm. Allein der Inhalt beider Versionen der "Psychologie" hatte nicht ausgereicht, die Position de Mans in der zeitgenössischen sozialistischen Diskussion dauerhaft zu begründen. Den in ihr vertretenen praxeologischen Vorschlägen fehlte es in vieler Hinsicht an praktikablen Handlungsweisungen, den theoretischen Teilen mangelte es allzusehr an stringenter Argumentation.

Natürlich muss dabei auch gefragt werden, ob eine Konzentration auf die Werbestrategien nicht verstärkt der Selbststilisierung de Mans aufsitzt, die solche Strategien zwangsläufig produziert. Rückblickend beschrieb de Man in seinem reifsten Werk die Auswirkungen der Propagandakampagne so :

*"Weil ich im Klebezettel den ganzen Nachdruck auf die Antithese [die Überwindung des Marxismus, D. B.] gelegt hatte, musste ich seit 1926 immer wieder sogenannte Anhänger von mir abschütteln, denen die erste Voraussetzung zur Bildung der Synthese, die Aufnahme der Marxschen Theorie, fehlte."*³⁶

Daher ist dieser von ihm im Nachhinein als verunglückt angesehenen Selbststilisierung entgegenzuhalten, dass auch die Klebezettel Ausdruck der de Manschen Handlungsweise waren. Sein typischer Denkprozess in der Auseinandersetzung mit der Marxschen Theorien war auch in ihr präsent. Insofern ist die Begründung, die de Man trotz aller sorgfältigen Gestaltung der Werbeprospekte später gab, Aus-

druck einer gravierenden Fehleinschätzung des "Lesers", wenn er schrieb : "... dass meine Kritik am heutigen Marxismus sowohl eine Berufung auf Marx wie eine Distanzierung von ihm einschliesst, und dass eine Entscheidung darüber, ob bei der Wahl eines Klebezettels der Nachdruck mehr auf das Ja oder auf das Nein gelegt werden sollte, letzten Endes von der praktischen Erwägung der Wirkung auf den Leser abging."³⁷

Der Leser aber ist nur ein bestimmtes Glied des öffentlichen Räsonnements. Mit einiger Berechtigung darf daher die Frage nach dem Öffentlichkeitsbegriff de Mans gestellt werden, den dieser vorausgesetzt hatte, als er sich als intellektueller Wortführer der Grenzschichten auf der bürgerlichen und auf der sozialdemokratischen Seite präsentierte. Die hier vorausgesetzten kommunizierenden Öffentlichkeiten erinnern stark an den Öffentlichkeitsbegriff von Negt/Kluge, der seine Entsprechung in den tatsächlichen Verhältnissen Ende der 20er Anfang der 30er Jahre hat. Diese aber haben gezeigt, dass schon zu dieser Zeit ihr Verfall einsetzte; der Verfall, ohne den Hitler nicht möglich gewesen wäre.³⁸ Trotz aller scharfsinnigen Beobachtungen und Analysen, die de Man über Nationalsozialismus und Führertum veröffentlichte,³⁹ schien ihm nie der Gedanke gekommen zu sein, den Misserfolg seiner Propaganda in die Analyse miteinzubeziehen. Lieber stilisierte er sich zum unverstandenen Einzelgänger zwischen den "Ressorts" der Weimarer Republik. Diese aber wurden dann gegeneinander bis zur absoluten Undurchlässigkeit abgedichtet und zugleich allesamt nach oben, zur nationalsozialistischen Idee hin, geöffnet, die verbindlich alles organisierte und den Kontakt der Unteren untereinander beendete, indem sie ihnen die Souveränität nahm.

Ein Epilog : auch nach Jahren in der belgischen Politik, nach der Kollaboration mit den deutschen Besatzern und nach alpenländischem Exil blieb die deutsche Öffentlichkeit für de Man immer noch der Kampfort par excellence. So schrieb er nach dem Kriege an Nils Diederichs :

"Gegenwärtig muss ich mich, was Deutschland betrifft, schon für sehr glücklich halten, wenn von den früheren Werken noch etwas neue Leser finden kann. Hoffentlich kommt bald die Zeit, wo man sich nicht mehr darauf beschränken muss. Ich würde jetzt noch mit ganz anderem Eifer arbeiten, wenn ich wüsste, dass ich auch für deutsche Leser schriebe. Die Dinge liegen tatsächlich so, dass sehr vieles, worauf es mir jetzt am meisten ankommt, noch mehr auf die in Deutschland brennenden Probleme eingestellt ist, als auf das was anderswo interessiert."⁴⁰

ANMERKUNGEN

1. Ich bedanke mich bei Herrn Ulf Diederichs für seine Auskünfte über die Auflagenhöhe der Werke de Mans, für die Einsichtnahme in den Briefwechsel de Man - Eugen und Nils Diederichs und nicht zuletzt für die grosszügige Erlaubnis, die Archive des Verlages benutzen zu dürfen.
2. Die Summe von 193 Rezensionen für beide Versionen der "Psychologie" bezieht sich ausschliesslich auf Rezensionen der deutschen Ausgabe dieser Schrift und ist noch weit davon entfernt, vollständig zu sein. Folgende Bestände wurden für die Aufstellung benutzt : Zeitungsauschnittsarchiv des Eugen Diederichs Verlag, Bestand Hendrik de Man; Internationaal Institut voor Sociale Geschiedenis Amsterdam, Nachlass Hendrik de Man; Institut für Zeitungsforschung Dortmund; Staats- und Universitätsbibliothek Bremen.
3. Eine eingehende Rezeptionsanalyse ist nicht beabsichtigt, diese Ausführungen verstehen sich als Vorarbeiten zu ihr.
4. Man, Hendrik de; *The Remaking of a Mind*. London/New York 1919.
5. Man, Hendrik de; *Wende des Sozialismus* (Ende des Reformismus). Flugschrift Nr. 5 des Schweizer Verband des Personals öffentlicher Dienste, Zürich, Januar 1934, S. 5.
6. Man, Hendrik de; *Die Sozialistische Idee*. Jena, 1933, S. 12.
7. Man, Hendrik de; *Die Sozialistische Idee*, a.a.O. S. 3; vgl. auch ders.; "Ein Werk des Zufalls" in : *Im Zeichen Des Löwen*. Festschrift für Eugen Diederichs, Jena 1927, S. 202 : "Ich hätte es, als Mittel zur Selbstverständigung, auch dann noch geschrieben, wenn ich gewusst hätte, dass es nie gedruckt werden würde."
8. Dies lässt sich anhand der spätrlichen autobiographischen Mitteilungen de Mans aus dem ersten Werbeprospekt nachweisen, der sehr häufig von Rezensenten sozialdemokratischer Tageszeitungen übernommen wurde. De Man verhinderte in diesem Text jeden Hinweis auf seine frühere Tätigkeit in Deutschland : vgl. den Wortlaut des Textes S. 8. Dies galt nicht für die Parteiführung, der de Man zumindest als Übersetzer bekannt war.
9. Vgl. dazu Scharlau; Winfried B.; Zeman, Zbyněk A.; *Freibeuter der Revolution*. Parvus-Helphand. Köln 1964, S. 226 f.
10. Vgl. ebenda, S. 227 u. 316 f. zum Einfluss Parvus' auf die Korrespondenz. Der Text de Mans konnte aufgrund der nur lückenhaft vorliegenden Korrespondenz bislang nicht nachgewiesen werden. Vgl. dazu : Man, Hendrik de; "Socialisme et démocratie". *Le Peuple* v. 20.5.1919; abgedruckt bei Dodge, Peter; *A Documentary Study of Hendrik de Man, Socialist Critic of Marxism*. Princeton 1979, S. 72-77, hier : S. 75. Für die Rede de Mans siehe Balthazar, H. (Hrsg.); *Hendrik de Man. Persoon en Ideeën*, Bd. V : *Een halve eeuw doctrine. Verspreide geschriften*. Antwerpen/Amsterdam 1976, S. 85-95.
11. Man, Hendrik de; "Ein Werk des Zufalls", a.a.O. S. 202. Der von de Man anvisierte Verlag war anscheinend der S. Fischer Verlag, der zu dieser Zeit seine Abteilung politischer, wirtschaftlicher und soziologischer Literatur im grossen Umfange ausbaute; vgl. Steindl, Gertraude; "Samuel Fischer", in : Fischer, Heinz-Dietrich; *Deutsche Presseverleger des 18. bis 20. Jahrhunderts*. Pullach 1975, hier S. 280 f.
12. Diederichs, Eugen; "Wer ist dieser Mann ?" Zweiter Prospekt des Eugen Diederichs Verlag, Jena 1926.
13. Man, Hendrik de; "Ein Werk des Zufalls", a.a.O., S. 204.
14. Diederichs, Eugen; *Aus meinem Leben*. Jena 1938 (geschr. 1927), S. 79 (Der Deutsche Buchhandel der Gegenwart, Bd 2 H. 1, Leipzig 1927).
15. Zum Diederichs Verlag am knappesten : Wolter, Hans-Wolfgang; "Eugen Diederichs", in : Fischer, Heinz-Dietrich; *Deutsche Presseverleger...* a.a.O. S. 309-319. Wichtig in diesem Zusammenhang war auch die Tatsache, dass Eduard Bernstein bei Diederichs die "Politische Bibliothek" edierte, in der alle wichtigen fabianischen Schriften erschienen. Ferner sind noch die Schriften von Göhre und

- Wilbrandt zu nennen. Siehe Diederichs, Eugen; *Aus meinem Leben...* a.a.O. S. 58 f. Zu Bölsche vgl. Lucas, Erhard; *Vom Scheitern der deutschen Arbeiterbewegung*. Frankfurt 1983, S. 133 ff.
16. Zur Programmatik vgl. Dietze, Klaus; *Eugen Diederichs und seine Zeitschriften*. Würzburg-Aumühle 1940, S. 87.
 17. Zum Handwerklichen vgl. Strauss und Tourney-Diederichs, Lulu von; *Eugen Diederichs. Leben und Werk*, Einleitung, S. 17 f. Zur Wirkung in bürgerlichen Kreisen muss auch die Tatsache festgehalten werden, dass der Verlag einen "völkischen" Schwerpunkt hatte : Klages, Blüher, Lagarde usw.
 18. Man, Hendrik de; *Gegen den Strom*. Memoiren eines europäischen Sozialisten. Stuttgart 1953, S. 143.
 19. Brief von Hendrik de Man an Eugen Diederichs v. 23.9.1925. Zwischen der ersten Begegnung Diederichs - de Man im Juli 1925 und der folgenden im August scheint es keinen Briefwechsel gegeben zu haben.
 20. Diederichs, Eugen; "Wer ist dieser Mann?", a.a.O.
 21. Diese Listen liessen sich weder im IISG Amsterdam noch im Verlagsarchiv Diederichs finden. Sie böten eine aufschlussreiche Einschätzung des kulturellen Feldes der Weimarer Republik durch den Intellektuellen de Man.
 22. Brief von Hendrik de Man an Eugen Diederichs v. 21.10.1925. Seine in dem Brief erwähnte zum Ausgleich geschriebene giftige Selbstkritik ist leider nicht erhalten geblieben.
 23. Die sogenannten "Aphorismen" wurden, in leicht veränderter Reihenfolge von de Man als Leitsätze für Diskussionsabende mit Jungsozialisten verwendet, vgl. Man, Hendrik de; "Jungsozialisten und Weltanschauung", in : *Freie sozialistische Jugend* 2. Jg. H. 2 Februar 1926, S. 27-31.
 24. Erster Werbeprospekt, Eugen Diederichs Verlag Jena, November 1925. Die Selbststilisierung zum ehemaligen Führer des belgischen marxistischen Flügels wurde von vielen Rezensenten übernommen, vgl. Anm. 8. Erst der dritte Werbeprospekt vom Februar 1927 erwähnt die "deutsche Vergangenheit" de Mans : dieser habe an der Wiege der deutschen Arbeiterjugendbewegung gestanden, vgl. Anm. 34.
 25. Wilbrandt, Robert; *Sozialismus*. ders.; *Als Nationalökonom um die Welt*. MacDonald, J. Ramsay; *Sozialismus und Regierung*. Steffen, Gustav F.; *Der Weg zu sozialer Erkenntnis*. ders.; *Die Irrwege sozialer Erkenntnis*.
 26. Brief von Hendrik de Man an Eugen Diederichs v. 21.10.1925.
 27. Briefe von Hendrik de Man an Eugen Diederichs v. 6.11. und 21.11.1925.
 28. Brief von Hendrik de Man an Eugen Diederichs v. 11.12.1927; in : Diederichs, Ulf (Hrsg.); *Eugen Diederichs. Selbstzeugnisse und Briefe von Zeitgenossen*. Köln 1967 S. 305-307.
 29. De Man schrieb Passagen aus diesen Rezensionen ab und schickte sie Diederichs, sie stammen aus folgenden Publikationen : Betriebsräte-Zeitschrift, Münchener Post, Westfälische Allg. Volkszeitung, Hamburger Echo, Jungsozialistische Blätter, Freie sozialistische Jugend, Politischer Rundbrief des Hofgeismar-Kreises.
 30. Vgl. Rathmann, August (ar.); "Zur Erneuerung des Sozialismus", in : 5. Politischer Rundbrief des Hofgeismar-Kreises der Jungsozialisten, Januar 1926. Rathmann war auch als erster sensibel gegenüber der exorbitanten Preisgestaltung seitens des Verlages und schlug Sammelbestellungen und Arbeitsgemeinschaften vor. Für ein durchschnittliches Einkommen war das Buch mit 14.- RM kaum erschwinglich. Zum Vergleich mit Büchern ähnlicher Auflagenhöhe und gleichen Anliegen : Kautskys *Materialistische Geschichtsauffassung* erschien 1927 mit einer Auflage von 4200 Exemplaren und kostete 35.- RM, war aber 1700 Seiten stark. Lukács' *Geschichte und Klassenbewusstsein* erschien 1923 mit einer Auflage von 5600 Exemplaren, hatte 40 Seiten weniger als de Man und kostete 4,50 RM. Der Durchschnittspreis für politische Bücher lag bei Diederichs bei ca. 6.- RM bei einer Auflage von durchschnittlich 7000 Exemplaren. Alle Angaben beziehen sich jeweils auf die broschierte Ausgaben der Werke.
 31. Vgl. Man, Hendrik de; *Antwort an Kautsky*. Jena 1927. Diese 1500 Exemplaren aufgelegte Broschüre war wohl die preiswerteste Zusammenfassung de Manscher Gedanken : 0,80 RM. Karl Korsch mokierte

sich in seiner Schrift **Die materialistische Geschichtsauffassung**, Leipzig 1929, S. 12 zurecht über den antiquierten Charakter von Rede/Gegenrede/Richtigstellung etc. De Man liess sich zu seinem Schaden auf diese "Widerlegungen" ein, obwohl er später in der **Sozialistischen Idee** den Mechanismus abgeklärter betrachtete : "So konnte man schlimmstenfalls den Verfasser verdammen, aber die Publizität dieser Verdammung - der ganze Presse- und Vortragskampagne dienten - kam den Ideen zugute." **Die Sozialistische Idee**, a.a.O., S. 6 f.

32. Siehe dazu Marx, Hugo; **Werdegang eines jüdischen Staatsanwaltes und Richters in Baden 1892-1933**. Villingen 1965, S. 196.
33. Marx, Hugo; **Werdegang...** a.a.O. S. 193.
34. Dritter Werbeprospekt, Eugen Diederichs Verlag, Februar 1927. Dem eher misslungenen Versuch, unter der "gebildeten bürgerlichen Grenzschicht" nennenswerte Zustimmung zu finden, entsprach die neue autobiographische Einführung des Prospektes : "Hendrik de Man ist Flame; er stand mit Ludwig Frank und Karl Liebknecht an der Wiege der deutschen Arbeiterjugendbewegung, war Sekretär der sozialistischen Jugendinternationale und vor dem Krieg langjähriger Leiter des belgischen Arbeiterbildungswesens und Führer des marxistischen Flügels der Arbeiterpartei. Er kennt die sozialistische Bewegung fast der ganzen Welt aus eigenster Erfahrung, war auch längere Zeit in Amerika und ist in allen europäischen Kulturen, auch der Russlands, zu Hause. Seit vier Jahren hat er alle Parteiämter niedergelegt und lebt in Deutschland, wo er durch sein Hauptwerk **Zur Psychologie des Sozialismus** schnell bekannt geworden ist."
35. Man, Hendrik de; **Gegen den Strom**, a.a.O. S. 192.
36. Man, Hendrik de; **Die Sozialistische Idee**, a.a.O. S. 7 f.
37. Ebenda, S. 6.
38. Negt, Oskar; Kulig, Alexander; **Öffentlichkeit und Erfahrung. Zur Organisationsanalyse von bürgerlicher und proletarischer Öffentlichkeit**. Frankfurt 1972, in diesem Zusammenhang bes. S. 341 ff.
39. Man, Hendrik de; **Sozialismus und Nationalfascismus**. Potsdam 1931. Ders.; **Massen und Führer**. Potsdam 1932.
40. Brief von Hendrik de Man an Nils Diederichs v. 21.8.1946.

" HINEIN IN DEN MITTELSTAND ! "

HENDRIK DE MAN ÜBER EINEN POLITISCH-STRATEGISCHEN ASPEKT

DER SOZIALEMOKRATIE IN DER WEIMARER REPUBLIK

Von den Parteien der Weimarer Republik ist es nur einer einzigen gelungen, zur "Volkspartei" im rein soziologischen Sinn des Wortes zu werden : Hitlers NSDAP. Sie allein durchbrach jene Schranken unterschiedlichen sozialen Milieus die sich - abgesehen vom katholischen Zentrum - die übrigen Parteien bewusst oder unbewusst selbst setzten. Dass ausgerechnet eine extrem antidemokratische und antiparlamentarische Bewegung der Rechten sich der Logik der parlamentarischen Demokratie besonders gut anpasste, versteht sich keineswegs von selbst. Erklärungsbedürftig ist in diesem Zusammenhang die soziologische Selbstbeschränkung der SPD, der republikanischen Staatspartei schlechthin. Von Bedeutung für eine Interpretation der soziostrukturellen Entwicklung in der Republik und der sich daraus für die politische Taktik ergebenden Konsequenzen sind die Analysen De Mans.¹ Dieser hat frühzeitig die wachsende Bedeutung der Mittelschichten für die Sozialdemokratie erkannt und damit zu einer Infragestellung des sogenannten Arbeiterexklusivismus der offiziellen Parteidoktrin beitragen wollen. Ähnlich wie seine Kritik zu anderen Fragen der analytischen sowie strategischen Standortbestimmung stiessen auch diese Vorschläge auf Resonanz zumindestens eines Teils der Partei; verglichen mit diesem theoretischen Interesse war jedoch deren praktische Bedeutung und reale Verankerung an der Parteibasis denkbar gering. Überhaupt erscheint es symptomatisch für die damals zu beobachtende innere Erstarrung der SPD, dass sich diese und andere Erneuerungsbestrebungen zu Fragen der Parteidoktrin und -taktik fast ausnahmslos ausserhalb des Parteirahmens vollzogen, sei es in Form von Splittergruppen ausserhalb der Partei (ISK und SDAP), sei es in Form einer lockeren Verbindung von Sozialisten und mit sozialistischen Ideen sympathisierenden Intellektuellen einschliesslich der massgeblich von De Man geprägten religiösen und ethischen Sozialisten. Die Debatte über die Neubestimmung der Aufgaben der Sozialdemokratie unter den Bedingungen der vorgesetzten Industriegesellschaft wurde so weitgehend abseits der Partei und überwiegend von Aussenseitern, jedenfalls aus der Sicht des Parteivorstandes, geführt : Beispielsweise auf Tagungen (Heppenheim) und innerhalb von Publikationsorganen (*Neue Blätter für den Sozialismus*), an deren beider Zustandekommen De Man einen massgebenden Anteil hatte.

Kersten Oschmann, geboren 1955, Studium der Rechtswissenschaften, Geschichte und Politischen Wissenschaften, bereitet zur Zeit eine Doktorarbeit über Hendrik de Man vor.

Die hier zu behandelnde Frage lautet folgendermassen : Wieso hat die Sozialdemokratie ihre Politik nicht auf die Sammlung der aufgrund der ökonomischen Verhältnisse in ihrer wirtschaftlichen Existenz bedrohten, sich traditionell kleinbürgerlich gebärdenden Mittelschichten (z.B. Bauern und kleine Angestellte) hinorientiert und statt dessen ihre Aktionen auf die Verteidigung der durch die Arbeiterinteressen errungenen Positionen begrenzt ? De Mans Analysen dazu lassen sich stichpunktartig so zusammenfassen :

- Die beiden Hauptelemente der deterministischen Marx-Interpretation - d.h. die Erwartung des naturnotwendigen Zusammenbruchs des Kapitalismus und die Erwartung der Entwicklung des Proletariats zur Mehrheit der Bevölkerung - haben die SPD gehindert, das Anwachsen der neuen Mittelschichten in seiner realen klassenanalytischen Dimension zu erkennen.

- Zur Verwirklichung dieses Ziels hätte die Partei ihre proletarischen Vorurteile aufgeben müssen, um dadurch all diejenigen bürgerlichen Kräfte, die aufgrund ihrer wirtschaftlichen Existenzbedrohung antikapitalistischen Lösungsangeboten positiv gegenüberstanden, in die sozialistische Bewegung einreihen zu können.

- Die Überalterung der Führungskader der Partei und deren Beharren auf tak-tischen Manövern, die aus deren Vorkriegserfahrung (der sogenannten Kampfzeit der SPD) resultierten, begünstigen einen Immobilismus und beeinträchtigen die Fähigkeit der Partei zu einer bewussten Öffnung in Richtung auf andere gesellschaftliche Schichten hin.

- In parteidogmatischer Hinsicht muss es schliesslich - getreu dem Vorbild Lenins - darum gehen, die Tendenz zu einem voluntaristischen Vorgehen zu verstärken, d.h. dem zielgerichteten Wollen des sozialistischen Bewusstseins den Vorrang vor den nur umweltbedingten Interessenreaktionen zu sichern; mit anderen Worten, es muss eine propagandistische "Generaloffensive" gegen die faschistische Gefahr, ein umfassendes strategisches Aktionsprogramm zur Umwälzung der Produktionsordnung, entwickelt werden.

Cum grano salis implizieren die Analysen De Mans die These, das Verharren der SPD in der Rolle als einer Klassenpartei ausschliesslich des Proletariats sei ein Manko. Zumindestens habe die Unfähigkeit der Partei, grosse Teile der wachsenden Angestelltenschicht und Beamenschaft auf längere Zeit zu integrieren, die Parteidogmatik ebenso stabilisiert, wie sie den Aufstieg der NSDAP durch ihr mittelständisches Rekrutierungspotential gefördert hat. Daher möchte ich nun die Analysen De Mans überprüfen, indem ich der Frage nachgehen werde, welche Chancen sich der SPD in der Weimarer Republik zur Wandlung in eine - wie ich es nennen möchte² - "linke Volkspartei" tatsächlich geboten haben, inwieweit die Vorschläge De Mans historisch gesehen realistisch gewesen sind, und welche Grenzen Parteidogmatik

wie politische Rahmenbedingungen ein Aufgreifen dieser obengenannten Thesen De Mans gesetzt haben.

Der von De Man in seinen Beiträgen ständig monierte, theoretische und praktische Opportunismus der Sozialdemokratie ist aus einem Zwiespalt zwischen dem aus Zeiten des Kaiserreiches fortwirkenden proletarischen Klassenbewusstsein im unmittelbaren Lebenskreis der Alltagswelt einerseits und der Hereinnahme der SPD in politische Verantwortung der Republik für die bestehenden gesellschaftlichen Probleme andererseits zu erklären. Gleichzeitig "Staatsgründungspartei der Republik" zu sein und die herrschenden Verhältnisse in Wirtschaft, Militär, Bürokratie und Justiz entschieden infrage zu stellen, war von vornherein ein ideologischer Balanceakt mit geringen Erfolgsschancen und grossen Risiken eines Absturzes ins Bodenlose. In sozialpsychologischen Kategorien gefasst hat die SPD ihrer Anhängerschaft sogar in zweifacher Insight eine "kognitive Dissonanz" bei der Wahrnehmung des Parteiprofils und Gesellschaftsbildes zugemutet. Neben dem Spannungsverhältnis zwischen dem von zahlreichen Gefolgsleuten erwarteten entschiedenen Oppositionskurs gegen die restaurative Entwicklung einerseits und dem notwendigen Schutz der Verfassungsordnung vor reaktionären Anschlägen andererseits blieb es ausserordentlich schwer vermittelbar, den antikapitalistischen Charakter der Arbeiterbewegung in Einklang mit einer "staatserhaltenden" Rolle bezüglich der politisch-institutionellen Verhältnisse einer parlamentarischen Demokratie bringen zu wollen. Von dem Versanden der meisten weitgesteckten Neuordnungsinitiativen in der parlamentarischen Routine einer sozialdemokratisch-bürgerlichen "Konsolidierungskoalition", die zudem gegen den Widerstand radikaler Arbeitergruppen, insbesondere die KPD, mit militärischer Gewalt vorging, konnte jedoch die Aussenwirkung der SPD nicht unberührt bleiben. Für die höchst diffizile Problematik, die deklamatorischen Verfassungs- und Klassenkompromisse gegen Anfeindungen von rechts und links zu verteidigen, gleichzeitig aber die wachsende Unzufriedenheit der eigenen Anhängerschaft mit der Verfassungswirklichkeit und Klassenkampfpraxis zu artikulieren, haben die Sozialdemokraten keine zufriedenstellende Lösung gefunden. Die weitgehend intakt gebliebene Struktur des "proletarischen Milieus" konnte die zusehends in gesamtstaatliche Mitverantwortung hineingezogenen Führungsgruppen von SPD und Gewerkschaften darüber hinwegtäuschen, dass seit der asymmetrischen Entwicklung der Kaiserzeit - Massenelend gegenüber verstärkter Partizipation am staatlichen Leben auf Leitungsebene - eine bislang ungekannte soziokulturelle Entfremdung zu beträchtlichen Teilen der eigenen Basis vonstatten gegangen war.³ Der politische Habitus des in Amt und Würden stehenden Spitzenvon Funktionärs entfernte sich immer mehr von jenem des Durchschnittsgenossen, ohne dass beide Seiten auf diesem zu einem gewissen Grade unvermeidlichen Prozess der funktionellen Differenzierung bewusstseinsmässig

vorbereitet gewesen wären. Der Vorwurf De Mans, die Partei sei durch ihre "staatstragende" Rolle zunehmend "verspiessert", hat neben der Enttäuschung De Mans über das Ausbleiben tiefgreifender Reformen auch in solchen Spannungsfeldern zwischen Herkunfts米尔ieu und veränderter Systemfunktion der Sozialdemokratie seine Wurzeln. Fernerhin kann kaum ein Zweifel an der Richtigkeit der These De Mans bestehen, dass mangelndes Einfühlungsvermögen in das labile Soziallagebewusstsein der kleinbürgerlichen Mittelschichten und die Reduktion von Bündnisvorstellungen auf Interessenkoalitionen gegen die Macht des sogenannten Grosskapitals hinsichtlich der Gestaltungschancen sozialdemokratischer Klassenpolitik kontraproduktiv wirkte; denn der Verzicht auf energische Bemühungen, die vom "System" insgesamt desillusionierten mittelständischen Bevölkerungsgruppen in eine durch die materielle Misere wachgerufene Debatte über grundlegende Werthorizonte positiv miteinzubeziehen und dabei auch die eigene Parteidoktrin den Risiken eines wechselseitig kritikfreudigen Dialoges auszusetzen, überliess die Zerfallsprodukte einer krisengeschüttelten Klassengesellschaft romantisch-reaktionären Utopien - und damit letztendlich der NSDAP. Die Auffassung De Mans ist vollkommen richtig, nämlich dass die historisch belegte Anfälligkeit des deutschen Kleinbürgertums für eine faschistische Ideologie nicht zu einer Tabuisierung jeglicher Fragen nach den Chancen einer sozialdemokratischen Integration dieser massenhaften Abwendung von den traditionellen liberalen und konservativen Parteien führen darf.⁴ Um einen vermeintlichen Automatismus der Faschisierung von krisenbetroffenen Mittelschichten - so beispielsweise die These der KPD - zu widerlegen, bedarf es nicht einmal des Hinweises von De Man auf die vollkommen andersartige Entwicklung in den anderen westlichen Demokratien.⁵ Auch die weitgehende Stabilität der katholischen Zentrumspartei mit ihrer gleichfalls überrepräsentativ mittelständischen Wählerschaft legt deutlich Zeugnis davon ab, dass angesichts des diffusen Klassenprofils von Angestellten, Beamten, Bauern und kleinen Gewerbetreibenden die Umsetzung der (überdies höchst heterogenen) kollektiven Mentalitäten dieser Zwischenschichten im Spannungsfeld von Lohnarbeit und Kapital in politische Ideologien einem bewussten Vermittlungsprozess unterworfen war. Gerade wenn man die anfänglichen Vorbehalte gegenüber dem "plebejischen" Habitus der NSDAP bei Kleineigentümern und "Stehkragenproletariern" in Rechnung stellt, gewinnt die These De Mans einige Plausibilität, dass die Hinwendung dieser antikapitalistisch empfindenden Mittelschichten zum Nationalsozialismus nicht allein authentische Massenstimmungen reflektierte, sondern aus Mangel an gestaltungsfähigen Alternativen in einer Dynamik negatorischen Protestverhaltens erfolgte.

Über die möglichen Affinitäten der sozial bedrängten, angesichts wachsender Staatsverdrossenheit zugleich habituell "entbürgerlichten" Mittelschichten zu einer

wieder undogmatischer auftretenden, jedoch revitalisierten und von visionären Zukunft entwürfen - etwa dergestalt wie De Man sie mit seinem Aktionsplan vorgeschlagen hatte - getragenen Sozialdemokratie sind rückblickend allenfalls spekulative Erwägungen anzustellen. Wie der rasche Siegeszug der NSDAP dokumentiert, waren - und auch dies hat De Man damals richtig gesehen - ausserparlamentarische Aktionsformen, kollektivistische Organisationsgedanken und eine phraseologische Besetzung der in Krisen- und Notsituationen durchaus populären Parole "sozialistischer" Gemeinschaftlichkeit nicht von vornherein unüberwindbare Hemmnisse der Sympathiewerbung. Doch wurde die SPD aus der Sicht des Kleinbürgertums als eine "etablierte Systempartei" mit saturierten Zügen wahrgenommen und darüber hinaus der "nationalen Kapitulation" in Gestalt der sogenannten Versailler Erfüllungspolitik bezichtigt. Während eine aussenpolitische Strategie des Friedens und der Verständigung für demokratische Sozialisten nicht zur Disposition stehen konnte - allenfalls wäre eine Entlastung vom chauvinistischen Druck über die schonungslose Enthüllung des Schuldkontos der vorrepublikanischen Oligarchien sowie ein selbstbewussteres Auftreten gegenüber den keineswegs pazifistischen westlichen Regierungen denkbar gewesen - , hätte die Parteiführung den Versuchungen eines allzu bruchlosen "Hineinwachsens in den Staat" nicht nachgeben dürfen. Eine von De Man als "neues Bonzentum" denunzierbare behäbige Verteidigungsposition setzte die Sozialdemokratie gleichermassen beim "Subproletariat" der Arbeitslosen und der "Lumpenbourgeoisie" verschuldeter Bauern und konkurrenzunfähiger Kleingewerbetreibender dem Verdacht aus, dass sie wie ihre grossbürgerlichen Antipoden soziale Schichten vertrat, die am Weimarer System noch etwas zu verlieren hatten und sich deshalb lediglich in eigennütziger Absicht "staatstragend" verhielten. Die fortwirkende Dürftigkeit der proletarischen Lebensumstände selbst während der "guten" mitzwanziger Jahre⁶ entzog sich weitgehend der Einsichtsfähigkeit von Protestwählern, die die SPD als Teil des "Machtkartells" betrachteten. Es ist deshalb keineswegs ein Paradoxon, dass die Sozialdemokratie gerade aufgrund ihrer von Unsicherheit und Inflexibilität gekennzeichneten Abschliessung gegenüber der Massenmentalität im Kleinbürgertum und Randschichten des Proletariats umso mehr Zugeständnisse an die - in ihrer Anhängerschaft unbeeinflusst gelassenen - Koalitionspartner machen musste, wenn sie aus übergeordneten Motiven ("nationale Integrität", "Republikschutz") sich wieder einmal widerstrebend zum Bündnis mit bürgerlichen Parteien entschloss. Das von De Man diagnostizierte Dilemma von Prinzipientreue und Isolation einerseits sowie Opportunismus und Teilhaberschaft an der politischen Macht andererseits wäre allein mittels einer strategischen Konzeption, eben einem Aktionsplan, zu durchbrechen gewesen, die den Weg der "aktiven Anpassung" der umworbenen Mittelschichten an die geistige Hegemonie der Sozialdemokratie erfolgreich beschritt.

Angesichts der chronischen Orientierungsschwäche dieser weder eindeutig den herrschenden Klassen noch dem industriellen Proletariat zurechenbaren Zwischenschichten hätte die SPD gewiss zahlreiche diffuse Ängste dieser Bevölkerungskreise absorbieren und deren Hoffnungen an sich binden können, sofern die Partei nicht in dem zu verzeichnenden Umfange mit der bestehenden Ordnung samt deren unübersehbaren Strukturdefekten zu identifizieren gewesen wäre. Als dann das Problem der Mittelschichten gegen Ende der Weimarer Republik, nämlich Anfang der dreissiger Jahre während der Weltwirtschaftskrise, im theoretischen Bereich durch die Analysen De Mans und anderer Autoren, im politischen Bereich durch den Aufstieg des Nationalsozialismus in sein aktuellstes Stadium trat, war die SPD zu einer irgendwie gearteten Konsequenz nicht mehr in der Lage. Das Scheitern der Grossen Koalition 1930, die Tolerierungspolitik gegenüber den Präsidialkabinetten und das Stumpfwerden der Streikwaffe in der Weltwirtschaftskrise verstärkten den Immobilismus und die rein defensive Haltung. Gemäss der Interpretation De Mans gab es in der Tat keine nennenswerten Initiativen zur Überwindung der klassenpolitischen Beschränktheit. Die Debatten um die Einschätzung des Nationalsozialismus, an der De Man ebenfalls massgeblich beteiligt gewesen ist, erbrachten zwar wertvolle analytische Klärungen, aber keinen strategischen Ansatz. In diesem Sinn musste De Man dann später auch feststellen : "Kurz, der Grundirrtum war, zu erkennen, dass man, um ein Unheil zu überwinden, es in seinen Ursachen angreifen muss und sich nicht auf den Kampf gegen seine Symptome beschränken darf. Man hat eine Defensivschlacht für die Erhaltung verfallender Stellungen geführt, während man eine Offensivschlacht um neuer Stellungen hätte führen müssen."⁷

Zusammenfassend komme ich also zu folgendem Ergebnis : Die vielen materiellen und psychologischen Hemmnisse, die einer sozialen Öffnung der Sozialdemokratie entgegenstanden, rechtfertigten nicht den ideologischen Traditionalismus. De Man, der die Partei aufforderte, die Mittelschichten gezielt zu umwerben um sie nicht den Parteien der Rechten bis hin zu den Nationalsozialisten in die Arme zu treiben, war bei weitem klarsichtiger als die Hüter des marxistischen Parteierbes. Die weitere Entwicklung hat De Man bestätigt, als er die Sozialdemokratie davor warnte, die demokratische Republik nur als Station auf den Weg zum Sozialismus, als geeignetes Podest des Klassenkampfes zu betrachten. Die Frage, was die parlamentarische Demokratie den Parteien abverlangte, interessierte die Sozialdemokraten weniger als das Problem, wie der Staat ihren Zielsetzungen nutzbar zu machen war. Ihr instrumentelles Staatsverständnis verleitete die Parteiführung dazu, in der Koalitionspolitik bloss eine Frage der Taktik zu sehen und Regierungsbündnisse auch dann aufzukündigen, wenn sie damit - wie im März 1930 - das parlamentarische System selbst aufs Spiel setzte. Eine Überprüfung der Parteiideologie,

worauf De Man gedrängt hatte, fand aber auch nicht nach dem Abschied von der Regierungsverantwortung statt : Als insbesondere von gewerkschaftlicher Seite Anfang 1932 auf die Vorlage eines Arbeitsbeschaffungsprogramms gedrängt wurde, widersetzte sich im Gegensatz zur belgischen Parteiführung an der Jahreswende 1933/34 die deutsche noch einem solchen Plan. Da Krisen zum Wesen des kapitalistischen Systems gehörten, könnten konjunkturpolitische Massnahmen an ihrem Ablauf nichts ändern, so lautete die Argumentation. In den Reichstagswahlkampf vom Juli 1932 zog deshalb nur eine Partei, die Arbeitsbeschaffung in grossem Stil versprach - die NSDAP. Die Lehre, die die sozialistische Bewegung aus diesen Fehlern zu ziehen habe, hat De Man bei seiner Rückkehr nach Belgien auf die folgende Frage zugespitzt : "Wie kann man den Antikapitalismus der Mittelklassen auf die gemeinsamen Ziele ausrichten, um zu verhindern, dass die nationalistische, arbeiterfeindliche und antisozialistische Reaktion Nutzen aus ihm zieht ?"⁸ Ob der sogenannte Plan De Man später dies in Belgien zu leisten vermocht hat, ist ein anderes Kapitel in der Chronik der Niederlagen des europäischen Sozialismus während der Zwischenkriegszeit.

ANMERKUNGEN

1. Die wichtigsten Beiträge De Mans zur Problematik Sozialismus - Faschismus - Mittelstand sind : HdM, "Het anti-kapitalisme van de middenstand", in : **Fundament**, I, 1934, S. 14-21; HdM, "Socialisme en Fascisme", in : **Opbouwend Socialisme**, Arnhem 1931, S. 147-181; HdM, **Die Sozialistische Idee**, Jena 1933, S. 304-343; HdM, "Verbürgerlichung des Proletariats ?", in : **Neue Blätter für den Sozialismus**, I/3, März 1930, S. 106-118.
2. Eine Zusammenfassung der ersten Debatte in der SPD über das Konzept einer Volkspartei findet sich bei Eduard Bernstein, "Wird die Sozialdemokratie Volkspartei ?", in : **Sozialistische Monatshefte**, Nr. 8/ August 1905, S. 669 ff. Die nach wie vor beste Information über den aktuellen Stand der zeitgeschichtlichen Forschung findet man bei Hans Mommsen, "Die Sozialdemokratie in der Defensive : Der Immobilismus der SPD und Aufstieg des Nationalsozialismus", in : ders. (Hrsg), **Sozialdemokratie zwischen Klassenbewegung und Volkspartei**, Frankfurt/M. 1974, S. 133 bzw. 120.
3. Vgl. dazu pointiert Jürgen Kocka, **Klassengesellschaft im Krieg. Deutsche Sozialgeschichte 1914-1918**, Göttingen 1973.
4. Vgl. dazu HdM, **Die Sozialistische Idee**, S. 304 ff.
5. HdM, "Socialisme en Fascisme", in : **Opbouwend Socialisme**, S. 147 ff; Auseinandersetzung mit dem aktuellen zeitgeschichtlichen Forschungsstand bei Jürgen Kocka, **Angestellte zwischen Faschismus und Demokratie. Zur politischen Sozialgeschichte der Angestellten : USA 1890-1940 im internationalen Vergleich**, Göttingen 1977.
6. Während noch in den Jahren 1925-27 die Reallöhne unter den Vorkriegsstand blieben, überschritten sie ihn nur 1928/29 vorübergehend sichtbar, um dann bis 1932/33 wieder hinter die Werte von 1913/14 zurückzufallen; detaillierte Angaben dazu in : **Sozialgeschichtliches Arbeitsbuch III. Materialien zur Statistik des Deutschen Reiches 1914-1945**, herausgegeben von Dieter Petzina u.a., München 1978, S. 98.
7. HdM, **Wende des Sozialismus (Ende des Reformismus)**, Flugschrift des Schweizer Verbandes des Personals öffentlicher Dienste Nr. 5, Zürich 1934, S. 8.
8. Ebenda, S. 9.

Zusammenfassung

Obwohl die Voraussetzungen und die Notwendigkeit einer Entwicklung der SPD zu einer Sammlungsbewegung aller antikapitalistischen Kräfte in der Weimarer Republik von Hendrik de Man und anderen Autoren frühzeitig gesehen wurden, konnte sich die Partei weder zu einem dogmatischen noch zu einem politischen Kurswechsel entschliessen. Eine Bindnispolitik mit Teilen der proletarisierten Mittelschichten hätte vor allem eine Anpassung der marxistischen Parteitheorie an das sich ständig wandelnde Erscheinungsbild des Industriekapitalismus verlangt. Ein ernsthafter Versuch durch eine konzeptionelle Veränderung auf die tatsächlich vorhandenen Selbstdefinitionen grosser Teile des Mittelstandes einzugehen, unterblieb. Es gab keinen ernstzunehmenden Ansatz, diese Gruppen dort zu integrieren, wo sie politisch-psychologisch standen. Dies hätte nach Auffassung De Mans eine neue integrative Idee des Sozialismus vorausgesetzt, in der vor allem das Konzept eines die gesamte Gesellschafts- und Wirtschaftsordnung umfassenden Aktionsplanes eine Rolle hätte spielen müssen.

Résumé

Bien que Henri de Man et d'autres auteurs aient compris assez tôt les conditions et la nécessité d'une transformation de la social-démocratie allemande (SPD) en un mouvement rassemblant toutes les forces anticapitalistes de la République de Weimar, le Parti n'a pu se résoudre à un changement de cours dogmatique et politique. Une politique d'alliance avec certaines parties des couches moyennes prolétarisées aurait exigé avant tout une adaptation de la théorie marxiste du parti au phénotype du capitalisme industriel en constante évolution. Il n'y eut pas de tentative sérieuse de répondre par un changement de conception aux caractéristiques effectives que se reconnaissait une grande partie de la classe moyenne, aucun effort notable pour intégrer ces groupes là où ils se situaient politiquement et psychologiquement. Selon Henri de Man, cela aurait présupposé l'existence d'une nouvelle idée du socialisme comme facteur d'intégration, idée dans laquelle le concept d'un plan d'action englobant l'ensemble de l'ordre social et économique aurait dû jouer un rôle essentiel.

EEN RELAAS MET EEN VREEMDE CONCLUSIE

1. Het zwijgen doorbroken

Verrassend is het zeker, dat in het **Vijfde Jaarboek voor het democratisch socialisme**, 1984, een uitvoerig essay gewijd is aan "Hendrik de Man en de Psychologie van het socialisme (Een samenvatting voor de jaren tachtig)" van de hand van Dick Pels.¹ Het bevat, in overeenstemming met de ondertitel, een selectief uittreksel uit De Mans eerste befaamde boek, en betrekt het sterk op vraagstellingen uit de hedendaagse vakliteratuur. Het stuk is goed gedocumenteerd en met duidelijke betrokkenheid geschreven. Dat moet ook wel, anders had de moed ontbroken om dit controversiële onderwerp in deze Jaarboeken onder te brengen.

Over de context van deze "Jaarboeken", een opzet van Uitgeverij De Arbeiderspers en de Wiardi Beckman Stichting, zal straks iets meer gezegd moeten worden. Nonconformistisch tegenover tal van gedachteloosheden in het huidige socialisme, waren ze een der zeldzame plekken waar gedacht kon worden : "Waarom ook De Man niet eens opnieuw bekeken ?" Anderzijds : gezien hun overheersende tendens (z.o.) moet de eindconclusie toch wel negatief uitvallen. Het excerpt van Pels werkt zeer onverwachts toe naar de conclusie, dat ook bij De Man blijkt : elke herziening van het marxisme leidt onvermijdelijk tot fascistoïde ideeën. Of, iets voorzichtiger in een latere toelichting : ze brengt in een gevarenzone, waar de grens naar het fascistoïde licht overschreden wordt.

Op deze stelling - die voor het wekken van "hernieuwde belangstelling voor H. de Man" niet bepaald bevorderlijk is, maar vooral, naar onze overtuiging, uiterst misleidend is - zullen we vooral onze aandacht moeten richten. Ze herinnert onmiddelijk aan Z. Sternhell, al is Pels daar kritisch over.² H. Brugmans zei het wat drastisch : "Er zit een zonderlinge kronkel in zijn denken. Enerzijds : De Man heeft gelijk. Anderzijds : maar als je dat aanvaardt kom je bij het fascisme uit." Waar zit de "kronkel", als Brugmans gelijk heeft ?

2. De context van de "Jaarboeken"

Nadat het jarenlang inspirerende en bindende "doorbraak-socialisme" van de Partij van de Arbeid in de zestiger jaren een verzadigingspunt scheen te hebben

Adriaan M. van Peski, né en 1925, a fait ses études de théologie et de sociologie à Leyde et à New York. Docteur en théologie en 1968. Ami d'Henri de Man dès 1946, il a consacré à son œuvre théorique une étude critique : *Hendrik de Man*, Brugge - Utrecht, 1969. Il est aujourd'hui pasteur de l'Eglise réformée à Tilburg (Pays-Bas). Président de l'Association pour l'étude de l'œuvre d'Henri de Man de 1978 à 1985.

bereikt, bleek de bodem bereid voor het weer-opschieten van heel diverse struiken, alle min of meer prikkelig. Er is te denken aan de Marx-herleving (sommigen zeggen : pop-marxisme), Nieuw Links, Provo, het jeugdressentiment, de partijafsplittingen naar links en rechts. Dat zal wel in samenhang gezien moeten worden met duidelijke verschuivingen in de kaders van de Partij : van oud kader uit lange praktijk van partij, ambtenarij en vakbeweging, naar de luide stem van "nieuwe vrijgestelden", uit studenten en opgeleiden aan sociale en paedagogische akademies.

In dat open veld groeiden ook de "Jaarboeken", jaarlijks sinds 1979, met als inspirerende motor de politcoloog-journalist Bart Tromp. Aanvankelijk luidde de reeks-titel "Links klassiek", die later wegviel. Scherpzinnige analyses van de crisis van de "verzorgingsmaatschappij" zijn vaak van uitstekend realistisch karakter;³ biografische schetsen als van H. Verwey-Jonker⁴ en J.G. Suurhoff⁵ vullen een duidelijke lacune op. Maar als we naar een stukje oudere geschiedenis gaan, blijkt het erg moeilijk, daar evenwichtig over te oordelen. Sterke vooringenomenheden wijzen op sympathie voor een meer "klassiek" socialisme. Zo bv. de stroming - W.A. Bonger,⁶ die in 1937 zijn leidende positie verloor; zijn wat verzuurde rationalisme "deed" het niet meer. Wij vinden vaak beledigende mistekening van de toen jongere garde, die met de Plan-politiek, het nieuwe partijprogram van 1937, het vernieuwde tijdschrift **Socialisme en Democratie** (1938), en de ontwikkelingen, via de gijzelaarsgesprekken in St. Michielsgestel⁷ en de Nederlandse Volks Beweging (1945) naar de Partij van de Arbeid (1946) verbonden zijn (Vorink, Banning, Brugmans, Wiardi Beckman e.a.). Een stuk als van Sj. van Faassen,⁸ "Ten koste van de helderheid", is een troosteloze woestijn van onbegrip en verdachtmaking, speciaal van de democratische gezindheid van hoofdrolspeler W. Banning en medestanders. Het lijkt in het voetspoor te gaan van een Jan Rogier, een voorbeeld van de "beschamende geschiedenis der receptie van Hendrik de Man in Nederland" (Pels, in een brief), die veel feller vooringenomen lijkt, met omgekeerd voorteken, dan zijn Rooms-katholieke voorvaderen. "Geestelijk samenleven in Nederland" (titel van een boek van W. Banning) is blijkbaar nog steeds erg moeilijk ! Men voelt de afstand in de tijd tussen deze jonge auteurs en een niet-meer-meebeleefd verleden extra pijnlijk, als zulke emotionele vooringenomenheden wel tot onbegrip moeten leiden. Sporen daarvan zijn in Pels' artikel het o.i. te negatieve oordeel over de Nederlandse Volks Beweging en de onjuiste beschuldiging, aan het eind, jegens H. Brugmans.

In dit kader kwam Dick Pels' artikel terecht : het controversiële, dat weer een "conspiracy du silence" doorbrak, mocht maar de eindconclusie moet, via een ingewikkelde ontsporing in de weergave, negatief uitkomen, want De Man

is té duidelijk een der geestelijke voorvaderen van de onwelgevallige stromingen sinds ongeveer 1937.

3. Een selectieve samenvatting, die ergens ontspoort

Pels' ontleding, hoe De Mans "humanistische Marxinterpretatie" verdrongen is door de marxisme-renaissance, zijn oorlogsverleden, Althusser's structuralistische interpretatie, e.d., vormt een goede inzet. Wat is de "sociale vergeetachtigheid" toch groot ! In de huidige fase van "afscheid van het proletariaat" zijn De Mans argumenten en ideeën nog altijd soeverein geformuleerd.

Over zijn uitvoerige psychologie van het industrie proletariaat horen we dan verder heel weinig.⁹ Pels wil zich concentreren ("voor de jaren tachtig" ?) op de bemiddelende rol "tussen de Duitse en Franse sociologische (Weber en Durkheim) en socialistische (Bernstein, Jaurès, Sorel) tradities", en op zijn "vroege formulering van een 'nieuwe klasse'-theorie van de intellectuelen." (Dit alles aan de hand van de **Psychologie van het socialisme**.)

Toen een groot deel van Marx' voorspellingen "niet uitkwam", moest revisionisme worden doordacht als noodzaak uit de praktijk. De motieven-leer moet aandacht krijgen. Deze wordt goed samengevat, als strijd tegen de 'psychologische argeloosheid', en tegen het rationalisme van het marxisme; de rol van symboliek, utopie en betekenis van waarden wordt kort aangestipt.

Dan wendt Pels zich tot de theoretische invloeden op De Man. Op zijn vraag, of deze het werk van Max Weber heeft gekend, kan ik hem verzekeren : grondig ! Van K. Mannheim moest hij daarentegen later niets meer hebben. Ook G. Sorel is duidelijk van invloed geweest. Het verwijt van "onwetenschappelijkheid" is hier onterecht; alleen betrekken Sorel en De Man ook het irrationele in hun analyse, die niets met "Zerstörung der Vernunft" (G. Lukàcs) te maken heeft.

Na weergave van de hoofdstukken over verburgerlijking, reformisme en sociaal-patriottisme, waarbij weer M. Weber en R. Michels genoemd worden, vragen wij ons langzamerhand wat onbehaaglijk af, of Pels denkt dat De Man deze zaken primair van achter de schrijftafel behandelde. Het zijn levende ervaringen uit zijn werk in arbeidersscholing, partij en vakbeweging geweest, die van hem een antwoord vroegen; het moet telkens gezegd worden, dat De Man niet in wetenschapstheorie geïnteresseerd was, maar deze wat eklektisch benutte bij de oplossing van existentiële vragen uit de praktijk.

De vragen van 'leiders' tegenover volgelingen, 'intellectuelen' en 'inspiratoren', de vorming van elites, hun rol in staat en socialistische beweging, beheersen het hoofddeeel van Pels' opstel. Deze problemen krijgen geen antwoord vanuit de marxistische dichotomie, maar dringen zich uit de 20e eeuwse realiteit op.

Leidt het 'intellectuelen-socialisme' tot een dictatuur van de intellectuele klasse ? Vestigt het zijn klasse-claims op een vorm van zelfwaardering die het intellectuele (en niet langer het proletarische) belang identificeert met het algemeen belang ? Is deze verschuiving een nieuwe 'list der geschiedenis' ?

Deze hoogst ingewikkelde materie wordt, met gebruik van veel moderne literatuur, ontzeggegelyk intelligent behandeld. En toch lijkt het, alsof enkele dingen niet goed uiteengehouden worden.

De rol van de 'intelligentsia', managers, bureaucraten en intellectueel opgeklommenen, die werken op grond van prestatie- en dienstmotieven, in samenhang met de groei van 'organizational society', en in het bijzonder het staatsapparaat, is één ding. Het optreden van 'intellectuele socialistische leiders', die emoties van de massa tot begrippen en aktiemodellen kunnen omzetten en zo tot symbolen en inspiratoren worden, is (zeker aanvankelijk) iets geheel anders.

Dat De Man de eerste groep geïdealiseerd zou hebben, dwz. geen oog gehad zou hebben voor "het belangen-motief : de jacht op posities, hoge inkomens, prestige en machtswil", is - bij zijn realisme - niet waarschijnlijk. Hij ziet ze geenszins samenvallen met de zelfopofferende socialistische inspiratoren (die ook hun psychische 'belangen' konden hebben, als ijdelheid of zucht naar erkenning, maar dat is iets anders.)

Pels vergeet hier ook het verschil tussen de **analyse** van De Man, en zijn **hoop**. Hij **analyseerde** in de intelligentsia de open mogelijkheden, dat ze - omdat ze niet puur aan de kapitalistische kant van de dichtotomie staat - tot socialistische motivatie **kan** komen, op grond dus van haar feitelijke sociale en psychologische plaats.¹⁰ (Dat daarmee belangen gepaard gaan, spreekt wel vanzelf; misschien had daarvoor het begrip 'nieuwe vrijgestelden', al is dat hier en daar taboe, nog wat meer kunnen verhelderen.¹¹) De Man **hoopte** slechts, dat er een voorbeeld-funktie **van de leiders op deze 'klasse'** zou uitgaan, in levensstijl bv.; hij deed daarvoor in zijn paedagogische arbeid al het weinige dat hij kon. Maar samenvallen, neen; niet in analyse, niet in voorspelling, slechts in hoop ! Men kan bij hem onmogelijk van één élite spreken.

Laat de ideologie van de intelligentsia zijn klassebelang samenvallen met het mensheidsbelang ?, zo vraagt Pels zich af. Hij beantwoordt die vraag voor het heden waarschijnlijk met ja - en vele latere, pretentieuze ontwikkelingen schijnen hem gelijk te geven. Of zijn dit Fehlentwicklungen, onvoorzien en on-gemotiveerd en zeker onbedoeld door De Man ?

En dan maakt Pels een principiële reuzensprong : bij **deze klasse-ideologie** behoort de 'fundering van het socialisme in de ethiek' ! (dwz. in eenvoudige cultuurwaarden als bij De Man : dat levenswaarden hoger staan dan zakelijke waarden,

en gemeenschapsbelang hoger staat dan het belang van de enkeling - had Pels maar, naast de 'Psychologie' en de thesen van Heppenheim, tegelijk de duidelijker fundering in **De socialistische idee** bij het betoog betrokken !)

Maar dit lokaliseren van de hele ethische fundering is een **sociologisme**, dat een keuze inhoudt welke niemand verplicht is te doen !¹²

Het gevaar van een totaal relativisme, waarvoor De Man waarschuwde (door Pels met instemming angehaald) ligt dan vlak om de hoek. En dan heeft ook 'socialisme' geen poot meer om op te staan.

4. Revisionisme op de helling - waartoe leidt dat ?

Nog eens wordt de onontkoombaarheid van De Mans herziening - inzake psychoanalyse van het marxisme, de problemen van de natie, leiderschap e.a. - duidelijk voor ons gesteld. Alleen missen wij dus helderheid over de rol van élite en intellectuelen-klasse. Die onhelderheid helpt mee, de brug naar fascistische élite- en leidersbegrippen kleiner voor te stellen, dan ze is.

Maar dan de 'kronkel' : De Man heeft gelijk - maar dat loopt altijd uit op fascistoïde ideologie ! Althans : brengt in de gevarenzone van het fascistoïde.

Dat is een these, die voor ons daarom niet-integer is, omdat zij een ontmoedigende, want omoeuze belasting legt op elke poging tot zulke herziening. Daarom is de these niet waarde-vrij maar directief en belang-georienteerd (i.c. dat van 'ongerept marxisme'.) En het is hoogst ongelukkig, dit te willen relativeren door, zoals Pels voorstelt, het fascisme uit de sfeer van de demonologie te willen lichten.

Men kan de these weerleggen aan de hand van leven en aktiviteit van personen, en men kan ze inhoudelijk bestrijden.

Personen zijn er genoeg te vinden, die duidelijk afstand namen van marxistisch denken en in persoon en daden volstrekt democratisch waren, en ook in moeilijke beslissings-situaties (zoals waar De Man tekortschoot) hun democratisch humanisme ten volle hebben gehandhaafd. W. Banning zou zeker als voorbeeld kunnen dienen, als men hem goed gekend heeft en niet zo dwaas mistekent als we eerder signaleerden. Duidelijk is ook de nobele en krachtige figuur van dr. H.B. Wiardi Beckman,¹³ geboren in 1904, eind dertiger jaren de 'kroonprins' van de SDAP; als historicus begaafd leerling van Huizinga, secretaris van de oude Troelstra (Gedenkschriften !), schrijver over "Het syndicalisme in Frankrijk"; al jong hoofdredacteur van **Het Volk**, en als secretaris sterk betrokken bij de herziening van het partijprogram 1937 ("au delà du marxisme"), waar hij o.a. de nadruk op de historische en culturele verbondenheid met het vaderland, en de noodzaak tot landsverde-

diking inbracht. Reeds in de oorlog pleitte hij, als verzetsman, voor een doorbraak naar andere bevolkingsgroepen en motivaties, zoals die in de Partij van de Arbeid werkelijkheid zou worden. In 1942 gepakt, stierf hij in de laatste oorlogswinter in Dachau. Tot zijn verdere achtergronden behoorden een vrijzinnig protestants geloof (als bij Schermerhorn) en de socialistische jeugdbeweging, toen (onder Vorrink e.a.) gangmaker van een nieuwe stijl van leven en denken, duidelijk voorbij de marxistische parolen. - Het zal moeilijk zijn, één fascistoïde element in deze denker en politicus aan te wijzen. Welnu, één zo'n voorbeeld verbreekt reeds de algemene geldigheid van Pels' these. Maar zo zijn er veel meer geweest.

Voor de **inhoudelijke bestrijding** in het geval-De Man geven we enkele Ansätze.

We wezen reeds op de ontsporing in de weergave van De Mans intellectuelenbegrip en élite-theorie, anders gezegd leiders-opvatting. Daar ligt zeker niet de oorsprong van de tendensen naar 'autoritaire democratie resp. socialisme'. Die zijn uit de teleurstellende **ervaring** met het Belgische politiek systeem en zijn (on-)mogelijkheden in de dertiger jaren¹⁴ voldoende te verklaren. Wéér dus - vergeet dat nooit ! - ervaringen, en een sterk persoonlijke reactie daarop, veel meer dan theorie !

Daarbij kwam de 'verzadigings-theorie' : De Man geloofde, volgens een psychologische schematiek, dat op de fase van omzetting van sociale frustratie-dynamiek in nationale agressiviteit, een fase kon volgen van omgekeerde beweging,¹⁵ die men door 'verzadigen' van de eisen kon bespoedigen. Dat staat buiten elk verband met elementen van (anti-)marxisme.

Tenslotte zouden enkele 'eeuwig tegen de draad ingaande' karaktertrekken in De Man nader onderzocht moeten worden op hun effect op zijn verdacht klinkende terminologie uit de periode 1936-1941. Zijn doemdenken in de periode van na-oorlogs optimisme is daarvoor even illustratief, als zijn marxistische rage als bourgeois. M.a.w. deze dingen liggen véél meer in het persoonlijk-karakterologische vlak, dan dat ze bewijskrachtig kunnen zijn voor sociologische theorie !¹⁶

Wij zullen ons daarom voorlopig geheel gerechtigd en vrij voelen, de these van Pels te ontkennen, en elke dwingende conclusie-vooraf af te wijzen. De waarheid van het geschiedenisbeeld kan daar slechts bij winnen.

AANTEKENINGEN

1) Amsterdam 1984, blz. 90-126.

2) Zie blz. 126, en uitvoerig in "De zelfkant van het socialisme", **Socialisme en Democratie**, november 1984, blz. 367-373.

3) P.J. Vos, "De sociaal-democratie en de verzorgsmaatschappij". **4e Jaarboek**, 1983, blz. 12-63.

- 4) A. Ribberink, "Radicalisering of integratie van de SDAP in de jaren '30 : de levensgeschiedenis van Hilda Vervey-Jonker". *2e Jaarboek*, 1980, blz. 112-148. (Alleen een blunder, aan haar boek over "Lage inkomens" voorbij te gaan !)
- 5) J.P. Jansen, "J.G. Suurhoff, 1905-1967, een levensbericht" (van de vroegere minister). *1e Jaarboek*, 1979, blz. 242-281.
- 6) B. van Heerikhuizen, "W.A. Bonger". *4e Jaarboek*, 1983, blz. 114-146, en J.S. Wijne, "Op weg naar de Partij van de Arbeid. Het beginselprogramma van de SDAP van 1937 en het streven naar een democratisch-socialistische volkspartij". *Ibidem*, blz. 148-175.
- 7) Akelig negatief beoordeeld door M. de Keizer, *De gijzelaars van Sint Michielsgestel. Een elite-beraad in oorlogstijd*, Alphen 1979. Ik herinner mij de niet-malse kritiek van de niet-politieke gijzelaar prof. dr L.J. van Holk.
- 8) *2e Jaarboek*, 1980, blz. 149-162.
- 9) Jammer, want er had geconstateerd kunnen worden dat de theorie van het 'afscheid van het proletariaat' uit de moderne literatuur, iets anders is dan De Mans visie op de hem zo vertrouwde socialistische arbeidersbevolking. Weer : het verschil tussen schrijftafelarbeit en reële ervaring !
- 10) J. Burnham's *The managerial revolution* (1941) lijkt inmiddels toch wel erg verouderd als referentietheorie !
- 11) H. Daalder, *Politisering en Lijdelijkheid in de Nederlandse politiek*, Assen 1974; H. Vuijsje, *Nieuwe Vrijgestelden* (De opkomst van het spijkerpakkenproletariaat), Baarn 1977; en (zeer omstreden) H. Schelsky, *Die Arbeit tun die Anderen*, Opladen 1975.
- 12) Zie ook mijn bijdrage aan de Katalogus van de tentoonstelling - Hendrik de Man, Antwerpen 1985 : "Hernieuwde erkenning van het ethische".
- 13) Zie bv. het gedenkboek, ingeleid door K. Voskuil, Arbeiderspers, Amsterdam 1946.
- 14) Hetgeen Pels, blz. 91, zelf toegeeft.
- 15) Ik weet uit gesprekken dat De Man hier werkelijk in geloofd heeft. Zie mijn *Hendrik de Man*, Brugge 1969, blz. 132.
- 16) Pels schreef mij (22.11.1984) : "Anders dan bv. Sternhell of Rogier zou het me er niet zozeer om gaan om de sociaal-demokratie à la De Man in diskrediet te brengen door te laten zien dat Marxrevisie altijd via het bekende 'hellende vlak' in de afgrond van het fascisme valt; maar wel dat er een gedeelde grens is tussen 'demanisme' en fascisme, die onder specifieke psychologische en politieke voorwaarden kan vervagen of worden overschreden." Dat is natuurlijk volkomen waar, maar kan van haast elke politieke richting gezegd worden. Dan vraagt men zich af, waar al de ophef voor nodig was ?

SOMMAIRE

Dans le *Vijfde Jaarboek voor het democratisch socialisme* (1984), Dick Pels a rompu une longue conspiration du silence. Son chapitre "Henri de Man et la Psychologie du socialisme, interprétés pour les années 80" se concentre sur les influences subies par de Man dans les domaines de la sociologie et des doctrines socialistes, puis sur "l'adieu au prolétariat", sur le rôle des intellectuels et la formation des élites sociales (où nous constatons un manque de clarté).

Quoique Dick Pels concède qu'Henri de Man reste loin de l'idéologie fasciste, il soutient la thèse que toutes les révisions du marxisme mènent à une zone dangereuse proche des interprétations fascistes. L'auteur conteste cette thèse en invoquant l'exemple de quelques personnalités et les circonstances particulières propres au cas d'Henri de Man.

5

TRAVAIL, JEU ET CATHARSIS

Henri de Man a lui-même beaucoup contribué à accré-diter sa réputation de critique du marxisme et de théoricien du socialisme. En fait, il fut bien davantage un publiciste, un éveilleur de conscience, un propagan-diste, un éducateur, en un mot un pédagogue du socia-lisme. C'est à tort, en tout cas, qu'on le traiterait en seul théoricien.

Quoi qu'il entreprît, il fuyait la routine et aimait à sortir des sentiers battus pour trouver de nouveaux moyens d'action et faire de nouvelles expériences. Si l'essentiel de son activité se ramène en définitive aux ouvrages et aux articles qu'il écrivit, ainsi qu'aux conférences qu'il donna, il ne tint qu'aux circonstances qu'il n'ait pas poussé plus avant la technique des enquêtes et des interviews dont il fut l'un des pre-miers praticiens, et qu'il n'ait pas eu, par exemple, l'occasion d'explorer les possibilités offertes par le cinéma. A n'en pas douter, il aurait été fasciné par les ressources de l'informatique et des médias électro-niques.

La présente section vise à donner un aperçu de deux aspects passablement méconnus de son oeuvre. Le pre-mier concerne l'usage qu'il fit d'une technique alors à ses débuts : la radio. Conférencier professionnel, il est naturel qu'il ait d'abord vu dans la T.S.F. le moyen de multiplier par cent ou par mille l'audience de ses "causeries". Mais il est remarquable qu'il ait aussi et parallèlement innové en ouvrant les studios à des travailleurs et en dialoguant avec eux ou en laissant dialoguer deux représentants de catégories professionnelles qui n'avaient pas l'habitude de discuter entre eux de leurs rapports professionnels : un ouvrier et un contremaître, un employé d'office de placement et un chômeur, un garçon de café et son client, une employée de maison et sa patronne, etc.

Insistant sur la spontanéité de ces entretiens, de Man ne voulait pas qu'ils fussent écrits, de sorte qu'il n'en est rien resté. En revanche, nous possédons l'un ou

l'autre texte de l'introduction ou de la conclusion qu'il fit à ces occasions. Le texte que nous publions est inédit. C'est l'exposé final prononcé au terme d'une série de cinq émissions sur *Mensch und Maschine* ("L'homme et la machine"), diffusées par Radio Francfort du 8 janvier au 15 mars 1930. Il constitue en même temps une contribution au thème de la joie au travail auquel de Man s'intéressait activement depuis plusieurs années.

L'autre aspect, pour être plus souvent évoqué, n'est guère mieux connu et n'est pas moins significatif. L'essai qui lui est consacré est tiré de l'ouvrage de Michel Brélaz, *Henri de Man - Une autre idée du socialisme*, sur le point de paraître. Il traite de la genèse et de la réalisation du fameux Festspiel (c'est-à-dire au sens propre du terme un festival) *Wir* (Nous) que le cartel culturel de Francfort avait chargé de Man de représenter à la Festhalle pour célébrer avec faste le 1er mai 1932. Il contient en outre un résumé de l'argument, d'après la traduction en français qu'en fit à l'époque Mlle Todtenhaupt.

MENSCH UND MASCHINE

Über ihr Verhältnis zur Maschine haben an fünf Abenden acht Vertreter verschiedener Berufe ausgesagt. Es wurde dabei stets von der Frage ausgegangen, ob die Maschinen für die Menschen ein Fluch oder ein Segen seien. Heute will ich versuchen, die Antwort auf diese Frage aus den gehörten Aussagen abzuleiten.

Eine kurze Zusammenfassung der wesentlichen Aussagen dürfte sogar den Hörern, die sämtliche Zwiegespräche seit dem Januar abgehört haben, zur Auffrischung ihres Gedächtnisses willkommen sein.

Wir hörten zunächst einen Schreiner, der von der handwerksmässigen Arbeit zur Maschinenarbeit übergegangen war. Er sagte, seine Tätigkeit sei dadurch nicht dequalifiziert; die Maschine arbeite genauer, erfordere grosse Aufmerksamkeit und Gewissenhaftigkeit und nehme dem Arbeiter nur den ermüdendsten und uninteressantesten Teil seiner Aufgaben ab. Dennoch sei die nervöse Ermüdung gross, die Arbeitsfreude gering. Aber das liege am gehetzten Tempo der Produktion im Akkordlohnsystem, an der zu langen Arbeitszeit, an der wirtschaftlichen und sozialen Benachteiligung des Arbeiters in der Profitwirtschaft.

Ein Walzwerkarbeiter, also ein Schwerarbeiter, betonte noch stärker, dass die maschinellen Hilfsmittel seine Arbeit weniger ermüdend und gefährlich, dennoch nicht uninteressanter gestaltet haben. Von allen Zeugen bekannte sich dieser am stärksten zur Arbeitsfreudigkeit. Die Maschine sei für ihn wirklich nur ein Hilfsmittel zur Beförderung schwerer Lasten, die Arbeit selber bleibe zwar anstrengende, aber lebendige Gestaltung eines Produktes.

Ganz anders lautete das Urteil des dritten Zeugen, eines ungelernten Arbeiters in einer Seifenfabrik. Hierbei handelt es sich um einen maschinellen Arbeitsgang; der Arbeiter hat nur Hilfsverrichtungen zu vollbringen, wie Materialbeförderung, Wiegen, Rühren usw. Zwar hiess es auch hier, dass die Arbeit recht hohe Anforderungen an das Können stelle, insbesondere an die Aufmerksamkeit und Geistesgegenwart; aber das veranlasste diesen Arbeiter umso mehr, seine Feindschaft gegen die Maschine zu betonen, der gegenüber er nur Handlangerdienste zu leisten habe. Er erklärte, dass der maschinelle Arbeitsgang und besonders das maschinell bestimmte Arbeitstempo den Arbeiter zum Sklaven der Maschine machen und eine geistötende nervöse Ermüdung verursachen. Die Anregung, ob denn nicht noch weitergetriebene Automatisierung ihm die lästigsten Hilfsarbeiten abnehmen würde,

wies er mit der Bemerkung ab, dadurch würden doch blass noch mehr Leute auf die Strasse fliegen.

Dann hörten wir zwei gelernte Metallarbeiter, einen Automateneinrichter und einen Dreher. Der Automateneinrichter gab einen Einblick in den Vorgang der Requalifizierung durch eine höchst vervollkommenete Riesenmaschine. Hier arbeitet eigentlich nur noch die Maschine, der Arbeiter ist ein Maschinenmeister geworden, er hat fast nur noch geistige Aufgaben, die denen des Betriebsingenieurs ähnlich sehen. Dennoch auch hier keine Arbeitsfreude; freilich nicht wegen der Maschine an sich, sondern wegen derselben wirtschaftlichen und sozialen Gründe, die schon unser Schreiner angeführt hatte : gehetztes Arbeitstempo, zu intensive Ausbeutung der Arbeitskraft, das Dividendenschaffen für Andere.

Der andere Metallarbeiter, der Dreher, machte uns deutlich, dass es neben der Tendenz zur Requalifizierung durch die automatische Maschine auch eine Tendenz zur Dequalifizierung durch die Entwicklung der Werkzeugmaschine zur Spezialmaschine gibt. Er schilderte seinen Übergang von der Universaldrehbank zur Spezialdrehbank, die Entseelung durch eintönige Repetitivarbeit in der Serienfabrikation. Er verurteilte zwar nicht die Maschine an sich, wohl aber jene Form der Rationalisierung, die den früheren Facharbeiter an der Werkzeugmaschine in einen blossen Diener der auf ein bestimmtes Teilprodukt eingestellten Spezialmaschine verwandelt.

Nach diesen vier Arbeitern hörten wir einen kaufmännischen Angestellten. Auch er schilderte die Entgeistigung der Arbeit in der Buchhaltung des modernen Grossbetriebes. Er schrieb sie aber nicht der Maschine an sich zu, sondern der Mechanisierung der Arbeit überhaupt, die sich schon vor der Einführung der Maschinen in Folge der Arbeitsteilung vollzogen habe.

Zuletzt hörten wir einen Landwirt und eine Hausangestellte. Da bot sich ein ganz anderes Bild. Sowohl in der Landwirtschaft wie in der Hausarbeit der Frau erschien die Maschine als Helferin, als Mittel, den Menschen von der lästigsten, ermüdendsten, eintönigsten und schmutzigsten Arbeit zu befreien. Hier wurde die Maschine geradezu als Werkzeug der Vergeistigung gepriesen, zugleich auch als Vorbedingung für die Verkürzung der Arbeitszeit, für den Übergang vom Zustand des Arbeitstieres zu dem eines menschenwürdigen Arbeitslebens.

Diese acht Aussagen ergeben also im Ganzen ein ausserordentlich buntes Bild. Das Bild wäre gewiss noch bunter, wenn man noch mehr Berufsarten berücksichtigt hätte, oder wenn man die Zuschriften hinzuzöge, die in grosser Anzahl von Hörern gesandt wurden. Diese Zuschriften stammten aus den verschiedensten Kreisen. Industriearbeiter, Angestellte, Ingenieure, Landwirte, Landarbeiter, Schüler, Studenten, Künstler, Lehrer, Universitätsprofessoren und so weiter, brachten ihre Zustimmung oder ihre Kritik zum Ausdruck, sodass unsere mündlichen Aussprachen gera-

dezu durch eine parallelaufende schriftliche Untersuchung ergänzt wurden. Ich muss aber der Versuchung widerstehen, hier auf dieses schriftliche Material im Einzelnen einzugehen. Nicht etwa, als ob sich dadurch das gebotene Bild nicht in manchen Punkten verschieben könnte. Wahrscheinlich würden dabei sogar etliche vereinzelte Einseitigkeiten, übereilige Verallgemeinerungen und Übertreibungen richtiggestellt werden. Aber an dem Gesamtbild würde dadurch nicht viel geändert werden. Gerade die gelegentlichen Einseitigkeiten und Übertreibungen gehören zu diesem Gesamtbild, insofern dies deutlich macht, dass kein Mensch aus seiner Haut heraus kann, und dass ein jeder das Leben so zu sehen pflegt, wie es sich ihm in der täglichen Erfahrung, besonders in der Arbeitserfahrung zeigt. Die kleinen Verzerrungen des individuellen Blickfeldes gehören ebenso zum Bilde, wie die sich widersprechenden Werturteile.

Auf den ersten Blick scheint es recht schwer, aus den widerspruchsvollen Zügen der Aussagen allgemeingültige Schlüsse zu ziehen. Bei näherem Zusehen aber stellt sich bald heraus, dass die zu Tage getretenen Widersprüche das Bild keineswegs verwirren, sondern es geradezu erhellen.

Die erste Schlussfolgerung, die da zu ziehen wäre, ist die, dass die Fragestellung Mensch und Maschine überhaupt falsch ist. Es steht nicht **der Mensch der Maschine** gegenüber, sondern eine ungeheure Mannigfaltigkeit von Maschinentypen einer ungeheuren Mannigfaltigkeit von Betriebsverhältnissen. Die Wirkung der Maschine auf die Arbeit und den Arbeiter hängt von den Umständen ab, die je nach der Arbeitsart und nach der gesellschaftlichen Lage verschieden sind. Das beweist insbesondere der Widerspruch zwischen der Stellung der Industriearbeiter und der anderen Werktägigen.

Mehr als die Hälfte aller werktätigen Menschen sind mit Landwirtschaft und mit Hausarbeit beschäftigt. Wir haben gehört, dass auf diesen Arbeitsgebieten die Maschine wie eine freundliche Helferin erscheint. Weit davon entfernt, die Arbeit zu entgeistigen, nimmt sie dem Arbeitenden den ungeistigen Teil seiner Aufgaben ab. Die Entseelung durch die Maschine gilt demnach nicht von der Arbeit überhaupt; sie ist ein besonderes Problem der Industriearbeit.

Dieses Problem stellt sich allerdings auch in der Industrie je nach den Umständen in sehr verschiedener Art. Darauf wird ja gleich näher einzugehen sein. Zunächst aber muss eindringlich festgestellt werden, dass die entscheidende Trennungslinie in bezug auf die Wirkung der Maschine zwischen industrieller Lohnarbeit und sonstiger Arbeit verläuft. Oder vielleicht müsste es richtiger heißen : zwischen kapitalistischer und nicht-kapitalistischer Wirtschaft.

Nun stellt sich die Frage : Wie kommt das ?

Ich glaube, man kann hier schon gleich auf ein paar allgemeine Ursachen hin-

weisen, die auf der Hand liegen.

Vergleichen wir den Landwirt und die Hausangestellte einerseits mit dem Fabrikarbeiter andererseits, so fällt zunächst der Unterschied zwischen Klein- und Grossbetrieb auf.

Im bäuerlichen Kleinbetrieb und im hauswirtschaftlichen Alleinbetrieb übt die Maschine auf die Arbeitsteilung keine Wirkung aus. Der Wechsel der täglichen oder jahreszeitlichen Arbeiten wird durch die Verwendung von Maschinen kaum beeinflusst. Der Landwirt wird wie früher vom Kuhmelken zum Pflügen und vom Pflügen zum Mistfahren übergehen, die Hausfrau vom Putzen zum Kochen, vom Kochen zum Nähen usw. Umgekehrt steht es im industriellen Grossbetrieb auf Grund der Arbeitsteilung, die alle Arbeit zur stets wiederholten Teilarbeit macht und damit die Gefahren der Eintönigkeit und Entgeistigung heraufbeschwört. Die Aussage des Buchhalters hat uns sogar darauf aufmerksam gemacht, dass ein gut Teil der nachteiligen Wirkungen, die man unter dem Stichwort Mechanisierung der Maschine allein zuzuschreiben pflegt, in der Wirklichkeit auf das Konto der Arbeitsteilung zu buchen sind. Diese Arbeitsteilung hat es im Kontor gegeben, bevor es dort Maschinen gab; genau so wie es in der Industrie lange vor der maschinellen Fabrik arbeitsteilige Manufakturen mit ungeheuer eintöniger Teil- und Wiederholungsarbeit gab. Gewiss hat die Maschine im Kontor wie in der Fabrik die Spezialisierung in mancher Hinsicht noch gefördert; es gibt zwischen beiden Erscheinungen eine Wechselwirkung. Dass aber diese Wechselwirkung nur in der Industrie in Erscheinung tritt, beweist, dass die Tatsache des arbeitsteiligen Grossbetriebs für die Entgeistigung der Maschinenarbeit entscheidende Bedeutung hat.

Ich glaube, das hätte sich bei unseren Zwiegesprächen noch deutlicher gezeigt, wenn wir auch einen selbständigen Handwerker hinzugezogen hätten. Das war bei der knappen Zeit, die zur Verfügung stand, leider nicht möglich. Aber es ist allgemein bekannt, dass es im handwerklichen Allein- und Zwergbetrieb mit der Maschine nicht anders steht, als in der Landwirtschaft und in der Hausarbeit. Auch hier lässt die Maschinenverwendung die soziale Gestaltung des Produktionsprozesses im Grunde unverändert, man gebraucht die Maschinen nur so, wie man früher die Handwerkszeuge gebrauchte.

Zu diesem Punkte muss ich einige Zuschriften aus Arbeiterkreisen erwähnen. Die maschinenfreundliche Einstellung der Nicht-Proletarier scheint einige Arbeiterhörer befremdet zu haben. Sie wissen anscheinend nicht recht, was sie damit anfangen sollen und behaupten nun, dass Bauer, Hausfrau und Handwerker sich gewaltig täuschen, wenn sie sich auf Grund der kleinbetrieblichen Verhältnisse vor den herabdrückenden Tendenzen der Mechanisierung geschützt glauben. Denn, so heisst es dann, die Maschinenverwendung wird hier auf die Dauer dieselben Folgen haben,

wie in der Industrie : der arbeitsteilige Grossbetrieb wird den Sieg davontragen, und dann wird es diesen Werktätigen auch nicht besser gehen, als den Fabrikproletariern von heute.

Ich kann hier auf die sehr umstrittenen und komplizierten Fragen der Betriebskonzentration in Land- und Hauswirtschaft nicht weiter eingehen, soweit sie eine theoretisch denkbare Zukunft betreffen. Ich möchte nur davor warnen, dass man auf Grund von vorgefassten Meinungen die Entwicklungsgesetze der Industrie ohne weiteres auf die anderen Produktionszweige überträgt. Soweit man hier überhaupt voraussehen kann, sollte man vor allem aus der wirklichen Erfahrung der Gegenwart lernen. Und diese Erfahrung ist doch namentlich in der Landwirtschaft so, dass die Überlegenheit des Grossbetriebes noch lange kein erwiesenes allgemeingültiges Gesetz ist. Es spricht im Gegenteil manches dafür, dass gerade die rationelle Verwendung der maschinellen Hilfsmittel, besonders des kleinen Motors und des elektrischen Stromes, die wirtschaftlichen Aussichten des kleinbäuerlichen Betriebes erheblich gebessert hat. Ähnlich liegen die Dinge im handwerklichen Zwergbetrieb. Nach dem Untergang des alten Mittelstandes gibt es auch hier so etwas wie einen aufkommenden neuen Mittelstand. Dass diese Betriebsform sich in vielen Produktionszweigen nicht nur behauptet, sondern entwickelt, wird von Kennern gerade auf die Verwendung von Kleinmotoren, elektrischen Kraftleitungen und Werkzeugmaschinen zurückgeführt.

Auch die Erfahrungen, die man bis jetzt mit gewissen Formen des Grossbetriebes in der Hauswirtschaft gemacht hat, insbesondere mit den Zentralküchen, mahnen zu Vorsicht in bezug auf übereilte Verallgemeinerungen von industriellen Verhältnissen her.

Es scheint sich bei alledem nicht um eine bloss verspätete Entwicklung zu handeln, sondern um eine grundsätzlich andersgeartete Entwicklung von einem anderen Ausgangspunkt her und daher wohl auch auf eine andere Richtung hin, als die Entwicklung in der Industrie. Sei dem, wie es wolle, jedenfalls lässt sich die Bedeutung der Unterschiede in der gegenwärtigen Wirkung der Maschine nicht entkräften mit Zukunftsspekulationen, für die es in der Gegenwart noch keine Bestätigung aus der Erfahrung gibt.

In bezug auf die Stellung zur Maschine liegt ein anderer wesentlicher Unterschied darin, dass der Bauer, die Hausfrau und der Handwerker sozial selbständige Produzenten sind. Der Industriearbeiter aber ist ein unselbständiger Lohnarbeiter, nach Marxscher Ausdrucksweise ein Verkäufer von Arbeitskraft. Die Ersparnis von Arbeitskraft durch die Maschine kommt dem selbständigen Produzenten persönlich und allein zu Gute. Im industriellen Grossbetrieb ist der wirtschaftliche Vorteil für den Unternehmerprofit viel weniger fragwürdig, als für den Arbeiterlohn.

Die Mechanisierung der Produktion hat von jeher in den allermeisten Fällen den Industriearbeiter gezwungen, sich zur Wehr zu setzen gegen Versuche, ihn zu Mehrleistungen zu veranlassen; die Arbeitszeitverkürzung, die etwaige Lohnsteigerung und den besseren gesetzlichen Schutz hat er sich erst durch die Organisation erkämpfen müssen. Sogar die Lohnarbeiter in Landwirtschaft, Hausarbeit und Handwerk stehen im Hinblick auf die sozialen Vorteile der Maschinenarbeit viel günstiger da, als die Industriearbeiter. Der landwirtschaftliche Arbeiter schafft in einem Betriebe, der lange nicht in derselben Weise und in demselben Ausmass mit den anderen Betrieben konkurriert, wie in der Industrie - hier gelten bekanntlich andere Marktgesetze, auch Arbeitsmarktgesetze. Der Bauernknecht hat darum in viel grösserem Umfang Anteil an den Vorteilen der Arbeitersparnis durch die Maschine, als der Arbeiter in der Fabrik. In der Hausarbeit gibt es überhaupt keine Konkurrenz, daher fällt sogar der Hausangestellte unter normalen Verhältnissen fast der ganze Vorteil der Arbeitersparnis in Form einer kürzeren Arbeitszeit zu. Da hier nicht für den Profit gearbeitet wird, sondern für den Verbrauch, ist in jedem Haushalt ein bestimmtes Arbeitspensum zu erledigen; geht das mit der Maschine schneller, nun dann wird eben die Arbeitszeit entsprechend kürzer. Bei den Industriearbeitern ist es bekanntlich anders. Die Arbeiter würden sich wohl ganz anders zur Rationalisierung stellen, wenn sie sich nicht dagegen wehren müssten, dass die unmittelbaren Vorteile dem Kapital zufallen, während für die Arbeiter einerseits intensivere Arbeit und andererseits drohende Arbeitslosigkeit herauskommt.

Diese Dinge sind in den Aussagen der Arbeiter so klar zum Ausdruck gekommen, dass man sagen kann, sie haben bestätigt, dass die wesentlichen Ursachen der proletarischen Unzufriedenheit nicht der Maschine an sich zuzuschreiben sind, sondern den wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Umständen der Maschinenverwendung in der Profitwirtschaft. Das Urteil der Arbeiter fiel günstig oder ungünstig aus, je nachdem, was sie am stärksten empfanden : die Erleichterung ihrer Leistung durch die Maschine oder die Verschlechterung ihrer sozialen Lage durch die Mechanisierung überhaupt.

So kehren wir zur Hauptfrage zurück, indem wir sie nunmehr zu einer Frage der Industriearbeit zuspitzen :

Ist es wahr, dass die Maschine ein Fluch für den Industriearbeiter ist, weil sie ihn, wie es im **Kommunistischen Manifest** heisst, in ein "blosses Zubehör" verwandelt, von dem "nur der einfachste, eintönigste, am leichtesten erlernbare Handgriff verlangt wird" ? Mit anderen Worten : Ist es wahr, dass die Maschine die Industriearbeiter dequalifiziert ?

Diese Frage lässt sich nicht mit einem glatten Ja oder Nein beantworten.

Wir haben von der Arbeitern selber drei Arten von Antworten gehört :

Der Schwerarbeiter aus dem Walzwerk und der Schreiner sagten, dass die Maschinenarbeit von ihnen so ziemlich denselben Grad von Berufskenntnis und Initiative erfordert, wie die Handarbeit. Hier lautete das Werturteil über die Maschine sozusagen neutral.

Der ungelernte Fabrikarbeiter aus der chemischen Industrie und der Spezialdreher schilderten dagegen eine ausgesprochene Dequalifizierung. Hier kamen überwiegende Unlustgefühle zum Ausdruck, beim ungelernten Arbeiter gegen die Maschine überhaupt, beim gelernten Arbeiter gegen die als Mechanisierung betriebene Rationalisierung.

Der Arbeiter an der automatischen Maschine vertrat einen typischen Fall der Requalifizierung durch die Maschine. Hier lag ein ausgesprochener technischer Berufsstolz vor, der ganze soziale Groll richtete sich gegen die wirtschaftlichen Arbeitsverhältnisse.

Lassen wir nun alle grundsätzlichen Erörterungen über den Unterschied zwischen technischer und sozialer Entwicklung weg und fragen wir : wie wirkt sich tatsächlich der zugleich technische und soziale Vorgang der Mechanisierung auf die Arbeitsgestaltung der industriellen Lohnarbeiter aus ?

Die Erkenntnis, die mir hier von entscheidender Bedeutung zu sein scheint, wenn man die zu Tage getretenen Widersprüche verstehen und dadurch auflösen will, möchte ich so ausdrücken :

Die Mechanisierung, so wie sie heute vor sich geht, führt weder zu Dequalifizierung allein noch zu Requalifizierung allein, sondern zu einem wachsenden Unterschied zwischen requalifizierter und dequalifizierter Arbeit.

Beide Tendenzen, die Dequalifizierung und die Requalifizierung, sind wirklich und wichtig. Man kann die Dinge nicht mehr so einfach sehen, wie sie noch 1847 das **Kommunistische Manifest** mit den Worten schilderte : "Die Lebenslagen innerhalb des Proletariats gleichen sich immer mehr aus, indem die Maschinerie mehr und mehr die Unterschiede der Arbeit verwischt." Das galt für die Anfänge der Grossindustrie in ihrem Kampfe mit dem Handwerk. Das gilt heute nicht mehr. Die Herabsetzung zum ungelernten Maschinendiener trifft heute nur noch einen Teil der Industriearbeiterschaft. Es ist zwar immer noch ein sehr grosser Teil, aber dem steht ein anderer Teil gegenüber, der gerade in Folge der Ersparnis an ungelernter Arbeit durch die Rationalisierung zweifellos im Wachsen begriffen ist. Die sozialstatistischen Fragen, die damit zusammenhängen, können hier nicht erörtert werden; das erfordert eine ganz andere, viel umfangreichere Methode der Untersuchung, wie ich sie z.B. in meinem Buch **Der Kampf um die Arbeitsfreude** versucht habe; wer sich für Beweise und Nachweise interessiert, mag sie da finden. Unsere Untersuchung aber hat zum mindesten die Tatsache illustriert,

dass die Unterschiede der Arbeitsgestaltung statt verwischt zu werden im Gegen teil durch die Maschine immer grösser werden. Es liegt hier der Keim einer wahren sozialen Spaltung der Arbeiterschaft vor, indem ein Teil über die Maschine, der andere Teil unter die Maschine zu stehen kommt. Oben der hochqualifizierte Maschinenmeister an der automatischen Vollmaschine, unten der Maschinenkuli an der Spezialmaschine oder am laufenden Band. Oben die fortschreitende Annäherung an die fast beamtenmässige, relativ gesicherte Existenz, einer gelernten Elite, unten die fortschreitende Entgeistigung und Degradierung, die wachsende Existenzunsicherheit durch die Bedrohung mit Arbeitslosigkeit.

Wohlgemerkt : Ich will hiermit nicht einen Zustand beschreiben, sondern eine Tendenz aufzeigen, die auf diesen Zustand hinzustreben scheint. Auf die sozialen und politischen Probleme, die mit der Möglichkeit der Entstehung eines neuen fünften Standes zusammenhängen, kann hier nicht eingegangen werden, ebensowenig wie auf die Aufgaben, die sich damit vom Standpunkt der Arbeiterbewegung ergeben dürften. Aber ich glaube, die Tendenz zur wachsenden Differenzierung des proletarischen Arbeitsschicksals muss aufgezeigt werden, damit man die hier besprochenen Unterschiede in bezug auf die Stellung zur Maschine überhaupt richtig deuten kann.

Ich glaube auch, dass der Hinweis auf diese Dinge genügt, um die Antwort auf die anfangs gestellte Frage, wenn nicht zu rechtfertigen, so doch begreiflich zu machen :

Die Maschine ist an sich weder gut noch böse. Es kommt darauf an, zu welchen Zwecken man sie verwendet. Je nachdem, ob sie der Erleichterung der Arbeitsanstrengung oder ob sie der intensiveren Ausnutzung der Arbeitskraft dient, ist sie für die Menschen, die an ihr arbeiten, ein Segen oder ein Fluch. Letzteres gilt unter den heutigen Umständen für einen Teil der Arbeiterschaft, während ein anderer Teil sich schon genug gehoben hat, um entweder die sozialen Nachteile der Mechanisierung wettzumachen, oder gar mit Hilfe weiter fortschreitender Mechanisierung ihre Lage weiter zu verbessern.

Für die weniger begünstigten aber kann auch die Ablehnung der Maschine keine Lösung sein, sondern nur die Veränderung der gesellschaftlichen Verhältnisse, die fast alle Nachteile des technischen Fortschrittes auf eine Schicht abwälzen.

Ich bin mir bewusst, dass mit dieser stichwortartigen Formulierung noch lange keine Lösung gegeben ist. Die Lösung derartiger Probleme ist auch nicht eine Frage der wissenschaftlichen Erkenntnis, sie ist eine Frage des sozialen Handelns. Die Erkenntnis kann nur darin helfen, dass sie dem Handeln die wahren Probleme stellt und damit auch die lösbarren Aufgaben zeigt.

NOUS

Les forces vitales qui ont abandonné la génération des aînés, voici qu'on les retrouve derrière les trompettes de la Jeunesse Ouvrière. Appel des cuivres, houle bleue des blouses, claquements rouges des drapeaux et un chant magique venu de Russie : "Frères, vers le soleil et la liberté..."

A. Habaru¹

I. LE "FESTSPIEL" PROLETARIEN

L'un des aspects les plus inattendus de l'oeuvre d'Henri de Man est le Festspiel **Wir** (Nous) dont la première eut lieu le dimanche 1er mai 1932 à la Halle des fêtes de Francfort avec la participation de 2.000 exécutants et de 18.000 spectateurs.²

Création bourgeoise et essentiellement patriotique, le Festspiel n'en avait pas moins vocation par son caractère populaire à devenir l'un des grands moyens d'expression des revendications socialistes. Très à l'honneur dans l'Allemagne wilhelminienne où il marquait les anniversaires importants de l'Empire, c'est en Suisse qu'il connut son véritable âge d'or. La Suisse était en effet un terrain propice à son épanouissement : richesse des traditions populaires, diversité des inspirations, goût de la fête, esprit communautaire s'exprimant à travers de grands rassemblements patriotiques et sportifs, refuge et carrefour international. Alfred Berchtold voit en Jean-Jacques Rousseau le père spirituel du Festspiel. Ennemi de la comédie traditionnelle qu'il considérait comme la corruptrice des moeurs et le cheval de Troie de l'étranger, Rousseau était en revanche partisan de la fête en plein air qui rassemble les peuples heureux et leur donne le doux sentiment de leur bonheur : "Que le soleil éclaire vos innocents spectacles, écrivait-il. (...) Avec la liberté, partout où règne l'affluence, le bien-être y règne aussi. Plantez au milieu d'une place un piquet couronné de fleurs, rassemblez-y le peuple, et vous aurez une fête. Faites mieux encore : donnez les spectateurs en spectacle, rendez-les acteurs eux-mêmes; faites que chacun se voie et s'aime dans les autres, afin que tous en soient mieux unis."³ "Soleil, liberté, affluence, fleurs, participation active de tous, note A. Berchtold, en quatre phrases l'auteur du **Devin du village** offrait au pays quelques éléments essentiels de ses fêtes futures. Il disait encore : "Qu'on représente à Berne, à Zurich, l'ancienne tyrannie de la maison d'Autriche, l'amour de la patrie et de la liberté nous rendront ces pièces intéressantes." — Et voilà

Né en 1934, Michel Brélaz a fait ses études à l'Université et à l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève. Il est docteur ès sciences économiques et sociales. Cette étude est extraite de son livre **Henri de Man - Une autre idée du socialisme**, Genève, Ed. des Antipodes, 1985.

presque complète la théorie du Festspiel, du festival."⁴

Après Rousseau, Pestalozzi reprit l'idée : "Détruisez-moi tous ces théâtres qui ont un toit, et créez-moi des fêtes populaires sous la voûte du ciel !" Et en 1860, Gottfried Keller publie une étude "qui développe magistralement les indications sommaires de Jean-Jacques Rousseau et qui contient tout le Festspiel, tout Mézières, toute la Rythmique et tout Adolphe Appia".⁵ Dès lors les Festspiele se multiplient et s'affinent d'un bout de la Suisse à l'autre. En Suisse alémanique, avec Bernoulli et von Arx, "l'opposition quasi dialectique de deux choeurs parlés confère à l'ensemble du spectacle une unité qui primitivement faisait défaut".⁶ En Suisse romande, Hugo de Senger, Gustave Doret et René Morax font de la Fête des vignerons une "œuvre d'art totale". Morax fonde en 1908 le Théâtre du Jorat qui abolit la distance entre la scène et le public. Créateur de la rythmique, Jaques-Dalcroze compose de nombreux Festspiele, dont le Festival vaudois de 1903 et la Fête de juin à Genève en 1914, et attire dans son fameux institut de Hellerau près de Dresde une foule d'artistes venue de toute l'Europe s'initier à ses inventions scéniques.⁷

Lorsque le Festspiel prolétarien prend son essor au lendemain de la première guerre mondiale, on peut dire que toutes les idées essentielles du genre ont été exprimées et réalisées par ses créateurs bourgeois, sauf une : l'application de ce moyen d'expression aux luttes du mouvement ouvrier. Les premiers Festspiele socialistes sont apparus simultanément en Allemagne et en Russie après la révolution. Le troisième anniversaire de la Révolution d'Octobre fut célébré à Pétersbourg par une "Prise du Palais d'Hiver" réunissant 1500 exécutants et quelque cent mille spectateurs.⁸ En Allemagne, le centre du Festspiel fut Leipzig avec ses grandes fêtes syndicales à l'occasion desquelles Ernst Toller produisait chaque année un nouveau spectacle sur une scène géante dressée au milieu du vélodrome qui pouvait accueillir cinquante mille spectateurs : "Spartacus", "Der arme Konrad", "Bilder aus der französischen Revolution", "Krieg und Frieden", et enfin "Erwachen", représenté sur l'étang du Luna-Park avec projecteurs et feux d'artifice, qui fut cependant un échec et peut-être pour cette raison le dernier Festspiel de la série.

Si Toller empruntait ses sujets à l'histoire ancienne, féodale ou moderne et ne tentait guère de combler le fossé entre acteurs et spectateurs, les communistes allemands s'inspiraient au contraire directement de la lutte de classe et de la révolution bolchevique; adeptes du théâtre satirique et du cabaret, ils utilisaient volontiers les choeurs parlés et les choeurs de mouvement pour des prises de drapeaux et autres cérémonies de masses.⁹ Les sociaux-démocrates ne demeuraient pas en reste. Sous l'instigation d'Otto Zimmermann, leurs organisations sportives ouvrières et les jeunesse socialistes constituèrent de grands choeurs parlés et de mouvement qui visaient, comme ceux des communistes, à mobiliser les masses,

mais en recourant à un style d'expression plus symbolique qui n'avait cependant plus le caractère littéraire des Festspiele de Toller. A la déclamation pathétique d'un texte enfermant le spectacle dans une communication à sens unique et un espace limité par l'acoustique, succéda un spectacle total fondé sur l'utilisation conjointe de l'espace, du rythme, de la couleur, du mouvement, du son et de la lumière. Cette évolution trouva sa consécration dans les gigantesques spectacles d'Alfred Auerbach "Kampf um die Erde" et de Robert Ehrenzweig qui couronnèrent les premiers et deuxièmes Jeux olympiques ouvriers à Francfort en 1925 et à Vienne en 1931.¹⁰

Le ressort de cet art populaire de gauche, qui prétendait rompre avec le Festspiel bourgeois et se réclamait volontiers de la tragédie antique et du mystère médiéval, fut brisé par l'arrivée de Hitler au pouvoir. Il eut toutefois un prolongement de quelques années dans le Thingspiel national-socialiste qui lui emprunta ses éléments constitutifs en les adaptant à sa propre idéologie. Le Thingspiel aspirait à transcender la réalité du national-socialisme en lui trouvant des fondements mythiques dans l'histoire du peuple allemand. Les qualités du Saint Empire romain germanique étaient censées se perpétuer dans les valeurs du Troisième Reich. Comme le Festspiel socialiste, le Thingspiel voulait abolir les structures du théâtre bourgeois et créer une dramaturgie nouvelle en s'inspirant du théâtre antique et médiéval. Bien que placé entièrement sous l'égide et la surveillance du ministère de la propagande, il cultivait une idéologie indéniablement révolutionnaire. Mais, à la différence du Festspiel socialiste qui était une allégorie de la révolution en marche contre le pouvoir conservateur, il partait de la révolution accomplie en tentant d'idéaliser la relation entre le peuple et le pouvoir par le recours à un deus ex machina, comme dans le Thingspiel le plus célèbre, "Das Frankenburger Würfelspiel" de E.W. Möller, dont l'allégorie du tribunal des temps à venir, qui n'aurait pas été déplacée dans une oeuvre socialiste, aurait pu être avantageusement remplacée par la présence concrète du chef suprême incarnant l'unité du peuple et du pouvoir.¹¹ Cependant, le régime hitlérien avait des moyens de propagande plus efficaces qui ne s'embarrassaient pas de préoccupations artistiques. A partir de 1937 il cessa de soutenir le Thingspiel dont la fin coïncida, remarque Eichberg, avec la fin de la période révolutionnaire du national-socialisme, la liquidation de l'opposition intérieure, le recul du fascisme dans les pays où il n'était pas parvenu au pouvoir et, sur le plan théâtral, avec le retour à des formes plus conventionnelles.¹²

Malgré diverses tentatives, le Festspiel socialiste ne se releva pas après la défaite du nazisme. Il ne correspondait plus à la sensibilité populaire. A l'Est comme à l'Ouest on préféra oublier cet embryon de culture prolétarienne. Eichberg y voit

un phénomène de refoulement directement lié au changement de comportement politique : "Le Weihespiel est étranger à notre époque et produit sur le sympathisant politique une impression pénible, qui ne se formule pas de manière consciente."¹³ En fait, ce n'est pas seulement le Festspiel qui pâtit de tout ce qui pourrait rappeler le national-socialisme, mais tout un style de comportement et d'action tel qu'il s'exprimait dans les assemblées, les discours, les cortèges, les uniformes, les drapeaux, la discipline paramilitaire, les rapports entre masses et chefs, tout ce qui reflétait l'esprit d'une époque par delà les divergences des revendications et des buts.¹⁴

Cette explication ne me paraît pourtant pas suffisante. Par ses dimensions, sa dramaturgie, son inspiration, le Festspiel de gauche correspondait à la dramatisation d'une société en crise et à un élan révolutionnaire. Tel fut aussi le rôle du Thingspiel pendant les premières années du régime hitlérien. L'impression d'étrangeté ressentie par le sympathisant politique au lendemain de la guerre venait peut-être bien moins du souvenir refoulé de cette filiation que de l'intégration du mouvement socialiste dans la société néolibérale d'un nouvel âge d'or économique. Ce sont les mobiles mêmes de cette adaptation qui rendaient indécente la représentation de l'idée révolutionnaire.

2. GENÈSE DE "WIR"

Il semble insolite à première vue que le Cartel culturel socialiste de Francfort se soit adressé à de Man pour la préparation du Festspiel du 1er mai 1932, alors qu'il ne manquait pas dans ses rangs de créateurs expérimentés. A vrai dire, c'est de Man lui-même qui avait pris l'initiative du projet. On trouve trace dans ses archives d'un premier Festspiel joué, semble-t-il, lors d'un camp de "Nestfalken" (jeunes scouts socialistes) à Blankensee le 22 juillet 1931, sur une musique de R. Barthel.¹⁵ Il s'agissait probablement d'un coup d'essai car c'est au début de 1931 que de Man avait soumis son projet au Cartel qui l'accepta en avril. L'idée lui en était sans doute venue lorsqu'il s'était intéressé, pour **L'Idée socialiste**, à l'origine bourgeoise des formes de consommation culturelle de la Jeunesse prolétarienne s'inspirant de celles des "Wandervögel". "On pourrait tout au plus mentionner encore comme additions importantes, notait-il, les Festspiele exécutés par les masses et les choeurs parlés. Mais le Festspiel n'est pas une forme nouvelle et ne prend un sens différent, socialiste, que lorsqu'il procède d'un autre esprit et d'un autre but. Seuls les choeurs parlés paraissent constituer une exception. J'ai cru moi aussi, pendant longtemps, qu'il y avait là, exceptionnellement, une création prolétarienne autonome. Depuis lors j'ai fait des recherches et j'ai pu constater que le premier chœur parlé prolétarien (à Munich lors de l'enterrement de Kurt Eisner) était né

lui-même d'une initiative d'artistes "bourgeois", qui songeaient à ressusciter le choeur du théâtre antique."¹⁶

En mars 1929, l'un de ses correspondants, Walter Schenk, social-démocrate de Berlin, lui avait en effet confirmé que l'idée du choeur parlé moderne était née pendant la Révolution de 1918. Elle fut réalisée pour la première fois lors des funérailles de Kurt Eisner, socialiste indépendant, président du Conseil bavarois, assassiné en février 1919 par un nationaliste. Des milliers de militants suivirent son cercueil en scandant quelques mots, répétés sur le même ton sourd par le cortège tout au long du parcours. Ce premier choeur parlé n'était pas spontané, il avait été organisé par des gens de théâtre, amis d'Eisner. On avait trouvé par là le moyen d'exprimer l'état d'esprit d'une masse, mais sans songer immédiatement à d'autres utilisations possibles. En 1920, la Berliner Arbeiterbildungsschule, école ouvrière de l'U.S.P.D., organisa au Schauspielhaus de Berlin des "Freierstunden" prolétariennes et, en relation avec ces manifestations, fonda en octobre le premier choeur parlé, dirigé par l'actrice Margarete Wellhöner, qui avait assisté aux funérailles d'Eisner, puis, dès août 1921, par Albert Florath, un acteur du Stadttheater berlinois, ami d'Eisner, qui avait dirigé la manifestation de Munich. Ce choeur parlé devait intervenir dans les grandes occasions pour exprimer la détresse, l'espoir, la haine, la colère, l'agressivité, la volonté, le triomphe du prolétariat, par le rythme des voix et des mouvements : marche, arrêt, en arrière, en avant, silence, amplification des voix, etc. C'était une sorte d'instrument liturgique, l'arme vocale de la lutte de classe, l'expression pathétique de la révolte et de l'émancipation du prolétariat. Ce choeur participait notamment aux fêtes qui consacraient, au printemps et à l'automne, la réception de la jeunesse dans le prolétariat. Toujours selon Walter Schenk, la première œuvre pour choeur parlé fut un Requiem de Toller, rappelant la tragédie municoise. D'autres suivirent, signées de Toller, Bruno Schönlanck, Franz Rothenfelder, etc. Nées de l'enthousiasme populaire, les représentations du choeur parlé connurent un tel succès que pendant quatre ans on refusa du monde. Par la suite, l'intérêt faiblit et une certaine détente succéda, selon les propres termes de W. Schenk, à la "colossale consommation d'énergie" causée par la guerre, la révolution et la crise.¹⁷

Une autre raison, plus lointaine, peut expliquer l'initiative de de Man : sa conception de la culture comme moyen d'émancipation des masses. L'éducation musicale et artistique reçue de sa famille l'avait marqué d'une empreinte indélébile. Aussi avait-il toujours insisté pour que la Centrale d'Education Ouvrière comprenne sa mission comme un effort culturel intégral et étende son action aux loisirs et aux activités récréatives. L'histoire de l'art et de la musique occupait une place non négligeable dans le programme de l'Ecole Ouvrière Supérieure. En 1926, de Man avait encore défendu chaleureusement les groupes locaux qui s'occupaient de musique

ou de théâtre amateur, voire de loisirs plus prosaïques, contre ceux qui critiquaient cette dispersion au nom de l'efficacité.

Pour lui, deux conceptions de la culture s'affrontent; l'une soutient que la culture est la culture unitaire d'un peuple ou d'une société, l'autre que la culture est déterminée par la situation et les intérêts de classe. Il y aurait donc soit une culture ou un art indépendant des conditions sociales, soit une culture ou un art scindé par les intérêts de classe. De Man tranche le dilemme en distinguant non pas deux sortes de cultures, mais bien deux fonctions au sein d'une même culture, l'une qui est consommation de valeurs existantes, l'autre créatrice de valeurs nouvelles. Il y a donc une dialectique de la culture comme il y a une dialectique de la réalité sociale. C'est ainsi que la bourgeoisie, d'abord créatrice de valeurs culturelles, est devenue consommatrice de ces mêmes valeurs, faisant de la culture un luxe dont elle jouit grâce aux loisirs que lui procure la propriété. "Tandis que le théâtre, de la tragédie antique au mystère médiéval et au drame classique de la fin de l'époque féodale, servait à rassembler les forces vitales, il sert aujourd'hui surtout à leur distraction. On n'y cherche plus une forme élevée et efficace du vrai, mais la fuite devant la réalité sociale détestable dans un monde agréable de faux-semblants."¹⁸ Mais lorsque la théorie déterministe prétend opposer à cette culture bourgeoise décadente une culture prolétarienne, elle méconnaît le fait que les masses prolétariennes se désintéressent de la culture bourgeoise non parce qu'elles la méprisent, mais parce qu'elles n'ont pas les moyens de s'y intéresser. Quand leur situation s'améliore, elles en subissent le prestige et sont influencées par le style de vie des classes supérieures. Leur appétit de culture ne correspond cependant pas seulement à un besoin de rattrapage, mais également à un désir qualitativement différent. Tandis que le bourgeois rassasié s'attache aux raffinements des styles et des modes, qu'il recherche la nouveauté et la sensation, les couches sociales moins favorisées s'enthousiasment pour les spectacles classiques et les exécutions traditionnelles; elles ne ressentent souvent que désarroi devant le langage codé des avant-gardes, même quand on leur dit qu'il s'agit d'art prolétarien. Elles recherchent au fond spontanément ce qui assure la pérennité de l'art à travers les siècles : l'émotion, la perfection de l'expression psychologique, la pureté du sentiment, l'expérience quasi religieuse de la beauté et de la vérité, que n'affectent pas les variations du style et du goût, parce que "la seule façon fructueuse de se renouveler est de faire mieux".¹⁹

Dans l'entre-deux-guerres, par sa critique du théâtre bourgeois décadent, le mouvement du théâtre populaire renoue avec la théorie aristotélicienne de la catharsis, de l'action purificatrice de la représentation théâtrale sur les spectateurs. "L'"enthousiasmos" des anciennes pièces grecques, la catharsis de la tragédie attique, la cri-

tique politique de la comédie sociale – tout cela, expérimenté et reconnu il y a plus de deux mille ans en Grèce, correspond davantage au besoin théâtral du proléttaire socialiste que la comédie bourgeoise, l'opéra romantique ou l'opérette du 19e siècle. Cela est seulement possible du fait que ce besoin profond, impérissable, de détente et de délivrance²⁰ trouve satisfaction dans la représentation et exigera toujours un théâtre sous une forme ou une autre."²¹

Mais ce serait une erreur de croire qu'un art socialiste propre à satisfaire cette exigence puisse naître seulement de l'opposition à une culture bourgeoise jugée décadente. Il ne peut y avoir d'art socialiste que lorsqu'il y a "des individus qui sentent en socialistes par toutes les fibres de leur âme et qui sont en même temps possédés du démon de la création artistique et maîtres de leur métier".²² Si la situation de classe détermine la consommation culturelle, elle n'influence la création culturelle que dans la mesure où elle pose des exigences qui font appel à des valeurs générales contredites par l'ordre existant. Il n'y a donc pas contradiction entre la conception unitaire et la conception de classe de la culture, mais une tension dialectique qui existe aussi au sein de la culture bourgeoise. La première correspond à la notion de création de valeurs, la seconde à celle de consommation. Seule la création transcende la relation de classe par la recherche vitale du vrai et du beau qui donne son sens à la vie de l'homme et à la vie sociale en général. Dans cette optique, le passé et le futur, la tradition et la révolution ne sont plus des contraires. "Il faut être à la fois, écrit de Man, héritier et révolutionnaire. Révolutionnaires parce que nous sommes héritiers; et héritiers parce que nous sommes révolutionnaires."²³

3. REALISATION DE "WIR"

Le projet de "Wir" prit corps au début de 1931. En avril, le Cartel culturel de Francfort donna le feu vert à de Man qui confia la partition musicale à Ottmar Gerster et la régie à Herbert Graf de l'Opéra de Francfort.²⁴ Il conçut en outre l'idée d'introduire des intermèdes filmés réalisés par Paul Wolff. De Man n'en fut pas très satisfait et ce n'est qu'après la représentation qu'il découvrit ce qui aurait pu constituer la solution idéale : le graveur belge Frans Masereel travaillait depuis un an avec le cinéaste tchèque Berthold Bartosch à un dessin animé inspiré de son album **Die Idee** qui avait beaucoup de points communs avec le scénario de **Wir**.²⁵ Il comptait bien s'en servir pour d'autres représentations, mais absorbé par d'autres tâches il finit par y renoncer.

Wir fut cependant représenté plusieurs fois par la suite, mais sans lui et avec des moyens moins importants. En octobre 1932, les Jeunesses ouvrières socialistes de Saxe donnèrent à Chemnitz une version sans musique, uniquement avec des choeurs

parlés, qui obtint, semble-t-il, un franc succès.²⁶ Les socialistes suisses, belges et néerlandais s'y intéressèrent également. Des représentations devaient avoir lieu le 1er mai 1933 à Zurich, à Amsterdam et dans les terrils de Wallonie.²⁷ Je n'ai pu vérifier si tel fut bien le cas. Nul doute toutefois que l'oeuvre eût connu, si les circonstances n'avaient été aussi peu propices, une plus grande diffusion. En Allemagne, le mouvement était réduit au silence et ailleurs les moyens faisaient souvent défaut. Sondé par Henri Van de Velde, Camille Huysmans répondit qu'il n'osait pas proposer des dépenses.²⁸ Le Deutscher Arbeitsängerbund et l'Arbeiter Jugendverlag, qui détenaient les partitions et les brochures du Festspiel, passèrent en 1933 sous contrôle nazi. Walter Hänel, responsable de la première organisation, réussit cependant à emporter dans son exil une partie du matériel qu'il céda à la Fédération suisse des chorales ouvrières.²⁹ Le compositeur Ottmar Gerster, qui craignait de perdre son poste de professeur, demanda à de Man que son nom ne soit plus mentionné lors des représentations à l'étranger. Il semble toutefois, selon un article du **Volksrecht** de Zurich paru peu après, qu'il soit lui aussi parvenu à quitter l'Allemagne.³⁰

La première de **Wir** eut donc lieu le dimanche 1er mai 1932 à la Festhalle de Francfort devant dix-huit mille spectateurs. Il y avait deux mille exécutants : le grand choeur parlé du Cartel culturel qui réunissait à lui seul six cents membres de chorales et associations ouvrières, les choeurs de mouvement, la chorale "Union", le choeur et l'orchestre de la Jeunesse ouvrière, le Tonkünstlerorchester de Francfort, ainsi que des solistes. Max Bartsch assurait la direction musicale, Alfred Auerbach – auteur du Weihespiel "Kampf um die Erde" réalisé en 1925 à l'occasion de la première Olympiade ouvrière – celle des choeurs parlés et des récitants, Herbert Graf les choeurs de mouvement et la mise en scène. Oeuvre éminemment collective par conséquent, mais qui portait l'empreinte de la pensée de de Man. "En somme, écrivait Alice Pels, elle met à la portée du profane l'oeuvre philosophique et psychologique de son auteur. Il semble que, pour celui qui l'a vue, les parties les plus abstruses des livres de de Man deviennent faciles à comprendre."³¹ Autre spectateur étranger présent à la première, Augustin Habaru, collaborateur de **Monde**, la revue de Barbusse, notait : "L'oeuvre d'Henri de Man rend claire et vivante pour l'auditeur la conception socialiste du monde, en évitant toute évocation du 'paradis' de l'avenir. Elle renforce, chez l'auditeur (qui devient finalement acteur), la conscience de classe et la volonté de lutte, en évitant les schémas grossiers de la démagogie théâtrale."³² Quarante ans après l'événement, Jef Rens évoquait avec chaleur le souvenir qu'il en avait conservé : "J'attache à ce 'jeu' une très grande importance, parce que toute la doctrine d'Henri de Man est condensée là-dedans, sous une forme qu'il a voulu être un jeu, comme dans la Grèce antique, avec la participation des

spectateurs. Il a réussi à présenter dans cette pièce ce qui était peut-être l'idée maîtresse de toute sa doctrine, à savoir l'ascension culturelle de la classe ouvrière; il a présenté la classe ouvrière non pas comme elle est, ou comme elle était à l'époque (...), mais comme il rêvait qu'elle devait être, à savoir porteuse de nouvelles valeurs culturelles."³³

De Man dit s'être volontairement écarté des spectacles similaires précédents pour placer l'action sous le signe de la démonstration du combat propre au Premier Mai. Renonçant au récit allégorique de l'histoire du prolétariat, il s'attache uniquement à sa situation dans le présent et fait concourir tous les moyens mis en oeuvre à l'expression de la lutte quotidienne contre l'adversité et pour la conquête socialiste des joies de l'existence. L'oeuvre ne vise donc pas à évoquer les grandes idées et les objectifs lointains du socialisme, mais l'action concrète du mouvement ouvrier à travers les forces qui s'affrontent, les sentiments qui s'expriment, les impulsions qui se manifestent. Elle veut être, selon une expression chère à de Man, une représentation héroïque, et non une représentation paradisiaque.³⁴

Imaginons une halle immense où dix-huit mille personnes font cercle autour des deux mille exécutants. Au centre de la halle, la scène, avec pour décor une pyramide de treize mètres flanquée de quatre tours. La majorité des figurants se trouve parmi les spectateurs; les choeurs chantés et l'orchestre sont à une place fixe, sur une galerie. Les films des intermèdes sont projetés sur deux écrans tendus au-dessus de la pyramide. Le spectacle se déroule sans interruption, les intermèdes filmés et musicaux alternent avec l'action des choeurs et introduisent chacune des quatre parties. Des groupes d'enfants, d'adolescents et de sportifs, avec leurs bannières, sont placés sur les côtés de la salle. Celle-ci est plongée dans l'obscurité et les projecteurs cernent l'action des choeurs parlés au pied de la pyramide.³⁵

PROLOGUE

L'orchestre et le choeur mixte à quatre voix créent l'atmosphère initiale : la nature, source de la joie de vivre.

PREMIERE PARTIE LE MONDE DU RENONCEMENT

Cinq tableaux introduits par les intermèdes filmés et musicaux.

Joie de la nature.- Accompagné par l'orchestre, le petit choeur évoque la beauté de la terre et invite l'homme à en jouir. Le grand choeur répond : *Nous ne le pouvons pas ! La ville nous retient prisonniers. L'acier des machines, le béton des maisons sont notre monde.*

Joie du jeu.- Le petit choeur appelle l'homme au jeu et à la danse. Le grand choeur répond : *Nous ne le pouvons pas ! Nous devons trimer pour notre pain. Nos enfants s'étiolent à l'ombre des murs.*

Joie du travail.- Le petit choeur dit la joie de créer, la victoire de la volonté sur le destin. Le grand choeur répond : Nous sommes déjà vaincus. Notre travail n'est pas volonté, mais obligation. D'autres pensent, veulent, commandent, possèdent pour nous. Notre travail n'est que corvée sans joie.

Joie de la connaissance.- Même si le corps est esclave du besoin, la pensée reste libre, suggère le petit choeur. Le grand choeur répond par le même aveu d'impuissance : On ne nous enseigne que le travail. La connaissance exige force et loisirs. Le soir nous tombons de fatigue. Nous voulons oublier !

Joie de l'adoration.- Le choeur invite l'homme à découvrir en lui la seule force qu'aucune barrière humaine ne peut contenir, l'étincelle divine qui fait de chaque vie une parcelle de l'humanité, de l'éternité et de l'universalité. Le grand choeur répond : Nul Dieu ne prend soin de nous. Que les riches remercient Dieu, il nous a repoussés et aucune prière ne nous a jamais aidés. Travailler, manger, dormir, pour travailler de nouveau. Notre lot est d'obéir, non d'aimer.

La première partie s'achève par un choeur mixte a cappella sur le thème : les appels ont retenti – ils sont restés sans écho !

DEUXIEME PARTIE LES FLEAUX

Trois tableaux introduits par les intermèdes filmés et l'orchestre. Même jeu que précédemment entre le petit et le grand choeur parlé.

La corvée des machines.- Le choeur, sur la première marche de la pyramide : Nous sommes vos maîtres, nous les machines ! Nous tournons, frappons, bourdonnons, cliquetons, grinçons, et quand nous n'attrapons pas vos membres, nous forçons votre esprit. Nous épargnons l'effort à vos bras, en échange vos cerveaux sont à nous ! Le grand choeur répond avec la même résignation : Tel est notre lot. Il faut obéir, servir, trimer.

Le chômage.- Le choeur : Vous aviez cru que la machine vous aiderait à produire plus de biens pour moins d'efforts ? La machine ne profite qu'à celui qui la possède. Elle vous punit de votre esprit matérialiste et vous enseigne le respect des principes de l'économie : productivité, rentabilité, profit. Vous autres, goinfres et paresseux, vous voulez nourriture et loisirs ? A la porte ! Vous aurez des loisirs et votre République prendra soin de vous ! Le grand choeur répond : Nous chômons et devons nous priver parce que nous avons trop produit ! Chaque jour notre espoir diminue, nos membres s'engourdiscent. Chaque jour il y a un peu plus de haine dans notre regard et un peu plus de reproche dans celui d'autrui. Sans emploi, sans pain, sans espoir – nous chômons !

Les vices des opprimés.- Le choeur évoque le fond de la détresse et de l'abaissement de la masse : Celui qui ne veut ni voler ni mendier, celui dont la fille ne peut pas se prostituer parce qu'elle est trop laide ou trop fière, a toujours la ressource de chercher dans l'alcool l'oubli ou l'illusion du bonheur. N'y a-t-il pas toujours eu des pauvres ? N'y en aura-t-il pas toujours ? Le grand choeur répond seulement : A la misère s'ajoutent mépris et sarcasme ! Il faut pourtant bien les supporter. Maudit destin, maudite faiblesse !

TROISIEME PARTIE LE REVEIL

Six tableaux introduits par les intermèdes filmés, l'orchestre et le choeur mixte.

Mouvement de la masse.- C'est d'abord un petit groupe qui se détache du grand choeur parlé et se met à l'exhorter : Mais nous, nous ne le supportons plus ! De quelle faiblesse parlez-vous ? Comptez-vous donc, vous êtes des millions ! Unissez-

vous et vous aurez la force ! Un autre petit groupe laisse entendre la voix du découragement et rappelle les échecs passés. Le grand choeur parlé répond : Qui nous montrera le but ? Qui nous ouvrira la voie ?

L'appel du socialisme.- Une voix isolée s'élève : *Le but s'appelle socialisme. L'organisation est la voie... Mais le grand choeur laisse percer son découragement : Nous sommes pauvres et ignorants et nous devrions conquérir l'Etat ? Nous ne sommes rien et nous deviendrions tout ?*

L'organisation.- Le choeur des pionniers appelle à l'organisation : *Avançons pas à pas, construisons pierre après pierre. Dans le syndicat et l'entreprise, toute lutte nous apporte la solidarité, tout droit conquis nous apprend la responsabilité.*

Les défaites.- Le choeur des découragés reprend le dessus : *Il n'y a jamais eu de justice, il n'y en aura jamais ! Car l'homme est mauvais. Croyez-vous donc être les Justes ? N'êtes-vous pas vous-mêmes oppresseurs des plus faibles ? N'enviez-vous pas la force et la richesse et n'êtes-vous pas semblables aux tyrans ? Le grand choeur reconnaît sa faute, qui ronge sa conscience, mais il aspire à se libérer de la peur, de la haine et de la violence pour marcher vers un monde nouveau sans classes et sans frontières.*

L'ultime victoire.- Un choeur féminin à quatre voix chante *a cappella* l'aspiration du grand choeur parlé et celui-ci répète, en écho, comme s'il s'agissait d'un rêve lointain : *Un monde sans misère et dont la loi est la fraternité.*

La voix du doute.- Un choeur mixte chante avec accompagnement d'orchestre : *Un rêve, ce n'est rien qu'un rêve, que les hommes font depuis des millénaires. Il n'est si beau que parce qu'il est si vieux, et parce qu'il reste un rêve. Le choeur des pionniers réplique : C'était un rêve autrefois, pour les esclaves, les paysans, les bourgeois. C'était le rêve des poètes et des utopistes. Ils étaient sans armes car ils n'avaient ni les machines, ni les masses, ni le savoir. L'industrie qui enchaîne le travail donne aux travailleurs l'instrument de leur libération. Que les machines abolissent la misère ! Que les masses conquièrent les Etats ! Que la connaissance devienne pouvoir ! Que l'industrie universelle devienne l'universelle humanité, sans frontières et sans classes ! Que l'antique rêve de justice devienne la volonté du socialisme ! Le grand choeur parlé répond : Nous le voulons ainsi... Et d'énumérer ses volontés, illustrées par des films : joie au travail, maisons saines, femmes gaies, enfants heureux, loisirs, savoir et beauté, dignité humaine, unité du monde.*

La salle obscure s'éclaire doucement et un choeur mixte avec accompagnement d'orchestre chante : ... O miracle de cette lumière nouvelle ! ... , introduisant la quatrième et dernière partie.

QUATRIEME PARTIE TENTATION ET REDEMPTION

Le choeur des pionniers prend la tête de la masse et s'apprête à gravir les marches de la pyramide : *Forteresse de notre espoir, nous te prenons d'assaut ! Les voix de l'égoïsme tentent de leur barrer la route par des arguments spécieux. Une voix de pionnier les met en déroute et un petit choeur répète après elle : Un pour tous, tous pour un ! Solidarité ! Le grand choeur parlé fait écho : Solidarité !*

La première marche est conquise, la bannière "Solidarité" se déploie, les voix de l'égoïsme se retirent tandis qu'apparaissent sur la deuxième marche celles de l'ambition qui font la part du feu en essayant de diviser les pionniers. Quelques-uns font mine de céder. Mais à nouveau une voix de pionnier dénonce la ruse et proclame : *Démocratie, et non bureaucratie ! Le choeur des pionniers reprend : Souveraineté du peuple ! Démocratie !*

La deuxième marche est conquise et la bannière "Démocratie" se déploie. Les voix de l'impérialisme s'avancent alors sur la troisième marche et invitent le nouveau pouvoir à se faire une place au soleil. Une voix de pionnier démasque l'imposture et condamne l'impérialisme au nom de l'internationalisme. Le choeur des pionniers lui répond : A bas l'impérialisme ! Liberté des peuples ! Et le grand choeur parlé répète : Liberté des peuples !

La troisième marche est conquise, la bannière "Liberté des peuples" est plantée. Sur la quatrième marche apparaissent les voix du nationalisme en uniformes, agitant des journaux et des drapeaux : Insensés que vous êtes ! Vous méconnaissez la loi du monde : les peuples luttent pour le pouvoir. Chaque nation est l'ennemie de l'autre. Nos voisins feignent l'amitié pour mieux s'armer et vous surprendre sans défense. L'ennemi est aux frontières. Armez-vous, prévenez l'attaque perfide. Aux armes ! Guerre ! Alliance sacrée ! Fifres et tambours. La voie de pionnier rappelle la ruse et le mensonge qui ont divisé les travailleurs en 1914. Le choeur l'entend : A bas la guerre ! Désarmement ! Paix universelle ! Vive l'Internationale !

La quatrième marche est conquise et la bannière "Paix universelle" déployée. La voix de pionnier poursuit : Frères, en avant ! Le plus dur reste à faire : Conquérir le pouvoir économique, abolir la propriété privée des moyens de production. Brisez la domination de l'argent et établissez la souveraineté du travail ! Le grand choeur parlé répond : En avant ! Souveraineté du travail ! Mais soudain le choeur des pionniers semble flétrir : N'exigez pas trop de nous. Voyez nos plaies et nos bosses. La lutte nous a fatigués et vieillis. Elle nous a donné la sagesse mais pris notre force. Ah ! Qui nous donnera de nouvelles forces ? Le grand choeur répète : Ah ! Qui nous donnera de nouvelles forces ?

Alors, de tous les côtés de la salle, s'élève le cri de la jeunesse agitant ses drapeaux : NOUS ! Le choeur appelle la jeunesse qui s'avance de partout en chantant, tandis que les groupes postés sur la pyramide se remettent en marche et conquièrent la cinquième et dernière estrade en déployant la bannière "Socialisme". Les jeunes entonnent le chant de la jeunesse révolutionnaire "Nous" auquel se joignent les choeurs et, de proche en proche, tous les spectateurs. L'assistance se lève, se donne la main et chante avec les choeurs le chant révolutionnaire : "Frères, vers le soleil, vers la liberté !" 36

Même si **Wir** n'a pas constitué, comme le pensait Alice Pels, "un tournant de l'art dramatique",³⁷ on doit lui reconnaître le mérite d'avoir réussi une synthèse originale de l'expression artistique et de la démonstration de masse de l'idée socialiste. Malgré l'ampleur des moyens utilisés, il faut insister sur le dépouillement qui caractérise la mise en scène : sobriété de l'action, refus des effets théâtraux (ici, pas de deus ex machina comme dans le *Thingspiel* de Möller), du symbolisme et de l'allégorie. Refus aussi du vedettariat : tous les acteurs sont des amateurs ou des profanes vêtus de leur costume quotidien, facilement interchangeables entre eux et avec les spectateurs. Le *Festspiel* ne se contente pas ici d'abolir la distance entre la scène et la salle. Il vise plus fondamentalement à abolir la distance entre la représentation et la réalisation, entre l'idée et la vie, entre l'essence et l'existence. Il réalise l'unité de la forme artistique et de l'aspiration sociale, à l'opposé du théâtre de consommation et de distraction, de la fuite devant la réalité sociale, pour retrouver l'antique fonction de catharsis, de prise de conscience et de délivrance

d'un conflit intérieur, telle qu'elle est suggérée par la fusion des sentiments et des jugements de valeur avec le jeu dramatique. A ce degré de tension dialectique, le Festspiel devient psychodrame ou, pour tenir compte de sa dimension religieuse et reprendre le mot de Walter Schenk, "instrument de liturgie", qui scande la démarche de l'homme exploité et humilié vers sa libération et sa recréation, le passage du "monde du renoncement" au "monde de la rédemption", selon une conception du socialisme qui s'accorde aussi bien de la forte tonalité marxiste de certaines scènes que de cette pensée de Lassalle qui sert d'épigraphe à l'œuvre : "Les opprimés sont le rocher sur lequel doit être construite l'église du présent." **Wir** témoigne à cet égard d'un état d'esprit oublié mais non dépassé, par rapport auquel le mouvement socialiste a marqué depuis lors un net recul et subi une perte de substance.

NOTES

- 1) A. Habaru, "L'image des trois grandes forces", **Monde** (Paris), 7.5.1932.
- 2) Le "Festspiel", qui est aussi un Feierspiel, un Weihespiel et le plus souvent un Massenspiel, combine la fête et le spectacle. Je conserve le terme allemand faute de pouvoir le rendre par "festival".
- 3) A. Berchtold, **La Suisse Romande au cap du XXe siècle**, Lausanne, Payot, 1963, p. 494.
- 4) **Ibid.**, p. 495.
- 5) **Ibid.**, p. 496.
- 6) **Ibid.**, p. 500.
- 7) **Ibid.**, p. 500-501.
- 8) H. Eichberg et al., **Massenspiele, NS-Thingpiel, Arbeiterweihepiel und olympisches Zeremoniell**, Stuttgart-Bad Cannstatt, Frommann-Holzboog, 1977, p. 73.
- 9) **Ibid.**, p. 79 s.
- 10) **Ibid.**, p. 86 s.
- 11) **Ibid.**, p. 11.
- 12) **Ibid.**, p. 39.
- 13) **Ibid.**, p. 97.
- 14) **Ibid.**, p. 103 s.
- 15) L. Hancké, **Hendrik de Man. Persoon en Ideeën**, Anvers/Amsterdam, Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, 1974-76, vol. 3 : **De socialistische idée**, p. 13, note 21.
- 16) H. de Man, **L'idée socialiste**, Genève, Presses Universitaires Romandes, 1975, p. 273-4.
- 17) Lettre de W. Schenk à H. de Man, 6.3.1929, fonds Henri de Man, Institut International d'Histoire Sociale, Amsterdam, N° 70.
- 18) H. de Man, **Theaterkrise als Kulturkrise**, Berlin, Volksbühnen-Verlag, 1931, p. 5.
- 19) H. de Man, "Art prolétarien ou art socialiste", **Monde** (Paris), 6.4.1929.
- 20) Délivrance = Erlösung, tel est le premier titre donné par de Man à son Festspiel, auquel il dut renoncer car c'était déjà celui d'une œuvre de B. Schönlank; lettre de Union-Druckerei und Verlagsanstalt, Francfort à H. de Man, 31.3.1932, fonds H. de Man N° 117, cité à la note 17.

- 21) H. de Man, **Theaterkrise als Kulturkrise**, op. cit., p. 9.
- 22) H. de Man, "Art prolétarien ou art socialiste", loc. cit.
- 23) H. de Man, **Theaterkrise als Kulturkrise**, op. cit., p. 16.
- 24) Lettre de H. de Man à Weimann, 12.4.1931, fonds H. de Man N° 215, cité à la note 17.
- 25) Lettres de F. Masereel à H. de Man, 18.6.1932 et de H. de Man à Weimann, 27.6.1932, fonds H. de Man N° 609, cité à la note 17.
- 26) Lettre du Verband der sozialistischen Arbeiterjugend Deutschlands, Chemnitz, à H. de Man, 7.10.1932, fonds H. de Man N° 215, cité à la note 17.
- 27) "Schweizerische Sänger-Zeitung", 15.10.1932 et lettre de I. Blume à H. de Man, s.d., fonds H. de Man N° 215, cité à la note 17.
- 28) Lettre de H. Van de Velde à H. de Man, 13.1.1932, fonds H. de Man N° 215, cité à la note 17.
- 29) Lettres de H. de Man à R. Foustka, Prague, 16.8.1933, et de W. Hänel, Genève à H. de Man, 12.1.1934, fonds H. de Man N° 215, cité à la note 17.
- 30) Lettre de O. Gerster, Essen à H. de Man, 23.3.1933, fonds H. de Man N° 215, cité à la note 17; "Festspiel **Wir im Limmathaus**", **Volksrecht** (Zurich), 25.4.1933.
- 31) A. Pels, "Wir, un Festspiel socialiste", **La Vie Ouvrière** (Bruxelles), juillet 1932, p. 153-7; militante belge et amie d'Henri de Man, Alice Pels était la traductrice en français d'**Au delà du marxisme**.
- 32) A. Habaru, "Le Festspiel d'Henri de Man", **Monde** (Paris), 14.5.1932.
- 33) **Actes du colloque international sur l'œuvre d'Henri de Man**, Genève, Faculté de droit, 1973, tome II : p. 125.
- 34) H. de Man, **Wir ! Ein sozialistisches Festspiel**, Berlin, Arbeiterjugend-Verlag, 1932, p. 2-8.
- 35) H. de Man, "Das Frankfurter Maifestspiel 1932", **Maifestspiel** (programme), Kulturratell der modernen Arbeiterbewegung, 1932, p. 7-9; H. de Man, **Wir ! Ein sozialistisches Festspiel**, op. cit., p. 9-11.
- 36) H. de Man, "Nous", **La Vie Ouvrière** (Bruxelles), février-mars 1933. Traduction en français par Mlle Todtenhaupt, révisée par H. de Man. Le résumé qui précède ne suit pas nécessairement cette traduction.
- 37) A. Pels, "Wir, un Festspiel socialiste", loc. cit., p. 157.

PLANISME

Comme nous l'annoncions dans notre Bulletin N° 12 de décembre 1984 consacré au Plan du Travail, nous avons réservé pour le présent chapitre deux textes importants et très différents. Le premier, qui est inédit, est le texte d'un exposé présenté par notre vice-président Peter Dodge, professeur à l'Université du New Hampshire, à l'assemblée annuelle de l'American Historical Association en décembre 1983 à San Francisco et intitulé *De Man's planisme of the thirties : Guidelines for socialist practice within capitalistic society*. Rappelons que Peter Dodge, pionnier des études demaniennes, est l'auteur de la biographie déjà classique *Beyond Marxism. The faith and works of Hendrik de Man* et d'une fort utile anthologie, judicieusement composée et commentée, *A Documentary Study of Hendrik de Man, Socialist Critic of Marxism*.

Le second texte n'est pas celui initialement prévu, *A New World Employment Plan*, rédigé en 1980 par J. Tinbergen, J.M. den Uyl, J.P. Pronk et W. Kok. Jan Tinbergen et la Fondation Nationale des Sciences Politiques de Paris, éditrice de la *Revue Economique* nous ont autorisés à publier le texte d'une conférence sur le même sujet prononcée à l'Ecole des hautes études sociales de Paris en mars 1980. Nous avons préféré cette version plus condensée, moins technique et pour tout dire plus attrayante de l'"opération emploi" dont le prix Nobel d'économie a lancé l'idée il y a cinq ans.

Sans doute le lecteur se demandera quel est le lien de cette action mondiale concertée avec le Plan du Travail. Jan Tinbergen le dit au moins implicitement : il n'y en a pas. Malgré toutes les analogies qu'on peut trouver entre la crise des années 1930 et celle des années 1980, les situations sont très différentes en ce qui concerne, par exemple, le taux de chômage et l'évolution du niveau des prix. Dans les années 1930, la lutte contre le chômage fut menée

sans concertation internationale et dans un contexte déflationniste. Aujourd'hui elle est menée dans un contexte inflationniste ou stagflationniste. Mais, bien que Jan Tinbergen préconise une action mondiale, force est de reconnaître que les gouvernements continuent d'agir chacun pour soi, en dépit de l'existence d'institutions internationales qui - à l'exception notamment de l'O.I.T - faisaient défaut dans les années 1930. Par cet aspect des choses, la survivance farouche des souverainetés nationales continue d'être un obstacle aux remèdes profonds qu'appelle la situation.

Quoi qu'il en soit, et même si l' "opération emploi" de Jan Tinbergen paraît en avance sur les mentalités, elle n'en représente pas moins l'actualisation de la philosophie qui était à l'origine de la grande conversion des années 1930 à l'économie concertée ou dirigée. Est-il besoin de rappeler que Jan Tinbergen était déjà avant la guerre un planiste convaincu ? Le bref texte extrait du catalogue de l'exposition du Centenaire rend à juste titre hommage au rôle de pionnier que de Man a joué dans ce domaine.

Suivent deux petits textes d'Henri de Man portant sur la période de sa participation au gouvernement. Le premier, écrit en 1936 alors qu'il était encore ministre des travaux publics, traite d'un aspect aujourd'hui presque banal de la politique - la question des sports et, accessoirement, celle de l'urbanisme - mais qui, à l'époque, était encore assez insolite, bien que nullement surprenant sous la plume du sportif qu'était de Man. On connaît par ailleurs l'intérêt qu'il portait depuis longtemps à l'influence de l'environnement sur l'homme et à sa préservation.

Le second texte, qui date de 1939, résume autant qu'il est possible les réussites et les échecs du gouvernement van Zeeland. Nous avons pensé qu'il était intéressant de le compléter par un article de G.D.H. Cole paru dans le même numéro de *The Highway* consacré à *Democracy to-day*.

**DE MAN'S PLANISME OF THE THIRTIES :
GUIDELINES FOR SOCIALIST PRACTICE WITHIN CAPITALISTIC SOCIETY**

The problem chiliastic movements face in adapting to an indifferent environment have been ably analyzed by a host of commentators. In the classical case of religious movements, Troeltsch has thus presented us with the startling contrast between the naive and fervent expectations of eschatological fulfillment on the part of the first, sectarian generation of Christians believers, who were admonished to emulate the lilies of the field while awaiting the Kingdom of God, as against the sophisticated though perhaps equally fervent expectations found in the institutionalized Church, whereby personal salvation was to be sought through the grace of God in the fulfillment of one's religious duties, differentiated by vocation to be sure, but universally involving some commerce with an unredeemed world.¹ While a kaleidoscopic variety of adaptations is possible and evident in ecclesiastical history, some universal themes of development are to be found : the crisis of succession and (to use Max Weber's evocative term) the routinization of charisma, the canonization of sacred scriptures and the reinterpretation of doctrine in the face of the exigencies of ongoing existence; the differentiation of religious statuses and the development of ritual as a means of participation, etc. In any case, the analysis reveals the fact - astonishing and banal at once - that despite failure of prophecy a movement based upon faith in its validity can prosper and, indeed, move mountains - though perhaps not in the direction originally proposed.

The same framework of analysis can be profitably applied to movements that, while ostensibly secular, in fact display the same eschatological expectations of a transcendental transformation of the old order upon the satisfaction of certain historical conditions. The most famous political movement of this nature is, of course, Marxism. It indeed has sacred scriptures, various contenders for orthodoxy of interpretation, an apostolic succession, a priesthood of adepts and a laity of the Chosen People. Where the movement has found itself contending for power, it has looked to the ineluctability of the historical process for the eventual ful-

Né en 1926 à New York City, Peter Dodge a fait ses études à Swarthmore College (M.A.) et à Harvard (A.M., Ph.D. en sciences sociales). Il est professeur à l'Université du New Hampshire, président du département de sociologie et d'anthropologie, vice-président de l'Association pour l'étude de l'œuvre d'Henri de Man. Cet article est le texte de la conférence qu'il a faite à l'assemblée annuelle de l'American Historical Association en décembre 1983 à San Francisco.

fillment of scripture in the form of an ever-sharpening class-struggle whereby the class consciousness of the ever-increasing proletariat would be intensified to the point of revolution. Where the movement has emerged in Constantinian triumph, it has been pictured as having opportunity to take advantage of the 'leap into freedom' - the revolutionary transcendence of class interests making possible the rational reconstruction of society for the benefit of all; but, attributing setbacks to capitalist vestiges and capitalist encirclement, the regime has in practice postponed the fulfillment of the prophecies to an indefinite but imminent future. It is to be doubted that the general perspectives enshrined in ideological pronouncements have served as effective guides to policy; the 'cunning of history' may well have out-smarted its own prophets. In the post-revolutionary case the imperatives of action in circumstances inadequately anticipated have led to the dramatic ideological scandal represented by the doctrine of 'socialism in one country'; in the pre-revolutionary case, if ideological reconstruction has been less visible, under the surface accommodation to an unexpectedly recalcitrant and resilient capitalist environment has nevertheless put into question the realism and wisdom of policies derived from earlier expectations of momentary deliverance.

It was to this latter problem that the Belgian socialist ideologue Hendrik de Man devoted his life's efforts. Born 1885 to a prosperous Flemish family, de Man early on became a totally dedicated full-time participant in the socialist movement, leaving his native land for Leipzig, the "Mecca of radicalism", in 1905, where he deepened his true believer's conviction that success lay with the redoubling of efforts to speed the revolutionary process through the travails of birth. The seductive attractions of liberalism were to be exposed to the proletariat as fraudulent, as de Man did in his analysis of the plutocratic struggle for control underlying the British election of 1910 in a series of articles written from London for the benefit of German workers;² and in his early analysis of the Belgian labor movement he likewise pointed to baleful petty-bourgeois influence emanating from France that was inhibiting the effort he and others were now making to reorient the Belgian Workers' Party in the direction of orthodox Marxism.³ From the experience he soon received as director of a newly-formed Centrale d'Education Ouvrière in Brussels, as well as from his marriage to a Flemish worker, he became intimately acquainted with realities of proletarian life. While he had developed a perhaps unorthodox appreciation of the significance of the fact of nationality and an unusually knowledgeable image of the proletariat, this intellectual militant was heart and soul in the radical-Marxist tradition on the eve of World War I.

As a translator active in the last-minute negotiations of French and German socialist delegations under the aegis of the International, de Man was an anguished

witness to the collapse of socialist internationalism; and as a member of an unoffending state invaded by an autocratic power this pacifist internationalist found himself volunteering for military duty against the foe he knew so well. In fact he spent nearly three years in the front lines, being later assigned after the February Revolution to a government-sponsored socialist mission to Kerensky's Russia to encourage its continued participation in the war; his experience was further broadened by assignment, largely in a propaganda role, to the United States during the last six months of the War. His participation in the horrors of trench warfare and in public rationale of the war effort involved him in an agonizing *crise de conscience* requiring a fundamental reorganization of his appreciation of the significance of the institutions of political democracy. Before the War he had written, in comparing the English and the Prussian police,

*In the end the parallel between the "bobbies" and the "blues" basically reflects that between the two general forms of government - the liberal bourgeois and the reactionary Junker. These are the two democratic forms of political oppression of the proletariat in the capitalist era; the first is the most reasonable, the second the most brutal.*⁴

Now after the War, pondering on his rejection of Stockholmian pacifism, he wrote :

As for those who have let themselves be hypnotized by the dogmas of a badly understood theory, they must still show that, since all capitalist states are ruled by an imperialist class and all governments are the expression of the will of this class, there is no difference between Wilhelm II and Woodrow Wilson...

*The reality was that the victory of the Central Powers would have deprived Europe, and perhaps the world, of that minimum of democracy and of liberty of which socialism has need, just as man has need of air in order to live... In Russia I saw socialism without democracy. In America I saw democracy without socialism. My conclusion is that for my part I would prefer, if I had to choose, to live in a democracy without socialism rather than in a socialist regime without democracy. This does not mean that I am more democratic than socialistic. It simply means that democracy without socialisme is always democracy; while socialism without democracy is not even socialism.*⁵

At the same time, however, de Man did not rescind his earlier and critical view of the plutocratic character of formal democratic institutions, and he remained as dedicated to the cause of socialism as before. But he had freed himself from thinking within the confines of pre-established orthodoxies, and indeed came to the conclusion that it was precisely Marxist orthodoxy that was contributing to the decadence in the socialist movement that the War had revealed. An outlook

based upon nineteenth-century conditions of deracinated, radically impoverished proletarians whose fight for existence pitted them against their bourgeois exploiters was inadequate to the reality of the twentieth century, where despite the continued existence of capitalist exploitation, the proletariat found itself grasping undeniable economic gains and participating in national political life. The new circumstances required a fundamental ideological revision, a task that de Man expressed during his sojourn in Weimar Germany in two books, his **Psychology of Socialism** of 1926, a critical study of Marxism by which he emerged as a major figure in the socialist tradition, and his **Socialist Idea** of 1933, a positive formulation of a more adequate understanding of the socialist movement, a work the direct impact of which was destroyed by its date, language, and site of publication.⁶

Going beyond the issues of the revisionist controversy associated with Bernstein at the turn of the century, de Man proceeded to charge Marx with a crucial theoretical inadequacy, which had been concealed by the circumstances of his time. Marx's historical materialism, de Man argued, had appeared to account for the historical developments in which he was interested, and indeed had the perspicacity and profundity of Marx's analysis of the evolution of capitalist society was not to be doubted. However, his insight that ideas were ineffective without interests had ballooned into the proposition that interests were the sole effective agent in history : ideas were mere justifications, a portion of the superstructure. "Erst kommt das Essen, dann kommt die Moral", as Brecht was to formulate the matter. Such an approach, de Man contended, was certainly applicable where justification of an ongoing order was at stake; but did it follow that under other circumstances ideas were only epiphenomenal ? In fact, he argued, constructive epochs of history were characterized by a union of idea and interest in which institutions of a new social order were forged by the heroic endeavor of emergent elites bent on the realization of an historical mission made possible by structural shifts in the economically and technologically based class composition of society.

On the basis of his wartime experience in Russia de Man was aware of the patent contradiction in Marxist terms between the heroic endeavor to realize socialism and the economic and class conditions of that country :

... One has only to look toward the East and see what dangers socialism and European democratic civilization would run if circumstances brought to power a working class vested with an administrative, technical, and political capacity inadequate to sustain the crushing burden in question.⁷

In the pre-revolutionary world of the West, Marxism had of course presumed that the emergent proletariat would be led by its ideologically sanctioned pursuit of interests to its historical mission of the realization of socialism, but in fact within

conditions of twentieth-century capitalism the pursuit of interests was producing reformism, opportunism, bureaucratization, and embourgeoisement - accommodations to the capitalist order that were merely covered up by the proclamation of the revolutionary idea. For, contrary to Marxist extrapolation from the inception of industrial capitalism of inescapable mass impoverishment, proletarianization of the vast majority of the population, and intensified class conflict, in fact there were indications - as the case of America made plausible - that capitalism was capable of fulfilling the material and social aspirations of the proletariat.⁸ There was to be found a vigorous workers' movement, to be sure - but one oriented to gaining "more" from the existent order rather than engaged in a political class struggle for the attainment of a socialist order.⁹ In the European case, on the other hand, revolutionary consciousness had been forged by indignation arising from the simultaneous economic and social oppression of the past; but while class divisions continued to impel a socialist movement *here*, the revolutionary promise had been compromised by the real, if limited, gains wrung from the capitalist order, as had been conclusively demonstrated by the debacle of 1914. For a convinced socialist the question then became : was there any possibility of the resuscitation of the movement under the new circumstances, to revive *élan* and to reunite idea and interest, to maintain its historical mission of socializing the capitalist environment without succumbing to capitalist contamination ?

The orthodox Marxist formula for dealing with the capitalist environment had been of course to exploit such opportunities as were offered in the expectation that either victory or defeat would tend to consolidate the revolutionary class consciousness of the proletariat. But by the nineties this strictly instrumental legitimation for dealing with the enemy had become subject to question in such instances as socialist approval of a budget presented by a bourgeois government (raised by the action of the Bavarian party in 1894); the matters of electoral compacts and intervention in bourgeois politics upon numerous occasions but above all in connection with the Dreyfus Affair; and, stemming from the last, the issues of "ministerialism" as representend by the entrance of Alexandre Millerand in the Waldeck-Rousseau cabinet of 1899. But such symbolic issues were rendered frivolous by the political engagements occasioned by World War I and its aftermath, and soon apocalyptic threats from the fascist Right and the communist Left along with the catastrophe of the Depression made questions of appropriate action to be taken matters of overwhelming urgency.

It was in this context that de Man produced a series of works that purported to bring forth "a socialism as different from Marx' as that was from the socialism of 1848."¹⁰ The basis for a more realistic and adequate policy lay in the revision

of the social theory underlying the socialist movement. In brief, de Man characterized Marxism as an exemplar of the rationalistic, hedonistic, utilitarian, mechanistic, and positivistic assumptions of its nineteenth-century origins, and suggested in its place a view of human action that accorded autochthonous force to the cultural heritage in the form of the generation of striving for goals that were defined by the contradictions experienced between the historical values of a community and the actual experience of its members. While the struggle for the satisfaction of material wants could lead to accommodation to the current capitalist environment, thereby reducing the socialist movement to the status of an interest-group, demands for the fulfillment of social justice entailed a revolutionary consciousness so transcending the environment that the remedy of "socialization" would come to signify not merely change in ownership but the much more difficult and profound matter of the promotion of effective forms of workers' control of productive processes. "All of the social problems of history are no more than variants of the eternal, the supreme, the unique social problem - how can man find happiness, not only through work, but in work."¹¹ Such a formulation suggested that socialism was to be defined not as an eschatological triumph signalized by the nationalization of the means of production but rather was a matter of continuous achievement in all realms of life. Moreover, in the context of this new, voluntaristic view the locus of the drive for socialism was no longer restricted to the proletariat, which however would continue to play a leading role in its realization by virtue of the fact that it was "... induced (not uniquely, but earlier, more generally, and more decisively than the other members of the working community) to make the demands of socialism its own."¹² The political implementation of the socialist program would then encompass not only the vast majority of the population but would also necessarily have to take place within the framework of the national state.

De Man's books, pamphlets, and innumerable articles won him an international fame, although he was strongly repudiated by the official leadership of the German party to which in the first instance he addressed his urgent plea for reform. While his mentor Emile Vandervelde, President of the Belgian Workers' Party and of the Socialist International, had joined the chorus rejecting the need to go "beyond Marxism", by 1931 he recognized the overwhelming need for a new, activistic policy that would offer some hope to the masses devastated by unemployment. Marxist policy based on classical economics, offered, like the bourgeois parties, only the remedy of deflationary "starvation as a cure for undernourishment."¹³ Moreover, the political threat to the socialists had been clearly demonstrated by the Nazi movement in Germany and in the growth of extremist political movements in Belgium itself. Appeal to the charismatic heterodox ideologue proved availing, and

in 1933 de Man returned to Belgium to head a newly-formed Bureau d'Etudes Sociales with the mission of formulating a new policy for the Belgian party.

The **Plan du Travail**¹⁴ that was to be adopted with ecstatic fervor by the 1933 Christmas Congress reflected the needs of various factions within the party. In the first place the backing of the unions, oriented above all to problems of employment and tightly integrated with the party, provided essential momentum; but the decisive impetus came with the winning over of the semi-Trotskyite left-wing of the party led by Paul-Henri Spaak. The party apparatus was delighted with the improved electoral prospects of a united party and an attractive political program. A new post for de Man, that of Vice-President, was created in an attempt to accommodate both the traditional leadership and the new voice. It was noted that socialist participation in government would take place only on the basis of "Le Plan, tout le Plan, et rien que le Plan". Cooperation with other political entities in a common *Front du Travail* was envisaged, and a three-wave program of political propaganda was planned, whereby first the party cadres, then the proletarian masses, and lastly the other elements of the population hard hit by the Depression would be saturated by a knowledge of the new policy.

The ideological justification of *planisme* was most thoroughly elaborated in the "Thèses de Pontigny"¹⁵ that de Man drew up for the first of three international conferences devoted to the examination of the idea of planning. The basic equation was, de Man explained, based on the analysis of the relationship between the economic necessities and the political possibilities of the time. On the basis of a precocious Keynesianism,¹⁶ the **Plan du Travail** proposed a series of economic measures - above all, the conquest by the state of power over the management of credit policy on the part of financial institutions so as to make possible the reinvigoration of the economy by re-establishing the purchasing power of the consumer and thereby the productive power of the worker; measures that would be attractive to a political majority of the nation, common victims of finance capitalism. The **Plan** was to be distinguished from the time-hallowed socialist practice of differentiating between minimal electoral and maximal ideological programs inasmuch as it provided a series of integrated measures that would bring about structural reform, rather than the only distributional demands that were to be found in socialist practice. The exact procedures to be followed were outlined in a report drawn up under de Man's direction at the *Bureau d'Etudes Sociales*;¹⁷ they included a vast program of public works in transportation, housing, public health, utilities, etc., whereby the infrastructure of the country could be strengthened while resolving unemployment both directly and through indirect stimulation. On the political side, the singularity of *planisme* in comparison with orthodox Marxist policy was that it envisaged

political cooperation with non-proletarian elements on the basis of acceptance of the legitimacy of their continued existence, a view both justifiable in itself but rendered essential lest they turn to fascism in their desperate struggle to keep from proletarianization.¹⁸ In another political dimension de Man, reasoning on the basis of the technical incompetence of parliaments to administer as well as on his principled acceptance of corporatist ideas,¹⁹ suggested that where the State had effectively nationalized enterprises administration take place under the aegis of ad hoc "economic councils" subject to ultimate supervision by the legislature. In practice, however, in view of the fact that cumbersome constitutional revision might be entailed in such a program, it was decided to present the electoral program without the inclusion of this structural reform.

The reception of the ideas of *planisme* in the socialist movement was profound but mixed. There was no doubt about the fervor it engendered among the unemployed in Belgium, for it provided an alternative to the hapless *immobilisme* embraced by Communists, Liberals, and Conservatives alike and served as a tonic equivalent to Roosevelt's famous "The only thing we have to fear is fear itself"; but even here party stalwarts led by Vandervelde, while supporting the *Plan du Travail* as a useful electoral platform, had reservations as to its ideological justification. A much more thoroughgoing enthusiasm was evident in the adoption of programs modeled after the *Plan du Travail* in half-a-dozen other socialist movements, but the decisive battle took place in France, where the impetus of the movement was seriously compromised by its rejection by Léon Blum, soon to be Premier in the Popular Front, despite the fact that the *Confédération Générale du Travail* had shown itself to be strongly in favor of such a program. Blum's action was couched in the ideological rationale that, in particular, the *Plan* did not provide for the expropriation of the owners of the properties it recommended for socialization, but undoubtedly his step was also occasioned by his efforts to contain the split in the French socialist party that the "neo-socialists", who were deeply influenced by de Man, had engendered.²⁰ But the decisive blow against *planisme* as an ideological force came with the decision on the part of the Belgian party in March, 1935, with the participation of the "père du Plan" himself, to enter into a reflationary "Government of National Renovation" headed by the Catholic Paul van Zeeland, abandoning thereby the policy of "Le Plan, tout le Plan, rien que le Plan". Although of course nothing had changed with regard to the nature of the *Plan*, the suspicion that *planisme* was merely a vehicle for "ministérialisme" took the heart out of its ideological adherents.²¹ In any case, by this time attention was preoccupied by the Nazi threat, a situation that made the niceties of ideological justification secondary to the question of which side one was on. The final

blow to the historical impact of de Man's *planisme* was the doubtful conduct of its progenitor at the time of the Nazi invasion of Belgium when, consumed by a passion not to be taken in once again by the warmongers and reverting to his earlier anti-parliamentary position on the basis of his profound personal distaste for the compromises of political life and his conviction of occult capitalist control of parliamentary processes, de Man, now President of the Belgian party, publicly celebrated the collapse of the plutodemocratic regimes, advocating a neutralist policy for Belgium until the experience of Nazi intransigence inspired his retirement from public life by November 1941.²²

A conspiracy of silence ensued whereby ideological questions in the socialist movement were handled in the postwar years simply as if de Man had never existed. As a result of the war, economic conditions had so changed that the idea of a managed economy was now taken over by essentially all parties, and socialist participation in the construction of welfare capitalism absorbed all attention. To be sure, such practice ill accorded with the tenets of orthodox Marxism, and with the passage of years ideological reformulation in the direction of a more pragmatic and realistic programmatic outlook has been asserted, most dramatically in the Bad Godesberg platform of the German party of 1953, but also in various ideological documents of the other European socialist parties. Ironically if understandably, the Belgian party has been the most reluctant to change its public stand, and the other great exception was in the failure, perhaps because of the non-doctrinaire background of the party, of Hugh Gaitskell's efforts in 1959 to change the British Labour Party's famous Clause IV pertaining to "common ownership of the means of production, distribution, and exchange." But the socialist parties of Europe have been called upon to participate in the political order, a circumstance raising disturbing questions as to the rationale of their practice. Were they to be regarded as just another party representing special interests within the political arena, speaking their interests in the name of eternal justice like the others but essentially engaged in simply getting "more" for their clients? Was "socialism" then to be defined in practice as distributional reforms - of health, housing, social legislation in general - leaving basic patterns of ownership and control in private hands? In the pessimism induced by his personal plight projected into historical processes, de Man concluded that the socialist movement inescapably participated in a general decadence²³ of twentieth-century capitalism, and that no "renovation of motives" could resuscitate its early promise. In earlier and more hopeful times, he had suggested that it was possible to envisage a "satiation of needs"²⁴ whereby the hitherto desperate search of the exploited for basic economic security might be eased to such an extent that henceforth they, on the basis of disinterested moti-

vation, might join others in calling for the creation of a new society in which the dignity of all labor would be recognized in an effective way, in which "socialization" of the means of production would be implemented not "from above" by bureaucratized administration of distant governmental agencies but "from below" by promotion of active worker participation in self-determination of concrete processes in the organization of production.²⁵ If de Man had been less sanguine than many socialists in his emphasis upon the difficulties that lay in the conversion of political control to institutional realization, his views in this respect were founded not on reluctance to undertake change but appreciation of the profound nature of the changes envisaged. But the crucial political question remained : was it reasonable to expect the flourishing of a socialist movement dedicated to such reform within an effective capitalist order ? Could there be another union of "idea" and "interest" such as to bring about the consolidation of a new, socialist order ? While the material interests of the population at large had been in fact well served by the operation of the capitalist economy, socialism by no means promised less. Perhaps under these circumstances the struggle then lay also in the realm of ideas : in the choice between dreams of social justice and the enticements of "getting ahead" in a competitive world - a Manichean contest without end but with victories and defeats, without the ineluctable historical urgencies of yesteryear but with undeniable historical efficacy arising not only from economic and political determinants but also from the play of social and psychological forces upon commitment to cause. So long as there was discordance between the images derived from the values of the cultural heritage and practices found in an imperfect reality, a socialist movement was incipient - characterized, however, not by a messianic orientation to eschatological fulfillment but by ever-renewed commitment to the realization of the dignity of man within both institutional and personal life.

Socialism is not a future state, but an ongoing effort, a perpetual creation.

*The sole worthy criterion of socialist deeds is not a far-off ideal, but the existing motives.*²⁶

For is the Kingdom of God not within you ? And will not a tree be known by its fruits ?²⁷

FOOTNOTES

1. Ernst Troeltsch, *Social Teaching of the Christian Churches* [1911], (New York : Harper Torchbooks, 1960).
2. "Sozialistische Reisebriefe, I-V", *Leipziger Volkszeitung*, January-August, 1910, *passim*.

3. "The Singularity of the Belgian Labor Movement" [1911], in P. Dodge, ed., *Documentary Study of Hendrik de Man, Socialist Critic of Marxism* (Princeton : Princeton University Press, 1979), 48-56.
4. "Sozialistische Reisebriefe, II", *Leipziger Volkszeitung*, 1 and 2 February 1910; tr. as the "Operation of Bourgeois Democracy" in Dodge, *Documentary Study*, 34-47; 40-41.
5. "The Lesson of the War" [1919], in Dodge, *Documentary Study*, 72, 71 and 77.
6. Both volumes were originally published by Diederichs of Jena.
7. "Rapport sur l'éducation ouvrière", *Le Peuple* (Brussels), 19 avril 1919.
8. "Capitalism and Socialism" [1913], in Dodge, *Documentary Study*, 252.
9. *Ibid.*, 245.
10. A phrase cited in Zeev Sternhell, *Ni droite ni Gauche : L'idéologie fasciste en France* (Paris : Seuil, 1983), 213.
11. *Psychology of Socialism* (London : Allen and Unwin, 1926), 65.
12. *Sozialistische Idee* (Jena : Diederichs, 1933), 231.
13. *Après Coup : Mémoires* (Brussels-Paris : Toison d'Or, 1941), 203.
14. The text is perhaps most conveniently found in P. Dodge, *Beyond Marxism : The Faith and Works of Hendrik de Man* (The Hague : Nijhoff, 1966), Appendix A, 232-236.
15. Again, the text is perhaps most conveniently found in *ibid.*, Appendix B, 237-239; or in *L'Idée socialiste* (Paris : Grasset, 1935 and Geneva : Presses Universitaires Romandes, 1975), 531-534.
16. See, e.g., "Le capitalisme libéral", *Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique*, Vle année, v. I, n. 8 (25 April 1931), 1-6; and discussion in *Actes du Colloque International sur l'Oeuvre d'Henri de Man* (Geneva : Faculté de droit de l'Université de Genève, 1973), fascicule 2, 121-123.
17. *L'Exécution du Plan du Travail* (Antwerp : De Sikkell, 1935).
18. *Sozialismus und Nationalfascismus* (Potsdam : Protte, 1931) (largely incorporated as chapter in *Le Socialisme constructif* (Paris : Alcan, 1933) 199-249; and *Sociale Krachten in de Hedendaagse Crisis van Duitschland* (Amsterdam : Arbeiderspers, 1932)).
19. *Corporatisme et socialisme* (Paris-Brussels : Labor, n.d. [1935]).
20. Léon Blum, "Au delà du réformisme", series of articles in *Le Populaire* (Paris), 4-6, 17-19, 21-22, 25-26 January 1934. See also discussion in Zeev Sternhell, *Ni Droite ni Gauche*, 188; and *Actes du Colloque...*, fascicule 2, 160-163.
21. See repeated observations to this effect by Walter De Brock, Jef Rens, Maurice Naessens, and Georges Lefranc in *Actes du Colloque...*, fascicule 2, 140, 150, 154, 158-165.
22. See in particular the "Manifesto to the Members of the POB" [Parti Ouvrier Belge] most conveniently found in Dodge, *Beyond Marxism*, 196-198.
23. "Lettre du 26 janvier 1949", *Écrits de Paris : Revue des Questions Actuelles*, n. 117 (July-August 1954), 94.
24. See "Verbürgerlichung des Proletariats?", *Neue Blätter für den Sozialismus*, v. 1, n. 3 (March 1930), 106-118; tr. as "Embourgeoisement of the Proletariat" in Dodge, *Documentary Study*, 220-237; and "Les Mobiles du socialisme" in *Le Socialisme constructif* (Paris : Alcan, 1933), 1-100 - originally delivered at the Heppenheim Conference of 1928.
25. *La Joie au travail* (Paris : Presses Universitaires de France, 1930), 167.
26. "La crise doctrinale du socialisme", *Monde*, 2e année, n. 76 (16 novembre 1929), 23.

27. See also my "Le socialisme : du mouvement social au groupe d'intérêt", and M. Claeys-van Haegendoren, "La pratique du planisme en Belgique", both in the special number "Sur l'oeuvre d'Henri de Man - Rapports du Colloque international..., *Revue européenne des sciences sociales et Cahiers Vilfredo Pareto*, v. 12, n. 31 (1974), 63-73; and 131-142; Freddy Verbruggen, "Terug naar het plan van den arbeid (1933)", *Socialistische Standpunten*, 1982, 3, 45-65; and Georges Lefranc, "Henri de Man et le Planisme en France : une série de déceptions", in *Bulletin de l'Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man*, n. 12 (décembre 1984), 37-44.

PROPOSITION D'ACTION MONDIALE CONCERTÉE EN FAVEUR DE L'EMPLOI

Dans cette conférence, je me propose de présenter un plaidoyer en faveur d'une attaque assez audacieuse contre le chômage - chômage qui devient de plus en plus insupportable dans les pays industrialisés, mais encore plus dans le Tiers-Monde. N'oublions pas que c'est le chômage dans les pays en voie de développement qui provoque l'afflux d'ouvriers migrants. Ma philosophie de base est donc que nous nous trouvons en crise, bien sûr, mais que nous pouvons en sortir.

La politique que je souhaite recommander doit être une politique internationale; l'une des raisons pour lesquelles l'emploi reste en stagnation est, je crois, que nos essais de stimuler l'économie n'ont été que des efforts nationaux. De fait, l'approche nationale ne peut pas être efficace et est irréaliste, parce qu'elle suppose que la politique des autres nations ne change pas. Un effort international, c'est-à-dire coordonné, implique que la politique de tous les pays soit changée simultanément. Pour autant que je sache, nos planificateurs n'ont pas choisi une telle simultanéité comme point de départ.

Il est intéressant de signaler que l'idée d'une politique simultanée a été abordée tout récemment par un groupe d'économistes japonais (Shishido et al [1980]) qui ont estimé les résultats, pour les années 1978-1980, d'une politique de stimulation par une, par trois et par six nations simultanément.

C'est donc d'une action concertée que je vous parlerai. Pour faire avancer une idée, il faut lui donner un nom; je vous propose celui d' "opération emploi". Je considère que cette opération est le contenu désirable du "Programme mondial de l'emploi", lancé par l'Organisation internationale du travail (OIT) de Genève, lors du cinquantenaire de cette organisation, sous le directeurat de votre compatriote Francis Blanchard. N'oublions pas non plus que le premier directeur du bureau de l'OIT, le BIT, a été un autre de vos grands compatriotes, Albert Thomas.

Né en 1903, Jan Tinbergen est l'un des fondateurs de l'économétrie moderne. Dès 1934 il fit partie, avec G. van den Bergh, J. van Gelderen et Th. van der Waerden, du conseil de gestion du "Bureau scientifique", dirigé par Hein Vos, que le S.D.A.P. (parti socialiste néerlandais) avait constitué pour projeter le Plan du Travail néerlandais adopté en 1935. Grâce à sa contribution, ce Plan mit l'accent, plus que le Plan belge, sur la prépondérance de la conjoncture et donna une estimation exacte du volume approprié du programme des travaux publics. De 1945 à 1955, Jan Tinbergen fut directeur du Centraal Plan Bureau. Depuis 1955 il est un des plus éminents économistes du développement mondial. Le Prix Nobel d'économie lui a été décerné en 1969. L'article que nous publions est une conférence faite en juin 1980 à l'Ecole des hautes études en sciences sociales de Paris et parue dans la *Revue Économique*, vol. 32, Nº 3, mai 1981, p. 437-447. Nous la reproduisons avec l'autorisation de l'auteur et de la Revue que nous remercions de leur obligeance.

L'OIT a été créée afin d'améliorer la vie des travailleurs. Aujourd'hui, nous avons aussi le rapport de la Commission Brandt (voir Brandt [1980]). Vous verrez bientôt, Mesdames et Messieurs, les nombreuses similarités existant entre mes propositions et celles de la Commission Brandt.

En même temps, vous vous demandez si la situation d'aujourd'hui est comparable à celle des années trente. Or il y a beaucoup de différences : le niveau de chômage est plus modeste; au lieu de la déflation, nous avons l'inflation. Mais du point de vue psychologique, il y a des similarités : c'est la durée du chômage qui nous inquiète. Nous sommes impatients, et beaucoup de conflits en résultent.

La nécessité d'attaquer le chômage, et j'ajouterai en même temps l'inflation, par des moyens internationaux, résulte de l'interdépendance des économies nationales, interdépendance plus prononcée que jamais. Il suffit de penser à l'énergie et aux produits alimentaires pour nous rappeler cette interdépendance d'aujourd'hui. Une politique simultanée peut assurer l'équilibre de la balance des paiements.

Notre "opération emploi" a trois dimensions principales : en premier lieu, il faut pousser l'activité économique; en second lieu, il faut améliorer la division internationale du travail; enfin, il faut contrôler rigoureusement le système des prix et des coûts de production, c'est-à-dire les revenus. Au surplus, n'oublions pas l'ordre de grandeur des efforts nécessaires pour éviter l'erreur que plusieurs pays ont commise pendant les années trente.

La stimulation initiale des activités devra partir de deux pôles. Premièrement, il faut accroître les investissements publics et privés pour le développement du Tiers-Monde. Deuxièmement, il faudra lancer une "opération emploi" dans les pays industriels, dont la composante principale serait un vaste programme de recherches. Une autre composante pourrait être la rénovation des quartiers vieillis de nos villes. Une troisième serait la production additionnelle de biens d'équipement demandés par le Tiers-Monde.

En faisant cela, il faudra, en même temps, je l'ai déjà dit, améliorer la division internationale du travail. Nous pourrons contribuer à cette amélioration par une élimination accélérée de la protection, c'est-à-dire en donnant aux produits industriels du Tiers-Monde accès à nos marchés. En général, selon le critère de deux célèbres économistes suédois, Heckscher et Ohlin (Ohlin [1933]), ce sont les produits contenant peu de capital mais beaucoup de ressources naturelles et de travail des pays de provenance qu'il faudrait importer au lieu de les produire en Europe. Cet accès à nos marchés créera pas mal d'emplois dans les pays sous-développés.

Chez nous, ce sont surtout les activités exigeant beaucoup de capital qui doivent être poussées. Et quand je parle de capital, c'est non seulement de capital

physique, mais surtout de capital humain dont nos propres économies sont particulièrement bien dotées.

Autrement dit, chez nous il faut placer l'espoir en l'avenir sur des activités qui exigent beaucoup d'information scientifique et technique. Plus spécifiquement, d'abord, dans des industries innovatrices, comme la production d'installations protégeant l'environnement naturel et l'application de recyclage de déchets, où les connaissances techniques et les recherches nécessaires pourront nous donner un avantage concurrentiel comparatif. On peut faire la distinction entre le recyclage intra-industriel et le recyclage inter-industriel. Le premier se fait déjà depuis longtemps : pensons à la ferraille comme matière première du fer ou à la transformation de papier usé en papier neuf.

Le second, le recyclage inter-industriel, commence à peine à être appliqué, mais débouche, me semble-t-il, sur beaucoup de possibilités. Toutefois, la plus grande partie de nos activités futures devra être recherchée parmi les activités dites de service. C'est encore un de vos compatriotes et mon collègue Jean Fourastié, qui nous a dit, en 1949 (Fourastié [1949]) que c'était dans ce secteur que se trouve "le grand espoir du XXe siècle". Je voudrais apporter quelques précisions en vous donnant une liste de champs de recherche urgents, nécessaires pour survivre. Nos besoins de connaître davantage et de mieux comprendre ont changé radicalement depuis que Fourastié a prononcé ces paroles prophétiques. Cette situation a été comprise en premier, je crois, par les écologistes : ceux qui sont conscients des menaces sur notre environnement naturel. Récemment, le livre de Norman Myers [1979], illustre les idées de ce groupe. Une décennie après que les premiers écologistes, vers 1960, eurent exprimé leurs préoccupations, le Club de Rome, présidé par Aurelio Peccei, a commencé une campagne d'information et d'analyses de la problématique de l'humanité. C'est grâce à ces groupes d'individus à larges horizons qu'à présent un grand nombre d'entre nous se rend compte de ce que nos connaissances et notre compréhension sont beaucoup trop limitées pour planifier intelligemment notre avenir. D'où la nécessité de dresser une liste des recherches essentielles. En voilà quelques exemples dont chacun constitue en soi un vaste programme de recherches nécessaires.

1. Quelle est l'influence de l'augmentation de notre consommation de combustibles fossiles (charbon, huiles minérales, gaz) sur notre climat ? La possibilité de changements dramatiques ne peut pas être exclue.

2. Quels sont les risques attachés à l'utilisation d'énergie nucléaire sous les différentes formes disponibles en ce moment - c'est-à-dire les types différents de réacteurs utilisés et certains types en voie de développement - comparés aux risques de l'utilisation de combustibles fossiles ? Cette utilisation n'est pas non

plus sans risque, comme le savent trop bien nos mineurs. L'étude peut être étendue à l'énergie solaire, géothermique et nucléaire de fusion.

3. Afin de maintenir les rendements de nos espèces de denrées alimentaires (grains, pommes de terre, etc.), quelle partie de la surface de notre planète faudrait-il conserver dans son état naturel comme réserve génétique ? Comme vous le savez, les espèces sélectionnées selon leurs rendements très élevés sont extrêmement sensibles aux maladies ou à d'autres catastrophes. C'est pourquoi, périodiquement, nos experts agricoles remplacent les espèces utilisées par d'autres espèces qu'on trouve seulement dans l'environnement naturel; d'où la nécessité de conserver cet environnement et d'en déterminer la surface utile.

4. De quelle manière faudra-t-il changer l'organisation de notre production et de notre société afin de rendre maximal le bien-être humain - bien-être du consommateur aussi bien que du producteur - dont les niveaux d'éducation ont changé considérablement pendant les dernières décennies ? Quel degré de décentralisation est désirable et possible dans les grandes hiérarchies de production et d'administration ? C'est un programme de recherches à la fois politiques, psychologiques et pédagogiques.

5. Quelles seront les conséquences pour l'emploi de l'introduction des micro-ordinateurs ? Probablement il y aura, d'une part, une réduction énorme de l'emploi humain nécessaire pour rendre les services qui, dans l'avenir, pourront être accomplis par ce nouvel équipement minuscule et bon marché. Voici pourquoi on pourrait craindre une réduction sans précédent de l'emploi. D'autre part, il y aura, sans doute, une expansion de la demande des services produits. Nous avons tous fait l'expérience des ordinateurs actuellement utilisés. Mes collègues et moi suscitons une demande beaucoup plus grande d'une diversité de calculs qu'on ne faisait pas autrefois, parce que c'était trop onéreux. Pour obtenir une idée des ordres de grandeur en jeu, il faudrait étudier des cas bien définis d'expériences antérieures. Je pense à une vingtaine de cas spécifiques concernant par exemple une institution où un nouveau type d'ordinateur a été introduit, et relatifs au moment où cette introduction a eu lieu, à la période pendant laquelle ce type a été utilisé, aux nouveaux services rendus par cet ordinateur, à la demande de ces services, et au changement de l'emploi causé par cette introduction. Parmi les banques, les sociétés d'assurances et d'autres types d'entreprises, il ne sera pas difficile de recueillir l'information nécessaire et l'on peut faire des recherches similaires dans nombre de pays.

De plus, il faudrait estimer le délai entre la première application d'une nouvelle génération d'ordinateurs et son adoption par d'autres firmes. Il y a toujours les pionniers qui se lancent vers une nouvelle possibilité de produire et les autres

qui préfèrent attendre jusqu'au moment où plus d'information sera disponible. Ceux qui connaissent mieux que moi les possibilités d'introduire un nouvel équipement nous indiquent déjà les applications pour lesquelles ils attendent l'introduction des micro-ordinateurs et quels autres domaines sont concevables mais douteux. Une dimension particulièrement importante de notre problème est la question de savoir si les avantages comparatifs entre pays industriels et pays sous-développés changeront en faveur des uns ou des autres. Jusqu'à présent trop peu d'information sur cette question est disponible. Il est urgent d'en acquérir le maximum.

6. Serait-il possible, et si oui à quelles conditions, de stimuler l'économie mondiale, comme je l'ai esquissé, sans de nouveau créer un degré inacceptable d'inflation ? Voilà évidemment le deuxième point important de mon exposé. Il est dans la nature des choses que le programme que je propose ne puisse être réalisé par une seule personne. Je ne peux que proposer un point de départ, dont on peut espérer qu'il sera incitatif, et suggérer que plusieurs instituts de recherches socio-économiques se chargent de cette tâche. Je reviendrai à ces deux contributions - la mienne et la leur - mais je dois terminer d'abord l'énumération des suggestions générales sur les activités des pays développés que j'étais en train d'esquisser.

J'ai recommandé de créer de l'emploi dans le secteur des services, et tout particulièrement dans le sous-secteur des recherches. J'ai recommandé également - implicitement - d'abandonner certaines industries jusqu'ici protégées qui ne sont pas concurrentielles sur le marché mondial : les industries à faible intensité en capital, comme par exemple la plupart des industries textiles, les industries du vêtement, du cuir, de la chaussure, etc. Cela créera des problèmes pénibles à une partie de notre population ouvrière. Je dois les aborder et y répondre.

Première réponse : en accord avec M. Fourastié, j'attire votre attention sur le fait que la composition de notre population active, par niveau d'enseignement reçu, a changé considérablement. Il y a beaucoup plus de diplômés d'universités, d'écoles secondaires et d'écoles professionnelles qu'auparavant.

Deuxième réponse : il reste des activités manuelles pour ceux qui n'ont pas d'autres possibilités. Beaucoup d'activités dont les produits ne peuvent pas faire l'objet de commerce international ont besoin de travailleurs manuels, comme le bâtiment, les transports locaux et nationaux, etc. De plus les industries exportatrices ont, elles aussi, besoin de main-d'œuvre : industries mécaniques, électrotechniques, chimiques. Il y aura donc une demande d'ouvriers, dans l'avenir aussi; mais une certaine réorientation sera nécessaire. Pour ceux qui sont âgés, ce sera difficile; pour eux, une compensation financière me semble être juste. Les possibilités de les indemniser peuvent croître, cependant, par suite de l'augmentation du revenu national qui résultera des mesures proposées.

Au surplus, l' "opération emploi" pour les pays développés pourrait inclure une autre composante à côté de celle des recherches dont j'ai parlé. Cette autre composante serait la reconstruction de nos villes, particulièrement la rénovation de certains quartiers vieillis où la qualité de la vie a baissé à des niveaux inacceptables. Cette autre composante de l' "opération emploi" a comme objet principal des produits qui ne peuvent pas faire partie du commerce international, comme les immeubles, et en conséquence n'ont pas d'influence sur la composante principale déjà discutée. Cette autre composante créera principalement de l'emploi pour les travailleurs manuels. Une partie des ouvriers devenus chômeurs pourra être recyclée en suivant des cours de rééducation susceptibles même de leur offrir une occupation mieux payée que leur occupation initiale.

Les mêmes possibilités existent pour d'autres activités dont les produits n'entrent pas dans le commerce international, par exemple les services personnels et sociaux. Comme exemple, citons le soin des invalides et des personnes âgées ou l'enseignement primaire et pré primaire. Une réduction du nombre d'élèves par classe contribuerait non seulement à créer de l'emploi pour les instituteurs, mais en même temps à améliorer la qualité de l'enseignement.

Combien de postes peut-on créer par ce programme de recherches ? J'ai fait des extrapolations de la demande de recherches payées par les entreprises aux Etats-Unis. Pour la période 1970-1990, j'ai trouvé une augmentation de 2 % de la population active employée pour satisfaire cette demande additionnelle. Etant donné l'urgence des recherches mentionnées précédemment, je me demande si un chiffre plus élevé, et même beaucoup plus élevé, ne serait pas préférable; un emploi additionnel très important en serait le résultat.

Après avoir indiqué les objets de notre "opération emploi", je dois apporter des précisions sur leur financement. C'est ici que le Rapport de la Commission Brandt peut nous servir de guide. Bien que ses propositions s'appliquent à ce que j'ai appelé le premier pôle de stimulation, c'est-à-dire les investissements dans les pays du Tiers-Monde, les mêmes sources de financement peuvent être utilisées également pour le financement - au moins partiellement - du deuxième pôle.

Parmi les sources suggérées par le Rapport Brandt, citons : 1. des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international; 2. des prêts par la Banque Mondiale, dont on propose d'augmenter le volume; 3. un fonds international, auquel peuvent contribuer les pays exportateurs de pétrole, peut être créé afin de compléter les autres sources disponibles, et 4. une hausse des recettes d'impôts. Il y a lieu d'ajouter 5. des réductions des dépenses publiques induites automatiquement de l'augmentation de la production, par exemple la réduction des montants d'allocation aux chômeurs. Similairement une hausse des recettes d'impôts sera la con-

séquence automatique des investissements de développement dans les pays du Tiers-Monde : une partie de ces investissements se traduira en recettes additionnelles pour nos industries mécaniques, donc en revenus plus élevés et finalement en recettes supérieures du fisc des pays développés.

Mes propositions de financement contiennent aussi, comme vous l'aurez compris, un essai d'attirer, par l'intermédiaire de la Banque Mondiale, des montants immobilisés et donc disponibles dans les pays de l'OPEP.

Cela dit, abordons la question déjà annoncée : notre "opération emploi" sera-t-elle possible sans créer une nouvelle hausse des prix ? Pourrons-nous éviter une nouvelle inflation et comment ? Je me propose de formuler quelques arguments en faveur d'un certain optimisme à cet égard. Il va sans dire que l'inflation ne pourra être évitée qu'en prenant certaines mesures socio-économiques. Le résultat dépendra donc de la nature de ces mesures et de la chance de les faire accepter.

Premièrement, la nouvelle politique commerciale recommandée, c'est-à-dire l'élimination de la protection, constituerait une force anti-inflationniste. Des quantités considérables de produits importés du Tiers-Monde deviendront meilleur marché. Surtout les vêtements, les chaussures qui peuvent être importés à des prix considérablement plus bas. L'économiste belge, Jean Waelbroeck, de l'Université libre de Bruxelles, l'a montré dans une conférence donnée à Anvers il y a six mois (Waelbroeck [1979]).

Deuxièmement, l'introduction dans certaines industries d'une deuxième équipe contribuera à une baisse des coûts de production et, par conséquent, des prix. A l'initiative du Conseil socio-économique des Pays-Bas, le Bureau du Plan néerlandais a fait une estimation des conséquences d'une utilisation moyenne de notre appareil de production de quarante-cinq heures au lieu des quarante heures de l'utilisation actuelle. Les résultats seraient une augmentation de l'emploi de l'ordre de cent mille personnes, soit presque 2 % de notre population active, ce qui est intéressant. Je sais que les possibilités sont limitées; mais je pense, entre autres choses, à l'introduction d'équipes travaillant quatre ou cinq heures par jour seulement afin de satisfaire à la nouvelle demande d'emploi partiel.

Troisièmement, j'attire votre attention sur les études faites par l'économiste suédois Gösta Rehn [1979] qui, depuis des années, a proposé l'application de "primes d'emploi". Ces primes sont des subventions données à toute entreprise qui, à un moment donné, emploie plus de personnes que, par exemple, l'année précédente. De telles subventions constituent une réduction des coûts marginaux. Dans un marché de libre concurrence, une telle réduction doit mener à une baisse des prix. Cet argument n'est valable, en effet, qu'en régime de libre concurrence. Je me range du côté de mon collègue suédois à condition toutefois qu'il y ait, en même

temps, un contrôle très strict des prix. C'est pour cette raison, quatrièmement, que l'établissement d'un tel instrument de politique économique est indispensable. Nous l'avons déjà expérimenté au sein de la CEE pour l'agriculture. Il faudra l'étendre à d'autres prix stratégiques.

Cette addition à l'arsenal de la politique socio-économique signifierait qu'on suive l'exemple donné par la Suisse entre 1972 et 1978. Pendant cette période, la Suisse avait installé un petit bureau de contrôle des prix très efficace. La décision d'installer ce bureau a été basée sur un référendum en 1972; puis continuée par un autre référendum en 1975. En 1978, après un troisième référendum, cette politique a été abandonnée. Je n'ai pas encore pu m'informer sur les arguments qui, selon des commentateurs suisses, ont joué un rôle dans cette affaire fort intéressante.

Revenant à la formation des prix en général, je veux même aller un peu plus loin et poser la question de savoir s'il ne faudrait pas introduire simultanément un contrôle des prix et des salaires, puisque ces deux variables sont interdépendantes de façon très intime. Globalement, l'idéal serait d'avoir des prix stables et des salaires croissant en rapport avec la productivité et la pénurie de chaque catégorie de travail. Etant donné la pénurie déclinante de travail à haute qualification et la pénurie croissante de main-d'œuvre simple, cela impliquerait une baisse relative des salaires élevés et une hausse relative des salaires les plus bas, payés à ceux qui ont des occupations sales et pénibles. Nous en avons les exemples aux Pays-Bas où le Gouvernement a introduit, avec l'approbation du Parlement, des plafonds à tous les salaires, impliquant une réduction réelle des salaires les plus élevés.

On pourrait même aller plus loin en se demandant si, dans la situation actuelle, on n'aurait pas besoin de négociations triangulaires sur nos prix, nos salaires et le prix du pétrole. Les hausses périodiques des prix du pétrole sont des réactions à la hausse de nos prix. Je vous prie de m'excuser de présenter des idées qui peuvent sembler irréelles et lointaines; de toute façon leur formulation illustre le caractère international de ce que nous devrions faire. Au surplus, si nous parlons d'une modération nécessaire des salaires, l'exemple doit être donné par les salaires les plus élevés, ne serait-ce que pour corriger le caractère monopolistique de ces revenus.

Nous n'avons pas encore terminé la discussion d'une politique anti-inflationniste. Il reste un point important : la politique monétaire et les idées monétaristes. Tout le monde s'accorde, me semble-t-il, à penser que la restriction simple et brutale de la quantité de la monnaie et quasi-monnaie n'est pas la meilleure solution. Mais il existe une idée plus subtile que nous pouvons emprunter aux moné-

taristes, comme l'a formulé mon collègue de l'Université de Rotterdam, M.P. Korteweg [1980], c'est le rôle joué dans le processus de l'inflation accélérée par les anticipations, c'est-à-dire les prévisions ou les espoirs en ce qui concerne les prix futurs. Si l'on pouvait contribuer à une modération de ces anticipations, on pourrait aider à réduire le danger inflationniste. Cette contribution peut être faite par la fixation d'un plafond aux crédits bancaires que la Banque Centrale a le pouvoir d'imposer. De même une idée monétariste devrait faire partie de notre "opération emploi" au niveau international, par exemple par l'intermédiaire de la Banque des règlements internationaux de Bâle, dont le président, mon compatriote M. Zijlstra, partage les idées précitées (Zijlstra [1979]).*

Résumant mes arguments en faveur d'une politique de l'emploi sans créer d'inflation, j'ai donc recommandé : 1. une politique simultanée de relance des pays industrialisés; 2. une politique simultanée aussi avec les mesures proposées par la Commission Brandt; 3. de lancer un vaste programme de recherches urgentes pour une meilleure planification de l'avenir de tous les pays du monde, accompagné de la rénovation des centres vieillis de nos grandes villes, financés par, entre autres, les sources indiquées par cette Commission; tout en tenant sous contrôle l'inflation par 4. l'élimination de la protection; 5. l'introduction, dans quelques industries, de deuxièmes équipes; 6. des subventions à l'emploi; 7. un contrôle rigoureux des prix et des salaires; et 8. l'annonce de mesures monétaires restrictives.

Sans doute, vous me demanderez à quelle autorité mes propositions devraient être soumises. Il me semble que les institutions de la CEE sont les institutions les plus appropriées, à savoir, la Commission, le Parlement, le Conseil des ministres et les Fédérations des syndicats et des organisations des entrepreneurs. Le Parlement européen, surtout, qui, élu directement pour la première fois, pourrait s'intéresser aux initiatives que je viens d'esquisser.

Comme je l'ai déjà dit, il me semble désirable, ou plutôt nécessaire, que quelques instituts de recherches économiques procèdent à une vérification, ou une réfutation, de mon hypothèse que l'inflation pourrait être évitée si les mesures indiquées étaient prises. Il serait souhaitable que de tels calculs vérificateurs soient faits par plusieurs instituts, afin d'obtenir l'avantage d'approches différentes. Pour la France, ce serait sans doute votre Ecole, l'Ecole des hautes études en sciences sociales, aussi bien que le Commissariat au Plan et l'INSEE auxquels cette tâche pourrait être confiée; pour la République fédérale d'Allemagne, je pense à l'Institut

* Au moment de terminer ce texte, une nouvelle proposition fort inventive, formulée par MM. Lerner et Colander, m'atteint que je veux vous signaler (Lerner et Colander [1980]).

für Weltwirtschaft à Kiel; pour la Belgique au DULBEA (Département de l'Université libre de Bruxelles d'économie appliquée). Aux Pays-Bas, c'est le Bureau du Plan (Centraal Planbureau) qui est le mieux équipé; et l'on pourrait ajouter les instituts suédois, norvégiens et autrichiens. C'est sur cette dernière recommandation que je veux terminer, en vous remerciant de votre patience.

BIBLIOGRAPHIE

- [1980] BRANDT Willy, **North-South : a programme for survival, report of the independent commission on international development issues under the chairmanship of -**, Londres et Sydney, Pan books.
- [1949] FOURASTIE Jean, **Le grand espoir du XXe siècle. Progrès technique, progrès économique, progrès social**, Paris, PUF.
- [1980] KORTEWEG P. et BOMHOFF E.J., "Loon- en prijspolitiek allééén geen middel tegen inflatie", **NRC-Handelsblad**, 3, janvier, p. 11.
- [1980] LERNER A.P. et COLLANDER D.C., **A market anti-inflation plan**, New York, Harcourt Brace Jovanovich, Inc.
- [1979] MEYERS Norman, **The sinking ark**, Pergamon Press.
- [1933] OHLIN Bertil, **Interregional and international trade**, Cambridge, MA, Harvard Economic Studies, vol. XXXIX.
- [1979] REHN Gösta, Intervention dans un colloque organisé par la Fondation européenne de la culture, La Haye 29 et 30 novembre.
- [1980] SHISHIDO et al., "A model for the coordination of recovery policies in the OECD region", **Journal of Policy Modeling**, 2, p. 35-56.
- [1979] WAELBROECK J. et VERREYDT E., "Protection, employment and welfare in a stagflating economy : policy issues for the EEC", Centre for Development Studies, Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius, Anvers, Colloque 11 décembre.
- [1979] ZIJLSTRA J., "Monetary theory and monetary policy : a central banker's view", **De Economist**, 127, p. 3-20.

HENDRIK DE MAN : OORSPRONKELIJK DENKER

Hendrik de Man heeft vele oorspronkelijke bijdragen tot de denkwereld der socialisten verricht. Dat is belangrijk voor een denkwereld waarvan de aanvankelijk leidende figuur het wetenschappelijk denken als wezenskenmerk had aangegeven. De bijdragen van De Man zijn, zoals bekend, ten dele van psychologische aard. Hij heeft het gedrag van de zich socialisten voelende mensen vanuit de psychologie belicht. Hij heeft ook beklemtoond dat - wat men ook economisch van arbeid denkt - er ook nog het psychologisch aspect van die arbeid is. Door economen is arbeid lange tijd alleen maar als een last beschouwd. In tijden van werkloosheid wordt het echter duidelijk, dat er toch een positief element schuilt in werken, dat voor een aantal soorten werk zelfs als "arbeidsvreugde" kan worden beschreven, of, in meer alledaagse taal "plezier in het werk" (Goudriaan). Tot de psychologische zijde van het werken behoort ook, zelfs bij onaangenaam werk, het deel uitmaken van een gemeenschap en iets nuttigs doen.

De andere belangrijke bijdrage die De Man tot het socialistisch denken heeft verricht is het begrip "plan" als instrument van economische politiek; d.w.z. het brengen van een zekere orde in het functioneren van de volkshuishouding, die dat met name in een depressie nodig heeft. Niet noodzakelijk echter op de Russische manier van een zeer gedetailleerde taakstelling, doch in de vorm van een "macro-plan". Daarbij worden alleen enige belangrijke totaalcijfers of gemiddelden als doeleinden van de economische politiek vastgelegd. Binnen deze omraming kunnen dan de details met behulp van de marktkrachten of door overleg tussen belangen-groepen worden verwerkt. Deze gedachte, nu ook wel als geleide volkshuishouding (économie orientée) aangegeven, is door Hendrik de Man als eerste geformuleerd.

Ce texte est extrait du catalogue **Hendrik de Man 1885-1985, een portret**, publié à l'occasion de l'exposition organisée aux Archives et Musée de la culture flamande à Anvers pour le centième anniversaire de la naissance d'Henri de Man. Nous remercions l'auteur et l'éditeur de nous avoir autorisés à le reproduire ici.

LA QUESTION DES SPORTS

La Belgique est, d'une façon générale, terriblement arriérée dans le domaine des sports. Un pays aussi extrêmement industrialisé, avec une population aussi exceptionnellement dense, devrait cependant accorder à la culture sportive une importance plus grande qu'ailleurs. La proportion de la population qui vit dans les conditions artificielles de nos agglomérations citadines et industrielles, et sans accès direct à la nature, est particulièrement élevée en Belgique. Cependant, le sport y prend moins de place dans la vie que dans la grande majorité des autres pays; et ce qu'on y appelle "faire du sport" ne mérite pas le plus souvent ce nom.

Le vrai sport

Le sport bien entendu est le moyen par excellence par lequel on peut compenser les désavantages hygiéniques et moraux de la civilisation industrielle. Par sport bien entendu, j'entends celui qui favorise le développement harmonieux des facultés physiques dont l'usage normal est entravé par l'étroitesse de la vie professionnelle et le manque d'espace dans le milieu quotidien.

Le mot "sport", emprunté à la langue anglaise, ne signifie pas la compétition industrialisée, qui prend généralement l'allure de courses de vitesse en des joutes entre petites équipes. En Angleterre, qui reste le pays classique de l'esprit sportif, on n'applique pas le terme "sport" à ces choses-là. Le mot sport a gardé dans la langue anglaise son sens primitif qui signifie tout simplement "amusement". Faire du sport, c'est chercher le délassement par un jeu.

La compétition, la lutte entre concurrents, qui constitue l'essentiel du sport industrialisé, n'est qu'un élément tout à fait accessoire dans le sport au vrai sens du mot. Il est vrai que la plupart des jeux s'accompagnent d'une compétition entre joueurs ou entre équipes; mais cela n'est pas l'essentiel, ce n'est que l'épice qui donne le goût à un plat.

L'exploitation du sport

Malheureusement, la soif du profit capitaliste, et particulièrement le règne de la puissance d'argent dans le domaine de la presse, a amené une dégénérescence du sport qui l'a détourné, pour une très grande part, de sa signification première. Alors que le sport devrait être en quelque sorte la revanche du naturel humain sur l'industrialisme, la civilisation capitaliste en a fait une revanche de l'industria-

lisme sur les jeux de l'homme. Les trois quarts de ce que l'on appelle sport, à l'époque actuelle, consistent en l'exploitation de la vanité, de l'esprit de lucre et de la badauderie, exploitation qui tend à transformer des délassemens en entreprises industrielles et commerciales.

Même là où ceux qui exercent du soi-disant sport ne sont pas devenus des professionnels, l'organisation d'une grande partie de la vie sportive établit une cloison étanche entre une minorité de "sportifs actifs" et une majorité de soi-disant "sportifs passifs...".

Jouer à la balle sur la place du village, c'est faire du sport au sens véritable du mot. Mais quand 10'000 spectateurs regardent 22 joueurs de football ou quand des centaines de milliers de lecteurs de journaux se passionnent pour un quelconque Tour de France, cela n'est plus du sport véritable.

Passe encore quand le rôle du "passif" se borne à une badauderie innocente. Malheureusement, l'esprit sportif, même pour eux, est le plus souvent vicié par l'intervention des puissances d'argent, pour qui le sport n'est qu'une occasion de réclame commerciale. Et, plus malheureusement encore, le véritable mobile de leur intérêt, au lieu d'être le délassement de l'esprit et la culture physique, est très souvent l'excitation du désir de lucre par les paris et les jeux d'argent.

Le sport ouvrier

La mission sociale du sport ouvrier est de réagir contre cette dégénérescence sportive.

La culture sportive socialiste ne consiste pas, ou plutôt ne devrait pas consister à faire la même chose que les autres sous une étiquette électorale différente. Ce qui devrait distinguer le mouvement sportif de la classe ouvrière socialiste du sport dégénéré qui prédomine aujourd'hui, c'est une autre conception et une autre pratique du sport lui-même.

Notre conception sportive devrait se rattacher plus intimement à ce qu'on appelle depuis longtemps dans le Hainaut "l'organisation des loisirs" de la masse, beaucoup plus qu'à l'organisation des records pour une petite minorité plus ou moins spécialisée ou professionnalisée.

C'est pour cela que notre mouvement sportif devrait avoir des liens plus étroits qu'il n'en a avec le mouvement d'éducation ouvrière en général et en particulier avec le mouvement naissant, mais déjà plein de promesses, qui oriente la jeunesse socialiste vers une culture nouvelle. Nos vieux cercles de gymnastique, nos vieilles équipes de joueurs de balles ou de tireurs à l'arc et, d'autre part, nos groupements nouveaux d' "Amis de la Nature", de "Faucons Rouges", etc. représentent au fond un type beaucoup plus "sportif" que les recordmen des courses

ou les supporters d'équipes de football.

L'action à mener

Pour orienter la culture sportive de notre classe ouvrière dans cette voie, il faudra, bien entendu, un long et patient effort. Ce n'est qu'au cours de générations entières que l'on parvient à transformer les moeurs et les habitudes en pareil domaine : mais l'exemple de beaucoup de pays étrangers, notamment des pays anglo-saxons, germaniques et scandinaves, démontre que cela n'est pas impossible. Il n'y a donc pas de raison pour que la Belgique ne finisse pas par rattraper le retard qu'elle a sur ce point.

Evidemment, ceci doit être en premier lieu l'oeuvre des organisations sportives ouvrières elles-mêmes. Mais les pouvoirs publics peuvent les y aider. L'une des tâches essentielles d'une politique d'urbanisme bien comprise doit être de créer dans nos grandes organisations urbaines et industrielles, ou à leur proximité, les espaces et les endroits requis pour l'exercice des sports et pour l'hygiène des populations en général.

Au 19e siècle, à l'époque du capitalisme déchaîné, pour qui les masses ouvrières n'ont été que chair à profit, on a vu naître de grandes agglomérations industrielles, comme le bassin de Charleroi, qui sont un véritable défi aux exigences d'une vie humaine digne de ce nom, saine et naturelle. Je ne connais rien de plus déprimant et de plus sordide que l'aspect de ces agglomérations dont chaque pierre semble vouloir dire qu'on n'y a songé qu'aux besoins de profit des actionnaires, sans penser que ces régions sont habitées par des êtres humains dont la santé morale et physique exige des espaces d'air pur, de la verdure, de l'eau, des endroits pour se promener et jouer, des endroits aussi où l'on peut voir pousser des arbres et des fleurs.

Projets

Le programme des travaux et commandes dont j'ai entamé la réalisation au gouvernement comporte de grands changements à ce point de vue. On prépare en ce moment d'une part dans la province de Liège, d'autre part dans le Hainaut, l'érection d'agglomérations modèles qui seront de véritables cités-jardins, susceptibles de servir d'exemples pour ce que devraient être les agglomérations industrielles de demain. On va passer bientôt au stade de réalisation d'abord au Sart-Tilman, près de Liège, et peu de temps après dans le bas Borinage.

En attendant, le département des travaux publics et de la résorption du chômage fait un grand effort pour amener, à l'aide de suggestions et de subventions, les communes à installer des plaines de jeux et à bâtir des stades, des piscines

et des bassins de natation. De même, tous les subsides de l'OREC pour la construction de bâtiments scolaires nouveaux sont subordonnés à l'installation de piscines et de locaux pour la gymnastique et les jeux dont une grande partie pourra servir également aux populations, comme c'est prévu notamment à Renaix, à Liège et dans plusieurs autres endroits encore.

Conclusions

Par la collaboration de l'action ouvrière et de l'action gouvernementale, on pourra arriver, au bout d'un certain nombre d'années, à faire une autre Belgique, une Belgique qui ne soit plus seulement, comme au siècle dernier, le paradis des capitalistes, une Belgique qui fournit un cadre approprié à une population plus saine, moins sevrée des beautés de la nature, de la vie en plein air, de l'exercice généralisé du sport, source de joie et de santé.

NOTE

Le texte ci-dessus est fondé sur l'article paru dans **Le Travail** (Verviers) du 22.4.1936. Il comporte quelques corrections de forme, notamment celles que l'auteur a portées sur son exemplaire conservé dans le fonds Henri de Man aux Archives et Musée de la culture flamande à Anvers.

VAN ZEELAND'S ACHIEVEMENTS AND FAILURES

The experiment of national restoration which was undertaken by the Van Zeeland government in March, 1935, is a story of undisputable success, considerable shortcomings, and some obvious failures. It illustrates the fact that two tasks confront democratic countries as a whole : to maintain the fundamental features of democracy and to reform the methods by which it works. Either point must be stressed differently, according to whether we deal with a country where democracy is "healthy" or "ill".

There are several standards, of course, by which to assess the various degrees of healthiness or illness of a democracy. The level of morality that prevails in public life naturally is an essential one; and so are many other moral or psychological criteria. But since they are largely subjective, it is not always easy to agree upon their application. Happily there is an easier and safer test, and decisive enough at that : technical efficiency, viz. adequacy of means to ends, and of results to efforts. For practical purposes, it boils down to this : if, in a democratically ruled country, government finds itself able to do what the country and Parliament expect it to do, the "health test" is positive. On the other hand, one may say that democracy is ill when parliamentary government is made ineffective, slow or unstable by causes such as : the excessive interference of extra-parliamentary influences (for example, party "machines" or money power working through the Press), the slowness, inefficiency, scattered responsibility and lack of discipline in parliamentary proceedings, the lack of continuity and stability on the government side, the excessive power of officialdom.

Belgium does not have to look far for examples of both categories : its northern neighbour, Holland, represents a healthy (though of course not perfect) democracy; its southern neighbour, France, an ill one. Belgium finds itself between the two not only in the geographical sense. And the final balance of the Van Zeeland experiment happens to be a particularly illuminating test for the analysis of the symptoms of a "democratic" health that is seriously, but not fatally imperilled.

Broadly speaking, the Van Zeeland policy has been successful in what the Germans would call its "Konjunktur" reforms, meaning improvements of business, but it failed in its attempts at "structural" reforms, and the reshaping of organizations and institutions. By its financial policy, based on cheaper money and credit, and budget restoration permitting a comprehensive and rational programme of

public works, it has been able to achieve one of the speediest and most complete recoveries from economic depression that have taken place anywhere within the last five years.

But a considerable part of the ground thus gained in the fight against trade depression and unemployment has been lost again since, under conditions which have shown that the economic and political structure of the country has not been modified sufficiently to make it proof against a repetition of the economic, social and political regression Belgium suffered from between 1932 and 1935. And this is due much less to mistakes and gaps in the drawing-up of the programme, or even to lack of goodwill and ability in the pursuit of its aims, than to the inadequacy of the institutional means employed and to the fruitlessness of the efforts to reform them.

Whoever, like myself, has done his share of work in the governmental team since March, 1935, has retained, as the result of his experience, the feeling of having had to work with bad tools - not so bad that the effort was in vain, but bad enough to make a far too high proportion of wasted effort inevitable. To describe that feeling, the more sanguine of my colleagues would say that they had to use a crane to shift a brick, whilst the more perversely-minded would compare their job with that of a man given a fork to drain a bog.

When due allowance is made for the pessimistic exaggerations or distortions of perspective which naturally appear at a period when one sees much of the results of one's work go to pieces, it still remains true that these results have been proved of a more temporary nature than they would have been if the tools themselves had been better.

This will explain that P.H. Spaak, who was a member of the second Van Zeeland cabinet before he became Prime Minister himself, prefaced his first declaration in Parliament by saying that in Belgium at least democracy, to be saved, must be reformed. He was then cheered on all the benches, as he was again when, seven months later, he declared that no "planned economy" nor even indeed any of the much-needed reforms of the economic structure of Belgium, could succeed without "reforming the State" first. I quite agree with him on this point, and I further agree with him when he says that the meaning of this reform must be to show that democracy does not exclude authority.

THE LESSON FOR DEMOCRACY

What conclusions can we draw from the actual experience of the more democratic countries in facing the very difficult problems which have threatened to overwhelm them in recent years ? I think Henri de Man gets near to the heart of the problem when he draws his distinction between the achievements and the failures of the Van Zeeland Government in Belgium. That Government, he points out, accomplished a great deal towards lifting the country out of the depth of the economic depression; but much of its work was abortive or transitory in its efforts because it failed to bring about any major or structural "reform of the State".

What does this mean ? Very broadly, that an intelligent Government, working in harmony with a sufficiently strong body of public opinion has in its hands nowadays very powerful weapons which it can use against economic crisis and industrial depression. By sensible regulation of currency and credit, by well-planned policies of public works, by measures of State control designed to regulate prices and production in this or that unhealthy section of the capitalist system, a Government that knows its business and its own mind can do a great deal to improve economic conditions, even without any fundamental change in the structure of the economic system or the political machine. But, if its actions stop at that point, it will by no means secure the country against a recurrence of the disasters which it has averted for the time, and it may find itself driven to one set of expedients after another, each designed to meet a fresh threat of economic collapse, and each involving both an increased burden of public debt and an immense waste of effort in doing over again imperfectly and transiently at each crisis what needs doing permanently once and for all.

This comment on the preceding articles may seem to stress unduly the economic aspect of the problem of democracy. But I am sure the economic aspect is fundamental. Nazism would never have been able to establish itself in Germany if the economic basis of the Weimar Republic had been sound. Italian Fascism was largely a product of post-war economic dislocation. The great growth of fascist opinion throughout the world after 1930 was largely due to the miseries and upsets occasioned by the great world slump. What democracy needs above all for its successful working is an assured and stable economic foundation.

This is borne out by the achievements as well as by the failures of democracy in these last few years. The Scandinavian countries owe their success in weathering the storms not only to the fact that they have been fortunate in the possession of sensible governments, but also to the relative solidity of their economic foundations. Sweden and Norway were fortunate in that their export trades were much less vulnerable than those of most other countries to the impact of world depression, because the demand for timber and wood-pulp was relatively well sustained, and the demand for high-grade iron ore revived just at the right moment to cover the success of Swedish policy. Somewhat similar conditions existed in Finland; and there, as well as in Denmark, the very strong co-operative organizations gave the economic system exceptionally powerful foundations, capable of standing out against threats which would have destroyed a less well-grounded democracy.

The United States further illustrates my thesis, albeit in a different way. It emerges plainly from Mr. Finer's article that the remarkable success of the Roosevelt Administration in preventing another economic and social collapse required not only expedients of planned control, such as were applied in Belgium and Scandinavia, but also structural changes in the State and economic system; and it also emerges that the limitations of the Roosevelt achievement are due largely to the fact that it was impracticable for the President (even to the extent to which he desired to do so) to stabilise and make permanent most of the structural changes which the very depth of the depression enabled him to introduce for the time against the angry resistance of the conservative elements in the State and the business world. The United States shows a tendency to slip back into depression the very moment the Administration stops "priming the pump" by outpourings of borrowed money; and this endemic tendency towards recession shows clearly that, great as the President's achievements have been, the necessary structural readjustments of American society are still very far from having been made.

Or take Sir Ernest Simon's picture of the working of a miniature democracy in a little Swiss community of peasants. This waistcoat pocket democracy works not only because its units are civilised men and women (important as that is), but also because its economic foundations are secure. Its economic conditions fit in with its political habits and ways of thought.

But in the great "democracies" of Western Europe - France and Great Britain - as well as in the United States - there is no such correspondence. Not only are these "democracies" (which are in fact much less democratic than the Scandinavian countries, or Belgium or Switzerland, or New Zealand and the other British Dominions) essentially unstable in their economic working, because they have established no effective controls over the operation of the "trade cycle" and the profit-motive;

they are also unstable because of a fundamental discrepancy between their economic and their political systems. In politics they assume what does not in fact exist, that citizens have equivalent rights according to their several abilities and capacities for service; but in economic affairs they are subject to the manifestly oligarchical rule of a handful of plutocrats who secure the backing of the smaller capitalist fry by putting themselves forward as the upholders of the rights of property against socialist confiscators. The French call this plutocracy the rule of "the two hundred families". We have no similar name for it here; but we know that it exists none the less, able at any time to pull the nominal government of the country up short by a threat to withdraw "capitalist confidence".

It is this element in our Western "democracies" which stands right in the way of what de Man calls "reform of the State" in order to adapt it to the needs of the new economic era. It is this element which, pursuing policies of output restriction instead of plenty, allows Hitler to crow over us that he is "content to leave to the democracies their triumphs of unemployment". It is this element which creates in the "democratic" States a menacing feebleness in face of the threat of totalitarian war.

But, though this is the element in the State that above all others needs reform, in order to release our potential resources of production and make possible a comprehensive planning of the use of our national man-power in the interests of the general welfare, the "two hundred families" cannot be left alone to bear the blame. A large part of it must rest on those democrats who are still trying to face the problems of the twentieth century with nineteenth-century minds, who behave as if they had all time before them for the gradual conversion of the public to a recognition of the complete rightness of their several views, and who, in face of the desperate needs of the hour, show much more alacrity in bickering one with another than in endeavouring to build up a constructive movement for the salvation of democracy. French democracy, as Mr. Gillie's article shows, is in sore straits to-day largely because the French democrats, having won political power, showed no capacity (even among the working class as a whole) for dropping mutual suspicions and working solidly together for a practical and limited programme that was capable of being speedily realised. British democrats are facing a no less characteristic failure because they will not even attempt to work together, and because the leadership of the most powerful groups shows an obscurantist intolerance towards those who differ from it which suggests much more the elderly gentleman in reduced circumstances who refuses to associate with his neighbours in order to preserve his respectability than the determined democrat who really wants a chance of proving in practice the virtue of democracy.

What, then, are we to do, if we are to garner the lessons of democratic achievement from which a sample has been presented in the foregoing pages? It goes without saying that the first quality democrats need is courage - including the intellectual courage which makes a man capable of adjusting his opinions and attitudes to changing circumstances instead of standing pat by a familiar and inappropriate creed. Secondly, democrats need the will and the capacity to choose a leader who can lead, and to give him rope and authority. I believe strongly in committee rule - as a means of administering sound institutions under tranquil conditions. I fundamentally disbelieve in it as a panacea of democracy. Crisis demands lively imagination and quick decision; and these are qualities of personal leadership. The leader is the stronger for having a committee at his back. But he must lead. Puppet leadership, under committee direction, is disastrous in times such as our own.

Thirdly, democrats need to believe in democracy - by which I mean, not a blind belief that they can slough off the responsibilities of leadership upon a necessarily less well-informed electorate, but rather a determination to make and keep their electorate as well informed as it can possibly be (education for citizenship and W.E.A. education especially come in these), and a fixed resolve that, in matters of ends as against technical means, the will of the ordinary man or woman deserves respect and must be the final arbiter of what it is legitimate for the leader to attempt. In times of revolutionary collapse such as existed in Russia in 1917 and again in Germany after 1918, it is impossible to elicit the will of the people by any effective constitutional electoral appeal; but that does not absolve the leader from making it his final court of appeal. "They have voted with their feet", said Lenin. But the German Social Democrats, under severe pressure from the Allies, humbly considered what would suit the German people. They patched up an unworkable compromise which they hoped the enemy governments would accept as an earnest sign of good faith.

Our task as democrats to-day is not, and cannot be, easy. We are struggling for democracy with our backs to the wall, well aware that democratic institutions are menaced not only by fascism but also by the measures to which we are driven in arming ourselves against fascist attack. It takes a much higher quality of democratic opinion, a much more fervent democratic faith, to make democracy work under war conditions than under conditions of peace. And one conclusion of its working is that we shall not, amid our preoccupation with international affairs, neglect home politics - including both necessary measures of social reform (which alone can make democratic politics real to the majority of citizens) and more far-reaching measures of structural economic reform (which alone can give us

the power to make major social reforms effective). We can learn these from New Zealand, as well as from Scandinavia and the United States. These countries have, no doubt, the advantage over us that they are less in the forefront of the present phase of the European struggle which arises out of the fascist bid for world domination, and are therefore better able to keep their eyes fixed firmly on their domestic problems. But our need to do this is not the less because the difficulties in the way are greater. It is indeed all the more pressing; for only if we can rally all the progressive forces behind a united movement for social and structural reform at home can we hope to make a sufficient part of the people believe in democracy firmly and confidently enough to offer a united challenge to the fascist onslaught.

LA ZONE DES CATASTROPHES

Avant d'aborder le chapitre le plus controversé de la vie d'Henri de Man, il faudrait évoquer certains antécédents qui aideraient à le comprendre : l'adhésion à la politique d'indépendance et au "socialisme national" (1936-7), les propositions de réformes structurelles du régime parlementaire dans le sens d'une "démocratie autoritaire" (1938-9), l'évolution vers une politique de stricte neutralité liée à la proposition d'une conférence internationale connue sous le nom d' "offensive pour la paix" (1938-9), le pacifisme de l'ancien combattant tendu vers la conjuration d'une nouvelle conflagration. Les textes essentiels de de Man sur ces différents aspects, à commencer par ses Mémoires, sont suffisamment accessibles pour que nous puissions nous contenter de reproduire ici un article moins connu, "Pour une politique socialiste de paix", paru dans *Le Peuple* à la veille du 57e Congrès du P.O.B. qui porta en grande partie sur la politique internationale.

L'échec de l' "offensive pour la paix", dû à la réponse dilatoire de l'Allemagne, aurait pu inciter de Man à changer d'avis sur le bien-fondé de la politique de neutralité. Il ne fit qu'accroître son pessimisme sur les chances d'éviter la catastrophe. Au demeurant, son neutralisme pointilleux visait avant tout une presse pro-alliée qui reflétait mal le large consensus sur la politique d'indépendance. Selon lui, ni la Belgique ni le socialisme n'avaient intérêt à prendre parti dans un conflit entre grandes puissances et à se battre pour un nouveau Versailles. La neutralité exprimait sa foi dans la défaite finale de la force qui se détruit elle-même.

Jusqu'en mai 1940, ce choix fut parfois critiqué et accrut les divergences au sein du P.O.B., mais il ne fut jamais sérieusement remis en cause. Il en alla tout différemment après cette date.

Les accusations portées ultérieurement contre Henri de Man ont ceci de commun qu'elles ont toutes souffert d'une période de latence plus ou moins prolongée. Les communistes ont oublié que, après avoir fait partie des suspects de mai 1940, ils ont eux aussi, pour des

raisons qui leur étaient propres, respiré et fait souffler "l'air du temps" pendant les premiers mois de la collaboration, jusqu'au tournant du 22 juin 1941. Les autres ont oublié leurs hésitations de l'été 1940, et parfois bien au delà. C'est pourquoi la justice de l'épuration fixa au 1er avril 1942 le début de la collaboration punissable. Mais elle voulut voir dans le cas d'Henri de Man un philofascisme qui ne pouvait revendiquer ce droit à l'erreur.

Il est vrai que de Man a toujours considéré le fascisme comme une conséquence du désastreux traité de Versailles, vrai aussi qu'il lui a reconnu des aspects positifs, notamment par rapport à la délinquance des régimes parlementaires. D'autres que lui, comme Léon Blum, pourtant prisonnier de Vichy, ont tenu un langage semblable (cf. *A l'Échelle humaine*). Mais de Man a franchi un pas de plus. Dans son **Manifeste aux membres du P.O.B.** de juin 1940, il a accepté le fait de la victoire allemande, salué comme une délivrance "l'effondrement d'un monde décrépit" et préconisé la réunion des "forces vives de la nation" "dans un parti unique, celui du peuple belge, uni par sa fidélité à son Roi et par sa volonté de réaliser la Souveraineté du Travail".

Très tôt cependant, dès juillet 1940, il apparut que les hypothèses envisagées dans ce manifeste ne se concrétiseraient pas. De Man reporta alors l'essentiel de ses efforts vers des tâches non politiques : défense des travailleurs, sort des prisonniers, démarches diverses en faveur de nombreux solliciteurs. C'est dans cet esprit qu'il créa le journal *Le Travail* (1941) et participa activement à la constitution du syndicat unique des travailleurs intellectuels et manuels (UTMI). Il n'en avait pas pour autant renoncé aux objectifs politiques du **Manifeste** et ne souhaitait rien moins que le retour de l'ancien régime parlementaire, tout en étant conscient que rien ne pourrait s'accomplir sous l'occupation et que le premier impératif était dès lors de survivre tant bien que mal jusqu'à la fin de la guerre.

C'est ce qui, à partir de 1941, devint de plus en plus difficile. Les Allemands eux-mêmes ne prenaient pas au sérieux les concessions de de Man à l'ordre nouveau. Devant la dégradation de la situation, ils exigeaient une collaboration effective et efficace. Ils n'avaient cure des intérêts belges que de Man prétendait défendre. Inversement, celui-ci mesurait son isolement croissant et la réduction de ses possibilités d'action. Alors qu'il avait cru pouvoir se déterminer indépendamment de l'issue de la guerre, il se rendait maintenant compte qu'il serait perdant quelle que soit cette issue. A l'au-

tombe 1941 il renonça à toute activité publique et au printemps suivant, après avoir protesté contre l'annexion de l'UTMI par les extrémistes flamands avec l'appui des Allemands, il quitta définitivement la Belgique.

En 1946, Henri de Man fut condamné par contumace à vingt ans de détention extraordinaire pour avoir, "étant militaire, méchamment servi la politique ou les desseins de l'ennemi". Il voulait la disparition de l'ancien régime; il était normal que l'ancien régime voulût sa disparition. Telle était la seule finalité de ce procès politique dont il faut quand même dire qu'il avait fort peu à voir avec l'idée flatteuse que les démocraties se font de leur justice.

Pour porter un jugement - jugement d'historien, s'entend - sur l'attitude de de Man en 1940, c'est aujourd'hui sur un tout autre terrain qu'il faut se placer. Sa plus grave erreur réside dans le dilemme où il s'est lui-même enfermé et qu'il eut le tort de vouloir trancher prématurément. De Man a pu à juste titre se défendre d'avoir "méchamment servi les desseins ou la politique de l'ennemi". Il a pu prétendre à bon droit n'avoir agi que pour servir des intérêts belges. Il reste que, pour ce faire, il a confondu pendant une année deux plans bien distincts : celui des intérêts immédiats du peuple belge, qui justifiait l'application de toutes les mesures conservatoires possibles, et celui des institutions futures de la Belgique. Sur ce plan-là, de Man a commis l'erreur, non pas de croire à la victoire allemande, mais de la croire décisive, de s'en accommoder et d'en tirer la conclusion pour le moins hâtive qu'elle ouvrait la voie à la paix européenne et à la justice sociale : "La paix n'a pas pu sortir de la libre entente des nations souveraines et des impérialismes rivaux; elle pourra sortir d'une Europe unifiée par les armes, où les frontières économiques auront été nivelées." Puis, à mesure que la victoire allemande parut moins décisive - notamment après la bataille d'Angleterre - , il généralisa son raisonnement en ajoutant que les objectifs de la paix et de la justice sociale devaient être poursuivis à plus long terme, quelle que fût l'issue de la guerre.

En d'autres termes, contrainte et nécessité devaient suppléer la volonté défaillante des nations souveraines. Or, de deux choses l'une - et là était le dilemme - ou bien le de Man du *Manifeste* était dans le vrai et tout ce qu'il avait pensé et écrit depuis la première guerre mondiale sur l'impossibilité d'atteindre un but juste par de mauvais moyens se trouvait périmé, ou bien il se trompait et sa pensée profondément socialiste, démocratique et pacifiste demeurait vivante.

Mais il ne pouvait - même en distinguant phase déstructrice de la guerre et phase constructive de la paix - associer des objectifs tels que la souveraineté du travail, la paix européenne et la justice sociale à une œuvre de guerre et de conquête, à plus forte raison celle de l'impérialisme nazi, sans contredire sa théorie des mobiles du socialisme. On objectera qu'une théorie est un bien faible rempart contre la force, mais là n'est pas la question. La contrainte ne réussit pas là où la liberté échoue; elle fait autre chose. Dans le meilleur des cas, elle aurait accompli à l'ouest ce que l'URSS a accompli à l'est. L'issue de la guerre - quelle qu'elle fut - ne pouvait donner raison au de Man de 1940 sans donner tort au de Man d'avant 1940, ou vice-versa. Et dans les deux cas, les conséquences ne pouvaient être que néfastes dans l'optique même qui était la sienne. Entre deux maux, il faut savoir choisir le moindre. C'est ce que de Man n'a pas su faire en 1940.

*L'anthologie Een halve eeuw doctrine, publiée par Herman Balthazar dans la série **Hendrik de Man. Persoon en ideeën**, fait une large place aux textes de cette période. Le lecteur néerlandophone y trouvera notamment les principaux articles parus dans la revue *Leiding*, l'important discours prononcé à Anvers et à Charleroi en avril et mai 1941, ainsi que les articles parus de septembre à octobre 1941 dans *Le Travail hebdomadaire*. Il aurait été intéressant de publier ici l'un ou l'autre en français, mais le choix était délicat.*

Aussi avons-nous préféré retenir trois petits textes, dont un document inédit, qui ont l'avantage d'offrir une unité de matière. Le document inédit contient les "Directives pour la rédaction du Travail" du 5 mars 1941, journal que de Man obtint l'autorisation de faire paraître en attendant que l'UTMI soit en mesure de le reprendre officiellement à son compte. Les deux autres textes sont la présentation du journal dans le N° 1 du 14 mars 1941 et l'annonce de sa transformation en hebdomadaire dans le dernier numéro du quotidien paru à fin août 1941. Ces deux articles ne sont pas signés par Henri de Man, mais par la rédaction du journal. Il n'existe cependant aucun doute sur leur paternité.

POUR UNE POLITIQUE SOCIALISTE DE PAIX

Le Congrès du P.O.B., convoqué pour le 5 novembre, sera vraisemblablement dominé par les débats sur la politique internationale. Le problème n'est pas seulement d'importance vitale en soi. Il est, en outre, passionnément discuté dans tous les milieux socialistes. Diverses thèses se sont déjà affrontées dans nos journaux. Elles ont toutes des défenseurs dans le Bureau du P.O.B. Et cependant ce Bureau s'est trouvé unanime, lundi dernier, quant au caractère qu'il convenait de donner aux débats du Congrès sur ce point.

Premièrement, il importe que le Congrès établisse sans équivoque les principes qui guideront l'action future du P.O.B. en la matière. Il le fera, s'il se peut, par un vote d'unanimité, mais s'il le faut, par un vote départageant la majorité et la minorité. Et l'on ne se contentera pas de trancher telles ou telles questions d'actualité, importantes sans doute, mais d'ordre fragmentaire et passager. A l'heure qu'il est, il faut plus que cela : des directives de principe, basées sur un examen d'ensemble de toutes les questions dont dépend le choix entre une politique de guerre et une politique de paix. Il faut des décisions nettes et cohérentes, dont puissent s'inspirer nos délégués à l'Internationale autant que les membres socialistes du gouvernement et les propagandistes socialistes du pays.

Ce désir unanime de soumettre nos divergences de vues au jugement du Congrès est une nouvelle manifestation de l'esprit foncièrement démocratique de notre mouvement. Toutes ses décisions sont précédées par des discussions, franches sans doute, mais également fraternelles. Car chacun respecte la sincérité et la pureté des mobiles de ses antagonistes, et personne n'oublie que, si nous pouvons être en désaccord sur les moyens, nous restons d'accord sur le but socialiste et pacifiste. Mais quand ceux qui ont la charge de diriger l'action du parti constatent qu'ils ne parviennent pas à se convaincre mutuellement, ils se tournent vers l'instance souveraine qui représente la volonté de leurs mandants, et demandent au Congrès de se prononcer.

Il va de soi que les décisions du Congrès auront une autorité d'autant plus grande qu'elles auront été préparées, dans les groupes et fédérations, par des discussions mieux éclairées et mieux documentées. Le Bureau fut donc également unanime pour décider que les journaux du Parti publieraiient cette semaine encore, des articles exposant les principaux points de vue.

C'est ainsi que m'est échu le périlleux honneur de confronter, avec les thèses

du rapporteur Emile Vandervelde, certaines conclusions différentes des siennes.

Cela étant, on comprendra pourquoi je ne parlerai pas, aujourd'hui, des très nombreux points sur lesquels nous sommes d'accord. Pour m'acquitter le mieux possible de la tâche qui m'est dévolue, je dois au contraire, dans l'intérêt de la clarté du débat, mettre l'accent sur ces points litigieux.

Et je dois le faire, vu la brièveté que les circonstances imposent, en me concentrant sur un nombre aussi réduit que possible de propositions fondamentales, laissant de côté toutes les questions d'application à des problèmes du jour, d'ailleurs en évolution constante, et relativement faciles à trancher dès que l'on juge selon une doctrine d'ensemble bien définie.

Or donc, il me semble que l'on peut ramener toutes nos divergences de vues à deux questions cruciales :

1° La guerre peut-elle entrer en ligne de compte comme moyen de faire triompher la liberté en Europe ?

A cette question, je réponds non.

2° La paix est-elle possible dans une Europe où coexistent des Etats démocratiques et totalitaires ?

A cette question, je réponds oui.

En commençant par affirmer que la guerre est à écarter, en toute hypothèse, comme moyen d'une politique socialiste ou antifasciste, je n'entends nullement m'associer à ceux de nos adversaires qui accusent de bellicisme tous les socialistes dont les opinions diffèrent de celles de Spaak ou des miennes.

Je crois à leur sincérité quand ils se défendent de désirer une guerre, ou même de la considérer comme inéluctable. Mais cela ne m'enlève aucunement le droit de dire que, dans certains milieux socialistes, on préconise une politique qui, qu'on le veuille ou non, et que l'on s'en rende compte ou non, ne peut finalement aboutir à un résultat autre que la guerre.

Car tel est l'aboutissement, aussi fatal dans les faits que logique dans les idées, de toute politique qui nie la possibilité de la paix avec les Etats totalitaires, et qui par conséquent tend à diviser l'Europe en deux camps armés, engagés dans un conflit de puissance qui, puisqu'on écarte la paix, ne peut par définition finir que par la guerre.

Pour échapper à l'inexorable étreinte de ce dilemme, ceux qui postulent l'impossibilité de la paix avec les Etats fascistes ne pourraient se prévaloir que d'une seule autre hypothèse : c'est celle qui se réalisera si, avant que le conflit des blocs armés n'aboutisse à l'inévitable explosion, les gouvernements fascistes se trouvaient renversés du fait de leurs propres peuples. Et cela, bien entendu, n'est concevable en régime autoritaire que par des révolutions violentes.

Eh bien, il y a des illusions qu'il serait vraiment trop dangereux d'entretenir pour que l'on puisse reculer devant le pénible devoir de dénoncer leur caractère chimérique.

Assurément, même les gouvernements fascistes les plus massivement "plébiscités", grâce à leur maîtrise absolue sur tous les moyens d'influencer l'opinion publique, ne peuvent se considérer comme étant à tout jamais à l'abri de revirements violents de cette opinion. Mais il faudrait être aveugle pour ne pas voir que cela n'est pas pour demain. Ce qui plus est : cette éventualité est condamnée à reculer dans la mesure où les gouvernements de ces Etats pourront invoquer la menace militaire de l'extérieur. Aurait-on oublié que c'est l'occupation de la Ruhr qui a valu à Hitler ses premiers succès, et peut-on concevoir que des socialistes renouvellent les erreurs de Poincaré, dont la France paie maintenant si durement les conséquences ?

La politique du sabre renforce le nationalisme exaspéré qui est à la base du fascisme, la politique de paix l'affaiblit.

Il n'y a pas de guerre libératrice. Le propre de toutes les guerres modernes est, au contraire, de détruire la liberté partout, même chez les peuples qui s'y laisseraient entraîner par leur passion de la liberté.

On s'en aperçoit longtemps avant que la guerre n'éclate. L'évolution intérieure de la France et de l'Angleterre depuis quelque temps fournit à cet égard des indices significatifs. Il n'y a pas que la course aux armements qui détruit la possibilité économique de tout produit social. L'obsession de la guerre suffit, par son effet psychologique, à renforcer toutes les tendances réactionnaires; car la guerre exige une telle concentration de toutes les volontés sur le seul objectif de la victoire, qu'elle transforme automatiquement tous les Etats en Etats autoritaires et totalitaires.

Une guerre européenne, aujourd'hui, commencerait par tuer la liberté partout, pour finir par tuer l'Europe elle-même.

Toute guerre est pire que le mal qu'elle peut prétendre à vaincre. Aussi bien, aucun programme de politique internationale ne vaut-il même la peine d'être examiné s'il ne commence par écarter la guerre comme moyen de réalisation.

Ce sont là des truismes qu'il serait peut-être inutile de rappeler, si l'on ne devait constater chaque jour la dangereuse fascination qu'exerce, sur certains esprits, la vision d'une Europe où les Etats démocratiques coalisés pourraient mettre en oeuvre une puissance militaire supérieure à celle des Etats fascistes coalisés. Bien entendu, c'est une idée que l'on se garde de penser jusqu'au bout, lequel est la guerre; car elle n'a de sens que si l'on est prêt à aller jusque-là.

En attendant, on joue avec le feu, sans penser à l'incendie. Et les rêves d'exi-

lés nourrissent de leurs illusions la doctrine néo-jacobine de ceux qui confondent l'Europe de 1938 ave celle de 1792. Illusions non seulement sur la possibilité de la guerre "libératrice" en soi; illusions aussi sur la possibilité de la coalition des puissances "libératrices" que l'on désire.

On trouve trop de traces de ces illusions dans la dernière résolution de l'Exécutif de l'Internationale. Je n'en aurais pas parlé si Emile Vandervelde ne s'en était prévalu, car elle me paraît vraiment trop équivoque pour pouvoir servir à un débat où il s'agit, au contraire, de clarifier des questions de principe. Mais le caractère trouble et ambigu de certains de ses passages illustre fort bien le danger des illusions auxquelles je pense. On y trouve, entremêlés, la condamnation d'un "pacifisme facile" que l'on n'identifie d'ailleurs pas autrement, et des appels "aux grandes puissances démocratiques", pour le "regroupement de toutes les forces de liberté", et en faveur d'une plus grande "fermeté" à l'égard des "puissances de proie".

Or, la même résolution, quelques paragraphes plus haut, avait stigmatisé, en termes d'ailleurs excellents, le honteux "lâchage" de la Tchécoslovaquie par les gouvernements de France et d'Angleterre, en leur reprochant non certes d'avoir reculé devant la guerre, mais d'avoir fait littière de leurs obligations les plus élémentaires au cours des négociations pacifiques elles-mêmes. N'empêche qu'aussitôt après, on essaie d'axer toute la politique de l'Internationale sur la coalition des "forces de liberté" qui sont ces mêmes "gouvernements démocratiques" !

De telles aberrations peuvent se concevoir quand il s'agit d'exilés et de réfugiés, comme il s'en trouve beaucoup aux réunions de l'Internationale. Les souffrances de l'exil expliquent et excusent une certaine exaspération qui fausse bien des perspectives. Mais est-ce une raison pour que les autres socialistes se laissent envouter par des conceptions qui découlent beaucoup plus de passions nationales exacerbées, que d'une analyse socialiste des facteurs économiques et sociaux en présence ?

Ne voit-on pas le rôle qu'a joué, à Godesberg et à Munich, le fait que la bourgeoisie de France et d'Angleterre est balancée entre sa peur de Hitler et sa peur du socialisme ?

Ne voit-on pas que pour cette bourgeoisie, la Tchécoslovaquie était moins une démocratie à sauver qu'une position stratégique à défendre ?

Ne voit-on pas qu'à côté de la division idéologique en "puissances de proie" et "puissances de liberté", il y a la division économique, au moins aussi essentielle, entre impérialismes repus et impérialismes affamés - affamés de territoires, de matières premières, de vivres et de débouchés ?

Et a-t-on déjà oublié à l'Internationale que l'ordre établi par les traités de

1919, que l'on demande aux "gouvernements démocratiques" de défendre, est précisément celui dont l'Internationale, dès le lendemain de la guerre, dénonçait les injustices et les absurdités, et exigeait courageusement la révision ?

Il suffit de réfléchir un instant à tout cela pour dégager les raisons qui me font dire : le seul moyen d'éviter la guerre est de faire la paix avec tous les Etats européens, quel que soit leur régime politique.

Cela signifie-t-il le "pacifisme facile, sans conditions ni limites", dont parle la résolution de l'Internationale ?

Bien loin de là !

Cela signifie tout simplement que le socialisme a pour devoir d'exiger des gouvernements sur lesquels il peut exercer quelque action un effort qui ne consiste pas uniquement à armer leurs peuples jusqu'aux dents, jusqu'au moment où la peur générale aboutira à la conflagration générale.

Car la paix comporte autre chose que l'absence de guerre, la passivité qui ne fait que retarder le moment de la catastrophe que l'on laisse se préparer en ne faisant rien pour supprimer ses causes.

Le vrai problème n'est pas de **conserver** la paix; car la paix actuelle n'est que l'attente prolongée d'une guerre, et elle implique le maintien d'un ordre international que le socialisme a depuis longtemps reconnu comme économiquement et moralement intenable.

Il s'agit bien plutôt d'une paix nouvelle à **construire** par une politique qui ne soit pas, comme celle qui a été suivie par les "puissances démocratiques" à l'égard de l'Espagne et de la Tchécoslovaquie, sans fermeté, sans continuité, sans initiative, et même sans honneur.

Assurément, pareille politique nécessite, de la part des Etats démocratiques, un énorme effort. Mais cet effort sera infiniment moins épaisant, et infiniment plus fructueux, que celui qui consiste à saigner les peuples à blanc d'abord dans la course aux armements, pour les envoyer au charnier ensuite.

Son objectif doit être, dans sa forme, la Conférence Générale de la Paix dont j'ai déjà parlé dans mon article du 23 septembre dernier, et qu'ont préconisé depuis, le Labour Party anglais et la C.G.T. française; dans son contenu, il doit être l'adaptation, aux circonstances nouvelles, des idées dont l'Internationale s'inspirait il y a une quinzaine d'années.

Ces idées, je les rappelle brièvement :

1) Révision des traités de 1919, conformément aux principes du Président Wilson et de son digne successeur le Président Roosevelt, et non de ceux du Président Poincaré;

2) Désarmement progressif et simultané;

- 3) Renonciation générale aux alliances militaires;
- 4) Refonte complète de la S.D.N. sur ces bases;
- 5) Abaissement progressif des frontières économiques avec renonciation au dumping;
- 6) Revision complète du régime des possessions coloniales, en vue d'une répartition rationnelle des matières premières et des territoires de peuplement;
- 7) Radiation définitive de toutes les dettes internationales;
- 8) Suppression de toutes les entraves à la circulation internationale des capitaux et au clearing;
- 9) Suppression de toutes les entraves à la circulation des personnes d'un pays à l'autre.

On me dira sans doute qu'il ne suffit pas d'établir pareil programme pour que les gouvernements l'acceptent.

Assurément non. Aussi, ce ne sera pas l'oeuvre d'un jour. Mais la difficulté de la tâche n'a pas empêché l'Internationale d'agir dans ce sens après la conférence de Francfort en 1922. Cette action a d'ailleurs eu des résultats. Ils furent importants, bien qu'insuffisants. Mais si la même voix s'élevait maintenant, ne serait-elle pas plus écoutée, depuis que les peuples ont à nouveau senti passer sur eux le souffle de l'horrible guerre ?

D'ailleurs, il faut commencer par le commencement, tout en sachant où l'on veut aller à la longue. A chaque jour suffit sa tâche. Et celle de notre Congrès sera de mettre fin au désarroi qui règne actuellement dans les esprits, faute d'une définition claire de notre politique internationale, faute de concordance aussi entre les choses que nous disons à l'Internationale et celles que nous faisons au gouvernement et dans le pays.

Et c'est pour cela que, volontairement, je me suis placé sur le terrain de l'Internationale, beaucoup plus que sur celui de nos petits ennuis quotidiens, gouvernementaux ou extra-gouvernementaux.

Même les plus épineuses de ces questions d'actualité sont relativement faciles à résoudre quand on est d'accord sur les principes à appliquer.

Qui ne voit combien le programme auquel je voudrais voir l'Internationale se rallier, ou plutôt revenir, concorde dans ses objectifs essentiels avec ceux de la politique actuelle de notre pays, plus intéressé que tout autre à la paix de l'Europe ?

La véritable difficulté n'est donc pas là. Elle existe plutôt du côté de l'Internationale. Si elle a perdu beaucoup de son prestige depuis quelques années, c'est surtout parce que sa structure s'est trouvée profondément modifiée par les victoires successives du fascisme. Ses conseils consistent pour une grande part, de

représentants de partis qui n'existent plus, voire même de pays qui n'existent plus. Cela explique bien des choses, humainement très compréhensibles et très respectables, certes, mais pratiquement néfastes. Il y a là une réorganisation qui s'impose, et dont il faudra aussi parler à notre Congrès.

En attendant, sa mission principale sera de formuler les idées directrices de ce qui sera, si nous le voulons, une grande offensive socialiste pour la paix.

DIRECTIVES POUR LA REDACTION DU "TRAVAIL"

Sans être ennuyeux, le journal doit garder un **niveau intellectuel et moral élevé**, digne de la cause qu'il défend. Il est plus pardonnable de surévaluer l'intelligence et la maturité politique des lecteurs que de les sousévaluer.

Dans toute la mesure du possible, contrôler ou faire contrôler la véracité des assertions dont on prend la responsabilité en les publiant. Le règne de l'irresponsabilité du journaliste devrait être considéré comme terminé.

Pas de personnalités, et (à moins d'instructions spéciales et expresses de ma part), pas de polémiques avec d'autres journaux ou mouvements !

L'espace est précieux, le remplissage par les choses sans valeur est un outrage au journal et aux lecteurs.

Ligne politique : déterminée au départ par mon manifeste de juin 1940, l'article **Présentation** dans le premier numéro et le compte rendu de ma conférence dans un des premiers numéros.

Le journal est destiné à devenir l'organe de l'U.T.M.I. quand celle-ci réunira des conditions qui n'existent pas encore actuellement. Il faut tenir compte de cette intention en mettant notamment en avant l'idée de l'unité syndicale libérée des dissensions politiques, et en évitant scrupuleusement de blesser n'importe quelle conviction ou croyance. Cependant, il faut songer à défendre les objectifs de l'U.T.M.I. plutôt qu'à recruter des effectifs pour elle; ceci se produit par surcroît à la suite de cela. En défendant les intérêts ouvriers et un socialisme national au-dessus des partis, le journal remplit une fonction propre et qui peut se concevoir même sans l'existence de l'U.T.M.I. Donc : commencer par éviter tout ce qui pourrait le faire apparaître comme un [organe] officieux de cette organisation, qui a encore beaucoup de préjugés à surmonter et dont la physionomie définitive n'est pas encore dégagée.

A l'égard du P.O.B. : pour autant qu'il faille traiter du passé, ne jamais parler qu'avec respect de ce que le P.O.B. représente comme phénomène historique d'ensemble, surtout dans sa première période, tout en reconnaissant les erreurs et le déclin de la dernière.

A l'égard des événements guerriers et de la politique internationale, ne jamais oublier que la guerre qui se poursuit n'est pas de notre fait, et que les problèmes essentiels se posent, soit en deçà (la vie matérielle sous l'occupation), soit au delà (l'unité européenne et l'ordre socialiste).

Les préoccupations sociales et économiques doivent donc passer avant tout. Faire le moins de "politique" possible, sauf en citant largement ce que d'autres journaux en disent.

Il faut qu'au bout de peu de temps, les lecteurs acquièrent la conviction que notre attitude à l'égard de l'occupant est basée sur la dignité et le respect mutuel; et l'idéal serait que notre journal ait à ce point de vue une situation hors pair.

Remarques techniques : Ne jamais répartir le texte d'un papier sur plus d'une page - Signer le plus possible les articles originaux (même par pseudonymes ou initiales) pour les distinguer des textes venant de l'extérieur - Donner, plutôt que des articles politiques, de très larges extraits de la presse belge, française, hollandaise et allemande - Soigner la correction typographique comme doit le faire un journal qui se respecte, et manifester, même dans ses détails techniques, que le désordre ancien est révolu ! - Veiller à ce que les collaborateurs soient payés régulièrement et rapidement - Veiller à ce que dans tous les locaux de journal, règne un ordre, une discipline, une ponctualité faisant contraste avec les mauvaises habitudes anciennes - Eviter de créer des situations inamovibles, et ne jamais hésiter à remplacer un moins bon collaborateur par un meilleur; l'avancement rapide des bons et l'élimination tout aussi rapide des mauvais est la condition du succès d'une entreprise moderne - Ne pas avoir peur de laisser une grande initiative à ses subordonnés, mais ne pas avoir peur non plus de s'en séparer si l'expérience tourne contre eux.

PRESENTATION

Nous sommes, pour la plupart, d'anciens rédacteurs du **Peuple**, et **Le Travail** paraît sur les presses de ce journal, qui fut l'organe du Parti Ouvrier Belge.

Cependant, nous n'entendons reprendre l'héritage du P.O.B. que sous bénéfice d'inventaire.

Cet héritage comprend des valeurs démonétisées, à côté d'autres qui sont plus précieuses que jamais.

Nous revendiquons fièrement tout ce que le P.O.B. a fait, pendant un demi-siècle, pour améliorer le sort de la classe ouvrière et lui donner le sens de sa dignité sociale. Nous restons inébranlablement attachés à sa glorieuse devise : la Souveraineté du Travail. Et nous croyons que la lutte pour l'ordre socialiste, loin d'être périmée, ne fait que commencer pour de bon.

Mais c'est précisément à cause de cela que cette lutte se déroulera dorénavant dans un cadre nouveau, et plus large que celui de la vieille politique de partis.

Le régime parlementaire, déjà frappé de discrédit avant la guerre, s'est écroulé depuis lors sous le poids de ses propres fautes. Quelle que soit par ailleurs l'issue de cette guerre, le régime des partis ne reviendra plus. L'idée socialiste, elle, est plus vivante et plus prête à se réaliser que jamais; mais c'est à condition de s'émanciper définitivement de l'électoralisme et de l'exploitation politique.

Le socialisme de demain ne sera plus la chose d'une classe, mais celle de toute la nation, voire même de toute l'Europe. Il se réalisera, non point par la lutte électorale pour des mandats qui ne faisaient trop souvent que le bonheur des mandataires, mais par un effort commun de salut public, effaçant les discussions politiques et confessionnelles d'autan.

Mais l'Etat nouveau et le parti unique dépendent, pour leur réalisation, de la paix européenne future; d'ici là, faute de fondations nettement tracées et d'outils adéquats, la construction doit attendre : et nous ne pouvons que nous y préparer en pensée.

Par contre, parmi les tâches qui nous ont été léguées inachevées par nos prédecesseurs, il y en a une qui ne peut plus attendre : c'est la lutte contre la misère, la défense des intérêts des travailleurs.

Défendre les intérêts de ceux qui peinent et qui souffrent - voilà tout notre programme d'action immédiate !

L'action politique n'entrant pas en ligne de compte, nous estimons que ce pro-

gramme doit être réalisé par tous les moyens dont notre peuple dispose actuellement. C'est, en ordre principal, l'action sociale et économique que peuvent exercer les syndicats affiliés à l'U.T.M.I. Sans être leur organe, nous soutiendrons leurs efforts en faveur de l'unité ouvrière et de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs.

Nous ne partageons donc pas l'avis des "attentistes", qui rejettent toute action syndicale sous l'occupation.

C'est un point de vue que l'on peut, à la rigueur, comprendre chez quelques vieux chefs politico-syndicalistes revenus de France, après s'être versé une ou deux années d'appointements à l'avance. Ils peuvent vivre en rentiers, et attendre tranquillement des jours meilleurs.

La masse des travailleurs, elle, en jugera autrement. Elle ne peut pas attendre la fin de la guerre pour manger. C'est aujourd'hui que les ménagères ont besoin d'argent pour nourrir leurs familles; c'est aujourd'hui que les enfants réclament du lait ou du pain.

Or, nous ne subissons pas seulement une misère plus grande que jamais auparavant, mais aussi une inégalité économique plus flagrante, une injustice sociale plus révoltante.

Jamais le contraste entre le sort des profiteurs et celui de la masse n'a été plus criant qu'aujourd'hui.

Sous le couvert d'un patriotisme à retardement, qui n'a pas empêché leur fuite précipitée en mai 1940, les privilégiés de l'ancien régime essaient de donner le change à la masse qu'ils avaient alors abandonnée à son sort. Ils ont découvert qu'il leur en coûte moins de nourrir le peuple de bobards et de chimères que de lui assurer le pain quotidien. Ils trouvent parfait que les salaires soient stabilisés, sinon réduits, même si les prix et les profits augmentent en flèche. Ils rêvent d'une issue guerrière qui restaurerait, en Belgique, le paradis des capitalistes, sans défense syndicale pour les travailleurs.

Quant à nous, notre premier objectif sera le rajustement des salaires et l'amélioration du niveau de vie des travailleurs, grâce à leur action syndicale, nettoyée du virus politique.

Parce que nous serons avec les travailleurs, les privilégiés et les profiteurs de l'ancien régime seront contre nous.

Ils essayeront de faire croire que nous sommes des traîtres, à la solde de l'occupant.

N'en croyez rien ! Nous ne sommes à la solde de personne : nous voulons tout simplement continuer à servir une cause, celle du relèvement de la condition ouvrière, et un idéal, celui du socialisme.

Le fonds de roulement nécessaire au lancement de ce journal a été constitué exclusivement par quelques organisations syndicales, socialistes et indépendantes, affiliées à la C.G.T.B. et à l'U.T.M.I. Bien entendu, nous avons eu besoin de l'autorisation du pouvoir occupant pour paraître. Mais si cela implique certaines restrictions compréhensibles en temps de guerre et sous le régime de l'occupation militaire, cela ne nous oblige en rien à mettre notre plume au service d'inspirations étrangères. En attendant la collaboration entre notre pays et l'Allemagne que nous désirons voir s'organiser dans une Europe pacifiée, notre attitude restera celle de bons Belges, décidés à ne s'assurer le respect du vainqueur que par leur ferme dignité et par leur sincère désir de mettre leur propre maison en ordre.

C'est donc avec une conscience tranquille que nous pouvons dire : Travailleurs belges ! C'est pour vous que ce journal a été créé, c'est par des vôtres qu'il sera fait ! En le lisant, en le soutenant, en le répandant, c'est votre cause que vous servirez.

La Rédaction du **Travail**

A NOS LECTEURS

Ce numéro est le dernier du **Travail** quotidien. A partir du samedi 6 septembre, notre journal paraîtra une fois par semaine.

Cette décision, nous ne l'avons pas prise d'un cœur léger. Elle nous a été imposée par des circonstances plus fortes que notre volonté.

Au milieu des épreuves et des entraves que la guerre impose à notre pays, faute de pouvoir faire ce que l'on veut, il faut se contenter de faire ce que l'on peut.

C'est ce que nous avons fait pendant près de six mois.

Nous avons dit alors que tout en ne prenant pas position sur les problèmes de politique intérieure et extérieure qui ne pourront être résolus par les Belges qu'après la guerre, nous considérions comme notre devoir de lutter pour l'amélioration du sort des travailleurs.

Nous l'avons fait, dans la mesure de nos moyens et des possibilités actuelles, malgré des difficultés et des obstacles de toute espèce.

Et nous avons obtenu des résultats qui, tout en étant encore fort insuffisants, ont tout de même été atteints, pour une large part, grâce aux efforts du **Travail**.

Outre une première étape réalisée dans le rajustement partiel des salaires, nous avons mis à l'ordre du jour l'amélioration graduelle du ravitaillement, la nécessité de réadapter la pension des vieux, le sort des classes moyennes, la détresse des anciens combattants. Et nous avons posé les jalons du chemin par lequel un nombre croissant de militants syndicalistes ont retrouvé leur place dans le syndicat unique de l'U.T.M.I.

Ces efforts, nous les poursuivrons dorénavant dans le **Travail** hebdomadaire. Libérés des servitudes de l'information et de l'actualité politique qui pèsent sur un organe quotidien, nous y pourrons d'autant mieux nous concentrer sur les objectifs sociaux qui nous sont propres et qui ont justifié la création de notre journal en mars dernier.

Nous demandons donc à nos lecteurs de nous rester fidèles et de s'abonner, dès maintenant, au **Travail** hebdomadaire.

La Rédaction du **Travail**

SUR LA RIVE

Retiré dès l'hiver 1941-2 dans un chalet d'alpage au-dessus de La Clusaz en Haute-Savoie, Henri de Man médite du haut de ses 1400 mètres d'altitude sur les passions du monde. Il lit Montaigne et Montesquieu, écrit les *Réflexions sur la paix*, *Cahiers de ma montagne*, *Jacques Coeur, argentier du roy*, redécouvre les bienfaits de l'amitié et communie avec la nature. Le croira-t-on ? Ceux qui lui avaient tant reproché son activité passée ne devaient pas manquer de le trouver bien indifférent devant les malheurs du monde. A ceux-là, il répondait à l'avance par cette citation de Montaigne : "Mon Dieu, que la sagesse fait un bon office à ceux de qui elle renge les desirs à leur puissance ! il n'est point de plus utile science. Selon qu'on peut, c'estoit le refrein et le mot favori de Socrates, mot de grande substance." (*Essais*, livre III, chapitre III) Et il ajoutait ce commentaire : "Je consacre ce qu'il faut de mon temps à me tenir au courant des événements, autant qu'il se peut; mais cela fait, et précisément parce qu'ils me passionnent et torturent, je m'oblige à penser à autre chose, et j'essaie le plus possible de vivre, en pensée, dans des régions et des époques différentes. Je ne rendrais service à aucune cause en ne défendant pas ainsi ma santé d'esprit. Il y a des douleurs salvatrices, mais il y a aussi des supplices inutiles." (*Cahiers de ma montagne*, p. 170)

Pour se "défendre, autrement que par l'indifférence, contre le déchirement intérieur", il lui restait la ressource de "penser à ce que pouvait, à ce que devait être la paix, si tant est qu'on la veut durable" ou de trouver refuge dans l'histoire. C'est ainsi qu'il entreprit son très beau *Jacques Coeur*, de même qu'une étude sur les soldats étrangers de Napoléon, non destiné à la publication, probablement parce qu'il souhaitait la compléter lorsque les circonstances lui permettraient de consulter des sources devenues inaccessibles à cause de la guerre. Un avant-propos (*Vorwort*) trouvé dans ses archives, que nous publions ci-après compte tenu de son intérêt intrinsèque, indique son intention de rédiger un livre à partir de cette première version qui compte 45 pages dactylographiées. Faute de temps,

probablement, il ne put mener ce travail à terme. Sans doute aurait-il été indiqué de faire suivre l'avant-propos de l'étude originale. Mais, outre qu'un texte aussi long ne convenait pas ici, il nous est apparu plus approprié de reproduire un article en anglais sur le même sujet, d'une part parce que son moindre volume n'en diminue pas l'intérêt, d'autre part parce qu'il s'agit d'un texte que de Man a lui-même tiré ultérieurement - vers 1946 - de son étude pour l'offrir à la *Yale Review* et à d'autres revues américaines, qui toutes le refusèrent. Tant l'avant-propos que l'article sont donc inédits.

Enfin, nous terminerons notre tour d'horizon par un texte d'Henri de Man qui, pour n'être pas inconnu, mérite, par son contenu et son esprit, de clore ce recueil. La lettre sur le socialisme est une lettre du 26 janvier 1949 adressée à un certain Y., qui n'était autre que son gendre Yves Lecocq. Il s'agit en fait d'une "lettre ouverte", sans aucun caractère personnel, que de Man avait choisi de faire diffuser par ce biais de la main à la main. Elle a paru après sa mort dans *Les Ecrits de Paris* (juillet-août 1954) avec une introduction anonyme. La raison de cette diffusion artisanale est facile à saisir : réfugié en Suisse, de Man avait certes retrouvé certaines possibilités de publication, mais comme il l'indique dans le deuxième alinéa de sa lettre (lequel ne figure ni dans *Les Ecrits de Paris* ni dans la version néerlandaise de l'anthologie de Herman Balthazar), il devait souvent s'exprimer "entre les lignes" à cause de la retenue que lui imposait son statut particulier. Selon le témoignage d'Yves Lecocq (à l'auteur le 20.4. 1972), la simple diffusion manuelle de la lettre en Belgique en 1949 était encore jugée intempestive et aurait fait échouer une démarche d'un ami auprès de Paul-Henri Spaak. Quoi qu'il en soit, cette lettre constitue aujourd'hui un document important : elle est, non pas le dernier texte, mais bien le dernier message d'Henri de Man sur le thème central de toute son oeuvre : le socialisme. Le contenu paraîtra peut-être un peu sévère à l'égard du mouvement dont de Man s'était retiré par la force des choses dans les circonstances que nous avons brièvement rappelées. Mais, au delà de cette impression première, on verra qu'il traduit bien, malgré l'échec final de son ultime expérience d'homme politique, la permanence de sa foi dans l'idée socialiste.

[Die ausländischen Soldaten Napoleons]**VORWORT**

Über die ausländischen Soldaten Napoleons ist schon viel geschrieben worden. Das diesem Buch angehängte Literaturverzeichnis liefert dafür den Beweis; dabei ist es nicht einmal vollständig. Kein einziges dieser Bücher aber behandelt die Frage, die hier im Vordergrund steht. Die meisten von ihnen beschreiben die Organisation und die Verwendung der Fremdtruppen, die Feldzüge und Schlachten, woran sie teilgenommen, und ähnliche, rein militärgeschichtliche Dinge. Andere beschränken sich auf biographisches Material von überwiegend lokalem Interesse, wobei wiederum das Hauptgewicht zumeist auf Waffentaten gelegt wird. Im übrigen bemüht man sich dabei nicht selten, die Opfer und die Tapferkeit der eigenen Landsleute in ein möglichst günstiges Licht zu stellen, womit die Apologetik der Geschichtsschreibung in den Weg tritt.

Hier aber handelt es sich um eine sozialpsychologische Untersuchung, wobei die Kriegshistorie nur das zu deutende Material zu liefern hat. Dabei wird von der Frage ausgegangen : was lehrt uns die Geschichte der napoleonischen Kriege im Hinblick auf die Brauchbarkeit von gemischten Heeren ?

Den Gedanken dazu fasste ich im letzten Jahre des Krieges. Die fortschreitende innere Zersetzung und der immer drohender werdende Zusammenbruch des deutschen Riesenheeres riefen stets neue Vergleiche mit dem Schicksal der napoleonischen Armeen hervor, denen ebenfalls das Übermass ihrer Gebietseroberungen zum Verhängnis geworden war. Auch in manch anderer Hinsicht fehlte es nicht an Parallelen, wobei man immer wieder darüber staunen musste, mit welcher Leichtigkeit gewisse Fehler wiederholt wurden, obwohl die bekannten "Lehren der Geschichte" klar genug davor hätten warnen sollen.

Dabei musste auch an ein Zukunftsproblem gedacht werden. Die Verwendbarkeit von gemischten Armeen durch eine übernationale Macht war schon zur Zeit des Völkerbundes ernsthaft erörtert worden. Die Diskussionen über die Weltsicherheit nach dem Kriege sollte sie in neuer Form noch aktueller werden lassen.

Da muss sich gewiss aus den Erfolgen und Misserfolgen Napoleons einiges lernen lassen. Gewiss, die Methoden der Kriegsführung haben sich seither in vielem geändert; die menschliche Natur aber ist die gleiche geblieben, und man muss immer wieder staunen, wie wenig sich trotz allem an der Psychologie der Soldaten

von einem Krieg zum anderen verändert hat.

Dass gerade dieser psychologische Gesichtspunkt mein Interesse fesseln musste, lässt sich aus der Richtung meiner früheren Studien begreifen. Als ich mich nach dem ersten Weltkrieg der Sozialpsychologie zuwandte, spielten meine eigenen Kriegserfahrungen eine entscheidende Rolle. In früheren Schriften (besonders 1919 in *The Remaking of a Mind* und 1941 in *Après Coup*) habe ich beschrieben, wie meine täglichen Erlebnisse als Soldat und später als Truppenoffizier mein Interesse an Kollektivpsychologischen Erscheinungen wachriefen. Auch als ich später (in Frankfurt a.M. 1930-1933, in Brüssel 1933-41) den damals in Deutschland bzw. Belgien einzigen Lehrstuhl für Sozialpsychologie innehatte, widmete ich diesen Fragen und damit zusammenhängend auch der vergleichenden Psychologie der Nationen besondere Aufmerksamkeit. Ein neues Beobachtungs- und Tätigkeitsfeld fand ich, als ich bei der belgischen Mobilmachung (September 1939 - Mai 1940) mit der Truppenbetreuung beauftragt wurde, wozu die Sorge um die "Moral" einer Halbmillionenarmee gehörte. Im übrigen mag mein Interesse für das napoleonische Problem durch die hervorragende Rolle angestachelt worden sein, die meine belgische Heimat beim Liefern von Soldaten und Schlachtfeldern damals gespielt hat, sowie durch Erinnerungen an Kinderjahre, als mündliche Tradition noch allerlei über einen eigenen Vorfahren in napoleonischen Diensten zu berichten wusste.

Wie dem auch sei,

Sei dem, wie es wolle.

NAPOLEON'S EXPERIMENT WITH INTERNATIONAL ARMIES : DID IT FAIL ?

Discussion about an international armed force naturally raises the question of historical precedents. Have mingled armies in the past proved efficient and reliable, or not ?

Those who would answer this question in the negative often call the Napoleonic experiment to witness. At first sight, it seems conclusive enough. Most students of history know that Napoleon's fall was hastened by the disruption of the **Grande Armée**, which included as many foreigners as Frenchmen. It is also fairly common knowledge that after the disaster in Russia (1812), he practically gave up the use of mixed formations. Yet these facts are far from sufficient to prove the deficiency of internationally mingled forces. A closer investigation reveals that things are a good deal more complicated. Many different forms of foreign service and mixed organization have been used, and some of them have proved much more efficient than others. One should therefore beware of hasty conclusions, and carefully look into the various circumstances that may explain successes as well as failures.

Such an investigation, extending over more than two years, has led me to some definite conclusions. The material is plentiful. The most important sources are to be found in memoirs, diaries and correspondence of officers and men of various nationalities. A very large number of these documents have been published, many others are to be found in public or otherwise accessible archives. They contain a mass of first-hand evidence about the psychology of soldiers of many nationalities and under the most varied circumstances.

Most of this material has retained not only its human interest, but also its psychological value for the present-day specialist in the organization and management of men. True, the technique of warfare has changed enormously since the beginning of the nineteenth century; but human nature has not. What is more, the typical situations of army life and warfare have remained surprisingly alike. One whose military experience covers both world wars, like mine does, marvels at every page to find descriptions of situations, human relations and attitudes, dated 1807 or 1813, which might have been written between 1914 and 1945. Very little seems to have changed in the atmosphere of garrison life, billeting and pur-

veying, messes and canteens, marches, battles, hospitals, prisoners' camps etc.; the same kinds of relationships between men of various ranks, the same types of human behaviour, the same combinations and conflicts of motives prevail here and there. This is why the lessons to be drawn from the Napoleonic experiment, with regard to military psychology, are just as valuable today as those one could draw from similar situations within the last six years.

*

* *

A large part of Napoleon's energies has been devoted to the building up of the powerful military machinery he needed for his conquests. As these extended over an ever larger part of Europe, both the need and the possibility of using foreign man-power increased proportionally. In this respect, Napoleon's experience resembled that of all great conquerors before and after him : the more territory he gained, the more men he needed for its defence; these men he could get only by drawing more and more on the resources of conquered nations; therefore the inner cohesion and the quality of his armies decreased as their size augmented. This is one of the reasons why collapse was bound to come sooner or later.

Broadly speaking, the proportion of foreign elements in the Napoleonic forces increased steadily until the Russian campaign of 1812. Then the apex was reached with about 50 per cent, to be followed by the disaster that resulted in the defection of the Prussian and Austrian contingents, imitated a year later by the Saxons, Bavarians and most other Germans. The campaigns of 1813, '14 and '15 were therefore fought with a decreasing percentage of foreign troops, until Waterloo saw the final defeat of an army that had become almost purely French again.

At the height of its development, the *Grande Armée* comprised foreign elements drawn chiefly from four sources : 1) annexed regions, where troops were raised by conscription; 2) vassal states, who had to provide fixed contingents recruited by more or less voluntary enlistment; 3) allied countries, who drew on their own resources for occasional military support; 4) foreign countries where political sympathies induced volunteers to join the French. In addition, a large number of foreigners enlisted to serve individually in French units.

Conscription in annexed countries provided contingents that, at one time, represented nearly one half of the French contingents proper. About 1811, France included 134 departments, 49 of which had been conquered by force. They extended S. to the banks of the Tiber, W. to the mouth of the Ebro, N. to the Elbe and E. to the coast of Dalmatia. The French conscription laws, of course, applied to all these countries. At first their enforcement often proved difficult. The

number of shirkers and deserters was amazingly large, even in countries like the Walloon provinces of Belgium, where political sympathy with France was particularly strong; but then things were not very different in France, where drastic measures had to be employed for several years to reduce resistance to a tolerable minimum.

In most cases, the drafted foreigners served in French units and under French superior officers, although the men mostly remained grouped in more or less homogeneous regiments or battalions. On the whole, the tendency was to "dilute" these foreign elements as far as technical circumstances would allow. Their psychological assimilation generally took little time, and their behaviour did not differ much from that of the French amongst whom they served.

The case of the vassal states was somewhat different. Most of these were attached to the Napoleonic "system" by dynastic ties, like the kingdoms of Holland, Naples, Westphalia and Spain, or the vice-kingdom of Italy; others, like Switzerland, were put under some kind of protectorate by treaties, which more or less kept up the appearances of "safeguarded neutrality" and "mutual assistance". Consequently, as a rule, voluntary enlistment was maintained, at least theoretically. In practice, however, a good deal of moral compulsion was brought to bear by the Imperial government upon the satellite states, by the latter on the local authorities, and by these on the population. In Switzerland, for instance, tramps and otherwise unemployable elements were frequently compelled to join, and in many cantons enlistment was "permitted" as a "release" to various penal sentences; consequently thousands of young men were practically condemned by court to serve with one of the four regiments Switzerland had to put at Napoleon's disposal.

The troops of these vassal states usually formed independent units; but they never comprised more than a brigade, and in campaigns and battles the battalions were usually kept apart. The Swiss battalions engaged in Spain, for instance, never met for years, and only in the Russian campaign were larger forces allowed to combine in action; the promise to form a Swiss division, however, was never fulfilled. The Napoleonic principle in this case seems to have been : keep the tactical units homogeneous enough to feed the *esprit de corps* on national pride, but let them not grow so large that they might be tempted to act independently.

This principle was more difficult to apply, of course, with regard to allied states with whom the fiction of sovereignty had to be upheld for political reasons. This was the case, notably, of the Prussian and Austrian contingents that took part in the Russian campaign. They formed two separate army corps, and owed allegiance in the first place to their own sovereign princes. No wonder, therefore, that this proved the weakest link in the chain. The defection of General York's

Prussian troops at the end of the retreat was achieved without overstepping the powers he had received from his King; there was no military rebellion proper, and the gravest charge that could be proved against York was that he did what he could (short of jeopardizing neighbouring forces or disobeying royal orders) to induce the King to swap sides.

The fourth typical case is that of voluntary support from lesser countries with no army of their own, and where for some reason a considerable part of the population expected independence or other political advantages of a French victory. The most notorious instances of this kind are Poland, Ireland and Greece. Poland, especially, provided the Emperor's armies with a large contingent of officers and volunteer troops, some of whom formed crack regiments with a reputation for conspicuous bravery.

*

* *

In the main, foreign units revealed themselves unreliable in three kinds of cases only : 1) when war was made on their own country; 2) when they opposed their own countrymen in battle; 3) when national feeling ran high amongst their countrymen against Napoleon.

The most characteristic instance of the first case is that of the Spanish contingent in Denmark in 1808. At the time when the King of Spain was still considered as an ally, a Spanish "corps", 15'000 men strong, commanded by General de la Romana, was being used for coastal defence in and near Denmark. After Napoleon had replaced the legitimate king by his own brother Joseph, these Spanish troops were requested to swear allegiance to the latter. This gave occasion to a mutiny, which had been prepared with the help of British emissaries landed from the ships that then blockaded the coast. De la Romana joined the British and ultimately took part in the peninsular war against the French; about 5000 of his men were retained as prisoners by the French.

These events gave occasion to some interesting enterprises in "psychological warfare". The British had been clever enough to employ as their chief emissary a Roman Catholic chaplain. The French were not less clever in using, from the outset, every possible device for preventing the spread of rebellious tendencies. Spanish and French officers were intermingled, not only in the units, but also - under compulsion - in the officers' messes; police surveillance and letter censorship were used discreetly but efficiently; and unusual care was exercised to respect even the queerest national customs and religious rites of the Spaniards. Yet the French made one fatal mistake in the end. On the day when two regiments sta-

tioned at Roskilde were to swear allegiance to Joseph, they found their morning ration augmented by a large quantity of brandy; besides, every man was to receive a few danish silver coins. This generosity might have had a favourable effect on any troops but the Spanish; they felt hurt in their pride, and their refusal of the offered bribe marked the beginning of a bloody mutiny.

The most striking instance of foreign troops refusing to fight countrymen in the opposed camp occurred at the battle of Baylen, which gave the first French campaign in Spain such an unfavourable turn. There were "red" Swiss battalions (the Napoleonic regiments were called thus because of their scarlet coats) opposing the "blue" Swiss who fought with the Spaniards (whose commander, General Theodore Reding, was a Swiss too). To make matters worse, two "blue" regiments, who happened to be in the French area at the outbreak of the war, had been compelled to join their "red" countrymen. Even near relatives confronted each other : a blue regiment, Reding the Elder, opposed a red regiment Reding the Younger, and a battalion commanded by a Major Christen clashed with a regiment commanded by a Colonel Christen. Scenes of fraternisation ensued and finally the red Swiss surrendered without much fighting, thereby hastening the collapse of the French battle-front.

On receiving this news, Napoleon had a fit of rage, and a long series of heroic feats by the "red" Swiss was needed to make the recollection of Baylen fade away. Even after their self-sacrificing stand in Russia, where they saved the French from disaster in two important retreats over rivers - at Polotzk and at the Beresina - they still had reason to complain about the inclination of the French to belittle their merits. Fortunately for the Swiss, authenticated contemporary reports, confirmed by precise documentary evidence about their appalling losses, contradict the prejudiced narratives of most French historians.

Much less accidental in nature, and of much farther reaching historical importance than the failure of the Swiss at Baylen, was the gradual defection of the German troops that originated with York's Prussians at the end of the retreat from Russia. This was the first decisive step in the movement for German independence and unity which, via the "Wars of Independence" of 1813-15 and Bismarck's victories between 1864 and '71, culminated int the frantic nationalism of Hitler's Third Reich.

The impulse that made the Prussians rebel in 1813, and the Saxons change sides in the midst of the battle of Leipzig a year later, did not arise from military circumstances. It was primarily political, and originated in the movement of ideas which, particularly since the rout of the Prussian army at Jena in 1806, had stimulated patriotic feeling amongst Germany's intellectual leaders and her

youth in general. The **Tugendbund**, which had been the first carrier of the new patriotic idealism, was started as a civilian organization with only a few members in the officers' class - but of whom York was one.

How this movement led, simultaneously, to the victorious military enterprises of the **Freiheitskriege**, and to the democratic revival which did away with the worst remnants of German feudalism and absolutism - this is history. And how the battle of Leipzig deserved, on that account, to be called by a French historian the "revenge of the ideologues" on Napoleon, who found himself defeated by the spread of the very principles of the Revolution he had served - this is philosophy of history. Or, to put it less solemnly, it is one of those hoaxes through which history reveals its paradoxical workings, whereby revolutions and wars so often achieve purposes very unlike those they had originally aimed at.

The disastrous experience of Leipzig induced Napoleon to issue the decree of November 1813, by which all foreign units, with a few exceptions (including the Swiss regiments), were dissolved; this, he remarked bitterly in a letter to his War Secretary, "will give us so many rifles more, and so many foes less".

This was the official recognition of the fact that political developments in Europe had destroyed the foundations of Napoleonic imperialism; it did not, however, disprove the value of mingled armed forces as such. Under circumstances such as those which prevailed at Roskilde, Baylen or Leipzig, they failed; but on many more occasions, they showed no less reliability and bravery than the best French troops themselves.

If it had been otherwise, Napoleon would have given up his efforts to increase the number of his foreign troops much sooner. The truth of the matter is that they never gave a better account of themselves than they did during the very Russian campaign that ended with the disruption of the **Grande Armée**. And this applies not only to the Poles, the Swiss, the Belgians, the Dutch, the Croats, and so many other nations that to this day refer with pride to the gallant behaviour of their soldiers; it is true also of the Prussians and the other Teutonic troops which did not change sides until the fighting was over, and fought gallantly till then.

*
* *

Cases of individual betrayal by officers and men of foreign origin were so few that they may fairly be considered as exceptions justifying the rule. Indeed, they were less numerous amongst foreigners serving with the French than with the French themselves. Astonishing though this may seem, it can be explained

by causes that are worth looking into.

During the wars of the Revolution, trials for treason against officers of the highest ranks had been frequent enough. In the atmosphere of civil war that prevailed then, political motives played a large part. Suspicion, denunciation, purging, betrayal and revenge were on the order of the day. The Commander in Chief himself, Dumouriez, ran over to the enemy. No fewer than 43 generals died under the guillotine in 1793 and '94, mostly after having been charged with treason. Some of them were foreign-born, like the Bavarian Luckner, the Pole Miaczinski, the Irishman O'Moran; but their number remained well below the average, and national issues played no part in their trials.

The Napoleonic regime, by putting an end to party strife, restored army discipline. Yet there were a few cases of high treason by superior officers who had some kind of personal quarrel with Napoleon. General Pichegru, the conqueror of Holland, took part in a royalist conspiracy and died mysteriously strangled in his prison. General Moreau, the victor of Hohenlinden, and for some time the rival of young General Buonaparte for military fame, was banished for similar reasons. He returned from America in 1813 to take service with the Russians and was killed before Dresden by a French cannon-ball.

Not a single case of this kind is to be found amongst the foreign-born officers. The remarkable fact is that over a span of fifteen years, of the 144 generals and thousands of other foreign-born officers who served with the French, only two were ever charged with treason.

One of these cases is practically irrelevant, and would not even be worth mentioning if the French, who always have shown a marked propensity to declare themselves "betrayed", had not made a quite unjustified fuss about what they called the attempted surrender of Belle-Isle to the English. This charge was made against a Swiss lieutenant named Lauper; but it appeared at the trial that the young rascal had employed a knavish trick to get money from an imprisoned English naval officer, and only this charge was retained against him.

The other case, that of General Jomini, is of far greater importance. Jomini, a Swiss by birth, was a man of scholarly turn of mind, who trained himself to be a staff officer, made a brilliant career and became chief of staff of Marshal Ney. Napoleon held him in high esteem, and for some time he was generally considered as the brainiest theorist of the whole army. His ability to develop and apply the rules of Napoleonic warfare caused him to be called "Napoleon's mind reader". To this day, his books are known to all students of military history as standard works of a remaining historical and doctrinal value.

Jomini's position seems to have roused the envy of Marshal Berthier, the

chief of the Emperor's staff. Napoleon admitted later that Jomini was on several occasions slighted and treated unjustly by the Marshal. Finally, the dispute caused Jomini to leave the French army and join the Russians, who received him with open arms. This happened during a short armistice in the campaign of Saxony (June 1813). Jomini continued the campaign, and ultimately ended his career, as a staff officer in the Czar's service. A French court martial sentenced him to death in *contumaciam*; yet most of his contemporaries, even on the French side, took a much more lenient view of his case. The prevailing opinion in army circles depended on whether Jomini was believed to have betrayed army secrets or not. As soon as it appeared that this was unlikely, his attitude was not considered dishonorable.

A few years later, Napoleon himself, dictating his memoirs at Saint Helena, supported this view. He declared that Jomini could not have communicated his Emperor's war plans, since he did not know them; but even so, the Emperor "would not charge him with the crime he has been accused of. He has suffered great injustice, he was not a Frenchman, and therefore patriotism could not hold him".

This generous opinion may have been influenced by Napoleon's grudge against Berthier, who had left him in the lurch in 1815. Yet there can be no doubt about the principle : not being a Frenchman, Jomini was free to serve whom he liked, and the mere act of changing sides during an armistice was not proof of betrayal.

From contemporary diaries and letters, it appears that after the first hue and cry had died down, these views were shared by intelligent opinion, notably in officers' circles. Jomini's case was judged quite differently from that of General Moreau, which occurred about the same time; Moreau was considered as a downright traitor, because he took up arms against his own country. A citizen of Geneva, who then served as a lieutenant in a French cavalry-regiment, Rilliet, has made this point quite clear in his memoirs. He relates a conversation he had in later years with Prince Repnin, aide-de-camp of the Czar. Repnin had been present at the cross-examination of a French prisoner, a veteran of the Old Guard, which occurred shortly before Moreau fell in battle. The prisoner, on recognizing Moreau amongst the officers who questioned him, took a step backward and shouted : "Général Moreau ! Vive la République !" Repnin reported that he and his comrades had found it difficult to hide their sympathies with the old trooper; and Rilliet expresses agreement with Repnin's contempt for the "traitor of his country", a few pages after his plea in favour of Jomini, who had merely changed one foreign service for another.

*

* *

To interpret this state of mind correctly, it should be remembered that in Napoleon's time nationalism in the contemporary sense was still in its teens, whilst the traditions of mercenary service had not yet had time to die out.

True, the period between 1792 and 1813 has witnessed the introduction of national conscript armies and, in a general way, the birth of national states all over Europe, with all its "patriotic" implications; but this new condition had not arisen out of nothing. Just as the framework of ancient military organization had to be adapted to new purposes, the spirit of professional soldiering survived in many forms, and provided the foundation of loyalties that were new in their objects but unaltered in their psychological nature.

Napoleon's armies drew a large part of their *cadres* from the armies of the Revolution, which in their turn could not have been built up without the officers, non-commissioned officers, and men who had received their training in the mercenary regiments of the *ancien régime*. This applies both to Frenchmen and foreigners. Even the royal Swiss Guard, that mercenary body *par excellence*, proved no exception. Through its heroic defence of the *Tuileries* on the 10th of August 1792, it had become identified, in current French opinion, with "royalist reaction" and "bloodthirsty tyranny"; the triumphant Revolution had dissolved it as a matter of course, and the recollection it awoke had to a large extent motivated the ban which the Republic maintained for several years against the employment of foreign troops, so that foreigners were for a while required to enlist and naturalize as Frenchmen at the same time. Yet quite a number of former Swiss Guardsmen, officers, and officers' sons reappeared in the ranks, and especially in the *cadres*, of the armies that conquered Europe a few years afterwards.

As a matter of fact, mercenary service of foreigners was in no way confined to France. It was, if anything, still more widespread in England, Russia, Spain, Holland, and most other European countries. During the Napoleonic era, there were Swiss regiments serving under the flags of France, England, Holland, Spain and Italian principalities such as Sardinia, Naples and the Vatican. The Russian armies that fought in 1812 against Napoleon, then allied to Prussia, were to a large extent commanded by Prussian generals; they included such well-known names as Wittgenstein, Bennigsen, Pfuhl, Wollzogen, and last but not least the famous theoretician Clausewitz; their supreme chief was a Scotchman, Barclay de Tolly, and even Frenchmen, such as d'Alonville, were amongst their colleagues. A characteristic *chassé-croisé* occurred when Napoleon submitted his ineffectual peace proposals to the Czar through the Russian Yakovleff, whilst the Czar employed the French-born colonel Michaud as his liaison officer.

Under Napoleon, as under the *ancien régime*, some of the smaller countries of Europe had actually become reservoirs of man-power for foreign armies, either because they had no military sovereignty, like Ireland, Belgium, or Poland, or because their own army provided no sufficient chance for warlike service and brilliant career, like Switzerland. In the latter country, as in some German principalities of the eighteenth century (of which the Grand-Duchy of Hessen has remained the most notorious), foreign service had even become a kind of national export trade, the profits of which benefited the local nobility, whilst the common people had to provide the cannon-fodder.

The kings of France, for instance, had for centuries practiced the method of serving "pensions" to Swiss grandes, to bribe them into supporting French policy, even at the expense of their own country's autonomy. As a counterpart, they were expected to provide Swiss mercenary regiments and to facilitate their recruiting with all the means of pressure they could dispose of as feudal land-owners, local administrators or members of governing bodies. This system naturally roused criticism and opposition amongst the Swiss themselves, until foreign recruiting as such was prohibited in 1858; but however objectionable it may have been in other respects, it undoubtedly resulted in creating a powerful tradition of honorable and gallant service amongst the officer class, and of efficient soldiership amongst the men. Of Napoleon's 144 foreign-born generals, no less than 106 originated from this class of small, neutral or dependent states.

Another reason why oaths of allegiance counted for more than national loyalties was that in the European turmoil that followed the French Revolution, political regimes and national boundaries kept changing almost equally fast. Even a French officer serving his own country from say 1792 till 1815 had to keep allegiance to no less than seven forms of government or rulers, most of whom treated their predecessors as traitors (Louis XVI) or usurpers (Napoleon). There are many instances of Swiss, Belgian or Dutch officers having served, not only under most or all of these French regimes, but also under Spanish, English, Austrian, Russian and other flags - after which they mostly ended their career as instructing or inspecting high officers in their own country.

Even at a given time and under a given regime, the rule with officers of foreign birth was a system of superposed and interlocking loyalties. An interesting example is that of the Wurttembergian regimental surgeon Heinrich von Roos, who has left particularly illuminating memoirs on the psychological aspects of foreign service. He says of himself that he has served a duke, a prince elector, a king, three emperors and two empresses. He belonged to an officers' family and shared the fate of his cavalry regiment until he was made a prisoner in Russia,

where he became a military surgeon first, a civilian doctor afterwards.

His memoirs reveal a system of superposed loyalties. The bottom layer is Wurttembergian; apart from the fact that he has sworn allegiance to the King of Wurttemberg, this is his real **Heimat** in what we should nowadays call the cultural sense : the first time he leaves it with his regiment, he and his comrades, in the romantic fashion of the time, kissed the frontier-pole good-bye ! A wider community-feeling unites him with all Germans; although Germany then was no political unity, Roos strongly feels the bond of a common language and a similar way of living; as he entered Poland from Saxony, he sadly realized he had left his **fatherland** to tread on foreign soil. Although he does not care particularly for the French, he feels proud to serve under Napoleon, and his **esprit de corps** extends, in concentric circles as it were, from his regiment, via the Wurttembergians, the German contingents in general, his army corps etc., to the whole imperial army. This does not prevent him, later on, from serving the Russians loyally and showing his appreciation of their kindness. Last but not least, this rather cultivated physician, who incidentally is a great admirer of his Swabian countryman Schiller, professes a strong belief in the universality of mankind; and his humanism, which has been influenced by the philosophy of the period of the **Aufklärung**, helps him to do his duty as a surgeon, in Russia as elsewhere.

*

* *

With regard to this last point only, Roos was not quite representative of his class. Amongst the motives that made so many thousands of non-Frenchmen sacrifice their lives for Napoleon, so-called ideological considerations played practically no part. Young General Buonaparte may have benefited to some extent by the political enthusiasm that had been roused by the French Revolution; but this did not outlast his own attachment to the republican institutions. After his **Coup d'Etat**, Napoleon showed himself as contemptuous of "ideologies" as he was of "ideologues" - a term which largely owes its disparaging connotation to the way Napoleon used it.

He had no programme but the conquest of power; all his other objectives were means towards this end. After his Egyptian campaign, he seriously thought of becoming a Moslem to strengthen his political position; and the Corsican would have made himself a Russian if this could have given him the means to turn the English out of India. It is true that when he dictated his memoirs at Saint Helena, he claimed as his real purpose, which had "been misunderstood", the creation of a united Europe. But this obviously was an afterthought, inspired by the desire

to make the **Sainte-Alliance** of his victors appear as an idea stolen from him. In fact, any kind of European consciousness was as foreign to Napoleon as to his subordinates.

On the other hand, French patriotism could provide no motive to his foreign-born soldiers. Even amongst French-speaking populations in recently annexed regions like Walloon Belgium, the western part of Switzerland, the Savoie, etc., the most enthusiastic fighters for the Emperor's glory never called themselves French soldiers; they served the Emperor, not France.

Generally speaking, propaganda in the contemporary sense was unknown in those days, so long before the invention of the popular press, the cinema and the radio. The only thing that counted - apart from a few winged phrases in victory bulletins - was the direct effect of personal attitudes, popularized by stories, rumours, songs and pictures. And on these strings the consummate actor Napoleon knew how to play.

As one who had climbed the ladder from the bottom, he knew the psychology of the soldier well enough to realize that the military man is normally less attached to political principles than to commanding and trust-inspiring personalities. He always took great care to make his subordinates feel that he was, like them, a "child of the army", with a perfect understanding of their needs and idiosyncrasies, only with more knowledge, more experience, more brains - and more luck. That is why he wore a simple uniform, spoke soldiers' slang, liked to be called **le petit caporal**, seized every opportunity to show that he knew the small tricks of the trade, and ostentatiously shared the fatigues and risks of his troops. Above all, knowing that "nothing succeeds like success", he took care to support the belief that where he appeared, victory was sure.

*
* *

As a rule, the decisive factor with regard to the loyalty of officers proved to be their oath of allegiance; and this is why cases of desertion were so very much rarer among them than among the rank and file. Exceptions were remarkably few, and met with general disapproval.

The south-German units that fought under Napoleon, for instance, contained many officers who felt as attached as any Frenchmen to the Emperor, under whose orders they had campaigned for many years. When in 1813 the rulers of Bavaria, Wurttemberg etc. changed sides, these men went through a painful crisis; a few of them left the service rather than turn arms against their former comrades, or even comply with the orders that forbade wearing the cross of the

Legion of Honour. Nevertheless, no case of insubordination or desertion seems to have been recorded; loyalty to the prince was the first duty, so one changed sides with him according to his orders.

Similar conflicts of conscience occurred amongst the officers of the Swiss regiments on Napoleon's return from Elba in 1815. These were practically the only foreign units still serving at that time. After Napoleon's abdication at Fontainebleau, they had, together with the bulk of the French, put on the white cockade of the King's service under Louis the Eighteenth. But their attitude differed from that of the French as Napoleon marched on to Paris again. Dramatic scenes occurred when the French troops, instead of defending Paris, marched on to join the Emperor; only the two Swiss regiments that were with them obeyed the order to retreat. As they marched back to Paris, the commander of a French division that moved the other way called on the Swiss colonel Count d'Affry to join him under the cry *Vive l'Empereur!* D'Affry answered calmly : *Vive l'honneur!* and went on, followed by his troops, silent and orderly as if on parade.

Afterwards, they showed the same steadfastness in resisting the Emperor's entreaties to serve him again. Finally, they were allowed to return to Switzerland, in conformity with the desire expressed by the Swiss Federal government. Only a small minority, forming a battalion commanded by Major Stoffel, remained with the Imperial army and fought at Waterloo. They were sentenced and severely punished later on by the Swiss authorities - so severely that one cannot help suspecting the Swiss statesmen of an overwhelming desire to gain the favour of the new rulers of Europe.

Be that as it may - political afterthoughts of this kind cannot account for the attitude of the soldiers who remained faithful to what appeared to be the losing side in march 1815. All the available evidence shows that for most of them the decisive factor was the allegiance sworn to the King after the Emperor's abdication, and confirmed by the Swiss government. As the King had not abdicated, Napoleon had no more claim on them. Therefore the bulk of the Swiss regiments returned home as a matter of course, whilst those Swiss who served individually with French units, also as a matter of course, mostly exchanged the white cockade for the tri-colour; no oath nor duty of obedience towards the Swiss authorities stood in their way.

The case of the Swiss regiments strikingly illustrates that primary allegiance to a national government need not result in opposition between loyalty to one's own country and loyalty to a wider political community of which that country is a part. Provided that this community is based on clear obligations fixed by public treaties, it may be easy to serve both one's country and a political power

above it; this will be all the easier if, as was the case with the Swiss, the patriotic desire to maintain one's countrymen's reputation for loyalty is one of the motives of faithful service. In such a case, patriotism, instead of weakening supernational ties, strengthens them.

Thus the Napoleonic experiment confirms the lessons that can be drawn from the experience of war at all times. The larger and the more heterogeneous an army based on compulsory service grows, the more likely it is to disintegrate under the stress of adverse circumstances. But there will always be found, amongst the male youth of all nations, a certain proportion of men for whom a military career promises satisfaction to their instinctive tendencies towards warlike adventure, victory over risks, and mastery over men. Maybe that, on the whole, they do not represent more than those 5 per cent which Dr. Livingstone stated to be the prevailing proportion of men with a born qualification for leadership; but then no properly modernized army probably needs any more to reach the optimum of efficiency.

Voluntary soldiers drawn from this minority will naturally take to soldiering, as others will to their civilian occupations, and make good, as anybody normally will who has been free to choose his job; for pride of the job, being part of a man's self-respect, is a powerful inborn disposition. Decent payment, sufficient social consideration, training for discipline, the sense of duty, the gentlemen's code of honour, the *esprit de corps* proper to all organized communities will easily do the rest.

This is why Napoleon's experiment, though it ultimately failed with regard to conscripted units, was so successful with volunteers.

LETTRE SUR LE SOCIALISME

Le 26 janvier 1949

Mon cher Y.,

Vous me demandez mon opinion sur la situation actuelle du socialisme. Vous avez raison de supposer que j'ai pas mal de choses à dire là-dessus, en plus de ce que j'ai écrit dans *Au delà du nationalisme*.

En effet, ce livre est déjà dépassé sur beaucoup de points. Par exemple, l'expérience de ces trois dernières années fait apparaître comme encore trop optimistes les pages, pourtant assez réservées, que j'avais écrites en 1945 sur ce que l'on peut attendre du Labour Government anglais - ce dernier espoir du socialisme parlementaire. D'autre part, j'ai dû laisser beaucoup de choses "entre les lignes", à cause de la retenue que m'impose, à l'égard des autorités suisses, ma situation de réfugié politique. C'est avec un plaisir d'autant plus grand que je réponds à vos questions :

1° **Evolution générale du mouvement socialiste.** Il y a 23 ans déjà que, dans *Au delà du marxisme*, j'ai analysé le "déplacement des mobiles" qui aboutit au réformisme, à l'embourgeoisement, à la bureaucratisation. Il s'agit là d'un processus naturel de vieillissement, de saturation, de réabsorption par le milieu, comme en subissent toutes les institutions. Toutes commencent par incarner une idée révolutionnaire et finissent par défendre des intérêts établis. L'évolution qui a pris des siècles pour les églises chrétiennes s'est concentrée sur la durée de trois générations pour le socialisme. C'est conforme à l'allure accélérée de toute l'évolution historique depuis cent ans.

Dans *Au delà du marxisme*, j'étais sollicité par deux tendances contradictoires, et je n'ai trouvé qu'une solution très imparfaite du dilemme. D'une part, l'évolution régressive du mouvement socialiste me paraissait l'effet inéluctable de ses prémisses; d'autre part, je désirais échapper à cette conséquence décevante. En conclusion, je ne trouvai que du prêchi-prêcha : le renouvellement des mobiles. Ca pouvait intéresser et réconforter une poignée de gens, mais non changer l'orientation générale du mouvement. Idem pour le planisme, ce suprême effort pour traduire en programme pratique les idées d'*Au delà du marxisme* et de *L'Idée socialiste*. Selon l'aveu significatif de Vandervelde, on accepta le plan (une formule de propagande commode) mais non le planisme (qui voulait un socialisme radica-

Lettre parue sous le titre *L'Avenir du socialisme* dans *Les Ecrits de Paris*, juillet-août 1954, p. 91-96 et rééditée en néerlandais in H. Balthazar, *Een halve eeuw doctrine*, t. V de Hendrik de Man, Persoon en ideeën, Antwerpen/Amsterdam, Ed. Standaard, 1976, p. 545-550 [Steenhaut : 396].

lement nouveau).

Aujourd'hui, je vois mieux pourquoi ces efforts étaient condamnés à rester stériles. En se laissant "réabsorber" par le milieu, le mouvement se trouve embrayé dans l'évolution régressive de l'économie capitaliste, de l'Etat national, du régime parlementaire, de la civilisation mécanisée, de l'Europe balkanisée. Il participe à une décadence générale. Je précise quelques points :

2° La balkanisation de l'Europe. Le socialisme politique a toujours été pratiquement limité à l'Europe. Aux Etats-Unis, le centre actuel du monde, le parti socialiste n'a jamais compté en politique. En Russie, le communisme représente une autre forme de "réabsorption" par le milieu national (Etat totalitaire, toute-puissance de la bureaucratie, sentiment national exacerbé, influences orientales); c'est la rançon qu'il a fallu payer là-bas pour la réalisation partielle d'une économie socialiste, puisqu'il n'y avait pas d'autre moyen d'industrialiser, de discipliner et de galvaniser ce pays après la chute du tsarisme. Le résultat n'en est pas moins que le socialisme de l'ex-Deuxième Internationale, que nous nous représentions faussement comme mondial, est définitivement limité à une moitié d'un petit continent économiquement arriéré, déjà à demi ruiné et colonialisé.

3° Le parlementarisme. Sur ce continent, le mouvement socialiste a lié son sort à un régime politique (le parlementarisme) qui, dans les principaux pays - la France, l'Italie, la Belgique etc. - est en pleine décadence depuis la fin de l'ère des révolutions bourgeoises. Cette décadence a encore été accélérée par ce suffrage universel dont on attendait le salut il y a un demi-siècle, et qui a depuis longtemps cessé d'être un moyen de réalisation socialiste pour aboutir à une assiette-au-beurre coalitionniste. Le socialisme a en outre favorisé ce mouvement en introduisant dans les Parlements les moeurs des assemblées populaires, et surtout en professionnalisant les fonctions représentatives.

La plus grande faute du socialisme de cette dernière génération a été de confondre la démocratie avec le régime parlementaire. En réalité, le parlementarisme n'en est qu'une variété récente et passagère, qui ne fonctionne plus ou moins bien qu'en Angleterre et en Scandinavie, et n'existe guère aux Etats-Unis (autorité présidentielle), en Suisse (referendum et gouvernement stabilisé) etc. Il a démontré surabondamment son impuissance à transformer l'ordre social par des réformes de structure. Il favorise l'influence occulte des puissances d'argent, de la presse, des bureaucraties etc. En Belgique, en mettant hors la loi toute opposition au régime et en établissant en permanence des gouvernements de coalition, il a en fait éliminé la raison d'être du régime, la liberté et le contrôle de l'opposition. Il a cessé d'être démocratique en un autre sens encore : il n'intéresse plus que les

politiciens et leur clientèle. L'homme de la rue n'y croit plus, et le considère avec indifférence ou même avec mépris. Ainsi le socialisme politique s'est séparé de la vraie masse populaire, comme il s'est séparé de la jeunesse.

4° Nationalisme et bellicisme. Le point crucial, c'est la réabsorption du socialisme - via l'Etat national - par le nationalisme. Ce mal, dont l'Europe est déjà à moitié morte, finira par tuer le socialisme européen. A cet égard, un pas décisif a été fait dans la dernière guerre. En la présentant comme une croisade idéologique (contrairement à la doctrine socialiste de l'origine impérialiste des guerres) on a identifié le socialisme avec la forme la plus exacerbée du bellicisme. En trahissant le pacifisme (et en démontrant que leur internationalisme de congrès n'était plus depuis longtemps que du blabla), les partis socialistes européens se sont engagés irrémédiablement sur la pente glissante où l'Europe glisse vers sa déchéance finale.

L'histoire du Plan Marshall et du Pacte Atlantique le démontre. En principe, l'aide américaine à l'Europe dévastée eût pu conduire (et l'eût dû, dans la pensée de ses meilleurs protagonistes américains) à une unification économique et politique de l'Europe, son seul salut - et le moyen de créer un tampon solide entre le capitalisme américain et le communisme russe. Les gouvernements européens, les socialistes comme les autres, ont rendu cela impossible. Les ministres socialistes jouent un rôle de premier plan dans la sinistre farce de l'O.N.U., comme si l'inefficacité de ces parades et le danger du "si vis pacem, para bellum" n'avaient pas été mille fois prouvés. Ils participent à l'hypocrisie (que les vrais socialistes dénonçaient si vigoureusement naguère) des gouvernants qui parlent de la paix en ne songeant qu'à la guerre.

Les "pactes" qu'ils favorisent sont faussement présentés comme des apports à l'organisation mondiale alors qu'en réalité, ils la vident de son contenu. Ils ne peuvent avoir d'autre effet que de préparer la troisième grande guerre de l'ère impérialiste. La collaboration des socialistes trahit leur incapacité définitive de remonter le courant qui mène à la catastrophe finale. Le socialisme prisonnier des nationalismes est devenu incapable même de concevoir un programme commun pour la solution des problèmes les plus immédiats de la paix : le modus vivendi avec la Russie, le régime de l'Allemagne, les internationalisations.

Nulle part, on ne tire la leçon de la faillite des nationalisations (ou plus exactement des étatisations), qui est due à la nature même des Etats souverains. La triste vérité, c'est que les partis socialistes sont devenus impuissants à résoudre, et même à concevoir la solution des problèmes les plus élémentaires et les plus pressants de notre époque. Ils peuvent encore jouer un rôle utile dans la défense

de certaines positions acquises par la classe ouvrière, bien qu'ils ne parviennent même plus, dans la plupart des pays, à maintenir le niveau de vie réel atteint précédemment. Mais quant à la construction et la rénovation sociales, c'est bien la carence finale.

Le mouvement socialiste européen a un beau passé, mais il n'a plus d'avenir. C'est pourquoi la jeunesse l'a déjà déserté. Comment pourrait-on s'enthousiasmer encore pour des partis qui meurent, moralement et intellectuellement, de la contradiction (comme disait Jaurès) entre les choses que l'on dit et celles que l'on fait ? On professe la lutte de classe, mais on excelle surtout dans la répression des grèves; on ressasse une phraséologie révolutionnaire, mais on ne fait plus que défendre des situations acquises; on prêche l'internationalisme pacifiste, mais on participe au bourrage des crânes (surtout approvisionné par l'Amérique) qui prépare la prochaine "der des der".

5° Le socialisme vivant. Tout cela, bien entendu, vaut pour le mouvement représenté par les partis politiques de l'ex-Deuxième. Ce socialisme-là est à l'agonie. Mais l'idée socialiste - dont il est sorti il y a un siècle et qu'il a trahie depuis - est plus vivante que jamais, en dehors de la bonzocratie politique. Comment pourrait-il en être autrement, alors qu'on voit l'ordre ancien s'effondrer partout sous le poids de ses propres contradictions ? Seulement, l'idée d'un ordre socialiste à réaliser dans un cadre mondial, cette fois, et comme une tâche de salut commun, non plus d'intérêt de classe - cette idée n'a pas encore trouvé à s'incorporer dans un mouvement nouveau. Car le communisme ne représente pas, pour nous, ce corps nouveau, parce qu'il lui manque certaines valeurs essentielles (la liberté personnelle, l'héritage culturel humaniste etc.) du socialisme occidental.

En attendant, me demandez-vous, que peut-on faire pour servir l'idée socialiste ? Je répondrai, à l'adresse de ceux qui ont plus de possibilités d'action qu'on m'en a laissées :

- 1° Analyser et dénoncer les manifestations du déclin dont je viens de parler;
- 2° Crier casse-cou à l'égard du bellicisme qui se développe sous de nouveaux masques idéologiques. Il faut chercher à se rapprocher, sur ce point, de la véritable mentalité populaire, qui est dégoûtée par les pitreries des "conducteurs de peuples", en a marre des guerres "totales" pour ou contre des "ismes" et soupçonne que la prochaine pourrait bien nous apporter le génosuicide à l'échelle planétaire;

- 3° Etudier et préconiser, à l'exemple des Fabiens, les solutions concrètes des problèmes actuels, tels que les internationalisations, la démocratie industrielle, l'unification politique du monde etc.;

- 4° Faire l'impossible pour accrocher - ou réaccrocher - le socialisme à l'idée de la paix, qui devrait tout dominer, parce que tout en dépend.

CHRONOLOGIE

- 1885** 17 novembre : naissance d'Henri de Man à Anvers (Belgique), fils ainé d'Adolphus Leo de Man (1859-1936) et de Maria Josepha née van Beers (1861-1933).
- 1902** 1er mai : Henri de Man adhère à la Jeune Garde Socialiste d'Anvers.
- 1903** Il commence des études de sciences naturelles à l'Université de Bruxelles et s'occupe du mensuel flamand des Jeunesse socialistes *De Zaaier*.
- 1904** Inscription à l'école préparatoire de génie civil de l'Université de Gand.
- 1905** Dénoncé au recteur de l'Université pour ses activités militantes, il décide de quitter la Belgique et part pour l'Allemagne, "terre d'origine et d'élection du marxisme". En septembre, il suit pour *Le Peuple* le congrès social-démocrate d'Iéna, puis s'inscrit à l'Université de Leipzig et entre au journal marxiste *Leipziger Volkszeitung*.
- 1906** Henri de Man oeuvre avec Karl Liebknecht et Ludwig Frank à la création de l'organisation nationale de la Jeunesse socialiste allemande et de la Fédération internationale de la jeunesse socialiste dont il devient le premier secrétaire.
- 1907-1908** Publication de *Het Tijdwak der Demokratie* (*L'ère de la démocratie*). Le secrétariat de la Fédération Internationale de la Jeunesse socialiste, repris par Robert Danneberg, est transféré à Vienne où Henri de Man passe le semestre d'hiver.
- 1909** Il soutient à l'Université de Leipzig sa thèse sur *Das Genter Tuchgewerbe im Mittelalter*. Juillet : retour en Belgique.
- 1910** Séjour en Angleterre où Henri de Man épouse sa compatriote Vera Lotigiers. A la fin de l'année, il est nommé secrétaire de la Centrale d'Education Ouvrière que vient de créer le P.O.B..
- 1911** Henri de Man publie dans *Die Neue Zeit* une étude, *La particularité du mouvement ouvrier en Belgique*, qui provoque une vive polémique au sein du P.O.B. Il milite avec Louis de Brouckère en faveur d'une aile gauche marxiste.
- 1911-1914** De Man consacre l'essentiel de ses activités à la Centrale d'Education Ouvrière, tout en servant d'interprète dans de nombreux congrès ouvriers internationaux.
- 1914** 1er août : il accompagne Hermann Müller dans son ultime mission auprès des socialistes français, au lendemain de l'assassinat de Jaurès. 3-4 août : l'Allemagne envahit la Belgique. Non mobilisable, Henri de Man se porte volontaire.
- 1914-1917** De Man est progressivement promu jusqu'au grade de lieutenant et reçoit diverses affectations sur le front belge. Avril-juillet 1917 : mission en Russie avec Emile Vandervelde et Louis de Brouckère.
- 1918** Enquête aux Etats-Unis sur l'organisation scientifique du travail.

- 1919 *Henri de Man publie Au Pays du taylorisme* (tiré du rapport sur sa mission aux Etats-Unis), *The Remaking of a Mind. A soldier's thoughts on war and reconstruction* et *La Leçon de la guerre* (articles parus dans *Le Peuple*). En mai, il passe "avec grande distinction" les examens de doctorat de l'Université de Gand pour le diplôme de docteur en philosophie et lettres (groupe histoire). Juin : nouveau départ pour les Etats-Unis. De septembre à décembre : expédition de reconnaissance à Terre-Neuve pour le compte d'un industriel canadien.
- 1920 *Henri de Man part pour Seattle où il crée un modeste Labor College pour les syndicats régionaux. Il envoie au Peuple ses Lettres d'Amérique.* Pressenti par l'Université de l'Etat de Washington pour succéder au psychosociologue Carleton Parker, il est finalement écarté du poste à cause de sa participation à la campagne électorale du Farmer and Labor Party. A la fin de l'année, il accepte une nouvelle offre du P.O.B. et rentre en Belgique.
- 1921 Il organise et dirige l'Ecole Ouvrière Supérieure du P.O.B. Il entreprend son premier voyage en Allemagne depuis la guerre et publie une série d'articles sur *L'Allemagne nouvelle*.
- 1922 *De Man plaide la cause de l'Allemagne démocratique.* 16-17 août : il préside la première Conférence internationale d'éducation ouvrière à Bruxelles. S'étant séparé de sa femme, il quitte à nouveau la Belgique et s'établit en Allemagne, près de Darmstadt, avec ses deux enfants, une amie d'enfance, Lily Reinemund, elle-même en instance de divorce, et les deux enfants de cette dernière.
- 1923 Pour protester contre l'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges, Henri de Man démissionne de l'armée.
- 1924 Il enseigne à l'Académie du travail de Francfort et à la Volkshochschule de Darmstadt.
- 1925 Publication à la fin de l'année de *Zur Psychologie des Sozialismus*.
- 1926 A ses activités d'enseignement, de Man ajoute celles de conférencier et publiciste sur le thème central du "dépassement du marxisme". Avec divers groupes d'intellectuels et socialistes religieux, il projette une revue doctrinale qui fait long feu. Eté : séjour dans les Grisons (Suisse) où il s'installe à demeure dès l'hiver 1926-1927.
- 1927 Publication des premières traductions et de la deuxième édition de *Zur Psychologie des Sozialismus* (*Au delà du marxisme*), et de *Der Kampf um die Arbeitsfreude* (*La Joie au travail*).
- 1928 Semaine de Pentecôte : co-rapporteur, avec Eduard Heimann, Henriette Roland Holst et Emil Fuchs, du Colloque de Heppenheim, dont le compte rendu *Sozialismus aus dem Glauben* paraît en 1929.
- 1929 A la fin de l'été, Henri de Man se sépare de sa compagne Lily Reinemund et s'établit avec ses enfants à Francfort-sur-le-Main où l'Université lui confie une charge d'enseignement de psychologie sociale.
- 1930 Henri de Man participe à la création des *Neuen Blätter für den Sozialismus*. Nombreux articles, conférences et entretiens radiophoniques

- avec des travailleurs. Publication de *La Joie au travail. Projet d'université ouvrière internationale sous l'égide d'Albert Thomas, directeur du Bureau International du Travail à Genève.*
- 1931** Nombreux cours, conférences, articles et publications diverses (*Sozialismus und National-Fascismus, Kapitalismus und Sozialismus, Nationalismus et socialisme*, etc.).
- 1932** 1er mai : représentation du Festspiel *Wir à la Festhalle de Francfort*. Article "Der neu entdeckte Marx" ("Marx redécouvert"). Publication de *Massen und Führer* et de *Réflexions sur l'économie dirigée*.
- 1933** Parution de *Die sozialistische Idee (L'Idée socialiste)* et du *Socialisme constructif* (recueil de conférences). Retour de de Man en Belgique pour la création du Bureau d'études sociales et l'élaboration du *Plan du Travail*, adopté par le congrès de Noël du P.O.B. dont il est élu vice-président.
- 1934** Campagne pour le *Plan du Travail*. Septembre : première Conférence internationale des plans à Pontigny ("Thèses de Pontigny").
- 1935** Publication de *L'Idée socialiste et de L'Exécution du Plan du Travail* (ouvrage collectif). Mars : constitution du gouvernement van Zeeland avec cinq ministres socialistes dont Henri de Man, chargé des travaux publics et de la résorption du chômage.
- 1936** Henri de Man devient ministre des finances et vice-président du Conseil dans le second gouvernement van Zeeland (juin). Il est coopté au Sénat. Avril : 2e Conférence internationale des plans à Genève.
- 1937** Accentuation du conflit des tendances au sein du P.O.B. Avec Spaak, de Man plaide la cause du socialisme national et soutient la politique d'indépendance du gouvernement. Pressenti pour succéder au premier ministre démissionnaire, de Man échoue face à l'opposition libérale. Il reste ministre des finances dans le cabinet Janson.
- 1938** Mars : découragé et malade, de Man démissionne du gouvernement. Il crée la revue doctrinale flamande du P.O.B. *Leiding*. Après le diktat de Munich, publication de *Une Offensive pour la paix*.
- 1939** Mission officieuse en faveur d'une conférence internationale sur la paix qui se heurte au refus allemand. De Man succède à Vandervelde à la présidence du P.O.B. A la déclaration de la guerre, il devient vice-premier ministre sans portefeuille dans le gouvernement d'union nationale Pierlot. Il publie son article "Genoeg sabotage van de onzijdigheid" ("Assez de sabotage de la neutralité") qui renforce les critiques à son égard, surtout du côté wallon du P.O.B.
- 1940** Déçu par l'esprit partisan qui continue de régner dans le cabinet de guerre, de Man quitte le gouvernement et réintègre l'armée. Il dirige l'Oeuvre Elisabeth "Pour nos soldats". Après la capitulation (28 mai), il rédige son "Manifeste aux membres du P.O.B." qui annonce prématûrement la création d'un parti unique du peuple belge, fidèle au roi et décidé à réaliser la souveraineté du travail. Il participe à la constitution du syndicat unique de l'Union des travailleurs manuels et intellectuels (UTMI).

- 1941** Henri de Man fonde le quotidien *Le Travail*, qui devient hebdomadaire en septembre. Ses tentatives politiques et syndicales font long feu. Déjà renié par les plus résolus de ses anciens compagnons de lutte, mal vu des nationalistes flamands et wallons, de Man se retrouve isolé et se voit interdire de parler en public par les Allemands. Il décide alors de "se faire marmotte" et passe l'hiver en Haute-Savoie. Publication d'*Après coup*, première mouture de ses Mémoires.
- 1942** En Haute-Savoie, Henri de Man écrit ses *Réflexions sur la paix* dont l'occupant interdit la diffusion. Au printemps, il retourne temporairement à Bruxelles et proteste contre le noyautage de l'UTMI par les extrémistes flamands, soutenus par les Allemands. Il repart pour la Haute-Savoie qu'il ne quittera plus jusqu'à la Libération, hormis quelques voyages occasionnels en France et en Belgique.
- 1943-1944** Retiré dans un chalet d'alpage, il écrit les *Cahiers de ma montagne* (1944) et *Jacques Coeur, argentier du royaume* (paru en allemand en 1950, en français en 1952). A la Libération, de Man passe clandestinement en Suisse où il obtient le statut de réfugié politique.
- 1945** Autorisé à résider à Berne, il épouse Valérie von Orelli, Suissesse dont il a fait la connaissance quelques mois auparavant. Il rédige son mémoire justificatif "De la capitulation à l'exil" et *Au delà du nationalisme* (1946).
- 1946** Septembre : un tribunal militaire belge le condamne par contumace à vingt ans de détention extraordinaire "pour avoir, étant militaire, méchamment servi la politique ou les desseins de l'ennemi".
- 1947** Henri de Man répond à ses accusateurs dans sa "Pétition au Sénat", promptement enterrée. Privé de ressources régulières, il vit chichement de sa plume et de l'aide de quelques amis fidèles.
- 1948** Publication de *Cavalier seul. Quarante-cinq années de socialisme européen*, nouvelle édition de ses Mémoires qui lui vaudra en 1950 une seconde condamnation pour infraction à l'interdiction de publier. Il travaille à *Doom (L'Age de la peur)*.
- 1949** Voyage en Espagne.
- 1950** Henri de Man s'installe à Greng (Morat), dans le canton de Fribourg.
- 1951** Il publie *Vermassung und Kulturverfall : eine Diagnose unserer Zeit* (version allemande de *Doom* dont la traduction française, *L'Ere des masses et le déclin de la civilisation* paraîtra en 1954) et un livre de pêche, *Fliegenfischen leicht gemacht*. Voyage en Italie.
- 1952** Parution d'un second livre de pêche, *Anglerfreuden - Erlebnisse eines Sportfischers in Europa und Amerika*. Tournées de conférences en Allemagne occidentale.
- 1953** Au moment où il achève ses Mémoires en allemand (*Gegen den Strom - Memoiren eines europäischen Sozialisten*), il obtient un visa pour la France où il fait un séjour de dix jours avec des amis pêcheurs. A son retour, le 20 juin, il se tue avec sa femme dans un accident d'automobile. Ils reposent au cimetière de Meyriez près de Morat.

ACHILLE DAUPHIN-MEUNIER**In memoriam**

Notre Société ne peut laisser partir sans un adieu un homme qui fut au premier rang de ses fondateurs et dont tous les participants au colloque d'il y a dix ans ont en souvenir les brillantes interventions.

Non qu'il soit aisé de l'évoquer. L'homme avait un côté secret. Il ne se livrait pas aisément. Derrière la poignée de main chaleureuse et l'accueil affable, souvent ponctué d'un "Bonjour, ami !", il y avait comme un ou plusieurs domaines réservés, dont il préférait ne pas parler. Nul ne se serait senti de faire violence à cette pudeur.

Je me bornerai donc à deux périodes de notre vie où nos routes se sont croisées et je le montrerai tel qu'il est apparu alors. L'une date d'avant 1939. Dans le temps où la C.G.T. lançait l'Institut Supérieur Ouvrier et nous appelait à le diriger (1932), Dauphin-Meunier entreprenait l'édition d'une revue **L'Homme réel** sous le pseudonyme de Pierre Ganivet où il réunissait un certain nombre de collaborateurs, soucieux comme lui de définir ce que devait être l'homme des temps nouveaux. Plusieurs numéros spéciaux firent sensation.

Disciple de Cornellissen (il le resta toute sa vie), il était alors syndicaliste révolutionnaire et affilié à la Confédération Générale du Syndicalisme Révolutionnaire (CGTSR) de Pierre Besnard. Mais il était ouvert à tout effort de rénovation et c'est ainsi qu'il s'intéressa de près au Plan de Man (1933). Comme Révolution Constructive en avait alors l'exclusivité, il me demanda à le reproduire, ce qui fut naturellement accordé. Nous n'étions pas si nombreux à chercher le bon chemin !

Exclu des milieux anarchistes, pour "indiscipline" (il aimait à le rappeler avec humour), il se rapproche alors de la C.G.T. où sa compétence dans le système bancaire lui vaut rapidement une audience étendue. Il devient alors l'un des adjoints d'Albert Gazier et de Christian Pineau à la "Section Banque et Bourse" de la Fédération des Employés. Doué pour l'enseignement il n'a peut-être pas fait alors

Georges Lefranc, né en 1904, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé d'histoire et de géographie, docteur ès lettres et lauréat de l'Institut, Prix Voltaire (1976), est décédé le 30 avril 1985. Membre fondateur de notre Association, il a rédigé cet hommage à Achille Dauphin-Meunier en janvier 1985, quelques semaines avant son hospitalisation, dernier hommage à un ami disparu, et peut-être dernier papier de ce grand historien du mouvement ouvrier.

la carrière qu'il aurait souhaitée, mais il était un excellent professeur, informé, dynamique, convaincant, avec parfois des explosions de colère que son éducation parfaite ne parvenait pas à empêcher de fuser. Edouard Dolléans avait pour lui la plus grande amitié.

A la guerre de 1939-1945, comme il arrive souvent dans la vie militante, nos routes divergèrent. De loin en loin, cependant, nous nous rencontrions, notamment lorsqu'il s'intéressa à la collection de Daniel-Rops "Produire pour l'homme".

Vient l'épuration. Il échappe à ses excès et vit quelques mois sous la protection des Bénédictins de la Pierre-qui-Vire. C'est là peut-être que se précise et s'opère sa conversion à un catholicisme où il transporte la même volonté de combat qu'il affirmait jadis à l'extrême gauche.

La tourmente passée, commence ce qui pourrait bien être la période la plus créatrice de son activité. Je laisserai de côté les mois qu'il passa au Cambodge comme conseiller du gouvernement d'alors.

Sa première tâche, à Paris, ce fut de mettre sur pied un "Centre d'Etudes Américaines", sis boulevard Saint-Germain d'où chaque semaine une "lettre" et plusieurs "dossiers" venaient apporter quelque démystification sur des sujets souvent difficiles. Parallèlement il anime deux revues, la "Nouvelle Revue de l'Economie Contemporaine" et "Etudes américaines". Il y apporte à la fois sa sûreté d'information que de nombreux contacts lui ont permis de maintenir et sa clarté vigoureuse d'exposition. J'ai moi-même collaboré à ce travail pendant plusieurs années et je souhaite que les historiens de l'avenir puisent largement dans cette source de renseignements.

La tourmente de 1968 passée, l'Institut Catholique démembré, Dauphin-Meunier a l'idée avec quelques amis efficaces et dévoués de créer cette "Faculté autonome et cogérée", qui se propose de reprendre le secteur abandonné. Avec obstination, il s'employa à rassembler ceux qui pouvaient l'aider, à obtenir les reconnaissances nécessaires, à chercher aussi les débouchés pour ceux qui mèneraient à bien leurs études. Car il avait, à tout moment, le souci de l'utile.

Nous le pensions encore appelé à une longue carrière par le verbe et par l'action. Et voilà que la mort a tout emporté. Rendons cette justice posthume à Dauphin-Meunier : toutes ses entreprises n'ont pas réussi, mais toutes ont laissé une trace durable et profonde.

UNE GRANDE FIGURE : LE MILITANT GEORGES LEFRANC

Parmi les grandes figures disparues récemment, Georges Lefranc (1904-1985) est connu pour ses ouvrages et sa contribution de premier plan à l'histoire du socialisme, des mouvements sociaux et du syndicalisme. Son action de militant est moins connue; c'est pourquoi il n'est pas inutile d'évoquer les grandes étapes de son itinéraire politique entre les deux guerres.

Georges Lefranc appartient à ces jeunes intellectuels venus au socialisme dans les années Vingt. Son socialisme est né d'abord d'une révolte, non de la misère, mais d'un sens aigu de la justice qu'il estimait bafouée par les hommes. Cette attitude, c'est le cri d'une génération meurtrie par la "Grande guerre", non dans sa chair, mais par les récits des parents, les deuils des amis, la vision des croix dans les cimetières : Choc terrible pour ces non-combattants; le "siècle de l'après-guerre" fut un tout : le premier conflit mondial était responsable, gardait sa force, sa valeur de symbole et exerçait presque une fascination justement parce que ces jeunes, à la différence d'un Marcel Déat ou d'un Jules Moch, n'avaient pas fait la guerre et ne l'avaient pas relativisée. D'où une réflexion sur les causes, puis les conséquences de cette boucherie. C'était bien une révolution politique, économique et culturelle qui avait commencé le 2 août 1914. Cette révolution fit réfléchir les jeunes intellectuels comme Georges Lefranc sur des problèmes nouveaux : l'organisation rationnelle de la formidable machine de guerre allemande avec Walther Rathenau, inspiré lui-même par le socialiste français Saint-Simon - et qui impressionna un prisonnier nommé Charles de Gaulle - ; le problème de la "nationalisation industrialisée" soulevé par la C.G.T. en 1919; l'avènement de l'U.R.S.S. et l'immense espoir que suscita la "lumière d'Octobre" et l'édification du premier Etat "socialiste" du monde - les désillusions furent à la mesure des espérances - ; la recherche d'une troisième voie entre le capitalisme et le bolchevisme soviétique; l'ascension et la consolidation du fascisme, puis du nazisme... Georges Lefranc, inspiré par l'exemple de la "Fabian Society", va repenser le socialisme en fonction des faillites et des désarrois issus de la guerre. En cela, son socialisme incarne celui de la génération de l'immédiat après-guerre.

En contact dans les années 1924-1927 avec le creuset que constitue l'Ecole

Né en 1957 à Chartres, Stéphane Clouet a fait ses études universitaires à Nancy. Agrégé d'histoire en 1980. D.E.A. d'études politiques en 1981. Il est professeur au lycée de Fameck (Moselle) et chargé de cours à la Faculté de droit de Nancy. Ami personnel de Georges Lefranc. Il prépare actuellement une thèse de troisième cycle consacrée à "Révolution Constructive" sous la direction de M. François Roth, professeur à l'Université de Nancy II.

Normale Supérieure de la rue d'Ulm, son socialisme va acquérir une tournure d'esprit spécifiquement normalienne. Rue d'Ulm, il prit des habitudes de rat de bibliothèque; il apprit aussi la rigueur et l'exactitude. Il découvrit la confraternité, la convivialité : là se rencontraient des jeunes gens venus d'horizons divers; des réflexions et des débats avaient lieu, des cercles et des réseaux se mettaient en place, des revues, brochures et journaux étaient créés ou diffusés; Georges Lefranc contribua activement à la création du "Groupe d'Etudes Socialistes" des quatre Ecoles Normales Supérieures; il collabora à des revues comme **L'Etudiant socialiste** ou **La Nouvelle Revue socialiste**; il donna ses premiers articles au **Populaire**, à **Combat social...** Des controverses amicales et animées opposaient Maurice Deixonne à Pierre Mendès France (qui n'était pas normalien), Georges Lefranc à Jean Bruhat et à Henri Guillemin; des personnalités nationales étaient invitées : Pierre Renaudel, Jules Moch, Vincent Auriol, Charles Gide, Hyacinthe Dubreuil, Etienne Antonelli... C'est dans ce milieu que se forma le terreau culturel des années Trente, imprégné de mystique républicaine et de rhétorique classique. Georges Lefranc se situe dans la tradition laïque et anticléricale héritée en partie de son père, inspecteur de l'enseignement primaire à Alençon. La promotion de Georges Lefranc à l'Ecole Normale Supérieure est la dernière à avoir été marquée par Lucien Herr, bibliothécaire, socialiste, "convertisseur" de plusieurs normaliens plus ou moins illustres au socialisme. Le rôle des maîtres s'y avéra capital : Lucien Herr incarne comme Albert Thierry - mais de façon plus constructive - le "refus de parvenir", à la manière de ces intellectuels russes "populistes" qui "allaient au peuple"; la connaissance de Charles Andler assure la filiation républicaine et, on peut le dire, solidariste du socialisme. Célestin Bouglé, savant, administrateur, directeur-adjoint de l'Ecole Normale Supérieure, sociologue de formation, joua un rôle fondamental au Centre de Documentation Sociale avec Georges Bourgin, Marcel Déat, et insista lui aussi sur les liens qui unissaient socialisme et République avec une chaleur et une affabilité dignes du radicalisme qui l'inspirait. Il ouvrit ainsi de larges horizons aux jeunes. D'autres personnalités amenèrent par la suite Georges Lefranc à mûrir sa pensée : Albert Thomas, Edgard Milhaud, Ernest Poisson...; d'autres lectures le passionnèrent : Jean Allemane, Maximé Leroy, et bien sûr Jean Jaurès.

1927. C'est la réussite à l'agrégation d'histoire et de géographie. C'est aussi pour Georges Lefranc la découverte d'*Au delà du marxisme* de Henri de Man. Le futur vice-président du P.O.B. exerce une énorme influence auprès des jeunes intellectuels socialistes (bien plus que sur les "pontifes bureaucratiques" de la S.F.I.O. ou de l'Internationale Socialiste). Quand onze amis - Georges et Emilie Lefranc, Maurice et Suzanne Deixonne, Pierre Boivin, Robert Marjolin, Jacques

Godard, Max Grignon, Ignace Kohen, Jean Itard et Claude Lévi-Strauss - , la plupart normaliens ou professeurs, fondent en 1931 sous l'impulsion de Georges Lefranc le groupe "Révolution Constructive" et publient chez Valois un ouvrage du même nom, c'est à eux que s'adresse Henri de Man pour faire connaître ses thèses. L'ouvrage de 1932 est certes hâtif, parfois approximatif et même sommaire; sa réflexion pessimiste sur l'Etat doit beaucoup à Proudhon et aux socialistes dits "utopiques". C'est un cri de révolte et de colère contre les faillites impitoyablement recensées et commises par les socialistes depuis 1918, en Allemagne, Autriche, Grande-Bretagne, France et bien sûr en U.R.S.S.; c'est aussi un avertissement aux "archéos" - "bonzes" - du Parti socialiste auxquels on reproche l'enlisement parlementaire, l'atonie de la pensée et le manque d'attention au rôle prédominant que doivent jouer aux yeux des auteurs les "institutions ouvrières", coopératives, syndicats (aveuglés par un respect excessif de la Charte d'Amiens ou par l'obédience à un parti autoritaire), municipalités socialistes... Dans les années suivantes, Georges Lefranc et le groupe "Révolution Constructive" vont diffuser le "planisme" de Henri de Man dont le fameux "Plan" est publié fin 1933. La France est entrée dans la crise économique; Hitler est au pouvoir; les "plans" fleurissent et, malgré leurs erreurs ou carences, ils cherchent à rompre avec le caractère sectoriel et incohérent des "plans" d'avant la crise - qui étaient en fait de vagues programmes. Comment Georges Lefranc a-t-il conçu cette idéologie et cette mystique du Plan ? Son "planisme" ne répond pas seulement à la volonté d'une "économie dirigée" chargée de briser les "féodalités financières" et les "oligarchies économiques" et de hâter la marche au socialisme par les socialisations; il s'inscrit aussi dans une stratégie sociologique : sauver les chômeurs de la crise, élargir le socialisme aux "classes moyennes" (environ dix millions de Français !) et gagner le fascisme de vitesse. Les expériences étrangères, comme le New Deal de Roosevelt, sont perçues avec intérêt, voire sympathie, même si on comprend mal leur caractère essentiellement pragmatique. Enfin, le planisme veut refuser le corporatisme, l'étatisme; il souhaite concilier la lutte des classes et la démocratie - et élargir les leçons du Ve Congrès de la S.F.I.O. tenu à Toulouse en octobre 1908 - ; aussi revêt-il une finalité idéologique : il s'agit de donner un souffle nouveau au socialisme, de lui ouvrir de nouveaux horizons. Georges Lefranc et "Révolution Constructive" refusent de suivre Marcel Déat et les "néo-socialistes" dans les conséquences ultimes qu'ils tirèrent de la rupture avec le marxisme (novembre 1933); cette attitude résolument unitaire fut maintenue - avec beaucoup plus de nuances et dans un contexte différent - lors de la scission de l'aile gauche du Parti qui suivit Marceau Pivert après le Congrès de Royan (juin 1938). Léon Blum reste réservé à l'égard du Plan; son

tempérament louvoyant refuse de s'enfermer dans un cadre rigide. Sans doute n'en comprend-il pas toutes les dimensions économiques - il est loin d'être le seul; il demeure un socialiste du XIX^e siècle à plusieurs égards. A ses yeux, la coexistence d'un secteur public et d'un secteur privé caractérisant le "régime intermédiaire" souhaité par Georges Lefranc et les planistes est une ébauche de fascisme et au minimum un "bonapartisme industriel" - ce qui est une erreur, comme celle qui consiste à croire que le voeu d'un Etat "fort" est un comportement déjà imprégné de "fascisme". D'autres mobiles, comme la crainte que le Plan ne fût un cheval de Troie de la C.G.T. à l'intérieur de la S.F.I.O. entrèrent dans le calcul de Blum. Il est du reste vrai que "Révolution Constructive" faillit emporter la majorité du Parti en 1934 et que le 6 février et le réflexe unitaire qu'il entraîna sauvèrent Blum. Il est vrai aussi que c'est Georges Lefranc qui rédigea le Plan de la C.G.T. en septembre 1935. Certes, celui-ci ne tira pas toutes les conséquences du planisme; il perçut mal la formidable mutation économique, sociale et culturelle que constitua dans les années Trente la montée des techniciens - souvent étiquetés avec un dédain sommaire et injustifié de "technocrates". Il n'en reste pas moins que Georges Lefranc et "Révolution Constructive" ont contribué à familiariser la France avec l'idée de planification économique; Robert Marjolin, futur adjoint de Jean Monnet en 1945 et futur vice-président de la Communauté Economique Européenne, est un membre éminent de "Révolution Constructive". A défaut d'être "techniciens", Georges Lefranc et ses amis figurent parmi les plus "techniciens" des "politiques" traditionnels. De même, les entretiens de Pontigny qu'il organisa avec "Révolution Constructive" firent naître des réseaux de sociabilité, des lieux d'échange intellectuels dont l'histoire commence à être écrite.

Georges Lefranc est resté un socialiste modéré. Il chercha toujours une troisième voie entre communisme et capitalisme, étatisme et libéralisme, Etats-Unis d'Amérique et Russie soviétique. Sur ce point, Georges Lefranc prit conscience de la complémentarité des espaces économiques européens, de la nécessaire réconciliation franco-allemande et, à terme, de la marche vers les Etats-Unis d'Europe. Aussi sa réflexion s'appuie-t-elle sur le pacifisme. Alain a influencé des générations d'étudiants et d'intellectuels. Mais le pacifisme connaît des degrés, des nuances et des naïvetés. Il y eut des pacifistes "fatigués" ("plus jamais ça !") prêts à accepter des illusions, voire des camouflets; des pacifistes antimilitaristes (Giono), des esthètes (Dorgelès), des anarchistes (Galtier-Boissière); des pacifistes révolutionnaires, de droite et de gauche. Il est difficile de ranger Georges Lefranc dans une de ces catégories, du reste assez logomachiques, bien qu'il s'apparentât plutôt à la première (mais les préoccupations révolutionnaires restèrent). En 1938,

il est Munichois. Il le restera. C'est le début de la dispersion (la "diaspora" aimait dire Georges Lefranc) de "Révolution Constructive". Georges Lefranc ne rejoint pas les rangs de la Résistance. Malgré son modérantisme, cette attitude lui fut amèrement reprochée et servit aux communistes de levier pour l'écartier des responsabilités dès 1944. Du même coup, Georges Lefranc entama une seconde carrière, comme historien. Sur l'attitude de Lefranc pendant la guerre de 1940, il faut au moins distinguer entre collaboration d'Etat et collaboration idéologique; Georges Lefranc et son épouse Emilie estiment défendre, fût-ce à Vichy, les intérêts ouvriers par la politique "de la présence", d'origine syndicale; ils pensent former "la Gauche du Maréchal". Peut-être est-ce une erreur. Sans doute est-ce une illusion. Peut-être cette position a-t-elle contribué à cautionner des infamies. Laissons au dirigeant communiste Georges Cogniot la responsabilité de l'ineptie qu'il profera à l'égard de Georges Lefranc, taxé de "vieil agent hitlérien".

Ouvrir les fenêtres du parti socialiste S.F.I.O. mais aussi de la classe ouvrière : telle fut la volonté tenace de Georges Lefranc. Courageusement, il s'attaqua à la rigidité des structures, aux préjugés ouvriéristes de la classe ouvrière, à la méfiance de la S.F.I.O. et aux pesanteurs de la C.G.T. Une des plus belles réalisations de celle-ci, à mettre à l'actif de Georges Lefranc et de Ludovic Zoretti, fut la création de l'*Institut Supérieur Ouvrier (I.S.O.)*, destiné à apporter à une clientèle ouvrière une culture générale, entre 1932 et 1939. Certes on a reproché à Georges Lefranc de ne pas avoir créé de "culture nouvelle". C'est oublier que l'I.S.O. et ses Collèges du Travail provinciaux disposait d'une marge de manœuvre relativement étroite, dans la mouvance de la C.G.T. Et puis, qu'est-ce que la culture ? Une effervescence culturelle déferle en France dans les années Trente. On se cherchait, on cherchait à donner des réponses à des phénomènes qu'on comprenait mal comme la crise, les succès du nazisme, de Roosevelt ou de Staline. On tâchait de comprendre "l'intelligence de l'ennemi". On cherchait à rompre avec le cadre étouffant des banlieues ouvrières; c'est le début des loisirs urbains et la rapide mutation des moyens de communication; parfois, on rêve d'un retour à la terre et on s'oppose à la société d'abondance (d'où des nostalgies passées...). La laïcité semble s'essouffler, on considère le neutralisme officiel comme une duperie; par dessus tout, on cherche "l'homme réel", le "producteur" au-delà de l'homme "abstrait". On souhaite qu'aux lois politiques succèdent des lois économiques et administratives. Parfois, on cherche une mystique, un "supplément d'âme"; c'est ce qui explique la collaboration - éphémère - de Georges Lefranc à des revues comme *Esprit* d'Emmanuel Mounier, en 1940. Cette quête d'une nouvelle morale et d'un nouvel humanisme imprègne l'œuvre de l'*Institut Supérieur Ouvrier*. Georges Lefranc voulait apprendre aux ouvriers ce qui selon la formule de Fernand Pellou-

tier leur manquait le plus, c'est-à-dire "la science de leur malheur". Georges Lefranc cherche à diffuser la culture et à faciliter sa transmission; aussi sa démarche est-elle d'abord pédagogique. Il veut éveiller l'esprit critique, apporter une culture multiforme qui permît de "comprendre le monde où l'on vit", développer le sens de la responsabilité sociale "au contact de la vie". Cette harmonie née de la faculté de maîtriser et de comprendre le réel, peut-être est-ce cela, la "culture" ? En même temps, Georges Lefranc et les professeurs de l'I.S.O. cherchaient à donner une armature intellectuelle à la "conscience de classe" : ils insistaient sur les aspects internationaux de la morale sociale et utilisaient des moyens modernes : l'imprimé et les journaux, mais aussi la radiodiffusion (en particulier sous le Front Populaire), le cinéma, le fameux "journal parlé" (commentaire oral concis de l'actualité après exposé d'une question par l'enseignant). C'est l'aspect le plus discutable de l'entreprise car les cours de certains professeurs étaient des leçons de marxisme. Ce ne fut jamais le cas de Georges Lefranc lui-même. L'Institut Supérieur Ouvrier a contribué à former, éduquer - et non seulement, contrairement aux "Universités Populaires", à instruire de façon discontinue et incohérente - de nouvelles élites ouvrières. Là réside sans doute le meilleur de l'apport de Georges Lefranc avant la seconde guerre mondiale qui emporta tout. Avec le docteur Jacques Godard, Georges et Emilie Lefranc jetèrent aussi une passerelle entre "Révolution Constructive" et les jeunes. Ils formèrent les cadres des "Faucons Rouges" (les A.E.O. - "Amis de l'Enfance Ouvrière"). Ils développèrent les mêmes thèmes qu'au sein de l'Institut Supérieur Ouvrier. Les "Faucons Rouges", c'est l'internationalisme des "Républiques d'enfants" dont la première fut organisée à Draveil en 1932. C'est l'apprentissage de la démocratie dans des camps de jeunes dans un cadre campagnard; c'est le pacifisme, souvent agressif à l'encontre des "fascismes"; c'est l'introduction d'une pédagogie nouvelle issue du "laboratoire viennois"; c'est aussi le précoce embrigadement des jeunes dans une forme de "scoutisme rouge" appuyé sur les techniques de l' "Agitprop". Plus simplement, c'était donner de l'air pur aux gosses des quartiers ouvriers.

L'histoire contemporaine a été pour une bonne part écrite dans les années Trente. Des projets ont été lancés, des réalisations effectuées, des erreurs commises. Mais par delà la césure, assez artificielle quant au mouvement des idées, de la deuxième guerre mondiale et de la sinistre époque de l'Occupation, la pâte était levée. Parmi les hommes qui ont fait cette histoire - et malgré sa discréption - n'oublions jamais Georges Lefranc. C'est à travers les bourrasques que se mesure l'unité de la vie d'un militant.

NOUVELLES DE L'ASSOCIATION

Exposition du Centenaire

Au moment de la rédaction de ce bulletin, nous ne pouvons parler encore qu'au futur de l'**Exposition pour le 100e anniversaire de la naissance d'Henri de Man** qui sera inaugurée par M. Julien de Meyer, échevin de la culture de la Ville d'Anvers, le mardi 29 octobre 1985 à 17 heures à l'**Archief en Museum voor het Vlaamse Cultuurleven**, (Archives et Musée de la culture flamande), Minderbroederstraat 22, Anvers. Elle restera ouverte jusqu'à mi-décembre.

Cette exposition, organisée par l'**Archief en Museum voor het Vlaamse Cultuurleven**, sous les auspices de la Ville d'Anvers et avec l'appui des autorités belges, est le fruit d'une initiative de notre Association. Depuis une année, un groupe de jeunes historiens, assistés par les spécialistes du Musée et plusieurs membres de notre Association, exploite le vaste fonds d'archives Henri de Man déposé dans ce Musée, ainsi que diverses ressources extérieures, pour offrir au public un aperçu aussi intéressant et complet que possible de la vie et de l'œuvre de de Man.

C'est la première fois qu'une telle exposition est mise sur pied. Les difficultés inhérentes à l'organisation d'une manifestation de ce genre, et à celle-ci en particulier, permettent d'affirmer que le public n'aura vraisemblablement plus pendant longtemps l'occasion de visiter une exposition de cette envergure consacrée à Henri de Man. Le déplacement à Anvers en novembre et décembre prochains est donc un "must".

Centenaire de la naissance d'Henri de Man

L'Association pour l'étude de l'œuvre d'Henri de Man invite ses membres et toutes les personnes intéressées à la manifestation qu'elle organise à l'occasion de l'exposition du Centenaire de la naissance d'Henri de Man les **samedi 16 et dimanche 17 novembre 1985** selon le programme suivant :

Samedi 16 novembre 1985

- 10 h. Réunion du comité (réservée aux membres du comité)
- 14 h. 30 Assemblée générale de l'Association (ouverte aux non-membres, mais sans droit de vote)
- 17 h. Réception offerte par l'Association.

Dimanche 17 novembre 1985

- 10 h. Visite commentée de l'exposition
- 14 h. Colloque public placé sous la présidence du Dr. A.M. van Peski, président de l'Association, avec la participation des professeurs Peter Dodge, Piet Tommissen, de MM. Johnny Anthoons, Detlef Borchers, Kersten Oschmann, etc.

Le programme comprendra en outre la projection de films sur le Plan du Travail, une conférence et une visite guidée. Un stand de publications offrira une abondante documentation comprenant divers ouvrages d'Henri de Man et toute une série de publications nouvelles.

Assemblée générale 1985

L'assemblée générale de l'Association a été convoquée pour le samedi 16 novembre 1985 à 14 h. 30 aux Archives et musée de la culture flamande, Minder-

broederstraat 22, Anvers, dans le cadre de l'exposition du centenaire. Elle entendra les rapports du président et du secrétaire général, approuvera les comptes 1983-5, procédera à un échange de vues sur les activités à venir et renouvellera son comité pour les années 1985-1987.

Etant arrivé au terme de son troisième mandat, notre président, le Dr A.M. van Peski, ne pourra pas être réélu. Nous lui témoignerons notre reconnaissance pour son activité à la tête de notre Association pendant six ans. L'assemblée devra donc lui désigner un successeur. Notre ami van Peski restera cependant un membre actif de l'Association, puisque, conformément aux statuts, il sera membre de droit du comité, comme notre premier président, M. Jef Rens.

L'assemblée générale sera précédée le même jour à 10 heures d'une réunion du comité.

Nécrologie

Nous devons malheureusement déplorer la mort de plusieurs de nos membres dans l'année écoulée. C'est d'abord Achille Dauphin-Meunier qui nous a quittés l'été dernier déjà, disparition que nous ignorions encore lorsque nous avons publié le bulletin de décembre 1984. Peu de temps avant d'être hospitalisé à cause de la maladie qui devait l'emporter à son tour, le 30 avril 1985, Georges Lefranc nous adressait un hommage à A. Dauphin-Meunier qu'on trouvera page 205 et qui aura peut-être été le dernier papier de ce grand historien du mouvement ouvrier.

Achille Dauphin-Meunier était membre fondateur de l'Association. Tous les participants du colloque de Genève en 1973 se souviennent de ses solides et pertinentes interventions. Nous l'avions un peu perdu de vue depuis lors. Mais, de loin en loin, une lettre nous rappelait qu'il suivait avec sympathie nos activités. A la suite de l'allocution du président A.M. van Peski à l'assemblée générale du 12 mars 1983, il nous avait écrit pour expliquer le peu d'écho que nous trouvions en France :

"Dans son allocution M. van Peski a fait allusion à la faiblesse de la section française et aux résultats décevants des contacts avec elle. Mais la raison de sa médiocre participation à vos travaux n'est pas la conjoncture en France et l'évidente faillite du socialisme à la française; elle est dans la disparition des planistes. A ma connaissance, nous ne sommes plus que trois à avoir participé aux côtés de de Man aux conférences planistes internationales : Robert Lacoste, Georges Lefranc et moi. A qui on peut adjoindre, puisqu'il participa au Centre d'études de la C.G.T., Christian Pineau. Age moyen des quatre : 75 ans. Et nous n'avons pas fait de disciples. Sans doute, l'œuvre d'Henri de Man est enseignée et commentée dans notre Faculté; sans doute des élèves de Lefranc et de moi-même sont-ils, à notre instigation, engagés dans le mouvement ouvrier ou dans l'analyse des questions sociales. Mais ils ne sont pas planistes. Et d'ailleurs quelle solution le planisme d'hier pourrait-il apporter à notre actuelle crise de civilisation ?

Je me réjouis de la suggestion faite de commémorer le centenaire de la naissance d'Henri de Man avec la participation du Musée de la culture flamande. Si vous l'estimez bon, je pourrai même à cette occasion rechercher non pas ce qui sous l'angle de l'actualité reste valable dans le plan belge du travail, mais ce que sont devenues en Europe occidentale les idées-force de de Man, comment elles ont survécu à la marée keynésienne et aujourd'hui fertilisent un certain 'libertarianisme'."

Malheureusement nous n'aurons jamais cet article qui nous manquera, parce que chez cet homme, doté d'une grande capacité de synthèse et qui était aussi attentif à l'histoire qu'à l'actualité, la culture économique n'étoffait jamais la culture tout court.

C'est à Stéphane Clouet, l'un de ces jeunes universitaires dont parlait A. Dauphin-Meunier dans sa lettre, que nous devons l'hommage à Georges Lefranc publié page 207. Membre fondateur de l'Association, Georges Lefranc a également été membre du comité jusqu'en 1983, date à laquelle il s'en est retiré pour raisons de santé.

Achille Dauphin-Meunier et Georges Lefranc étaient tous deux présents au Colloque de Genève en 1973. Le premier avait signé un rapport captivant et original sur Henri de Man et Walther Rathenau, le second un rapport sur la diffusion des idées planistes en France et une communication sur les conférences internationales des Plans et la Commission internationale des Plans. Nous n'oublierons ni la courtoisie ni la chaleureuse sympathie qu'ils nous ont toujours manifestées.

Hector Masson est décédé à Liège le 7 janvier 1985 dans sa 89e année. Moins connu que les deux membres précités, il avait adhéré à l'Association en 1977. Typographe de formation, il était venu au socialisme en militant au sein de l'Ecole colinsienne à laquelle Ivo Rens et William Ossipow ont consacré leur *Histoire d'un autre socialisme* (Neuchâtel, La Baconnière, 1979). Elève de la première session de l'Ecole Ouvrière Supérieure, il était devenu ensuite journaliste puis directeur du quotidien socialiste "Le Travail" à Verviers, avant d'entrer en 1931 à l'Institut National de Radiodiffusion où il fit toute sa carrière jusqu'au poste de directeur général adjoint. C'était un homme honnête, exigeant, d'une grande impartialité, qui n'aimait pas parler ni faire parler de lui (dixit Frans Hoosemans, directeur général honoraire de l'I.N.R.). Nous publierons dans un prochain numéro le témoignage qu'il nous a donné sur l'E.O.S. et sur Henri de Man.

Au moment d'achever le tirage de ce bulletin nous parvient la triste nouvelle du décès de notre ami Jef Rens, survenu à Bruxelles le 26 septembre 1985 à l'âge de 80 ans. Avec lui disparaît l'un des derniers grands artisans du Plan du Travail belge. Jef Rens s'était lié avec Henri de Man à l'époque de ses études à l'Université de Francfort-sur-le-Main. C'est sous sa direction qu'il rédigea sa thèse de doctorat consacrée au national-socialisme. Il fut l'un des premiers à propager l'idée du Plan alors que, très jeune encore - il n'avait pas trente ans - il occupait plusieurs fonctions importantes à la Commission Syndicale, la future F.G.T.B. : rédacteur de son organe officiel, membre du bureau directeur, délégué au comité exécutif du Bureau d'Etudes Sociales, membre de la Commission des XV qui approuva le Plan avant son adoption par le Congrès du P.O.B. à la Noël 1933. Il fit ensuite partie du conseil d'administration du Bureau d'action pour le Plan. Discrètement, mais efficacement, Jef Rens fut l'un des hommes clés du mouvement planiste. Il devint plus tard chef de cabinet de Paul-Henri Spaak et le précéda à Londres durant la guerre. Après celle-ci, Jef Rens fut directeur général adjoint du Bureau International du Travail à Genève et l'initiateur du Programme andin de coopération au développement, ce qui l'amena à faire des séjours fréquents et prolongés en Bolivie et au Pérou notamment. Enfin, il fut président du Conseil National du Travail en Belgique.

Bien qu'ayant rompu toutes relations avec Henri de Man à partir de 1940 et n'ayant jamais varié dans le jugement sévère qu'il portait sur son choix politique, Jef Rens n'en resta pas moins, intellectuellement parlant, son disciple. Il fut l'un des principaux animateurs du colloque de Genève en 1973 et participa à la fondation de l'Association, dont il a défini les buts et assumé la présidence pendant six ans (maximum statutaire). Si la pensée d'Henri de Man figure au programme d'histoire des doctrines politiques à l'Université de Genève, c'est encore à Jef Rens que nous le devons, au moins indirectement, puisque le professeur titulaire de cet enseignement n'est autre que son fils Ivo Rens, auquel nous exprimons, ainsi qu'à sa famille, notre sympathie émue.

Cotisations

Selon la coutume académique, l'exercice comptable de l'Association court du 1er octobre au 30 septembre de l'année suivante. Etant donné que cet usage ne revêt pour nos activités aucun intérêt pratique et qu'il comporte en revanche quelques inconvénients mineurs pour la tenue des comptes, une proposition est adressée au comité visant à aligner désormais l'exercice comptable sur l'année civile. Si cette proposition est acceptée, les cotisations payées pour l'année 1984/5 vaudront pour toute l'année 1985. En conséquence, la cotisation annuelle suivante sera due dès le 1er janvier 1986.

En prévision des échéances qui nous attendent et qui seront plus lourdes que d'habitude, nous saurions gré à nos membres de bien vouloir s'acquitter de leur éventuel retard de cotisations et de nous verser dès que possible leur cotisation 1986.

Les paiements peuvent être faits :

en Belgique :

au compte de l'Association N° 551-8603800-66 auprès de la Bank van Parijs en de Nederlanden (Banque de Paris et des Pays-Bas), Anvers; les membres belges recevront avec l'état de leur compte un bulletin de versement/virement bancaire qui leur simplifiera la tâche;

en Suisse :

- par mandat postal international adressé à la Caisse d'Epargne, Genève, compte de chèques postaux 12-2000 (avec mention sur le coupon : compte A 7.752.516 de l'Association pour l'étude de l'œuvre d'Henri de Man);
- par versement ou virement sur le compte bancaire N° A 7.752.516 de l'Association auprès de la Caisse d'Epargne, Genève.

<u>Barème des cotisations</u>	<u>FS</u>	<u>FB</u>
Cotisation normale	50.-	1000.-
Cotisation normale, couple	60.-	1200.-
Cotisation de soutien	100.-	2000.-
Cotisation de soutien, couple	110.-	2200.-
Cotisation étudiants	25.-	500.-

Le paiement de la cotisation pour les membres retraités est facultatif. Ils peuvent soit continuer, dans la mesure du possible, leur appui financier, soit le diminuer ou le suspendre provisoirement ou définitivement.

PUBLICATIONS DISPONIBLES

Au secrétariat de l'Association :

Henri de Man, Au delà du marxisme, Paris, Seuil, 1974, 444 p., FS 20.-/FB 500.-
Henri de Man, L'Idée socialiste, Genève, P.U.R., 1975, XXXVII + 542 p., FS 25.- / FB 600.-

Henri de Man, Der neu entdeckte Marx / Marx redécouvert, édition bilingue allemand/français, introduction de Jef Rens, Genève, 1980, FS 10.-/FB 250.-

Actes du colloque international sur l'œuvre d'Henri de Man, Genève, 1974, trois volumes polycopiés, 305 p., FS 20.-/FB 500.-

Sur l'œuvre d'Henri de Man, rapports au Colloque international organisé par la Faculté de droit de l'Université de Genève, 18-20 juin 1973, Revue européenne des sciences sociales/Cahiers Vilfredo Pareto, tome XII, 1974, N° 31, Genève, Librairie Droz, 303 p., FS 30.-/FB 750.- (textes de A.M. van Peski, G. Desolre, P. Dodge, M. Grawitz, A. Dauphin-Meunier, F. Grosse, M. Claeys-van Haegendoren, H. Brugmans, G. Lefranc, A.G. Slama, H. Balthazar, M. Brélaz, I. Rens, S. Stelling-Michaud et J. Buenzod).

Vient de paraître

Michel Brélaz, Henri de Man - Une autre idée du socialisme, Genève, Editions des Antipodes, 1985, 814 p., 16 illustrations, FS 40.-/FB 1'000.- (prix de souscription valable jusqu'au 31.12.1985 : FS 30.-/FB 750.-).

Auprès d'autres éditeurs :

A Documentary Study of Hendrik de Man, Socialist Critic of Marxism, compiled, edited and largely translated by Peter Dodge, Princeton, New Jersey (U.S.A.) et Guildford, Surrey (Grande-Bretagne), Princeton University Press, 1979, 362 p. (édition reliée ou brochée).

Les numéros précédents du Bulletin de l'Association peuvent être obtenus gratuitement auprès du Secrétariat de l'Association jusqu'à épuisement du stock (certains numéros sont déjà épuisés), moyennant paiement des frais de port.

Un exemplaire du présent numéro spécial est envoyé gratuitement aux membres de l'Association. Il est en vente au Secrétariat de l'Association au prix de FS 12.-/FB 300.- (franco).

**L'ASSOCIATION POUR L'ETUDE DE
L'OEUVRE D'HENRI DE MAN**

est une association scientifique et culturelle sans but lucratif fondée en 1973 et organisée selon les articles 60 et suivants du Code civil suisse.

Elle se propose d'encourager l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man, ainsi que la recherche historique sur sa genèse, son évolution et son influence, et, d'une façon plus générale, de faire connaître ce qui, dans cette oeuvre, présente un intérêt pour la solution des problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels actuels.

Pour tous renseignements complémentaires (statuts, bulletin d'adhésion, etc.), s'adresser à l'Association pour l'étude de l'oeuvre d'Henri de Man, p.a. Département d'histoire du droit et des doctrines juridiques et politiques, Pl. de l'Université 3, CH-1211 GENEVE 4 (Suisse) ou secrétariat pour la Belgique et les Pays-Bas, p.a. Madame Marlène de Man-Flechtheim, Jan Ockeghemstraat 16, B-2520 EDEGEM-ANTWERPEN (Belgique).

*

